

ARCHIVES
DIPLOMATIQUES

1882 — 1883

JX
3
A6

Digitized by the Internet Archive
in 2024

ARCHIVES DIPLOMATIQUES

RECUEIL MENSUEL

DE DIPLOMATIE ET D'HISTOIRE

1882 — 1883

(22^e ET 23^e ANNÉE)

(JANVIER, FÉVRIER, MARS)

2^{me} SÉRIE — TOME V

PARIS

KRAUS REPRINT
A Division of
KRAUS-THOMSON ORGANIZATION LIMITED
Nendeln/Liechtenstein
1970

Reprinted from a copy in the collections of the
University of Illinois Library

Printed in Germany
Lessingdruckerei Wiesbaden

ARCHIVES DIPLOMATIQUES

PREMIÈRE PARTIE

LE LIVRE BLEU

CORRESPONDANCE DIPLOMATIQUE ⁽¹⁾

CONCERNANT LE RENOUVELLEMENT

DES

TRAITÉS DE COMMERCE

ENTRE

LA FRANCE ET LA GRANDE-BRETAGNE

(SUITE)

N° 221

Le Comte de Granville aux Commissaires Royaux.

Foreign-Office, le 4 janvier 1882.

Gentlemen,

J'ai reçu votre dépêche en date du 31 décembre dernier, me rendant compte de la séance tenue ce même jour par la Commission Mixte des négociations commerciales entre la Grande-Bretagne et la France.

Le Gouvernement de Sa Majesté approuve votre conduite à cette occasion. M. Crowe peut rester à Paris si les Commissaires Royaux le jugent nécessaire ou si M. Rouvier lui fait de nouvelles propositions en ce qui concerne les cotons et laines.

Je suis, etc.

Signé : GRANVILLE.

(1) Voir Archives diplomatiques 1880-81, T. I et II.

N^o 222

Conférences de Paris.

Procès-verbal de la trente-septième séance de la Commission Mixte,
tenue le 31 décembre 1881.

PRÉSIDENCE DE M. GAMBETTA, MINISTRE DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES

Étaient présents :

M. Rouvier, Ministre du Commerce et des Colonies ;

M. Spuller, Sous-Secrétaire d'État au Département des affaires
étrangères ;

MM. les Commissaires français et anglais et MM. les Secrétaires qui assistaient à la précédente réunion, à l'exception toutefois de M. Challemel-Lacour, retenu à Londres par les devoirs de sa charge.

La séance est ouverte à neuf heures et demie.

Le procès-verbal de la trente-sixième séance est adopté.

M. le Président exprime l'opinion qu'au point où les négociations en sont arrivées, il est inutile de reprendre la discussion détaillée des divers articles du Tarif. Il lui paraît préférable de récapituler et de passer sommairement en revue les principaux points sur lesquels subsistent encore des dissentiments.

Ce mode de procéder étant adopté, *Sir Charles Dilke* présente quelques observations au sujet du régime de l'acier (n^o 195 du Tarif français). Il fait remarquer qu'il est possible qu'à un moment donné la distinction entre le fer et l'acier disparaisse, et il demande, par conséquent, d'égaliser, dès à présent, les droits sur ces deux produits. Il constate, d'ailleurs, qu'aucune réduction n'a été accordée sur les droits proposés pour l'acier dans le Tarif à discuter.

M. le Ministre du Commerce répond que, comme MM. les Commissaires français l'ont déjà indiqué dans la précédente réunion, il pourrait, en effet, y avoir lieu d'égaliser les droits entre le fer et l'acier, s'il venait à être démontré que, par suite du nivellement de leurs prix de vente, les motifs qui les avaient fait taxer différemment ont cessé d'exister ; mais il ne semblerait pas rationnel de consentir, dès à présent, en vue de cette hypothèse incertaine, à l'assimilation réclamée par MM. les Commissaires britanniques.

En ce qui concerne l'acier *mi-façonné*, *Sir Charles Dilke* croit devoir réitérer la demande des Commissaires de la Reine

qu'il soit créé une nouvelle catégorie à 4'50 les 100 kilogrammes pour l'acier *demi-façonné* ou *ébauché*, en *massiaux* ou *lingots*, *billettes*, etc., et une catégorie également pour l'« acier en blocs pleins, bruts, forgé ou tourné, tubes ou cylindres tournés, « alésés et polis ou non. »

M. Amé rappelle que, dans les précédentes séances, les Commissaires français avaient déjà dû écarter cette demande, en raison de la difficulté que l'on éprouverait, dans la pratique, à distinguer l'acier *demi-façonné* de l'acier fini. Si MM. les Commissaires britanniques étaient en mesure d'indiquer un moyen facile et sûr d'effectuer cette distinction, leur proposition pourrait être utilement examinée; mais comme, jusqu'à présent, ils se bornent à renouveler l'expression de leur désir sans apporter à l'appui aucune indication nouvelle, l'état de la question n'a pas changé.

M. Marie fait observer que, si l'on a pu établir une distinction entre le fer *demi-façonné* et le fer fini, c'est en se basant sur la proportion de scories que retient le métal. Pour l'acier, il n'en saurait être de même, et la distinction demandée par MM. les Commissaires britanniques semble, dès lors, d'une réalisation difficile.

Au sujet du sel (n° 229), *Sir Charles Dilke* croit devoir appeler de nouveau l'attention de MM. les Commissaires français sur les droits fixés sur les sels, et notamment pour les sels raffinés blancs. M. le Président avait bien voulu, dans la trente-cinquième séance, prendre note de la demande formulée par M. Kennedy : *Sir Charles Dilke* exprime le désir de savoir s'il a pu y être donné suite.

M. Amé se réfère aux observations qui ont déjà été échangées, à cet égard, entre MM. les Commissaires des deux Pays. Le droit sur les sels est un droit fiscal. Le marché français est déjà largement approvisionné de sel par la saunerie indigène, et les réductions de Tarif auxquelles le Gouvernement français pourrait consentir, sans dommage pour une partie fort intéressante de nos populations du littoral de l'Ouest, ne donneraient aux intérêts anglais qu'une satisfaction toute platonique. C'est par ce motif que, malgré des réclamations souvent reproduites, depuis 1860, on a dû renoncer à inscrire le sel au Tarif conventionnel.

Sir Charles Dilke répond que les Commissaires britanniques ne méconnaissent pas la valeur de ces considérations et qu'ils croient en avoir tenu compte en limitant leur demande actuelle au régime des sels raffinés, des sels de table.

Relativement aux *Teintures dérivées du goudron de houille* (n° 271), *Sir Charles Dilke* demande si MM. les Commissaires français sont à même d'accorder une réduction des droits déjà proposés pour ces produits, savoir : de 100 francs pour les teintures sèches et de 56 francs pour celles en pâte. Il insiste sur l'exactitude des prix qu'il a cités, à l'appui de cette demande, dans les dernières séances de la Commission Mixte.

M. *Amé* fait observer que cet article, dont le régime se complique de questions de brevets, intéresse l'Allemagne beaucoup plus que l'Angleterre. Il ajoute que, même en prenant pour base d'évaluation les prix cités par MM. les Commissaires anglais, le Tarif proposé est des plus modérés.

M. le *Ministre du Commerce* rappelle que les prix sur lesquels MM. les Commissaires anglais ont basé leurs calculs s'appliquent non pas à des teintures à l'état pur, mais à des teintures mélangées de matières étrangères, telles que le talc, qui en augmentent le poids et en diminuent la valeur.

Sir Charles Dilke répond que, si l'importation en France des teintures dérivées du goudron de houille est surtout de provenance allemande, elle intéresse également le commerce anglais. Il constate que, même réduits, les droits actuellement imposés à cet article constituent nécessairement une aggravation du *statu quo*, puisqu'ils remplacent l'admission en franchise. Les réclamations du commerce anglais sont donc, dans tous les cas, motivées.

M. *Marie* constate que, si les teintures dérivées du goudron de houille ont joui jusqu'à présent de l'exemption des droits, c'est par suite d'une erreur déjà signalée, à plusieurs reprises, au Gouvernement anglais. N'étant pas spécialement inscrites au Tarif, elles avaient été indûment rangées parmi les couleurs non dénommées et, comme telles, admises en franchise, tandis que, par leurs usages, elles appartenaient, en réalité, aux teintures non dénommées et auraient dû, à ce titre, être passibles d'un droit de 5 p. 100 *ad valorem*. Cette lacune du Tarif général devait être comblée; elle l'a été, en effet, et il ne semble pas que le commerce anglais soit fondé à s'en plaindre. Ses réclamations seraient d'autant moins motivées que les droits proposés de 100 francs et de 56 francs représentent à peine 5 p. 100 de la valeur.

Au sujet de l'article *amidon* (n° 295), *Sir Charles Dilke* demande si le droit sur l'amidon sera calculé sur le poids brut ou sur le poids net des importations. Le droit proposé de 4 francs par 100 kilogrammes se monte déjà, pour l'amidon fabriqué en

Angleterre, à 7 1/2 p. 100 de la valeur, sans tenir compte du poids des emballages de carton.

M. Marie fait remarquer qu'au point de vue de la tare, rien ne sera changé au régime actuel de l'amidon. Le nouveau droit dont il est grevé étant, de même que l'ancien, inférieur à 10 francs les 100 kilogrammes, la tarification continuera à être établie sur le poids brut. En outre, si les importateurs anglais emploient, pour leurs emballages, comme les amidonniers allemands, des boîtes en carton ou des enveloppes en papier, ils devront naturellement acquitter les taxes intérieures sur le papier et sur le carton, dont sont également passibles les producteurs français.

En ce qui concerne les *faïences* (n^{os} 325 et 326), *Sir Charles Dilke* appelle de nouveau l'attention de MM. les Commissaires français sur le taux de la tare applicable aux emballages des poteries unicolores; il croit pouvoir espérer que, tout en réduisant le droit de 12 à 8 francs, on maintiendrait exceptionnellement à l'importateur la faculté de déclarer le poids net des importations.

M. Amé, se référant aux explications qu'il a déjà données dans la vingt-deuxième séance, répond affirmativement à la question de *Sir Charles Dilke*. Il suffirait de déroger, par une disposition conventionnelle, à la règle générale du Tarif français.

Abordant le n^o 328 (*glaces*), *Sir Charles Dilke* exprime le regret d'avoir à confirmer la déclaration faite par lui dans la vingt-neuvième séance que les abaissements de droits proposés pour les glaces ne paraîtraient pas suffisants au Gouvernement de la Reine. Le droit de 20 francs sur les glaces de moins d'un demi-mètre carré devrait être réduit au taux de 10 francs, qui représenterait 10 p. 100 de la valeur, et celui de 2^e 25 sur les glaces d'un demi-mètre à 2 francs.

M. Amé constate que, sur ce point, des dégrèvements considérables ont déjà été consentis par les négociateurs français. Il rappelle, à cet égard, les déclarations qu'il a présentées dans la vingt-neuvième séance, et il exprime de nouveau la conviction que les droits spécifiques actuellement en discussion ne représentent pas plus de 10 p. 100 de la valeur.

Sir Rivers Wilson le conteste. Il ajoute que les droits du Tarif conventionnel de 1860 sont eux-mêmes considérés comme excessifs par les fabricants de glaces anglais. Les taxes actuellement proposées ne seraient que la rectification très insuffisante de l'erreur dont les verriers anglais prétendent avoir été vic-

times en 1860 et contre laquelle ils n'ont, depuis vingt ans, cessé de protester.

En admettant que les taxes proposées, en dernier lieu, par les Commissaires français correspondent exactement à 10 p. 100 de la valeur, cette protection ne serait-elle pas absolument superflue? Les glaces françaises viennent en effet, sur le marché anglais, faire concurrence aux produits britanniques, sans qu'il y ait réciprocité, et l'on a affirmé qu'elles se vendent meilleur marché en Angleterre qu'en France. Une protection douanière de 10 p. 100, s'ajoutant à la protection naturelle qui résulte des frais de transports par mer, ne semble pas, dans de telles conditions pouvoir se justifier.

M. Amé répond que, si la fabrication anglaise est d'une incontestable supériorité pour certains produits, il en est tout autrement pour les glaces. Les glaces françaises sont généralement préférées aux glaces anglaises. C'est dans ce fait, et non dans la quotité du droit, qu'il faut chercher l'explication de la situation signalée par *Sir Rivers Wilson*.

M. Marie ajoute que les droits actuels n'empêchent pas l'introduction en France des glaces belges. Il en faut donc conclure que, si le marché français reste fermé aux produits anglais, c'est que l'industrie britannique fabrique moins bien ou plus chèrement que l'industrie belge. Mais, quelle que soit la cause de leur infériorité, on ne saurait, pour ce seul motif, établir, en leur faveur, un régime différentiel, et l'on doit dès lors maintenir une taxation qui n'a rien d'exagéré vis-à-vis de la Belgique.

Sir Rivers Wilson fait observer que comme il l'a déjà indiqué, la France et la Belgique ne forment, en quelque sorte, pour l'industrie des glaces, qu'un seul marché, la plupart des grandes fabriques belges ayant une succursale en France. Il insiste, d'ailleurs, sur l'élévation des nouveaux droits spécifiques qui, d'après les calculs des importateurs, dépassent l'ancien taux de 10 p. 100.

M. Amé exprime l'opinion que, très probablement, pour cet article comme pour beaucoup d'autres, les intéressés ont pris comme base d'évaluation des qualités exceptionnellement inférieures, au lieu d'établir leurs calculs sur les qualités moyennes, ainsi que l'ont fait les rédacteurs du nouveau Tarif français. Cette différence entre les éléments d'évaluation choisis de part et d'autre est naturellement une cause constante de divergences.

Sir Charles Dilke objecte que l'on doit raisonner, non pas sur les articles de qualité moyenne, mais sur les articles qui sont l'objet principal des échanges. Le commerce anglais affirme que

ces articles sont les articles, à très bon marché, et il est assez difficile de contredire cette assertion, puisque, jusqu'à présent, pour les marchandises soumises à des droits à la valeur qui viennent d'être convertis en taxes spécifiques, les statistiques douanières n'ont fait aucune distinction entre les diverses qualités.

M. Amé répond que l'on ne pouvait pas se préoccuper uniquement des importations anglaises, qu'il fallait aussi tenir compte de celles des autres Pays, et qu'on était ainsi conduit à prendre comme base de calcul les qualités moyennes. En somme, si l'on examine l'ensemble des propositions actuelles du Gouvernement français, on reconnaît que, pour les articles qui étaient, dans l'ancien Tarif, grevés de taxes spécifiques, ces taxes ont été maintenues ou abaissées : on constate, notamment, que des réductions sensibles ont été accordées sur plusieurs des produits importants de la fabrication britannique, tels que les fontes, les fers, et leurs dérivés. Pour les objets qui étaient tarifés à la valeur, les rapprochements ne sauraient avoir une égale précision, puisque les termes de comparaison ne sont pas les mêmes. Mais on s'est inspiré du même esprit, et l'on a entendu se borner à une conversion exacte des anciens droits, en prenant pour base d'évaluation les qualités courantes.

Sir Rivers Wilson déclare que les Commissaires britanniques ne partagent pas cette manière de voir. Il ajoute qu'en ce qui concerne spécialement les glaces, ils se bornent, comme il l'a déjà indiqué, à demander la rectification d'une erreur commise en 1860.

M. le Ministre du Commerce fait remarquer que les Commissaires français ne se refuseraient pas à rectifier cette erreur, si elle était démontrée ; mais il conviendrait de généraliser le principe et de rectifier également d'autres erreurs plus considérables qui ont été commises, lors de la rédaction des Tarifs de 1860, au préjudice de l'industrie française et qui ont été maintes fois signalées à MM. les Commissaires britanniques.

Passant au n° 338 (*fil de jute*), *Sir Charles Dilke* exprime le regret que les Commissaires de la Reine soient obligés d'insister sur les concessions accordées en premier lieu pour les fils de jute, mais retirées à une époque ultérieure par M. le Président de la Commission française.

M. le Ministre du Commerce répond que les motifs qui ont obligé son prédécesseur à retirer ses concessions sur cet article l'empêchent également de les renouveler. Il croit donc devoir proposer le maintien pur et simple des droits stipulés en 1860.

Au sujet des *fil de coton à coudre* (n° 341), *Sir Charles*

Dilke fait observer que, pour les motifs déjà indiqués au procès-verbal de la dernière séance, le nouveau mode de computation des droits sur cet article aggraverait notablement le *statu quo* : il demande que la situation actuelle ne soit pas modifiée.

M. Amé rappelle que la surtaxe afférente à certains fils câblés a dû être relevée, pour rétablir l'équilibre entre les droits des fils simples et ceux des mêmes fils soumis à plusieurs torsions.

M. Marie fait observer que, par compensation, la surtaxe de retordage a été réduite de 30 à 20 p. 100 et que les droits des fils de coton retors à deux et trois bouts en échevettes ordinaires ont été égalisés.

Au sujet des *fils de bourre de soie* (n° 349), *Sir Charles Dilke* réclame la suppression de la surtaxe proposée pour le retordage, qui n'existe pas au Tarif actuel. Dans le cas où les Commissaires français ne seraient pas en mesure d'accorder cette réduction, *Sir Charles Dilke* demanderait une diminution des droits sur les fils simples.

M. Amé répond que cette dernière partie des demandes anglaises pourra être examinée par les Commissaires français. Quant à la suppression de la surtaxe de retordage, les motifs déjà indiqués à plusieurs reprises ne permettent pas aux Commissaires français d'y consentir.

Sur le n° 375 (*guipures*), *Sir Rivers Wilson* présente les observations suivantes :

« Les acquits de douane démontrent que la valeur moyenne des guipures pour ameublements importées d'Angleterre en France est de 4^f 65 le kilogramme. L'équivalent du droit à la valeur actuelle serait, par conséquent, de 70 centimes par kilogramme. Les Commissaires français n'ont consenti à réduire le droit du Tarif à discuter que de 149 à 120 francs, chiffre qui est encore de beaucoup trop élevé. »

M. Marie se réfère à la réponse qu'il a déjà faite, sur ce sujet, dans la trente-troisième séance. S'il y a des guipures à 4 francs le kilogramme dont MM. les Commissaires anglais ont présenté des échantillons à Londres, il s'en vend aussi à 7^f 50, 10 et 11 francs le kilogramme. La taxe a dû être calculée sur les qualités moyennes ; néanmoins les Commissaires français ne refusent pas d'examiner encore la question.

Au sujet du n° 382 (*dentelles*), *Sir Rivers Wilson* renouvelle la demande qu'une distinction soit établie entre les dentelles faites à la main et celles qui se fabriquent au métier.

M. Amé répond que les Commissaires français persistent à considérer cette distinction comme fort difficile dans bien des

cas, du moins pour les agents des Douanes. Cependant ils ne se refusent pas à rechercher encore s'il serait possible de déférer, sur ce point, au désir de MM. les Commissaires britanniques.

Sir Rivers Wilson demande à revenir de nouveau sur la question du régime des *tapis* (n° 393). Tout en reconnaissant la valeur des réductions accordées dans la trente-quatrième séance, il croit devoir insister sur ce fait qu'il sera impossible d'arriver à des taux équitables, sans augmenter le nombre des catégories et sans introduire dans la nomenclature les modifications qu'il a déjà indiquées. Le Gouvernement de la Reine attache un grand prix à cette demande.

M. le Ministre du Commerce répond que, sur cet article, les Commissaires français ont déjà consenti à des réductions de 50 p. 100. Un nouveau dégrèvement semble dès lors très difficile.

M. Marie ajoute que, pour la conversion des droits sur cet article, les prix qui ont servi de base aux calculs sont des prix fournis, non par des fabricants, mais par des importateurs français.

Bonneterie de laine (n° 394). — *Sir Charles Dilke* prie MM. les Commissaires français d'étudier de nouveau les droits proposés pour la bonneterie de laine, et il exprime le vœu qu'un examen complémentaire les amènera à accorder une réduction des droits de 425, 100 et 200 francs, qui sont une forte aggravation du *statu quo* et dépassent de beaucoup le taux actuel de 10 p. 100 de la valeur.

A la suite de diverses observations échangées, à ce sujet, entre *M. Amé* et *M. Crowe*, *M. le Ministre du Commerce* annonce qu'il se réserve de faire connaître, après un nouvel examen de la question, s'il serait possible d'étendre encore les concessions du Gouvernement de la République en ce qui concerne notamment la ganterie de laine.

Châles de coton pur (n° 396). — *Sir Charles Dilke* demande qu'une classification spéciale soit établie pour ces articles, dont on exporte une assez forte quantité d'Angleterre et qui ne se fabriquent pas en France. Il proposerait un droit de 60 francs par 100 kilogrammes.

M. Marie demande si les châles dont il s'agit arrivent en douane séparés ou en pièces.

M. Crowe répond qu'ils sont séparés ou prêts à l'être.

M. Marie fait observer que, dans l'état actuel, les châles de coton suivent le régime des tissus en pièces teints ou imprimés, et que ce mode de taxation est ainsi en rapport avec la nature et avec la valeur du produit.

M. Crowe insiste pour qu'une tarification réduite soit appliquée à ces châles, alors même qu'ils ne seraient pas séparés au moment de leur importation, si la disposition du tissu indique clairement qu'ils doivent l'être plus tard.

Au sujet des *tissus d'alpaga* (n° 404) Sir Charles Dilke fait remarquer que, d'après le nouveau Tarif général, ces tissus, qu'ils soient purs ou mélangés, tombent dans la catégorie des tissus de laine pure. Il demande qu'ils suivent le régime des tissus purs ou mélangés, selon leur composition.

M. le Ministre du Commerce répond que l'assimilation entre ces tissus et les tissus de laine lui paraît s'imposer, puisque les uns et les autres sont fabriqués avec des dépouilles d'animaux. Elle ne doit et ne peut cesser que quand la laine n'est pas dominante en poids. Il semble difficile de modifier cette tarification très rationnelle.

Le numéro 420. *Peaux non dénommées*, étant mis en discussion, Sir Charles Dilke croit devoir, pour les motifs déjà exposés à plusieurs reprises par les Commissaires anglais, insister de nouveau en faveur du maintien du *statu quo*.

M. le Ministre du Commerce fait connaître que, désirant tenir compte des observations présentées à ce sujet par MM. les Commissaires britanniques, le Gouvernement français a de nouveau recherché, dans un sincère esprit de conciliation, les moyens de leur donner satisfaction. Il propose, en conséquence, pour la catégorie des *peaux non dénommées, autres*, qui seule soulève encore des difficultés, d'établir une distinction entre les *peaux corroyées* et les *peaux simplement tannées* : les premières resteraient grevées d'un droit de 20 francs ; pour les secondes, la taxe serait réduite à 15 francs.

Sir Charles Dilke prend acte de cette proposition, mais il la juge insuffisante : il déclare que le maintien du droit de 10 francs inscrit au Tarif conventionnel lui paraît indispensable.

Sir Rivers Wilson demande que les *cuirs du Levant* soient inscrits au Tarif sous une rubrique spéciale et avec droits réduits ou assimilés aux *peaux non dénommées, autres*. D'après les renseignements parvenus aux Commissaires britanniques, cet article, qui n'existait pas en 1860, serait comme prohibé, s'il restait grevé du même droit que les *peaux maroquinées*.

MM. les Commissaires français répondent qu'ils examineront la demande relative à l'établissement d'une rubrique spéciale pour les cuirs du Levant.

Sur le n° 485 (*coutellerie*), Sir Charles Dilke fait remarquer que les droits proposés pour les articles à bas prix dépassent

de beaucoup le taux actuel de 15 p. 100 de la valeur ; il se trouve, dès lors, à regret dans la nécessité de demander des réductions plus considérables.

M. le *Ministre du Commerce* fait connaître que, pour donner une nouvelle preuve de ses dispositions conciliantes, le Gouvernement français serait disposé à ramener à 350 les 100 kilogrammes le droit sur la coutellerie fine.

Sir Charles Dilke répond que, tout en appréciant la valeur de cette concession, il ne la croit pas d'un grand intérêt pour l'Angleterre, l'importation de coutellerie anglaise se composant surtout d'articles à bas prix. Or, sur ces articles, les droits proposés paraissent exagérés.

M. Amé rappelle qu'à l'appui de leurs assertions, les intéressés anglais ont produit des échantillons de coutellerie de qualités inférieures et exceptionnelles comme prix, par exemple des ciseaux à cinq centimes la paire. Il serait impossible de ramener les droits à un taux qui ne représenterait pas, sur de tels articles, plus de 15 p. 100 ; car on s'exposerait ainsi à ce que ce même droit, appliqué à des qualités courantes, équivalût à peine à 2 ou 1 p. 100.

Ce serait ouvrir à deux battants la porte du marché français non seulement aux importations anglaises, mais encore à celles envoyées d'Allemagne.

Sir Charles Dilke demande si MM. les Commissaires français sont en mesure d'accorder une tarification spéciale et réduite aux *vélocipèdes*, qui sont actuellement taxés comme la carrosserie (n° 540).

M. le *Ministre du Commerce* répond qu'il ne lui est pas possible d'accueillir cette proposition.

Au sujet des *huiles minérales brutes* (n° 181), *Sir Charles Dilke* présente les observations suivantes :

« On a cherché à trouver un moyen de distinguer les huiles brutes d'Amérique des huiles brutes dégoudronnées d'Écosse. Il a été établi que la densité des huiles américaines est de 800 degrés, tandis que celle des huiles brutes d'Écosse est de 865 à 885 degrés, et des huiles brutes dégoudronnées de 830 degrés et au-dessus. Il est donc proposé d'établir deux classes, dont la première comprendrait les huiles d'une densité de 825 degrés et au-dessous, et la deuxième celles d'au-dessus de 825 degrés. »

M. le *Ministre du Commerce* répond que le droit sur les huiles minérales est une taxe essentiellement fiscale. Il ne lui semble pas possible d'établir, comme le demandent MM. les Commissaires anglais, un Tarif différentiel. Les écarts de densité

qu'ils signalent entre les huiles de pétrole et les huiles d'Écosse peuvent être réels; mais, comme il est impossible d'arriver, par un mélange de ces deux variétés d'huile, à tous les degrés de densité, on s'exposerait, en accordant aux huiles d'Écosse un Tarif réduit, à voir pénétrer en France, sous cette dénomination, les huiles de pétrole d'origine américaine.

Au sujet des *surtaxes d'entrepôt*, *Sir Charles Dilke* exprime le désir de savoir si le Ministre du Commerce est à même de lui faire connaître le résultat de l'examen auquel devaient être soumises les demandes de réduction des *surtaxes d'entrepôt* présentées par le Commissaire anglais.

M. le Ministre du Commerce répond que le Gouvernement de la République croit devoir maintenir le principe des *surtaxes d'entrepôt*; mais il serait disposé à consentir exceptionnellement à leur suppression sur quelques articles spéciaux qui peuvent présenter pour l'Angleterre un intérêt particulier. C'est ainsi qu'il en a dégrevé les laines d'Australie, les cotons de l'Inde et le jute passant par les entrepôts anglais. Il a recherché s'il ne conviendrait pas d'accorder la même faveur à certains articles provenant du Canada, et il a reconnu que les bois, qui constituent le principal élément d'exportation du Canada en France, pourraient également être exemptés de la *surtaxe d'entrepôt*. Quant aux céréales, qui forment aussi une part considérable de l'importation canadienne en France, elles doivent rester soumises à cette *surtaxe*, les Chambres ayant manifesté très nettement, lors de la discussion du Tarif général des douanes, le désir que les produits agricoles ne fussent pas compris dans les Traités de commerce.

Sir Charles Dilke remercie *M. le Ministre du Commerce* de la concession relative aux bois du Canada; mais il fait remarquer que, parmi les articles canadiens sur lesquels il serait désirable que la *surtaxe d'entrepôt* fût supprimée, on peut indiquer, outre les bois, les conserves alimentaires. D'un autre côté, le Canada n'avait été cité par les négociateurs anglais qu'à titre d'exemple : d'autres possessions et colonies britanniques exportent divers produits sur lesquels l'Angleterre aurait intérêt à obtenir la suppression de la *surtaxe d'entrepôt*.

M. Mariani fait observer que plusieurs colonies ou possessions anglaises appliquent un Tarif peu libéral aux provenances françaises; il serait donc difficile, à moins de concessions de leur part, d'accorder à leurs produits, au point de vue des *surtaxes d'entrepôt*, un traitement de faveur.

Sir Charles Dilke répond que, comme il l'a déjà indiqué, le

Gouvernement canadien est prêt à négocier avec la France un arrangement commercial, si un Traité avec Tarif se conclut entre la France et la Grande-Bretagne. Il lui paraît, du reste, que la question des surtaxes d'entrepôt étant une question d'intérêt anglais plutôt que d'intérêt colonial, il y aurait lieu de l'envisager indépendamment de celle des Tarifs coloniaux. Il exprime donc de nouveau le désir que l'exemption des surtaxes d'entrepôt puisse être accordée non seulement à certaines marchandises canadiennes, mais encore à des produits d'autres colonies ou possessions britanniques.

M. le Ministre du Commerce ne croit pas possible une telle extension de la concession qu'il est disposé à faire pour certains produits canadiens. En multipliant les dérogations au principe des surtaxes d'entrepôt, on risquerait d'arriver, en fait, à la suppression de ces surtaxes.

Sir Rivers Wilson, sans vouloir traiter à fond la question, estime que le Gouvernement français aurait tout intérêt à l'abolition de ces droits, improprement désignés sous le nom de surtaxes, puisqu'ils grèvent des produits qui, arrivant d'ailleurs que des entrepôts, sont exempts. Ces droits sont contraires au progrès de l'industrie française, dont ils renchérissent les matières premières ; ils nuisent au consommateur, qu'ils obligent à payer plus cher certaines denrées alimentaires. D'un autre côté, établis dans le but de favoriser le pavillon français, ils profitent surtout, en réalité, au pavillon allemand, le port de relâche le plus naturel pour les navires allemands qui viennent de l'Atlantique étant celui du Havre.

M. le Ministre du Commerce répond qu'il croit utile de rouvrir le débat sur ce point. Quelque opinion que l'on puisse avoir sur le principe même des surtaxes d'entrepôt, le maintien en est indispensable, en présence du sentiment très nettement manifesté par les Chambres françaises.

Sir Charles Dilke demande si le Gouvernement français est en mesure de formuler de nouvelles propositions, en ce qui concerne le régime des *tissus de coton*.

M. le Ministre du Commerce répond affirmativement. Après avoir pris connaissance des discussions prolongées qui ont eu lieu sur cette question, le Gouvernement français, voulant tenir compte autant que possible des désirs du Gouvernement anglais, croit pouvoir modifier sur deux points les propositions présentées en dernier lieu relativement aux tissus de coton écrus.

Dans la première classe (tissus pesant 11 kilogrammes et plus), la catégorie supérieure serait dédoublée : les tissus de 31 à 35

fil seraient taxés à 65 francs les 100 kilogrammes au lieu de 72 francs ; sur ceux de 36 fils et plus, le droit resterait fixé à 72 francs. En outre, dans la deuxième classe (tissus pesant de 7 à 11 kilogrammes), le droit sur les tissus de 44 fils et plus serait ramené de 180 à 170 francs.

M. Crowe prend la parole en ces termes :

« Nous avons eu l'honneur d'entendre qu'on veut bien nous faire une petite concession sur les cotons écrus de 31 à 35 fils. Messieurs, il y a loin de cette faveur à celle que nous demandions. Nous vous avons priés de vouloir bien réduire les droits sur les écrus, afin que, par répercussion, nous puissions obtenir les améliorations que nous jugeons indispensables pour les tissus blanchis, teints et imprimés. Ce n'est pas sans peine, je vous l'assure, que nous voyons nos espérances déçues.

« Mais, avant tout, voyons ce que vaut la concession que vous nous offrez.

« D'après le Tarif conventionnel, les tissus de 35 fils et moins payent des droits au taux de 50 francs. Ceux de 36 fils et plus sont grevés de 80 francs.

« Dans le Tarif à discuter, on nous a enlevé 5 fils de la première catégorie pour les mettre dans la seconde ; puis on a été assez généreux pour réduire le droit de 80 à 72 francs.

« Maintenant, en faisant un pas de plus, vous nous offrez, pour une nouvelle catégorie de tissus de 31 à 35 fils, une amélioration qui abaisse le droit de 72 à 65 francs. Avez-vous oublié que ce droit est aujourd'hui de 50 francs, et comment peut-on soutenir qu'il y a ici autre chose qu'une péréjoration ? Nous devons payer 65 francs ce qui nous coûte aujourd'hui 50 francs, et nous devons nous déclarer contents !

« On a souvent parlé dans ces conférences de l'avantage ou du désavantage des catégories. Nous en avons plus souvent combattu l'augmentation que demandé la diminution. Ici, Messieurs, c'est vous qui augmentez. Et vous augmentez pour une catégorie de 5 fils qu'il serait si simple de reléguer à l'ancienne place d'au-dessous de 35 fils.

« Je vous ai parlé de notre désir de voir diminuer les droits sur les écrus, afin que ceux qui, par répercussion, tombent sur les blanchis, les teints et les imprimés, soient diminués en proportion. Vous avez lu les résultats de l'examen par *M. Lee* des échantillons de tissus présentés par *M. Roy*. Le droit à la valeur sur l'écrû était, dans tous les cas, au-dessus de 20 et quelquefois au-dessus de 30 p. 100 de la valeur. Le droit sur l'écrû imprimé n'était jamais au-dessous de 15 et quelquefois au-dessus de

28 p. 100 de la valeur. Mais les droits de 15,5 et de 15,9 p. 100 que présente le tableau de M. Lee, et qui seraient à peu près le *statu quo*, ne se présentent que deux fois sur treize, tandis que 19 p. 100 se présente quatre fois, 20 p. 100 cinq fois, 22 p. 100 et 24 p. 100, six fois; enfin, nous trouvons deux fois 27 p. 100.

« Nous tirons, Messieurs, de ces chiffres seuls la conviction que rien ne peut nous suffire qu'une réduction sur les écus telle que de prime abord nous vous l'avons présentée. »

M. Amé fait observer que M. Crowe a parlé exclusivement des articles sur lesquels il y a eu augmentation, sans tenir compte de ceux qui ont été l'objet de réductions. Si l'on veut envisager les uns comme les autres et porter un jugement d'ensemble, on reconnaît qu'en somme, pour une industrie menacée, comme l'est l'industrie cotonnière, par la concurrence étrangère, et au lendemain de la tentative énergique qu'elle a faite dans les Chambres pour obtenir un surcroît de protection, le Gouvernement se borne à proposer, à peu de chose près, le maintien du *statu quo*. Les tissus de coton écus qui intéressent réellement l'Angleterre sont, en effet, ceux de 11 kilogrammes et plus, de 7 à 11 kilogrammes et de 5 à 7 kilogrammes. Or, s'il y a sur cinq numéros de la classe de 11 kilogrammes et plus une légère augmentation, elle est rachetée, dans cette classe même, par la réduction du droit sur les tissus au-dessus de 35 fils. Dans les deuxième et troisième classes (7 à 11 kilogrammes et 5 à 7 kilogrammes), on ne constate que le maintien ou la réduction des droits du Tarif conventionnel.

Sir Charles Dilke répond que, s'il s'agissait exclusivement des tissus de coton écus, il pourrait tomber d'accord avec M. Amé. Mais il considère l'ensemble de la tarification des cotonnades, et il arrive alors à des conclusions tout à fait différentes. En effet, par suite du nouveau mode de taxation adopté pour les tissus imprimés ou façonnés, il y a répercussion des droits de l'écu sur ces tissus qui intéressent tout particulièrement le commerce anglais et qui se trouvent avoir à supporter des charges très supérieures à celles que leur imposait le droit *ad valorem* de 15 p. 100.

M. Amé objecte que, pour ce qui concerne les tissus blanchis ou teints, rien n'est changé aux anciennes proportions. Si, pour les impressions, il est plus difficile d'arriver à s'entendre, c'est que de part et d'autre on raisonne sur des qualités différentes. Ainsi, les échantillons de tissus imprimés examinés par M. Lee et auxquels Sir Charles Dilke et M. Crowe viennent de faire allu-

sion ne représentaient que des catégories tout à fait inférieures et choisies à la limite des classes.

Sir Charles Dilke fait observer que les articles sur lesquels ont porté les calculs de M. Lee sont des articles de consommation courante en Angleterre ou des échantillons présentés par M. Roy lui-même. Il répète que, dans son désir d'arriver à une entente, il pourrait accepter les droits proposés pour les tissus écrus, si, d'un autre côté, la tarification *ad valorem* était maintenue pour les tissus imprimés et façonnés.

M. le Ministre du Commerce répond que cette dernière solution serait en contradiction manifeste avec le sentiment exprimé par les Chambres contre le système des droits à la valeur.

Sir Rivers Wilson ne conteste pas les inconvénients que présentent les droits à la valeur. L'administration anglaise des douanes n'est pas en désaccord avec l'administration française sur le principe des taxes spécifiques, mais à la condition que le taux en soit modéré. En l'élevant outre mesure, on s'expose à des complications inextricables.

Sir Charles Dilke se déclare convaincu des difficultés avec lesquelles doit compter le Gouvernement français. Aussi est-ce comme dernière ressource qu'il suggère le maintien des droits à la valeur. Il se demande, en effet, si, à défaut d'une entente complète, il ne vaudrait pas mieux conserver provisoirement la taxation à la valeur pour les tissus de coton imprimés ou façonnés, en attendant que, par leur application à d'autres articles, les droits spécifiques aient pu entrer dans les habitudes du commerce.

Sur le n° 369 (*cords* et *moleskins*), *M. Kennedy* signale le relèvement des droits du Tarif conventionnel et réclame le maintien du *statu quo*.

M. Marie reproduit les explications qu'il a déjà données, à cet égard, dans la trente-troisième séance. En relevant, sur ce point, les droits inscrits au Tarif conventionnel actuel, on s'est borné, suivant la demande très légitime des fabricants français, à mettre le droit afférent aux *cords* et *moleskins* en harmonie avec la tarification des tissus unis du même poids aux 100 mètres carrés et du même duitage.

Sir Charles Dilke répond que cette explication même de M. Marie démontre l'exagération des droits sur les tissus écrus. Les Commissaires anglais ont la preuve que les taxes actuelles sur les *cords* et *moleskins* représentent 20 p. 100 *ad valorem*. Si donc il est exact, comme l'affirme M. Marie, qu'ils restent au-dessous des droits sur le tissu écru correspondant, on est auto-

risé à en conclure que ce tissu lui-même paye aujourd'hui beaucoup plus de 20 p. 100.

Sir Charles Dilke demande ensuite si MM. les Commissaires français sont en mesure de faire connaître leurs résolutions en ce qui concerne le Tarif des *tissus de laine*.

M. le Ministre du Commerce répond affirmativement. Sur les tissus de laine pure, le Gouvernement de la République ne croit pouvoir consentir à aucune concession nouvelle. Pour cette catégorie de tissus, le Tarif français est l'un des plus modérés de l'Europe, et des expertises nombreuses, répétées, effectuées sur des marchandises importées réellement, ont prouvé que les droits proposés sont plutôt inférieurs que supérieurs au taux de 10 p. 100 ; ils tombent jusqu'à 8 et 7 p. 100.

Pour les tissus de laine mélangée, les observations de MM. les Commissaires britanniques portaient sur deux points : en premier lieu, sur la quotité des droits ; en second lieu, sur la nécessité d'établir une classification nouvelle pour les draps dits *renaissance*. Le taux des droits sur les tissus de laine mélangée a déjà subi, depuis le commencement des négociations, des réductions très considérables ; néanmoins, le Gouvernement français ne juge pas impossible de les diminuer encore sur quelques points. Voici ses propositions :

Pour les tissus de laine mélangée, la laine dominant, pesant au mètre carré 200 grammes et moins, le droit, déjà ramené à 140 francs les 100 kilogrammes, pourrait être abaissé à 135 francs.

Pour les mêmes tissus pesant de 201 grammes à 300 grammes inclusivement, de 90 à 85 francs.

Le droit sur les tissus de 301 à 400 grammes resterait au taux, déjà proposé, de 75 francs.

Enfin, pour les tissus pesant de 401 à 550 grammes, les droits seraient réduits non plus à 60, mais à 55 francs.

En ce qui concerne les draps dits *renaissance*, le Gouvernement de la République accepterait la création d'une catégorie spéciale comprenant les tissus à chaîne de coton, la trame exclusivement en renaissance ou en renaissance mélangée de coton, le coton ne dépassant pas 10 p. 100 du poids total de la trame. Les tissus de ce genre n'auraient à acquitter que les droits des classes correspondantes de tissus mélangés, réduits à 30 p. 100.

M. le Ministre du Commerce ajoute, en réponse à une demande de Sir Charles Dilke, qu'il se réserve d'indiquer quels seraient exactement les chiffres des taxes applicables à ces articles. Il estime, dans tous les cas, avoir donné, par ces propositions

nouvelles qu'il serait difficile d'entendre, une satisfaction réelle aux réclamations dont MM. les Commissaires anglais s'étaient rendus les organes.

M. Crowe répond en ces termes :

« Messieurs, pour les tissus de laine pure, on ne nous fait aucune concession.

« On accepte la création d'une nouvelle catégorie pour les tissus de laine mélangée dits *renaissance*, c'est-à-dire, sauf correction :

« Pour les tissus chainés coton, trame *renaissance* pure ou *renaissance* et coton, le coton ne dépassant 10 p. 100 du poids total de la trame, une réduction de 30 p. 100 sur les droits proposés pour les tissus de laine mélangée sous le numéro 403.

« Nous aurions, de cette manière, pour une certaine classe de tissus, toute une série de droits, partant de 94¹/₂ 50 pour les étoffes pesant 200 grammes au mètre carré, et descendant successivement à 59. 50, 52. 50, 38.50, 35 et 24.50.

« Je crois, Messieurs, que, si les lainages mélangés de fabrique anglaise se composaient entièrement, ou en très grande partie, de tissus tels que ceux que nous venons de définir, nous serions bien près de nous entendre. Malheureusement, il n'en est pas ainsi. La catégorie qu'on veut bien nous proposer exclut du bénéfice de la réduction :

« 1° Tous les tissus de pure laine et de *renaissance* qui passent comme pure ;

« 2° Tous les tissus en laine cardée avec du coton, de telle sorte que, sans avoir de chaîne de coton, ils se composent de matériaux mélangés de laine et de coton en chaîne et en trame, sans que les pièces, pour cela, cessent de passer dans la catégorie de la laine dominante ;

« 3° Tous les tissus des deux espèces dans lesquels le coton dépasserait 10 p. 100 de la trame.

« Je ne prétends pas dire, sans plus mûr examen, quels sont ceux des tissus dont nous avons présenté les échantillons qui passeraient soit dans la classe 392, soit dans la classe 403. Mais, assurément, la définition que fait M. le Ministre aurait pour résultat d'exclure du bénéfice de la réduction proposée bien des pièces d'un prix tout aussi modique que celles que cette définition comprend. Et je me rappelle avoir présenté à MM. les Commissaires de France des échantillons passibles des droits des tissus de pure laine qui ne valaient certainement pas plus de 2 shillings et 8 pence le yard (3¹/₂ 65 le mètre) et qui, pour cette raison, auraient à payer un droit aussi élevé que celui qui grè-

verait un tissu d'une valeur deux ou trois fois plus grande.

« En admettant même la catégorie nouvelle, telle qu'on nous la présente, nous devrions encore faire nos réserves quant à l'élévation des droits proposés, car je ne sache pas qu'il y ait un seul tissu mélangé sortant des fabriques de Leeds qui puisse supporter un droit supérieur à 56 francs, tandis que j'en connais beaucoup qui ne devraient payer que 40 francs, et qui, d'après les propositions qu'on veut bien nous soumettre, devraient payer 75 et 85 francs. Je connais de même les principaux tissus de Dewsbury et de Batley, et je puis vous assurer que les droits de 50 et 35 francs équivaldraient encore, pour beaucoup de ces étoffes, à 12 et 11 et quelquefois à 9 p. 100 de la valeur.

« Pour les mélangés autres que ceux pour lesquels on nous offre une amélioration, on nous donne en perspective deux réductions de 5 francs, c'est-à-dire que le droit qui, à l'origine, avait été fixé à 140 francs et qu'on a depuis réduit à 90 francs, se trouverait mis à 85 francs, et le droit de 60 francs serait abaissé à 55 francs. Mais, Messieurs, ces réductions ne représentent nullement ce que nous nous croyons en droit d'attendre ; et ce n'est pas autant le droit de 85 francs qui nous choque que l'ensemble des droits qui, commençant à 135 francs, descendent à 35 francs.

« Je n'ai qu'à répéter ici ce qui a été dit tant de fois, c'est qu'une grande partie de nos mélangés de Bradford entrent dans la classe de 200 grammes et plus ; que leur prix ne dépasse pas, ordinairement, 1,000 francs les 100 kilogrammes, et que le droit de 135 francs équivaldrait encore, dans les cas les plus favorables, à 13 1/2 p. 100 de la valeur. »

Sir Charles Dilke exprime l'opinion qu'il serait inutile, quant à présent, de discuter plus à fond les nouvelles propositions françaises relatives aux lainages. Les Commissaires anglais devant, d'ailleurs, retourner à Londres pour en référer à leur Gouvernement, M. Crowe pourrait, pendant l'absence de ses Collègues, continuer à débattre avec MM. les Commissaires français les questions techniques et spéciales qui n'ont pas encore été résolues.

Cette proposition étant accueillie, la Commission s'ajourne au lundi 2 janvier, à midi, pour entendre la lecture du procès-verbal de la présente séance.

M. le Ministre du Commerce croit devoir rappeler à MM. les Commissaires britanniques, au moment où ils se disposent à prendre les instructions de leur Gouvernement, que, dans la pensée du Cabinet français, les diverses réserves qui ont été

faites, en son nom, soit au début, soit au cours des négociations, notamment en ce qui concerne la réduction des droits sur les vins français à l'entrée en Angleterre, sont maintenues et liées à l'ensemble des stipulations à intervenir.

Sir Rivers Wilson répond que, dans l'opinion des Commissaires britanniques, les diverses réserves formulées par le Gouvernement français ne pourraient être accueillies qu'autant qu'il serait constaté que le nouveau Tarif proposé constitue une amélioration sensible du *statu quo*.

Signé : L. GAMBETTA.

ROUVIER.

SPULLER.

AMÉ.

MARIE.

MARIANI.

BOUILLAT.

Signé : CHARLES W. DILKE.

CH. RIVERS WILSON.

KENNEDY.

CROWE.

Le Secrétaire-Rédacteur,

Signé : RENÉ LAVOLLÉE.

N° 226

Conférences de Paris.

Procès-verbal de la trente-huitième séance de la Commission Mixte, tenue à Paris le 2 janvier 1882.

PRÉSIDENCE DE M. GAMBETTA, MINISTRE DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES

Étaient présents :

M. Rouvier, Ministre du Commerce et des Colonies :

M. Spuller, Sous-Secrétaire d'État au Département des affaires
Étrangères ;

MM. les Commissaires français et anglais, et MM. les Secrétaires qui assistaient à la précédente réunion.

Le procès-verbal de la trente-septième séance est lu et adopté.

Il est convenu que la date de la prochaine réunion sera ultérieurement fixée.

Signé : L. GAMBETTA.

ROUVIER.

SPULLER.

AMÉ.

MARIE.

MARIANI.

BOUILLAT.

Signé : CH. W. DILKE.

CH. RIVERS WILSON.

KENNEDY.

CROWE.

Le Secrétaire-Rédacteur,

Signé : RENÉ LAVOLLÉE.

N^o 224

Le Comte de Granville à M. Crowe.

(Extrait.)

Foreign-Office, 5 janvier 1882.

J'ai reçu votre dépêche du 4 courant, donnant les détails d'une entrevue que vous avez eue, ce jour, avec M. Rouvier.

J'approuve le langage que vous avez tenu à Son Excellence, et les stipulations proposées relativement aux rails d'acier et aux autres marchandises mentionnées dans votre dépêche.

Signé : GRANVILLE.N^o 225

Les Commissaires-Royaux au Comte de Granville.

Foreign-Office, 9 janvier 1882.

Mylord,

Nous référant à notre lettre du 31 écoulé, nous regrettons d'avoir à déclarer à Votre Seigneurie que la réunion de la Commission Mixte tenue le deux courant, ainsi que les conversations entre M. Crowe et M. Rouvier, qui l'ont suivie, nous laissent peu d'espoir de pouvoir continuer, avec quelque succès, les négociations relatives à la conclusion d'un nouveau Traité de Commerce avec la France.

Nous croyons donc qu'il est de notre devoir de soumettre à Votre Seigneurie une déclaration générale de l'état actuel des négociations. Nous ne ferons pas allusion aux questions qui, bien que d'une importance considérable, ne constituent pas, en ce moment, la principale difficulté de nos négociations, et qui font l'objet d'une communication à part, que nous adressons à Votre Seigneurie. Nous pensons qu'il vaut mieux passer par-dessus les différentes questions sur lesquelles nous aurons à appeler l'attention, dans le cas d'une nouvelle rencontre avec les Commissaires français, et d'exposer de nouveau à Votre Seigneurie notre opinion relativement aux points principaux actuellement discutés, notamment les tissus de laine, les tissus et fabrications de coton, le cuir, et les jutes.

Relativement aux tissus de laine, soit pure ou mélangée, nous avons demandé d'abord le maintien du principe des droits *ad valorem* et la réduction de la moitié du droit, soit immédiate-

ment, soit graduellement, selon ce que préférera le Gouvernement Français.

Après une longue discussion, pendant laquelle quelques petites réductions ont été faites successivement sur le droit proposé, les Commissaires français nous ont finalement offert pour les tissus de laine les droits figurant dans la quatrième colonne de la table annexée à cette lettre, et la création d'une nouvelle classe de tissus de renaissance à chaîne de coton. S'il y avait quelque espoir que ces offres soient modifiées de façon à ce que les secondes, troisièmes et quatrièmes catégories pour les tissus de laine mélangée soient réunies dans une seule classe à un taux moyen, et que la cinquième et la sixième soient traitées d'une façon similaire, et si la définition de laines mélangées et le montant des droits étaient fixés de manière à ne pas étendre sensiblement les laines mélangées Anglaises, nous pensons qu'il serait possible d'établir une liste de droits qui pourrait être acceptée par le Gouvernement de Sa Majesté. Mais, dans le cas où le Gouvernement Français ne serait pas disposé à étendre la définition de la nouvelle classe de manière à y comprendre les tissus mélangés en général, nous recommanderions que les chiffres demandés soient ceux de la cinquième colonne de la Table annexée. Nous craignons, néanmoins, qu'il y ait peu de probabilité que ces propositions soient acceptées par le Gouvernement Français.

A l'égard des cotons nous rencontrons des difficultés aussi considérables. Il a été établi à notre satisfaction que les droits existants sur les tissus écrus constituent un sérieux obstacle au développement du commerce de ces marchandises. En vue d'améliorer le *statu quo*, nous avons demandé, Votre Seigneurie ne l'ignore pas, que le droit actuel sur les tissus écrus soit réduit de 20 p. 100, et que, relativement aux autres classes de marchandises de coton, les droits existants, soit spécifiques, soit *ad valorem*, — sauf dans quelques cas où ces derniers peuvent être facilement convertis en droits spécifiques, — soient maintenus. Les Commissaires français, cependant, ont proposé une échelle de droits pour les tissus écrus qui, en donnant des réductions sur les plus belles qualités, maintient le *statu quo* ou effectue une augmentation de droit sur les marchandises qui forment la majeure partie du commerce britannique. En même temps les Commissaires français ont maintenu l'augmentation de 60 à 72 francs par 100 kilogrammes pour le droit sur le velours à côtes et les moleskines écrues, et de 85 à 97 francs sur ces marchandises teintées ou imprimées. Nous avons cru devoir insister, au moins, sur le maintien des taux actuels pour les velours à côtes

et les moleskines, qui sont à un degré spécial un article de fabrication anglaise. Relativement aux tissus de coton en général, nous considérons, que si le Gouvernement Français n'est pas disposé à continuer les droits *ad valorem*, il est d'autant plus nécessaire d'insister sur des réductions dans le montant des droits sur les tissus écrus, parce que ce droit forme la base de l'impôt sur les tissus teints et de fantaisie. Nous demandons, par conséquent une réduction de 20 p. 100, qui devra être accompagnée par une réduction des surtaxes pour les procédés de blanchiment, de teinture et d'imprimerie. Nos réclamations pour les autres manufactures de coton qui intéressent principalement ce Pays, sont contenues dans une autre lettre que nous adressons à Votre Seigneurie à la date de ce jour.

Nous avons l'honneur de mentionner en outre que nous avons insisté sur le maintien du *statu quo*, c'est-à-dire d'un droit de francs par 100 kilogrammes sur les peaux désignées « non dénommées » dans le Tarif français, qui forment un des principaux articles du commerce anglo-français.

Enfin, en ce qui concerne les fils de jute, les Commissaires refusent de renouveler la concession d'une réduction de droit, concédée par eux et retirée par M. Tirard à la trente-quatrième séance de la Commission Mixte. Les Commissaires français insistant sur le maintien du *statu quo* pour les fils de jute, nous pensons devoir insister dans le même sens pour les tissus de jute, à l'égard desquels on a introduit un nouveau système pour le comptage des fils dont le résultat probable sera d'élever le droit sur certaines qualités de ces marchandises.

Nous nous permettons de penser que, si le Gouvernement de Sa Majesté approuvait notre action, une communication officielle devra être faite par l'Ambassadeur de Sa Majesté au Gouvernement français. Nous croyons devoir soumettre ici les mesures alternatives qui pourraient être suggérées au Gouvernement de la République.

1° Le maintien du *statu quo* pour les peaux, les tissus aussi bien que les fils de jute, les velours à côtes et les moleskines : et l'adoption des chiffres figurant à la cinquième colonne du tableau en regard des laines, et de l'arrangement indiqué ci-dessus pour les marchandises de coton. Pour les autres marchandises, elles seront soumises au régime du Tarif conventionnel, tel qu'il a été réglé par les Traités récemment conclus par la France, et les offres faites par les Commissaires français aux Commissaires du Royaume-Uni seront adoptées et annexées au Traité à conclure entre la France et la Grande-Bretagne.

2° Les conditions ci-dessus établies, excepté pour ce qui concerne les cotons et les laines, et pour ces marchandises le maintien temporaire des droits actuels, soit spécifiques ou *ad valorem*.

3° Une nouvelle prolongation des Traités existants et du Tarif conventionnel, pour donner le temps d'examiner d'autres moyens propres à écarter les difficultés qui ont surgi.

4° Une simple clause de Traité de Nation la plus favorisée.

Pour conclure, nous demandons la permission de dire que nous considérons de notre devoir de suggérer qu'une dépêche, dans ce sens, devrait être adressée à lord Lyons ; nous ne nous dissimulons pas les risques de voir le Gouvernement français répondre d'une manière défavorable à toutes les quatre propositions alternatives. Dans ce cas, nous conseillerions que lord Lyons soit autorisé à proposer qu'une stipulation de Traité de Nation la plus favorisée, de courte durée, soit simplement conclue, à l'application de laquelle nous pensons que le Gouvernement français, dans les circonstances actuelles, pourrait accéder en dernier ressort. Nous ajoutons que la première, la seconde et la troisième alternatives, à notre avis, ne pourraient mener qu'à la conclusion d'un Traité un peu moins avantageux au commerce que le *statu quo* conventionnel. Pour éviter un malentendu de la part du Gouvernement français, il serait bon de lui faire comprendre que le Gouvernement de Sa Majesté n'admettra aucune proposition de changement du droit sur les vins, dans le Royaume-Uni, en connection avec l'une ou l'autre des propositions alternatives suggérées.

Nous avons, etc.

Signé : CHARLES DILKE.
CH. RIVERS WILSON.
C. M. KENNEDY.
J. A. CROWE.

APPENDICE AU N° 225

Droits d'importation Français sur les tissus de laine.

Nos du Tarif.	ARTICLES	1 Nouveau Tarif général	2 Tarif à discuter	3 Tarif du Traité belge	4 Dernière proposition française (31 décembre 1881)	5 Propositions anglaises
		par 100 kil. fr. c.	par 100 kil. fr. c.	par 100 kil. fr. c.	par 100 kil. fr. c.	par 100 kil. fr. c.
392	Tissus de laine mère. Damas de laine. . . . Autres —	75 »	60 »	50 »	50 »	
	400 grammes au plus par mètre carré	211 »	170 »	140 »	140 »	500 gr. au plus
	401 à 550 grammes . .	186 »	150 »	123 »	123 »	90 »
	Plus de 550 grammes .	161 »	130 »	106 »	106 »	au-dessus de 500 gr. 50 »
403	Tissus de laine mélangée la laine prédominant— (a) chaîne de coton					
	200 grammes au plus par mètre carré	211 »	170 »	140 »	135 »	200 gr. au plus 90 »
	201 à 300 grammes . .	174 »	140 »	115 »	85 »	201 à 550 gr.
	301 à 400 —	136 »	110 »	90 »	75 »	50 »
	401 à 550 —	99 »	80 »	65 »	55 »	
	551 à 700 —	74 »	60 »	50 »	50 »	plus de 550 gr. 30 »
	Plus de 700 grammes .	50 »	40 »	35 »	35 »	
	(b) Chaîne de coton — trame de renaissance, ou avec renaissance et pas plus de 10 p. 100 de coton —					Chaîne de co- ton ou chaîne mélangée, ou chaîne et trame de co- ton ou mélan- gées.
	200 grammes ou plus. .	211 »	170 »	140 »	94 50	90 »
	201 à 300 grammes . .	174 »	140 »	115 »	59 50	
	301 à 400 —	136 »	110 »	90 »	52 50	201 à 550 gr.
	401 à 550 —	99 »	80 »	65 »	38 50	50 »
	551 à 700 —	74 »	60 »	50 »	35 »	plus de 560 gr.
	Plus de 700 grammes .	50 »	40 »	35 »	24 50	30 »

Les tissus d'alpaca devraient payer les droits de tissus de laine pure ou mélangée.

Note. — Droits conventionnels actuels d'environ 10 pour cent *ad valorem*.

N° 226

Les Commissaires Royaux au Comte de Granville.

Foreign-Office, le 9 janvier 1882.

Mylord,

Nous référant à votre lettre, à la date de ce jour, nous avons l'honneur de déclarer qu'à la trente-septième réunion de la Com-

mission Mixte, les Commissaires français se sont engagés à examiner encore nos représentations relativement aux marchandises suivantes :

N° dans le Tarif.	Nomenclature.
349	Fils de bourre de soie.
375	Guipures.
382	Dentelles.
394	Bonneterie de laine.
420	Peaux : cuir du Levant.

Nos Collègues français nous ont informés que, sur les tulles n° 380, des concessions seraient faites à la Suisse.

Nous sommes d'avis qu'on devrait rappeler au Gouvernement français cet engagement, et que nos représentations relativement à ces marchandises soient prises en considération dans l'examen des propositions qui vont être communiquées de la part du Gouvernement de Sa Majesté.

Nous ajouterions que sur deux questions, c'est-à-dire sur les huiles minérales et l'acier demi-ouvré, spécialement les lingots et les bûches, les Commissaires français ne semblent pas avoir pleinement compris nos remarques et nos propositions.

Premièrement, en ce qui concerne les huiles minérales, nous avons suggéré que leur poids spécifique excédant celui du pétrole, une ligne de démarcation pourrait être établie à un degré de densité sur lequel on serait d'accord; et nous avons proposé que, pour les huiles épurées, cette ligne soit fixée à 805, et pour les huiles brutes à 825. On a objecté qu'en mêlant le pétrole et les huiles écossaises le revenu français serait fraudé. Nous pensons, néanmoins, que si le montant de la différence du droit était fixé à environ 4 francs par 100 kilogrammes, ce qui est moins que le prix du transport et des autres dépenses incidentes, toute espèce de danger de cette nature serait écarté.

Secondement, relativement à l'acier demi-ouvré, il doit être observé que ce qu'on demande, c'est qu'un article omis dans la classification du Tarif y soit inséré. Le fer demi-ouvré a, dans le Tarif français, une place entre la gueuse et le fer forgé; et ce qu'on demande, c'est que l'acier demi-ouvré ait de même une place distincte dans le Tarif français, comme il l'a aux États-Unis et dans plusieurs Tarifs européens. L'acier demi-ouvré peut être divisé en : 1° lingots fondus bruts, et 2° les lingots roulés et forgés en bûches, qui représentent de gros blocs d'acier informe. Nous nous croyons autorisés à demander au moins qu'un droit moins élevé soit appliqué aux « lingots d'acier fondu brut, non ouvrés » : ceux-ci sont toujours plus ou moins rabo-

teux à la surface et à l'une des extrémités, et généralement ils ont des factes et des soufflures, et il n'y a aucune difficulté à les distinguer de l'acier ouvré.

Nous osons demander que l'explication donnée sur ces deux questions soit communiquée au Gouvernement français.

Nous avons, etc.

Signé : CHARLES W. DILKE.

CH. RIVERS WILSON.

C. M. KENNEDY.

J. A. CROWE.

N° 227

Le Comte de Granville à Lord Lyons.

Foreign-Office, le 10 janvier 1882.

Mylord,

Je transmets ci-joint, pour l'instruction de Votre Excellence, les copies de la correspondance avec les Commissaires Royaux pour les négociations commerciales françaises. Les lettres en date d'hier expliquent l'état actuel des négociations, et contiennent des recommandations sur la marche à suivre qui devrait être adoptée maintenant par le Gouvernement de Sa Majesté.

Votre Seigneurie apprendra par ma dépêche suivante de cette même date que le Gouvernement de Sa Majesté est d'accord sur les vues exprimées par les Commissaires Royaux et approuve la ligne de conduite qu'ils suggèrent.

Je suis, etc.

Signé : GRANVILLE.

N° 228

Le Comte de Granville à Lord Lyons.

(Extrait.)

Foreign-Office, 10 janvier 1882.

J'ai fait connaître à Votre Seigneurie les vues du Gouvernement de Sa Majesté sur les négociations commerciales avec la France, et son regret de ne pas les avoir vues amenées plus tôt à une conclusion satisfaisante.

Le Gouvernement de Sa Majesté adhère aux représentations sur les différentes affaires en connection avec les relations et

négociations commerciales, entre les deux Pays, qui ont été faites au Gouvernement français, soit par l'Ambassade de Sa Majesté à Paris, soit par les Commissaires royaux pour ces négociations, soit à Londres dans les communications avec M. Challemel-Lacour ; mais je crois qu'il n'y a aucun intérêt utile à récapituler ces questions dans cette dépêche.

Vous trouverez ci-inclus un Mémorandum établissant les questions de Tarif au sujet desquelles, selon l'avis du Gouvernement de Sa Majesté, il est nécessaire, en vue de faire aboutir la conclusion d'un nouveau Traité, d'arriver à une entente. Je prie Votre Excellence de communiquer ce Mémorandum au Gouvernement français. Si le Gouvernement de la République déclinait l'adoption des arrangements proposés, Votre Excellence pourra successivement proposer les deux autres alternatives suivantes, notamment : 1^o l'acceptation des conditions exposées dans le Mémorandum, excepté en ce qui concerne les cotons et les laines, et pour ceux-ci le maintien temporaire des droits existants, soit spécifiques ou *ad valorem* ; et 2^o une nouvelle prolongation des Traités existants et du Tarif conventionnel, pour laisser le temps nécessaire à l'examen d'autres moyens propres à écarter les difficultés qui se sont élevées. Il est possible que le Ministère français actuel, qui peut n'avoir pas eu le temps suffisant pour examiner pleinement les questions en discussion, soit désireux d'accepter cette dernière proposition en vue d'effectuer une modification dans le Tarif français. Dans cette éventualité, j'ai à peine besoin de dire que le Gouvernement de Sa Majesté sera heureux d'agir, autant que cela sera en son pouvoir, de façon à offrir sa coopération au Gouvernement français. D'autre part, il est possible qu'ils répondent défavorablement à toutes les propositions alternatives suggérées. Dans ce cas, j'ai à demander à Votre Excellence qu'une clause de Traité de nation la plus favorisée soit conclue.

Dans ces circonstances, le Gouvernement de Sa Majesté pense qu'il est possible que le Gouvernement français puisse décliner l'acceptation d'un traitement de nation la plus favorisée pour une période de plusieurs années, et, dans ce cas, vous pourriez, en dernier ressort, consentir à une clause de Traité de nation la plus favorisée pour une courte période, ou un terme expirable après un avertissement d'un an.

Je ferai observer en outre, que, selon l'opinion du Gouvernement de Sa Majesté, les propositions alternatives, indiquées ci-dessus, excepté une prolongation en vue d'une modification, ne peuvent aboutir qu'à la conclusion d'un Traité un peu plus

avantageux que le *statu quo*, au commerce entre la France et le Royaume-Uni.

ANNEXE AU N° 228

Mémorandum remis par Lord Lyons à M. Gambetta.

Paris, 12 janvier 1882.

Les dispositions suivantes sont les propositions définitives présentées par le Gouvernement de Sa Majesté relativement au Tarif français :

TISSUS DE COTON

Réduction de 20 p. 100 sur les droits actuels des écrus, et réduction des surtaxes pour le blanchiment et la teinture ; et aussi au cas où on ne conserverait pas les droits à la valeur, réduction des surtaxes pour l'impression et pour les articles de fantaisie.

Maintien des droits actuels de 60 francs et 85 francs respectivement sur les velours à côtes et les moleskins écrus, teints ou imprimés.

TISSUS DE LAINE

I. Purs, ne dépassant pas 500 grammes au mètre carré . .	90 francs.
Dépassant 500 grammes.	50
II. Mélangés, la laine, ou la laine d'effilochage prédominant avec chaîne de coton ou avec chaîne et trame mélangées de coton, ne dépassant pas 200 grammes au mètre carré . .	90
De 201 grammes à 550 grammes	50
Au-dessus de 550 grammes	30

TISSUS D'ALPACA

Purs ou mélangés, suivront le régime des tissus de laine purs ou mélangés.

CUIR

Maintien du droit actuel de 10 francs par 100 kilogrammes applicable aux « peaux non dénommées, autres ».

JUTE

Maintien du Tarif conventionnel actuel pour les tissus, si ledit Tarif doit être maintenu pour les filés.

Pour les autres marchandises, le Tarif conventionnel français établi par les Traités que la France vient de conclure, ainsi que les offres faites par la France au Royaume-Uni, devront être adoptés et annexés au Traité à conclure entre la Grande-Bretagne et la France. On demande toutefois au Gouvernement français d'exécuter les engagements pris par les Commissaires

français dans la 37^e séance de la Commission Mixte, à savoir : examiner à nouveau les observations présentées par les Commissaires anglais au sujet des marchandises suivantes :

- N^o 349. Fils de bourre de soie.
- N^o 375. Guipures.
- N^o 382. Dentelles.
- N^o 394. Bonneterie de laine.
- N^o 420. Peaux : cuir du Levant.

Quant aux tulles (n^o 380) qui intéressent l'industrie anglaise, on a compris que les Commissaires français avaient dit qu'il serait accordé des concessions à la Suisse. On demande que ces concessions soient insérées au Traité avec la Grande-Bretagne.

Il est deux autres articles, savoir : les huiles minérales et l'acier partiellement ouvré, surtout les lingots et les massiaux, à propos desquels il a été fait des remarques et des propositions que les Commissaires français ne semblent pas avoir parfaitement comprises :

1^o Quant aux huiles minérales anglaises, on a fait remarquer que, leur densité étant supérieure à celle du pétrole, on peut facilement établir une ligne de démarcation au moyen d'une densité fixée d'un commun accord ; et l'on a proposé, sous réserve d'examen, de fixer cette ligne de démarcation à 805 pour les huiles raffinées et à 825 pour les huiles brutes. Il a été objecté qu'on pourrait frauder le Trésor français, en mélangeant les huiles d'Écosse avec du pétrole. Toutefois, si l'écart du droit est fixé, disons à environ 4 francs par 100 kilogrammes, somme supérieure au coût du transport et autres frais accessoires, tout danger de fraude de ce chef disparaît.

2^o Quant à l'acier partiellement ouvré, on fait observer qu'on demande simplement d'insérer au Tarif un article qui n'est pas dénommé. Le fer en partie ouvré est dénommé au Tarif français entre la fonte brute et le fer fini ; ce qu'on demande, c'est que l'acier en partie ouvré soit dénommé au Tarif français, comme il l'est aux États-Unis et ceux de divers États d'Europe. L'acier partiellement ouvré peut se classer comme suit : 1^o lingots fondus bruts ; 2^o lingots laminés et forgés en massiaux ou *billets*, soit en masses informes d'acier. Le Gouvernement de Sa Majesté pense qu'on devrait, au moins, frapper d'un droit inférieur les « lingots d'acier fondu brut » non ouvrés » dont la surface et une des extrémités sont toujours plus ou moins rugueuses et qui présentent, le plus souvent, des crevasses et des soufflures, et qui se distinguent facilement de l'acier fini.

N° 229

Note de M. Rouvier, Ministre du Commerce, remise par
M. Gambetta à Lord Lyons.

Paris, 25 janvier 1882.

TISSUS DE COTON

L'état de l'industrie cotonnière en France ne permet pas d'accueillir la demande d'une réduction de 20 p. 100 sur les droits actuels des tissus de coton écrus. Toutefois, pour marquer une fois de plus que le Gouvernement de la République est disposé à améliorer le *statu quo* dans une juste mesure, il offre d'établir comme suit le Tarif des deux premières classes de tissus écrus :

N° 364. 11 KILOGRAMMES ET PLUS AUX 100 MÈTRES CARRÉS

30 fils et moins	47 50
31 à 35 fils	60 00
36 fils et plus	72 00

7 KILOGRAMMES INCLUSIVEMENT A 11 KILOGRAMMES EXCLUSIVEMENT
AUX 100 MÈTRES CARRÉS

35 fils et moins	60'
36 à 43 fils.	100
44 fils et plus	170

Les droits proposés pour les 3 classes des 11 kilogrammes et plus constituent une nouvelle concession sur les propositions faites précédemment. D'un autre côté, il faut remarquer qu'il s'agit ici d'une marchandise déjà taxée au droit spécifique par le Traité de 1860. La comparaison entre le droit existant et celui proposé est donc simple et facile, et ne laisse aucune place à des divergences d'appréciation. La moyenne des droits des tissus de coton écrus (11 kilogrammes et plus de 7 à 11 kilogrammes) ressort, d'après le Traité de 1860, à environ 98 francs ; d'après les nouvelles propositions du Gouvernement français, elle ressortirait à 85 francs environ ; c'est donc une amélioration de près de 14 p. 100.

La surtaxe pour le blanchiment, la teinture, l'impression, etc., ne peut être réduite au delà des concessions déjà accordées par les Commissaires français ; mais il ne faut pas perdre de vue que l'abaissement du droit sur le tissu écri devant profiter aux tissus teints, imprimés, etc., il en résulte une indéniable amélioration sur le régime de ces derniers.

CORDS ET MOLESKINS

Le maintien des droits actuels de 60 et 85 francs sur les ve-lours à côtes et les moleskins n'est pas possible. C'est, en effet,

par suite d'une erreur du négociateur de 1860 que ces étoffes ont été taxées à un prix inférieur au droit du tissu écri. Cette erreur a été relevée par la Commission parlementaire des Tarifs de douane. Il n'y a aucune possibilité de faire admettre qu'une erreur matérielle doive être consacrée de nouveau, au moment où on renouvelle le Traité pour dix ans, et il est bien difficile de soutenir qu'un tissu dont la préparation exige un supplément de main-d'œuvre doit payer le même droit que l'écri.

TISSUS DE LAINE PURE

La demande faite par le Gouvernement de Sa Majesté Britannique tendant à réduire le droit sur les tissus de laine pure à 90 francs et à 50 francs ne peut être accueillie ; mais, pour donner une nouvelle preuve de son désir d'arriver à une entente, le Gouvernement de la République consent à faire une nouvelle concession sur les offres antérieures. Il propose d'établir comme suit le Tarif des tissus de laine pure :

N° 392. AUTRES, PESANT AU MÈTRE CARRÉ :

400 grammes au plus	125 ^r
De 401 grammes à 550 grammes	105
Plus de 550 grammes	90

Cette nouvelle proposition constitue une réduction de 6 p. 100 sur les droits inscrits dans le récent Traité avec la Belgique ; la réduction est d'environ 40 p. 100, si l'on compare les droits ci-dessus à ceux inscrits dans le Tarif général français.

TISSUS DE LAINE MÉLANGÉE

Le Tarif des tissus de laine mélangée, la laine dominant en poids, a déjà été l'objet, au cours des négociations, de réductions successives qui rendent difficile un nouvel abaissement des droits. Il est, dans tous les cas, impossible d'accepter la tarification proposée par le Gouvernement de la Reine et qui aurait ce double effet : 1° de confondre en une seule classe les tissus de laine mélangée avec ou sans *renaissance* ; 2° de réduire les droits de cette catégorie ainsi unifiée à 90, 50 et 30 francs.

Il est indispensable de maintenir la distinction entre les tissus mélangés ne renfermant que de la laine mère et du coton, et ceux dans lesquels entre une certaine proportion de laine dite *renaissance*.

Pour les premiers, le Gouvernement de la République consent à une réduction nouvelle et, comme dernière limite de ses concessions, propose les droits suivants :

N° 403. DRAPS, CASIMIRS

et autres tissus foulés, chaîne coton : tissus ras non foulés, la laine dominant, pesant au mètre carré :

200 grammes au plus	130f
201 à 300 grammes inclusivement	80
301 à 400 grammes inclusivement	70
401 à 550 grammes inclusivement	55
551 à 700 grammes inclusivement	50
Plus de 700 grammes	35

Les tissus mélangés laine et coton et renaissance formeraient une classe spéciale, définie et taxée comme suit :

DRAPS, CASIMIRS, ETC.

chaîne coton, la trame exclusivement *renaissance* ou en *renaissance* et coton, le coton ne dépassant pas 10 p. 100 du poids total de la trame :

200 grammes au plus	91f 00
De 201 à 300 grammes inclusivement	56 00
De 301 à 400 grammes inclusivement	49 00
De 401 à 550 grammes inclusivement	38 50
De 551 à 700 grammes inclusivement	35 00
Plus de 700 grammes	24 50

Le maintien de cette dernière proposition est lié à l'acceptation, par les Commissaires du Gouvernement de Sa Majesté, de la définition ci-dessus transcrite, toute modification de cette définition pouvant devenir une cause de fraude ou d'erreur.

TISSUS D'ALPACA

Il a été expliqué à diverses reprises, au cours des négociations, pour quelles raisons la demande relative à ces tissus ne peut être accueillie.

PEAUX

Le nouveau Tarif général a élevé le droit sur les peaux à 50 francs. Les Commissaires français ont déjà offert de diviser les peaux non déterminées en deux classes, savoir :

N° 420. PEAUX AUTRES, ETC.

Peaux corroyées	20f
Peaux tannées	15

Ils consentent aujourd'hui à réduire le droit de cette dernière classe à 10 francs ; mais il est impossible d'étendre cette concession aux peaux corroyées.

JUTE

Sur ce point, il y a accord entre les deux Gouvernements.

DIVERS

Les Commissaires français ont examiné de nouveau les divers points signalés à leur attention par les Commissaires anglais dans la 37^e séance de la Commission et rappelés dans le Mémoire.

Il résulte de ce nouvel examen qu'aucun changement ne peut être fait sur les précédentes propositions, en ce qui touche les articles suivants :

N° 349. Fils de bourre de soie.

N° 382. Dentelles.

N° 420. Peaux, cuir du Levant.

Par contre, le Gouvernement de la République consent à de nouvelles concessions sur les articles ci-après :

N° 375. GUIPURES

Réduction de 120 francs à 100 francs.

N° 394. BONNETERIE DE LAINE PURE ET DE LAINE MÉLANGÉE

Ganterie et vêtements, non ajustés, réduction du droit de 425 francs à 300 francs.

N° 380. TULLES

Aux termes des propositions antérieures du Gouvernement français, les tulles auraient été soumis à un droit de 400 francs. Il consent aujourd'hui à établir deux classes :

Tulles pesant, les 100 mètres carrés :

4 kilogrammes et au-dessus	:	:	:	:	200f
Au-dessous de 4 kilogrammes	:	:	:	:	400

HUILES MINÉRALES

L'objection formulée par les Commissaires français contre la réduction du droit sur les huiles minérales d'Écosse n'est pas détruite par les explications de la Note anglaise. Il n'est pas contestable qu'on peut modifier à l'infini la densité des huiles minérales par un mélange d'huiles d'origines diverses. Si faible que puisse paraître l'écart de 4 francs proposé par les Commissaires anglais, il serait encore suffisant pour permettre la fraude ; d'ailleurs, le droit sur les huiles minérales n'a aucun caractère protecteur, c'est un droit purement fiscal.

ACIER NON OUVRÉ

Sur ce dernier point, il est possible de donner satisfaction au Gouvernement de la Reine.

Il y a, en effet, deux espèces de lingots d'acier :

1° Ceux de grande dimension destinés à fabriquer des rails, des bandages, des essieux, etc. ;

2° Ceux de petite dimension composés de la contenance d'un creuset ordinaire, et destinés principalement à faire des barres d'acier à outils.

Ces derniers ont une assez grande valeur ; la demande d'un droit réduit ne se justifierait point.

Mais il n'en est pas ainsi des premiers. La Note anglaise précisant qu'il s'agit seulement des gros lingots d'acier fondu, brut, non ouvrés, le Gouvernement de la République est disposé à accorder, pour ces lingots, un traitement de faveur ; il propose

de les assimiler au fer en barre et de les admettre au droit de 5 francs.

Il doit être seulement bien entendu que l'article du Tarif relatif à ce produit sera accompagné d'une note définissant avec précision que le droit de 5 francs ne sera applicable qu'aux gros lingots d'acier fondu, brut, non ouvrés, dont la surface et une des extrémités sont plus ou moins rugueuses et présentent le plus souvent des crevasses et des soufflures, et qui sont composés d'acier obtenu par les procédés Bessemer, Martins, Siemens ou autres procédés analoges.

Il est bien entendu que les marchandises non mentionnées dans le Mémorandum remis par S. Ex. lord Lyons bénéficieraient du régime conventionnel résultant des Traités conclus entre la France et les autres Pays, et que les offres faites par les Commissaires français aux Commissaires du Royaume-Uni sont maintenues et seraient inscrites dans le Tarif annexé au Traité à conclure entre la France et la Grande-Bretagne.

En résumé, si le Gouvernement de la République ne peut adopter dans son intégralité l'arrangement proposé par le Gouvernement de la Reine, il résulte des nouvelles propositions ci-dessus qu'il accorde de nouvelles et importantes concessions sur les tissus de coton, de laine pure et mélangée, les peaux, les guipures, la bonneterie, les tulles et l'acier non ouvré, c'est-à-dire sur les principaux articles visés par la demande des Commissaires anglais.

N° 229

Lord Lyons au Comte de Granville.

Paris, 12 janvier 1882.

Mylord,

J'ai eu ce matin l'honneur de recevoir la dépêche de Votre Seigneurie datée d'avant-hier, contenant les intentions du Gouvernement de Sa Majesté relativement aux négociations commerciales avec la France.

Cet après-midi, en exécution de l'instruction qu'elle renfermait, j'ai remis entre les mains de M. Gambetta le Mémorandum qui accompagnait la dépêche et qui fait ressortir l'arrangement proposé, en dernier ressort, par le Gouvernement de Sa Majesté relativement au Tarif français.

M. Gambetta m'a promis d'examiner immédiatement le Mémo-

randum et de me donner prochainement rendez-vous pour une autre entrevue.

J'ai, etc.

Signé : LYONS.

N° 230

Le Comte de Granville à Lord Lyons.

Foreign-Office, 13 janvier 1882.

Mylord,

J'approuve la communication que vous avez faite à M. Gambetta en exécution des instructions contenues dans ma dépêche du 10 courant.

Je suis, etc.

Signé : GRANVILLE.

N° 231

Lord Lyons au Comte de Granville.

Paris, 17 janvier 1882.

Mylord,

Votre Seigneurie m'a fait l'honneur de m'informer hier soir, par dépêche télégraphique, qu'il serait désirable d'obtenir, aussitôt que possible, une information sur la réponse probable du Gouvernement français au Mémoire déclarant les vues du Gouvernement de Sa Majesté relativement aux relations commerciales, que j'ai remis entre les mains de M. Gambetta, le 12 courant.

J'ai eu, à ce sujet, une conversation avec M. Gambetta cet après-midi. Il me dit avoir parcouru soigneusement lui-même toutes les questions traitées dans le Mémoire, et que, après-demain au plus tard, il me communiquerait une note renfermant ses vues à cet égard.

J'ai conclu, non sans regret, d'après ce que m'a dit M. Gambetta sur le contenu probable de la note, qu'elle ne sera pas une simple acceptation du Mémoire ; mais Son Excellence maintient qu'on y trouvera des explications et des propositions qui devront certainement satisfaire le Gouvernement de Sa Majesté.

J'ai déjà expédié par télégramme la substance de cette dépêche à Votre Seigneurie.

J'ai, etc.

Signé : LYONS.

N° 232

Le Comte de Granville à Lord Lyons.

Foreign-Office, 21 janvier 1882.

Mylord,

J'ai envoyé aujourd'hui un télégramme pour savoir si vous avez quelque autre information sur la communication du Gouvernement français relative aux négociations commerciales et qui vous avait été promise pour le 19 de ce mois.

Si elle n'est pas encore parvenue à Votre Excellence, il serait à propos, à moins que vous ne voyiez une objection à cette démarche, de demander officiellement une réponse au Mémorandum que vous avez remis à M. Gambetta le 12 courant.

Je suis, etc.

Signé : GRANVILLE.

N° 233

Lord Lyons au Comte de Granville.

Paris, 21 janvier 1882.

Mylord,

J'ai eu, ce soir, l'honneur de recevoir le télégramme de Votre Seigneurie à la date de ce jour, sur le retard du Gouvernement français à m'envoyer la réponse promise au Mémorandum que je lui ai présenté le 12 courant et qui exposait les vues du Gouvernement de Sa Majesté relativement aux négociations commerciales.

La réponse n'est pas arrivée le 19 courant, comme M. Gambetta me l'avait fait espérer, parce que le jour suivant, comme le sait Votre Seigneurie, les Bureaux de la Chambre des Députés ont élu pour les propositions constitutionnelles du Gouvernement, un Comité tellement hostile à ces propositions, qu'il place le Ministère de M. Gambetta dans une position critique.

Le délai actuel, concernant la réponse au Mémorandum, est, sans doute, attribuable à la crise politique qui a été ainsi produite.

Dans cet état de choses, il doit être difficile à M. Gambetta de trouver du temps pour les affaires générales, et l'usage et le décorum demandent plus que de coutume des égards et de la délicatesse à l'aborder. Je presserai cependant Son Excellence pour

cette réponse, autant que cela sera possible dans les circonstances actuelles.

J'ai, etc.

Signé : LYONS.

N° 234

Le Comte de Granville à Lord Lyons.

Foreign-Office, 24 janvier 1882.

Mylord,

J'ai suggéré aujourd'hui, par le télégraphe, à Votre Excellence qu'il pourrait être bon que M. Crowe retournât à Paris, pour assister Votre Excellence, dans la période actuelle des négociations commerciales, attendu qu'il est nécessaire que des arrangements définitifs, concernant ces négociations, soient conclus dans le courant de la semaine prochaine.

Je suis, etc.

Signé : GRANVILLE.

N° 235

Le Comte de Granville à lord Lyons.

Foreign-Office, 24 janvier 1882.

Mylord,

J'ai parlé, ce soir, à l'Ambassadeur français relativement aux négociations commerciales. J'ai dit que Son Excellence savait probablement que nous avions fait une communication au Gouvernement français, et que M. Gambetta avait promis une réponse pour le 19 courant, et cependant qu'aucune réponse n'avait été faite.

Que Votre Excellence avait eu quelque hésitation à presser M. Gambetta à cet égard, sachant qu'en ce moment il doit être entièrement occupé par les Chambres ; mais que je croyais devoir moi-même faire allusion à la question, non pas pour me plaindre, mais parce qu'il est important que nous obtenions une réponse, que rend nécessaire le court espace de temps qui nous sépare de l'expiration du Traité.

M. Challemel-Lacour dit qu'il comprenait parfaitement mes raisons, mais qu'il n'était pas en son pouvoir de télégraphier à M. Rouvier, n'ayant point de chiffre pour communiquer avec lui.

Il promit, cependant, d'écrire par le courrier de ce soir à M. Rouvier, pour demander que la réponse soit envoyée immédiatement.

Je suis, etc.

Signé : GRANVILLE.

N° 236

Lord Lyons au Comte de Granville.

Paris, 24 janvier 1882.

Mylord,

Dans ma dépêche du 21 courant, j'ai eu l'honneur de déclarer que, autant que cela serait possible durant la crise politique actuelle en France, je presserais le Gouvernement français de donner la réponse promise au Mémorandum du Gouvernement de Sa Majesté, concernant les relations commerciales.

J'en ai par conséquent parlé, cet après-midi, à M. Gambetta; mais, Son Excellence m'a dit qu'il espérait être, avant peu, en position d'envoyer une réponse.

J'ai déjà eu l'honneur d'expédier à Votre Seigneurie la substance de cette dépêche par télégraphe.

J'ai, etc.

Signé : LYONS.

N° 237

Lord Lyons au Comte de Granville.

Paris, 25 janvier 1882.

Mylord,

J'ai eu l'honneur de recevoir hier soir, de Votre Seigneurie, un télégramme demandant si, dans la phase actuelle des négociations commerciales, je désirerais que M. Crowe vienne à Paris.

Je pense que la présence de M. Crowe à Paris, pour agir selon les circonstances sous ma direction, serait très avantageuse; j'ai, par conséquent, adressé à Votre Seigneurie un télégramme demandant qu'il vienne immédiatement dans ce but.

J'ai, etc.

Signé : LYONS.

N° 238

Lord Lyons au Comte de Granville.

Paris, 25 janvier 1882.

Mylord,

M. Gambetta vient de me remettre la réponse au Mémorandum exposant les vues du Gouvernement de Sa Majesté, à l'égard des négociations commerciales, que je lui ai présenté le 12 courant.

J'ai l'honneur de transmettre ci-joint l'original à Votre Seigneurie.

J'ai, etc.

Signé : LYONS.

ANNEXE AU N° 238

Note du Gouvernement français en réponse au Mémorandum remis par Lord Lyons au nom du Gouvernement de Sa Majesté Britannique.

Tissus de coton. — L'état de l'industrie cotonnière en France ne permet pas d'accueillir la demande d'une réduction de 20 p. 100 sur les droits actuels des tissus de coton écrus. Toutefois, pour marquer une fois de plus que le Gouvernement de la République est disposé à améliorer le *statu quo* dans une juste mesure, il offre d'établir comme suit le Tarif des deux premières classes de tissus écrus :

N° 364. — 11 kilogrammes et plus aux 100 mètres carrés : 30 fils et moins, 47^f 50; 31 à 35 fils, 60 francs; 36 fils et plus, 72 francs.

7 kilogrammes inclusivement à 11 kilogrammes exclusivement : 35 fils et moins, 60 francs; 36 à 43 fils, 100 francs; 44 fils et plus, 170 francs.

Les droits proposés pour les trois classes des 11 kilogrammes et plus, constituent une nouvelle concession sur les propositions faites précédemment. D'un autre côté, il faut remarquer qu'il s'agit ici d'une marchandise déjà taxée au droit spécifique par le Traité de 1860. La comparaison entre le droit existant et celui proposé est donc simple et facile et ne laisse aucune place à des divergences d'appréciation. La moyenne des droits des tissus de coton écrus (11 kilogrammes et plus et 7 à 11 kilogrammes) ressort d'après le Traité de 1860 à environ 98 francs; d'après les nouvelles propositions du Gouvernement français elle ressortirait à 85 francs environ; c'est donc une amélioration de près de 14 p. 100.

La surtaxe pour le blanchiment, la teinture, l'impression, etc., ne peut être réduite au delà des concessions déjà accordées par les Commissaires français ; mais il ne faut pas perdre de vue que l'abaissement du droit sur le tissu écri devant profiter aux tissus teints, imprimés, etc., il en résulte une indéniable amélioration sur le régime de ces derniers.

Cords et moleskins. — Le maintien des droits actuels de 60 francs et 85 francs sur les velours à côte et les moleskins n'est pas possible. C'est, en effet, par suite d'une erreur du négociateur de 1860 que ces étoffes ont été taxées à un prix inférieur au droit du tissu écri. Cette erreur a été relevée par la Commission parlementaire des Tarifs de douane. Il n'y a aucune possibilité de faire admettre qu'une erreur matérielle doive être consacrée de nouveau au moment où l'on renouvelle le Traité pour dix ans, et il est bien difficile de soutenir qu'un tissu dont la préparation exige un supplément de main-d'œuvre doit payer le même droit que l'écri.

Tissus de laine pure. — La demande faite par le Gouvernement de S. M. Britannique tendant à réduire le droit sur les tissus de laine pure à 90 francs et à 50 francs, ne peut être accueillie ; mais pour donner une nouvelle preuve de son désir d'arriver à une entente, le Gouvernement de la République consent à faire une nouvelle concession sur ses offres antérieures. — Il propose d'établir comme suit le Tarif des tissus de laine pure.

N° 392. Autres, pesant au mètre carré 400 grammes au plus, 130 francs ; de 401 à 500 grammes, 110 francs ; plus de 550 grammes, 95 francs.

Cette nouvelle proposition constitue une réduction de 10 p. 100 sur les droits inscrits dans le récent Traité avec la Belgique ; la réduction est d'environ 40 p. 100 si on compare les droits ci-dessus à ceux inscrits dans le Tarif général français.

Tissus de laine mélangée. — Le Tarif des tissus de laine mélangée, la laine dominant en poids, a déjà été l'objet, au cours des négociations, de réductions successives qui rendent difficile un nouvel abaissement des droits. Il est dans tous les cas impossible d'accepter la tarification proposée par le Gouvernement de la Reine et qui aurait ce double effet :

1° De confondre en une seule classe les tissus de laine mélangée avec ou sans renaissance ;

2° De réduire les droits de cette catégorie ainsi unifiée à 90 francs, 50 francs et 30 francs.

Il est indispensable de maintenir la distinction entre les tissus mélangés ne renfermant que de la laine mère et du coton et ceux

dans lesquels entre une certaine proportion de laine dite renaissance.

Pour les premiers, le Gouvernement de la République consent à une nouvelle réduction, et comme dernière limite de ses concessions propose les droits suivants :

N° 403. Draps, casimirs et autres tissus foulés, chaîne coton, tissus ras non foulés, la laine dominant, pesant au mètre carré.

200 grammes au plus, 130 francs; de 201 à 300 grammes inclusivement, 80 francs; de 301 à 400 grammes inclusivement, 70 francs; de 401 à 500 grammes inclusivement, 55 francs; de 551 à 700 grammes exclusivement, 50 francs; plus de 700 grammes, 35 francs.

Les tissus mélangés laine et coton et renaissance formeraient une classe spéciale définie et taxée comme suit :

Draps casimir, etc.

Chaîne coton, la trame exclusivement en renaissance ou en renaissance et coton, le coton ne dépassant pas 10 p. 100 du poids total de la trame.

200 grammes au plus, 91 francs; de 201 à 300 grammes inclusivement, 56 francs; de 301 à 400 grammes inclusivement, 49 francs; de 401 à 550 grammes inclusivement, 38' 50: de 551 à 700 grammes inclusivement, 35 francs; plus de 700 grammes inclusivement, 24' 50.

Le maintien de cette dernière proposition est lié à l'acceptation par les Commissaires du Gouvernement de Sa Majesté de la définition ci-dessus transcrite, toute modification de cette définition pouvant devenir une cause de fraude ou d'erreur.

Tissus d'alpaca. — Il a été expliqué à diverses reprises, au cours des négociations, pour quelles raisons la demande relative à ces tissus ne peut être accueillie.

Peaux. — Le nouveau Tarif général a élevé le droit sur les peaux à 50 francs. Les Commissaires français ont déjà offert de diviser les peaux non dénommées en deux classes, savoir :

N° 420. Peaux autres, etc.

Corroyées, 20 francs; tannées, 15 francs.

Ils consentent aujourd'hui à réduire le droit de cette dernière classe à 10 francs; mais il est impossible d'étendre cette concession aux peaux corroyées.

Jute. — Sur ce point il y a accord entre les deux Gouvernements.

Divers. — Les Commissaires français ont examiné de nouveau les divers points signalés à leur attention par les Commissaires anglais dans la trente-septième séance de la Commission et rap-

pelés dans le Mémorandum. Il résulte de ce nouvel examen qu'aucun changement ne peut être fait sur les précédentes propositions en ce qui touche les articles suivants :

N° 349. Fils de bourre de soie.

N° 382. Dentelles.

N° 420. Peaux : cuir du Levant.

Par contre, le Gouvernement de la République consent à de nouvelles concessions sur les articles ci-après :

N° 375. Guipures, réduction de 120 francs à 100 francs.

N° 394. Bonneterie de laine pure et de laine mélangée :

Ganterie et vêtements, non ajustés, réduction du droit de 425 francs à 300 francs.

N° 380. Tulles. Aux termes des propositions antérieures du Gouvernement français, les tulles auraient été soumis à un droit de 400 francs. Il consent aujourd'hui à établir deux classes :

Tulles pesant 4 kilogrammes et au-dessus :

Les 100 mètres carrés, 200 francs ; au-dessous de 4 kilogrammes, 400 francs.

Huiles minérales. — L'objection formulée par les Commissaires français contre la réduction du droit sur les huiles minérales d'Écosse n'est pas détruite par les explications de la note anglaise. Il n'est pas contestable qu'on peut modifier à l'infini la densité des huiles minérales par un mélange d'huile d'origines diverses. Si faible que puisse paraître l'écart de 4 francs proposé par les Commissaires anglais, il serait encore suffisant pour permettre la fraude ; d'ailleurs, le droit sur les huiles minérales n'a aucun caractère protecteur ; c'est un droit purement fiscal.

Acier non ouvré. — Sur ce dernier point il est possible de donner satisfaction à la demande du Gouvernement de la Reine.

Il y a, en effet, deux espèces de lingots d'acier :

1° Ceux de grande dimension destinés à fabriquer des rails, des bandages, des essieux, etc.

2° Ceux de petite dimension composés de la contenance d'un creuset ordinaire et destinés principalement à faire des barres d'acier à outil.

Ces derniers ont une assez grande valeur : la demande d'un droit réduit ne se justifierait pas.

Mais il n'en est pas ainsi des premiers.

La Note anglaise précisant qu'il s'agit seulement des gros lingots d'acier fondu, brut, non ouvrés, le Gouvernement de la République est disposé à accorder pour ces lingots un traitement de faveur. Il propose de les assimiler au fer en barre et de les admettre au droit de 5 francs.

Il doit être seulement bien entendu que l'article du Tarif relatif à ce produit sera accompagné d'une note définissant avec précision que le droit de 5 francs ne sera applicable qu'aux gros lingots d'acier fondu, brut, non ouvrés dont la surface et une des extrémités sont plus ou moins rugueuses et présentent le plus souvent des crevasses et des soufflures, et qui sont composés d'acier obtenu par les procédés Bessemer, Martins, Siemens, ou autres procédés analogues.

Il est bien entendu que les marchandises non mentionnées dans le Mémorandum remis par S. Exc. Lord Lyons bénéficieraient du régime conventionnel résultant des Traités conclus entre la France et les autres Pays, et que les offres faites par les Commissaires français aux Commissaires du Royaume-Uni sont maintenues et seraient inscrites dans le Tarif annexé au Traité à conclure entre la France et la Grande-Bretagne.

En résumé, si le Gouvernement de la République ne peut adopter dans son intégrité l'arrangement proposé par le Gouvernement de la Reine, il résulte des nouvelles propositions ci-dessus qu'il accorde de nouvelles et importantes concessions sur les tissus de coton, de laine pure et mélangée; les peaux, les guipures, la bonneterie, les tulles, et l'acier non ouvré, c'est-à-dire sur les principaux articles visés par la demande des Commissaires anglais.

N° 239

Les Commissaires Royaux au Comte de Granville.

Foreign-Office, 26 janvier 1882.

Mylord,

Nous avons examiné la réponse du Gouvernement français au Mémorandum contenu dans la dépêche de Votre Seigneurie du 12 courant à lord Lyons. La réduction sur les droits proposés qui est offerte à l'égard des cotons et des laines est, selon nous, tout à fait insuffisante. Nous pensons que le Gouvernement français devrait être informé que, pour les raisons données précédemment, le Gouvernement de Sa Majesté est obligé d'insister soit sur la retenue des droits *ad valorem* sur les étoffes imprimées ou de fantaisie, soit sur la réduction de 20 p. 100 sur la classe des cotons écrus, par laquelle est gouvernée la conversion des droits sur les étoffes imprimées ou de fantaisie. Nous considérons que le Gouvernement de Sa Majesté devrait insister sur la retenue des droits spécifiques actuels sur les velours à côtes et

les moleskins, ainsi que sur l'acceptation des propositions contenues dans le Mémorandum du 12 courant relativement aux marchandises de laine.

Nous avons, etc.

Signé : CHARLES W. DILKE.

C. RIVERS WILSON.

C. M. KENNEDY.

N° 240

Le Comte de Granville à Lord Lyons.

Foreign-Office, 26 janvier 1882.

Mylord,

J'ai à accuser réception de la dépêche de Votre Excellence, à la date d'hier, contenant la réponse du Gouvernement français à la communication que vous avez faite à M. Gambetta le 12 courant relativement au Tarif français.

Je consigne, dans la présente dépêche, mes remarques sur les questions de tissus de coton, de velours à côtes, de moleskins, et de tissus de laine. Sur les autres points on pourra arriver, sans grande difficulté, à une entente.

En ce qui concerne les cotons, le Gouvernement de Sa Majesté a demandé une réduction de 20 p. 100 des droits sur les tissus écrus, parce que ces droits forment la base de la cote de ceux qui sont proposés actuellement pour les imprimés et les étoffes de fantaisie, dans la conversion des droits *ad valorem* en droits spécifiques ; et, pour maintenir le *statu quo* en ce qui concerne ces marchandises, il est nécessaire qu'une considérable réduction soit faite dans la base sur laquelle sont établis les nouveaux droits spécifiques. Les droits qu'on propose pour les tissus écrus sont plutôt au-dessus qu'au-dessous des taux actuels, portant sur la plus lourde catégorie de cotons de 11 kilogrammes et plus aux 100 mètres carrés de 30 fils et moins, de 47¹/₂ 50, comparés avec 50 francs, ou une réduction de 5 p. 100 ; de 31 à 35 fils, 60 francs comparés avec 50 francs, ou une augmentation de 20 p. 100 ; et de 36 fils et plus, 72 francs comparés avec 80 francs, ou une réduction de 10 p. 100.

En songeant à l'importance, pour le commerce britannique, de la classe de 31 à 35 fils, il est évident que les droits proposés sont pires que le *statu quo* pour les tissus écrus, et les réductions dans certaines classes des deux catégories suivantes de 7 à 11 kilogrammes et de 5 à 7 kilogrammes sont comparativement de

peu d'importance. De plus, les droits dans toute la catégorie de 3 à 5 kilogrammes restent très notablement au-dessus du *statu quo*.

Si le Gouvernement français voulait maintenir, comme mesure temporaire au moins, les droits *ad valorem* sur les tissus de coton actuellement soumis aux impôts *ad valorem*, le Gouvernement de Sa Majesté, de son côté, serait prêt à retirer, aussi longtemps que ces droits seront maintenus, sa demande de réduction du droit sur les écus. Mais si le Gouvernement français adhère à sa détermination d'abolir les droits *ad valorem* et de prendre les droits sur les tissus écus comme base de la conversion, le Gouvernement de Sa Majesté devra persister dans sa demande de réduction de 20 p. 100 des droits actuels sur tous les tissus de coton écu de toutes classes. Ce n'est que de cette manière, à son avis, que le *statu quo*, en ce qui concerne les étoffes imprimées et de fantaisie, pourra être maintenu.

Relativement aux velours à côtes et aux moleskins, le Gouvernement de Sa Majesté est obligé d'insister pour le maintien des droits actuels. Ces marchandises intéressent le commerce britannique à un degré spécial.

Pour conclure, en ce qui concerne les tissus de laine, le Gouvernement de Sa Majesté doit insister sur les propositions faites dans la communication de Votre Excellence au Gouvernement Français, le 12 courant; celles-ci étant, selon toute évidence, équivalentes aux droits *ad valorem* existants, relativement aux marchandises de laine qui constituent la majeure partie du commerce britannique avec la France.

Je suis, etc.

Signé : GRANVILLE.

N° 241

Le Comte de Granville à Lord Lyons.

Foreign-Office, 26 janvier 1882.

Mylord,

J'ai, dans ma précédente dépêche, à la date de ce jour, renvoyé une réponse immédiate à la note du Gouvernement français qui accompagnait la dépêche d'hier de Votre Excellence; mais je laisse à votre discrétion la communication de cette réponse au Gouvernement français. Vous pourrez, par conséquent, présenter une note dans les termes de la dépêche, faire usage de l'instruc-

tion par M. Crowe dans la conversation, ou la garder quant à présent, selon ce que vous jugerez meilleur.

La période qui reste pour négocier est, quoi qu'il en soit, courte, et si les négociations tariféraires n'ont pas un résultat favorable, une proposition de prolongation, ou un arrangement sur la base d'un traitement de Nation la plus favorisée devra être mise en avant.

Je suis, etc.

Signé : GRANVILLE.

N° 242

Lord Lyons au Comte de Granville.

Paris, 26 janvier 1882.

Mylord,

J'ai l'honneur de transmettre ci-joint, à Votre Seigneurie, une dépêche qui m'a été adressée par M. Crowe, et qui contient certaines remarques sur la note qui m'a été remise par M. Gambetta le 25 courant, en réponse au Mémorandum relatif aux négociations commerciales, que je lui avais remis le 12 courant.

J'ai, etc.

Signé : LYONS.

ANNEXE AU N° 242

M. Crowe à Lord Lyons.

Paris, 26 janvier 1882.

Mylord,

Les remarques suivantes me sont suggérées par la note que M. Rouvier a rédigée en réponse au Mémorandum présenté par Votre Seigneurie au Gouvernement français :

Sur les tissus de coton, l'offre définitive du Gouvernement français est celle-ci :

De 30 fils et moins :	droit, 47f 50.
De 31 fils à 35	— 60 francs.
De 36 fils et plus,	— 72 francs.

Le premier de ces droits vaut mieux que le *statu quo* (50 francs) mais nous n'avons point de commerce. Le second est bien au-dessus du *statu quo* (50 francs.) Dans cette classe, nos principales affaires sont faites. Le troisième droit est un progrès sur le *statu quo* (80 francs), mais un petit. Il est bon que deux droits soient

réduits pendant qu'un seul est augmenté ; mais comme celui qui est augmenté est celui qui nous intéresse le plus, nous pouvons difficilement l'accepter. N° 364. Sur la classe de 7 à 11 kilogrammes, le Gouvernement français offre les droits suivants :

35 fils et moins,	60 francs.
36 à 40 fils,	100 francs.
44 fils et plus,	170 francs.

Le premier de ces droits n'est pas un progrès sur le *statu quo*. C'est le *statu quo* simplement, et on peut dire la même chose du second. Le troisième est meilleur que le *statu quo*, mais il nous a été concédé dès le 31 décembre dernier.

Les trois dernières catégories de n° 364, 5 à 7 kilogrammes, 3 à 5 kilogrammes, et 3 kilogrammes sont maintenues aux taux contre lesquels nous avons toujours protesté.

Sont également intactes les surcharges sur les blanchis, les teints et les imprimés, dont nous nous plaignons tant. Sur les velours à côtes et les moleskins aucune concession n'a été faite, malgré nos efforts répétés.

Pour le n° 375, « guipures, » les Français offrent de déduire leurs conditions de 120 à 100 francs. Nous avons toujours demandé 75 francs.

Finalement, pour les tulles de coton, les nouvelles propositions Françaises sont que, au lieu d'une classe à 400 francs, nous devions en avoir une de 200 francs ne pesant pas 4 kilogrammes, et une de 400 francs ne pesant pas moins de 4 kilogrammes. Cette proposition mérite considération.

Sur les tissus de laine pure, n° 392, les Français abaissent leurs derniers chiffres de 140 francs, 123 francs et 106 francs, à 130 francs, 110 francs et 96 francs. Nous avons demandé deux classes payant des droits de 90 francs et de 50 francs, mais à condition seulement que les tissus de renaissance, qui nécessairement doivent être classés comme tissus de laine pure, soient admis sur une plus large base que celle que le Gouvernement français propose d'adopter.

Pour les laines mélangées, les Français sont disposés à abaisser les droits de 135 francs à 130 francs ; de 85 francs à 80 francs ; de 75 à 70 francs. Les trois autres classes restent à 55, 50, et 35 francs comme auparavant.

Nos demandes étaient celles-ci :

Au lieu de 135 francs,	90 francs ;	au lieu de 55 francs,	50 francs.
— 85 —	50	— 50 —	30 —
— 75 —	50	— 35 —	30 —

Il est donc évident que la divergence entre la manière de voir

française et la manière de voir anglaise est encore extrême. Les réductions françaises ne touchent que trois classes sur six, et dans chaque catégorie elles n'excèdent pas cinq francs par 100 kilogrammes.

Plus loin, le Gouvernement français déclare qu'il est prêt à réduire la classe de tissus de renaissance de :

94, 50 à 91 francs
59, 50 à 56 francs
52, 50 à 49 francs

38, 50 à 38, 50
35 à 35
24, 50 à 25, 50

C'est-à-dire qu'ils font une petite réduction dans les trois premières catégories. En outre, ils maintiennent la proposition de ne tenir compte que de la trame comme contenant de la renaissance ou du coton mélangé et de la renaissance, et ils insistent pour que la quantité de coton dans la trame soit limitée à 10 p. 100.

Nous pourrions accepter ces propositions si l'estimation portait sur la chaîne et sur la trame et qu'un droit plus élevé sur le coton fût admis.

Sur la bonneterie (n° 394), il y a une concession partielle pour les gants et pour les vêtements non confectionnés, qui sont réduits de 425 francs à 300 francs. Mais nous ne demandons pas seulement la réduction du droit de 425 francs, mais aussi l'abaissement de deux autres droits dans la même catégorie, et ceci le Gouvernement français le refuse.

Enfin, on nous dit que les peaux tannées (non dénommées) paieront 10 francs par 100 kilogrammes. Cette concession a été longtemps refusée. Mais nous l'avons ajoutée à une réduction similaire sur les peaux corroyées, que le Gouvernement français avait refusé d'admettre.

Quant au jute, le Gouvernement français dit que nous sommes d'accord. Nous avons demandé, cependant, le maintien du *statu quo* sur les tissus de jute, et jusqu'à présent les Français n'ont pas fait cette concession. La note implique-t-elle qu'ils aient l'intention de la faire? S'il en était ainsi, le fait aurait dû être déclaré d'une façon moins obscure.

Sur le cordonnnet de soie (n° 349), la dentelle (n° 382) et le ma-roquin ou cuir du Levant, nos demandes sont refusées.

La même chose peut se dire des huiles minérales. Sur l'acier seulement, nous avons la concession sur laquelle nous avons insisté si longtemps.

Dans la note, on ne dit pas un mot sur les droits du vin; et ceci est assez naturel, attendu que nous avons déclaré que nous ne pouvions entretenir aucune proposition de modification dans les droits sur les vins, en connection avec les propositions alter-

natives suggérées dans notre Rapport du 19 janvier à lord Granville.

A fortiori, ne pourrions-nous pas les entretenir alors que le Gouvernement français est disposé à ne nous accorder que la moitié des concessions que nous demandons?

J'ai, etc.

Signé : CROWE.

N° 243

Lord Lyons au Comte de Granville.

(Télégraphique.)

Paris, 30 janvier 1882.

La Chambre des députés a voté cet après-midi un projet autorisant le Gouvernement à prolonger les Traités existants, jusqu'au 15 mai en faveur des Pouvoirs qui ont déjà signé de nouveaux Traités; en outre, de prolonger les Traités existants, jusqu'au 1^{er} mars en faveur des Pouvoirs, notamment l'Angleterre, l'Espagne et la Suisse, avec lesquels on a l'espoir de signer des Traités; enfin, de donner à ceux-ci le bénéfice de la prolongation jusqu'au 1^{er} mai, s'ils signent un Traité avant le 1^{er} mars.

Naturellement le projet devra passer devant le Sénat, qui ne siègera pas avant le 2 du mois prochain.

N° 244

Lord Lyons au Comte de Granville.

Paris, 28 janvier 1882.

Mylord,

J'ai eu, cet après-midi, une conversation sérieuse avec M. Gambetta, sur l'approche du jour (le 8 du mois prochain) où, d'après la loi française actuelle, tous les Traités de commerce existants expireront, et je l'ai prié de se rappeler que, à moins d'une mesure préventive votée par la Chambre, tous les Pays seraient assujettis, le jour suivant, au Tarif général.

Après avoir discuté, M. Gambetta dit qu'il proposera immédiatement au Comité pour les Traités de commerce, de la Chambre des députés de prendre des mesures pour obtenir la prolongation des Traités existants, en faveur de ceux des Pays qui ont déjà signé de nouveaux Traités, ou qui signeront ces Traités avant le 8 février.

Je fis observer à M. Gambetta qu'en ce qui concerne l'Angleterre, il est douteux qu'une prolongation, à ces conditions, puisse avoir pratiquement un résultat avantageux. Il est, dis-je, loin d'être probable qu'un Traité satisfait entre l'Angleterre et la France puisse être signé au 8 février, et le résultat d'accorder un si court espace de temps pourrait être d'obliger le Gouvernement de Sa Majesté à renoncer à tout espoir de conclure ce Traité. Je fis observer de plus qu'à tous égards il serait dangereux et incommode d'insérer dans une loi un jour fixé et proche, après lequel toute négociation deviendrait inutile; et je suggérai qu'il vaudrait mieux employer quelque expression plus générale, -- de dire, par exemple, « ceux des Pouvoirs avec lesquels les négociations seraient très avancées. »

M. Gambetta a promis qu'il essaierait d'obtenir l'adoption de quelque formule comme celle-ci : « les Puissances avec lesquelles la prochaine signature d'un Traité serait très probable. »

En réponse à une remarque de Son Excellence, je dis que naturellement je ne pouvais pas garantir qu'un Traité serait signé, mais que je pouvais assurer positivement que les négociations seraient poursuivies avec toute l'activité possible, de la part de l'Angleterre.

J'ai, etc.

Signé : LYONS.

N° 245

Lord Lyons au Comte de Granville.

Paris, 30 janvier 1882.

Mylord,

J'ai l'honneur de transmettre à Votre Seigneurie une dépêche qui m'a été adressée par M. Crowe, aussi bien qu'un Mémoire qui l'accompagnait, et qui compare dans une table les demandes anglaises, les affaires françaises et le *statu quo*, relativement aux cotons écrus, aux velours à côtes et moleskins, et aux laines.

Le Mémoire contient également une liste de tissus de coton maintenant imposés *ad valorem*.

J'ai, etc.

Signé : LYONS.

PREMIÈRE ANNEXE AU N° 245

M. Crowe à Lord Lyons.

Paris, 28 janvier 1882.

Mylord,

Dans le but d'établir, en chiffres, les différences qui existent encore entre les négociateurs Français et nous, j'envoie ci-joint un Memorandum où nos demandes sont mises en contraste avec les offres des Français et le *statu quo*, relativement aux cotons écrus, aux velours à côtes et moleskins et aux laines ; j'y ajoute une liste des tissus de cotons maintenant imposés *ad valorem*.

J'ai, etc.

Signé : J. A. CROWE.

DEUXIÈME ANNEXE AU N° 245

Mémorandum des droits réclamés par les Commissaires du Traité Britannique, avec les chiffres comparatifs des offres françaises et le *statu quo*.

Numéros		Nous avons demandé 20 p. 100 de réduction sur le <i>statu quo</i> en deux ans.		Concessions françaises immédiates	<i>Statu quo</i>
		1882	1884		
364	Tissus de coton (écrus)	Fr.	Fr.	Fr. c.	Fr.
	Classe de 11 kilg.				
	30 fils et moins	45	40	47 50	50
	31 à 35 fils.	45	40	60 »	50
	36 fils et plus	72	64	72 »	80
	Classe de 7 à 11 kilg.				
	35 fils et moins	54	48	60 »	60
	36 à 43 fils.	90	80	100 »	100
	44 fils et plus	180	160	170 »	200
	Classe de 5 à 7 kilg.				
	27 fils et moins	72	64	80 »	80
	28 à 35 fils.	108	96	117 »	120
	36 à 43 fils.	171	152	190 »	190
	44 fils et plus	270	240	242 »	300
	Classe de 3 à 5 kilg.				
	20 fils et moins	72	64	110 »	80
	21 à 27 fils.	72	64	148 »	80
	28 à 35 fils.	108	96	193 »	120
	36 à 43 fils.	171	152	270 »	190
	44 fils et plus	270	240	403 »	300
369	Velours à côtes et moleskins	Nous avons demandé			
	Ecrus	Fr. 60		72 »	60
	Teints ou imprimés.	86		97 »	85

Tissus de coton maintenant soumis à des droits ad valorem : 264, la catégorie la plus légère, ou mousselines claires ; 367, imprimés ; 371, brillantés et de fantaisie ; 384, mousselines et jaconas brochés, et autres.

Numéros		Nous avons demandé :	Concessions françaises	Statu quo
392	Laines pures et mélangées. Pures —	Fr.	Fr. c.	
	400 grammes au plus . . .	90	130 »	10 p. 100 <i>ad valorem</i>
	401 gr. à 500 . . .	90	110 »	
	501 gr. à 550 . . .	50	110 »	
	550 gr. et plus . . .	50	96 »	
403	Mélangées, chaîne de coton, mais la laine prédominant			
	200 grammes ou moins . . .	90	130 »	10 p. 100 <i>ad valorem</i>
	201 gr. à 300 grammes . . .	50	80 »	
	301 gr. à 400 — . . .	50	70 »	
	401 gr. à 550 — . . .	50	55 »	
	551 gr. à 700 — . . .	30	50 »	
	701 grammes et plus. . .	30	35 »	
403	Mélangées, chaîne de coton, trame de renaissance, ou renaissance et coton, le coton n'entrant que pour 10 p. 100 dans la trame —			
	200 grammes ou moins . . .	90	91 »	10 p. 100 <i>ad valorem</i>
	201 gr. à 300 grammes . . .	50	56 »	
	301 gr. à 400 — . . .	50	49 »	
	401 gr. à 550 — . . .	50	38 50	
	551 gr. à 700 — . . .	30	35 »	
	701 grammes et plus . . .	30	24 50	

N° 246

Lord Lyons au Comte de Granville.

Paris, 31 janvier 1882.

Mylord,

J'ai eu l'honneur, hier, d'informer Votre Seigneurie par un télégramme de la teneur d'un projet, qui avait passé dans l'après-midi à la Chambre des députés, autorisant le Gouvernement à prolonger la durée de tous les Traités de commerce existants.

Le texte du projet est ainsi conçu :

« *Article unique.* Le Gouvernement est autorisé à proroger jusqu'au 1^{er} mars tous les Traités de commerce et de navigation actuellement en vigueur ; cette prorogation pourra s'étendre jusqu'au 15 mai pour les Puissances qui ont déjà signé, ou qui

auront, d'ici au 1^{er} mars, signé avec la France de nouveaux Traités. »

J'ai l'honneur d'envoyer ci-joint le Rapport authentique de la procédure, qui a paru ce matin dans le *Journal officiel*.

M. Rouvier, le Ministre du commerce, a proposé un projet autorisant simplement le Gouvernement à prolonger les Traités sans aucune limite de temps.

L'urgence du projet fut déclarée, et à l'instance de M. Gambetta, il fut renvoyé immédiatement au Comité des Traités de commerce.

Le Comité fit un rapport recommandant l'adoption du projet, dans les termes que j'ai cités au commencement de cette dépêche.

Une motion fut faite pour remettre la discussion à demain, sous prétexte qu'un nouveau Gouvernement serait en fonctions.

M. Gambetta s'opposa à l'ajournement et M. Rouvier expliqua que le projet laisserait au nouveau Gouvernement la faculté de prolonger les Traités ou non, selon ce qu'il lui plairait de faire.

Voilà ce qu'il dit :

« Je demande, du reste, à la Chambre, la permission de lui faire remarquer que sa décision, si elle croit devoir la prendre aujourd'hui, n'engagera à aucun degré la liberté d'action de nos successeurs. En effet, on vous propose, messieurs, de décider que les Traités de commerce seront prorogés après votre vote; on vous demande seulement d'autoriser le Gouvernement à les proroger. La liberté d'action du Cabinet qui va nous succéder reste donc entière..... et ce sera l'affaire de mon honorable successeur d'examiner s'il voudra ou non user de la liberté que vous lui aurez accordée. »

Le projet fut voté à l'unanimité et sans débat.

Il devra, naturellement, passer encore devant le Sénat.

J'ai, etc.

Signé : LYONS.

N^o 247

Lord Lyons au Comte de Granville.

Paris, 31 janvier 1882.

Mylord,

En référence à ma précédente dépêche d'aujourd'hui, j'ai l'honneur de transmettre à Votre Seigneurie le copie d'une note où M. Gambetta m'a annoncé l'adoption, par la Chambre des

députés, d'un projet autorisant le Gouvernement à proroger la durée des Traités de commerce existants.

J'ai, etc.

Signé : LYONS.

ANNEXE AU N° 247

M. Gambetta à Lord Lyons.

Paris, 30 janvier 1882.

Monsieur l'Ambassadeur,

La Chambre des députés vient d'autoriser le Gouvernement à proroger les Traités en vigueur jusqu'au 1^{er} mars. La prorogation sera étendue jusqu'au 15 mai vis-à-vis des Puissances qui auront à cette date du 1^{er} mars signé des Traités. Ce délai a pour but de laisser au Parlement le temps d'examiner les Traités conclus. Jeudi le Sénat sera saisi de la demande de prorogation. Je m'empresse, Monsieur l'Ambassadeur, d'informer Votre Excellence de ces dispositions qui, je l'espère, faciliteront le succès des négociations en cours avec le Gouvernement de Sa Majesté Britannique.

Signé : GAMBETTA.

N° 248

Lord Lyons au Comte de Granville.

Paris, le 31 janvier 1882.

Mylord,

Si le projet autorisant la prorogation des Traités commerciaux était voté par le Sénat, et si le nouveau Gouvernement se décidait à faire usage des pouvoirs qu'il lui confère, il est probable que, ainsi qu'en septembre dernier, ils jugeront nécessaire que la prorogation soit effectuée par une déclaration formelle bilatérale signée dans l'intérêt des deux Gouvernements.

Dans ce cas il pourrait être nécessaire que cette déclaration soit signée promptement, de façon à ce qu'elle soit effectuée à temps pour empêcher le commerce Britannique de tomber sous le Tarif général le 9 du mois prochain.

Dans ces circonstances, je me permets de demander à Votre Seigneurie, sans autre délai, des instructions me disant si le Gouvernement de Sa Majesté désire qu'une déclaration soit

signée en sa faveur, pour donner suite aux arrangements prescrits par le Projet voté hier à la Chambre des députés, et, s'il en est ainsi, de dire s'il m'autorise à signer cette déclaration immédiatement dans le cas où le temps ne permettrait pas de lui en référer pour de nouveaux ordres.

J'ai, etc.

Signé : LYONS.

N^o 249

Le Comte de Granville à Lord Lyons.

Foreign-Office, le 1^{er} février 1882.

Mylord,

En recevant la dépêche de Votre Excellence à la date d'hier, je vous ai autorisé par télégraphe à signer, avec le Gouvernement français, une déclaration pour prolonger la durée des Traités de commerce et de navigation avec ce Pays.

Plus tard, ce même jour, je vous ai également informé par télégraphe que M. Challemel-Lacour était venu, disant qu'il était requis de demander qu'une autorisation, dans ce sens, fût donnée à Votre Excellence. J'ai répondu que c'était chose faite.

Je suis, etc.

Signé : GRANVILLE.

N^o 250

Lord Lyons au Comte de Granville.

Paris, le 1^{er} février 1882.

Mylord,

J'ai eu l'honneur, hier, d'informer Votre Seigneurie par un télégramme que le projet autorisant le Gouvernement à proroger les Traités de commerce avait été voté, sans amendement, par le Sénat.

Le Sénat s'était ajourné à jeudi, 2 du courant; mais une séance particulière ayant été convoquée pour entendre le programme du nouveau Ministère, M. de Freycinet, comme Président du Conseil et Ministre des Affaires Étrangères, a déposé le projet dont l'urgence a été déclarée, à sa requête.

J'ai l'honneur d'envoyer ci-inclus le rapport authentique des débats, qui a paru au *Journal officiel* ce matin.

J'envoie aussi une copie de la note par laquelle M. de Freycinet a été assez bon de m'informer de l'adoption du projet par le Sénat.

J'ai, etc.

Signé : LYONS.

ANNEXE AU N° 250

M. de Freycinet à Lord Lyons.

Paris, le 31 janvier 1882.

Monsieur l'Ambassadeur,

Le Sénat, ayant voté l'urgence, vient d'approuver le projet de loi relatif à la prorogation des Traités de Commerce en vigueur.

Je m'empresse, monsieur l'Ambassadeur, d'en informer Votre Excellence, pour faire suite à la communication de mon Département en date d'hier.

Agréez, etc.

Signé : C. DE FREYCINET.

N° 251

Lord Lyons au Comte de Granville.

Paris, le 1^{er} février 1882.

Mylord,

J'ai remercié M. de Freycinet cet après-midi de la note par laquelle il m'avait annoncé l'adoption, par le Sénat, du projet autorisant le Gouvernement à proroger les Traités de commerce existants, et je lui ai demandé de quelle façon il se proposait d'agir pour effectuer la prorogation.

En réponse à une observation qu'il me fit, j'ai dit qu'en septembre dernier il avait semblé au Gouvernement de Sa Majesté qu'un acte bilatéral était nécessaire, mais que les Autorités françaises ont jugé qu'une déclaration formelle signée en faveur des deux Gouvernements était indispensable. Je fis remarquer que, sans aucun doute, le Gouvernement de Sa Majesté serait satisfait de n'importe quelle formalité il proposerait, mais que nous ne devons pas oublier combien était court l'intervalle qui nous séparait du 8 février.

J'ai exprimé ensuite à M. de Freycinet un sérieux désir de procéder aussitôt que possible aux négociations effectives du

nouveau Traité. Il répondit qu'il partageait entièrement ce désir, et nous avons convenu que je l'attendrais après-demain dans l'après-midi avec M. Crowe, à moins qu'un incident à la Chambre ne l'oblige d'assister à la séance.

J'ai, etc.

Signé : GRANVILLE.

N° 253

Le Comte de Granville à Lord Lyons.

Foreign-Office, le 3 février 1882.

Mylord,

En réponse à la dépêche de Votre Excellence du 31 ultimo, j'ai à vous dire que, dans le cas où la conclusion d'un nouveau Traité de commerce avec la France n'aboutirait pas, il serait expédient de conclure une Convention spéciale ou une déclaration, selon ce que vous jugerez préférable, après en avoir conféré avec M. de Freycinet, pour la mutuelle protection des marques de commerce.

Dans cette éventualité, je vous prierais de faire pour cela les démarches nécessaires auprès du Gouvernement français ; et je transmets ci-joint des copies des engagements, à ce sujet, que le Gouvernement de Sa Majesté a récemment conclus avec des Puissances étrangères.

Je suis, etc.

Signé : GRANVILLE.

N° 253

Lord Lyons au Comte de Granville.

Paris, le 3 février 1882.

Mylord,

J'ai l'honneur de transmettre à Votre Seigneurie la copie d'une note que j'ai reçue hier soir de M. de Freycinet, et dans laquelle il propose de signer une déclaration prorogeant les Traités commerciaux entre la Grande-Bretagne et la France jusqu'au 1^{er} mars.

J'ai informé M. de Freycinet que je suis autorisé par le Gouvernement de Sa Majesté à signer cette déclaration avec Son

Excellence, et selon toute probabilité la déclaration sera officiellement signée par lui et par moi aujourd'hui ou demain.

J'ai, etc.

Signé : LYONS.

ANNEXE AU N° 253

Monsieur de Freycinet à Lord Lyons.

Paris, le 1^{er} février 1882.

Monsieur l'Ambassadeur,

Ainsi que j'ai eu l'honneur d'en informer Votre Excellence par ma lettre en date d'hier, la Chambre des Députés et le Sénat viennent d'autoriser le Gouvernement de la République à proroger les Traités de commerce actuellement existants et dont l'expiration était fixée au 8 de ce mois.

La nouvelle loi est ainsi conçue :

Le Gouvernement est autorisé à proroger jusqu'au 1^{er} mars tous les Traités de commerce et de navigation actuellement en vigueur ; cette prorogation pourra s'étendre jusqu'au 15 mai pour les Puissances qui ont déjà signé ou qui auront, d'ici au 1^{er} mars, signé avec la France de nouveaux Traités.

Ce dernier délai, ainsi que mon prédécesseur l'a déjà fait remarquer à Votre Excellence, a été établi dans le but de laisser aux Chambres françaises le temps nécessaire à l'examen des Traités dont la négociation est actuellement en cours, et le Gouvernement de S. M. Britannique reconnaîtra, j'en suis persuadé, l'esprit qui a inspiré la conduite du Gouvernement de la République dans cette circonstance.

Je m'empresse d'informer Votre Excellence que le Gouvernement de la République, profitant de l'autorisation qui vient de lui être donnée, est tout prêt, en ce qui le concerne, à proroger, de concert avec le Gouvernement Britannique, jusqu'au 1^{er} mars, les Traités de commerce et de navigation actuellement existants entre nos deux Pays.

Si, comme je l'espère, le Gouvernement de S. M. Britannique est disposé à adhérer à cette proposition, qui ne peut que faciliter le succès de nos négociations, il y aurait lieu d'échanger, avant le 7 de ce mois, une Déclaration analogue à celle que les deux Gouvernements avaient dernièrement signée.

Je vous serai très obligé, monsieur l'Ambassadeur, de vouloir bien me faire connaître, le plus promptement possible, les instructions que vous auriez reçues au sujet de cette question, dont

le Gouvernement Britannique a été, d'ailleurs, directement saisi par le Représentant de la République à Londres.

Agréez, etc.

Signé : CH. DE FREYCINET.

N° 254

Lord Lyons au Comte de Granville.

Paris, 3 février 1882.

Mylord,

J'ai l'honneur de transmettre à Votre Seigneurie un Mémoire rédigé à ma requête par M. Crowe, d'une entrevue que lui et moi avons eue cet après-midi avec M. de Freycinet et M. Tirard au Ministère des Affaires étrangères.

J'ai, etc.

Signé : LYONS.

ANNEXE AU N° 254

Mémoire d'une conversation entre Lord Lyons et M. Crowe d'une part, et M. de Freycinet et M. Tirard d'autre part, au sujet du Traité de commerce en cours de négociation entre la Grande-Bretagne et la France

A la requête de lord Lyons, M. Crowe exposa la manière de voir du Gouvernement de Sa Majesté, telle qu'elle est établie dans la dépêche de lord Granville à lord Lyons, le 26 janvier. Relativement aux tissus de coton, il dit que nous sommes désireux de faire comprendre au Gouvernement français, que les droits sur les cotons écrus sont ceux qui demandent à être réduits, parce qu'ils servent de base à l'imposition des droits sur les blanchis, les teints et les imprimés. Il expliqua que les droits sur toutes les classes étaient de moins de 20 p. 100, réduction qui a été considérée comme *sine qua non*, par le Gouvernement anglais, et il cite les chiffres de chaque classe pour établir cette situation, montrant à quel point les droits sur les écrus influençaient les surtaxes sur les blanchis et les teints, aussi bien que les brillantés et les étoffes de fantaisie, et à quel point ils touchent les imprimés.

M. Tirard a répondu, en faisant observer que les droits sur les tissus de coton é cru, comme les droits sur les étoffes de coton en général, ont été étudiés pendant des années, et basés sur

des moyennes préparées après mûr examen, et il déclara que sa ferme croyance est que, tels qu'ils sont proposés, ils sont plutôt au-dessous qu'au-dessus de 15 p. 100 *ad valorem*.

Passant aux cords et aux velours, M. Crowe chercha à faire comprendre à Leurs Excellences la nécessité d'abaisser les droits au niveau de ceux qu'on impose actuellement sur ces marchandises ; et à l'égard des laines, il dit que le Gouvernement anglais croyait devoir insister sur un chiffre de réductions qui puisse permettre à la plus grande partie des laines Anglaises, pures et mélangées, d'entrer en France à un taux équitable, et que ce résultat ne serait atteint qu'autant que les propositions Anglaises seront acceptées, et à moins que la France ne concède plus que ce qu'offrait la dernière note de M. Rouvier.

M. Tirard dit que les cords et moleskins ont été taxés en proportion de la différence dans le prix du travail entre eux et les écrus, que par conséquent les dernières propositions des Commissaires Français sont celles qui doivent être maintenues.

Quant aux laines, les concessions faites par le Gouvernement de M. Gambetta sont à l'extrême limite de ce que la France peut concéder. Et pour ce qui concerne la classe des tissus de renaissance que M. Rouvier avait proposé de créer, il pensait que c'était introduire une innovation dont lui (M. Tirard) ne se souciait pas d'assumer la responsabilité.

M. Crowe fit remarquer alors que, si le Gouvernement français ne pouvait pas se décider à réduire les droits sur les cotons écrus, il y a un autre moyen de parer à la difficulté, s'ils veulent consentir à maintenir les droits *ad valorem*, dans les classes de celles de ces marchandises qui sont soumises à des droits de ce genre, jusqu'à ce qu'une sous-commission, nommée à cet effet, puisse se réunir pour convertir les droits *ad valorem* en droits spécifiques. A cela, ni M. de Freycinet ni M. Tirard ne voulurent consentir.

M. Tirard continua en disant qu'en prenant les offres Françaises dans leur ensemble, son opinion était que les diminutions l'emportaient sur les augmentations, qu'il serait extrêmement difficile, sinon complètement impossible, d'amener le Parlement à approuver un Traité plus favorable à l'Angleterre que celui qui a été offert par le dernier Gouvernement français. Que lui, pour sa part, avait déjà été attaqué dans des lettres et des conversations, qu'on l'avait accusé de sacrifier les intérêts de son propre Pays à ceux des Pays étrangers, et principalement à ceux de la Grande-Bretagne. M. de Freycinet fut du même avis lorsque

M. Tirard lui dit que les laines à bon marché d'Angleterre concurrencent celles du sud de la France.

M. Tirard ajouta que nous ne tenions point compte de la clause de Nation la plus favorisée du Traité de Francfort, qui ouvrirait le marché Français sous des concessions qui nous seraient favorables contre la concurrence de l'Allemagne. Il répéta l'assertion que les droits Allemands sur les laines sont plus élevés que ceux que la France est disposée à accorder, et que nous n'avions pas protesté contre eux.

A cela, M. Crowe fit observer que l'Allemagne avait fait un Tarif normal, sur lequel aucune Puissance étrangère n'avait été consultée, pas plus que la France n'avait consulté d'autres Nations en rédigeant son Tarif normal, que sans doute le droit Allemand de 135 marcks sur toutes les laines était excessif ; qu'il avait, en partie, supprimé les importations en Allemagne ; mais que ce n'était pas une raison pour que la France en négociant des Traités fasse exactement la même chose.

M. de Freycinet se fit l'écho des paroles de M. Tirard quant à l'incidence des droits que propose la France. Lui aussi pense qu'ils représentent une équitable conversion des droits *ad valorem* en droits spécifiques. Dans tous les cas il serait impossible d'amener le Parlement à voter des concessions plus favorables que celles qui nous ont été offertes dans les proportions complémentaires de la dernière note de M. Rouvier. Politiquement, il attache la plus grande importance à la conclusion d'un Traité.

Lord Lyons déclara également qu'il n'avait rien plus à cœur que cela. Sa Seigneurie continua en disant que M. de Freycinet réfléchirait aux questions qui avaient fait le sujet de notre conversation, que lui, de son côté, en ferait autant.

Pour conclure, M. Tirard fit allusion aux droits sur les vins, et demanda quelles sont les intentions du Gouvernement Britannique à cet égard. Lord Lyons répliqua que ceci était une question formant un nouveau point de départ et en dehors du *statu quo* ; là-dessus M. Tirard suggéra que le Gouvernement français pensait que cette question avait déjà été agréée, et alors l'entrevue prit fin.

N° 255

Lord Lyons au Comte de Granville.

(Télégraphique.)

Paris, 4 février 1882.

La Déclaration prolongeant les Traités de Commerce existants jusqu'au 1^{er} mars a été signée ce matin par le Ministre Français des Affaires Étrangères et moi.

N° 256

Déclaration prolongeant les Traités de commerce existants entre la Grande-Bretagne et la France au 1^{er} mars 1882.

Paris, le 4 février 1882.

Le Gouvernement de S. M. Britannique et le Gouvernement de la République Française, considérant que le Traité de commerce actuellement en cours de négociation ne pourra pas être définitivement conclu entre les deux Pays avant le 8 de ce mois, date fixée pour l'expiration des Traités en vigueur,

Convienent de proroger jusqu'au 1^{er} mars, dans tous ses effets et parties, la Déclaration signée à Paris le 21 septembre 1881, entre le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et la France.

En foi de quoi les soussignés, agissant au nom de leurs Gouvernements respectifs, ont dressé la présente déclaration, et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Paris, le 4 février 1882.

(L. S.) Signé : FREYCINET.

(L. S.) Signé : LYONS.

N° 257

Le Comte de Granville à Lord Lyons.

Foreign-Office, le 6 février 1882.

Mylord,

J'approuve le langage tenu par Votre Excellence et M. Crowe, dans la conversation avec M. de Freycinet et M. Tirard, rapportée dans le Mémoire qui accompagne votre dépêche du 3 courant. Le Gouvernement de Sa Majesté regrette beaucoup d'apprendre les réponses qui ont été faites par les Minis-

tres Français à vos observations sur les questions actuellement en discussion. Vous êtes pleinement informé des intentions du Gouvernement de Sa Majesté, et je laisse à votre discrétion la marche à adopter dans l'état présent des négociations.

Je suis, etc.

Signé : GRANVILLE.

N° 258

Le Comte de Granville à Lord Lyons.

Foreign-Office, le 6 février 1882.

Mylord,

J'approuve les démarches faites par Votre Excellence, et relatées dans vos dépêches du 28 ultimo et du 3 courant, dans l'intention de proroger les Traités de commerce et de navigation actuellement en vigueur entre la Grande-Bretagne et la France.

J'ai également à vous accuser réception de votre dépêche du 4 courant, m'expédiant la déclaration signée à ce jour par Votre Excellence et M. de Freycinet et par laquelle la durée des Traités est prorogée jusqu'au 1^{er} du mois prochain.

Je suis, etc.

Signé : GRANVILLE.

N° 259

Lord Lyons au Comte de Granville.

Paris, le 8 février 1882.

Mylord,

J'ai l'honneur d'envoyer ci-inclus, à Votre Seigneurie, un extrait du *Journal Officiel* de ce jour, la promulgation, par le Président de la République Française, de la loi prorogeant les Traités commerciaux actuellement en vigueur jusqu'au 1^{er} du mois prochain, et étendant cette période jusqu'au 15 mai prochain en faveur de ceux des Pays avec lesquels de nouveaux Traités ont déjà été signés, ou doivent l'être jusqu'au 1^{er} mars.

J'ai, etc.

Signé : LYONS.

ANNEXE AU N° 259

Extrait du *Journal Officiel* du 8 février 1882**Loi relative à la Prorogation des Traités de commerce
et de navigation.**

Le Sénat et la Chambre des Députés ont adopté ;

Le Président de la République promulgue la Loi dont la teneur suit :

Article unique. — Le Gouvernement est autorisé à proroger, jusqu'au 1^{er} mars, tous les Traités de commerce et de navigation actuellement en vigueur. Cette prorogation pourra s'étendre jusqu'au 15 mai pour les Puissances qui ont déjà signé, ou qui auront, d'ici au 1^{er} mars, signé avec la France de nouveaux Traités.

La présente Loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des Députés, sera exécutée comme Loi de l'État.

Fait à Paris, le 2 février 1882.

Signé : JULES GRÉVY.

Par le Président de la République :

*Le Président du Conseil des Ministres,
Ministre des Affaires Étrangères,*

Signé : C. DE FREYCINET.

N° 260

Lord Lyons au Comte de Granville.

Paris, le 8 février 1882.

Mylord,

Avec ma dépêche du 3 courant, j'ai eu l'honneur de transmettre à Votre Seigneurie un Mémoire, rédigé par M. Crowe, sur ce qui s'est passé dans une entrevue que lui et moi avons eue, ce jour, avec Messieurs de Freycinet et Tirard. Hier, j'ai saisi une occasion pour dire à M. de Freycinet que j'avais beaucoup réfléchi à notre entrevue, et que, à mon grand regret, j'avais été de plus en plus convaincu qu'elle n'était pas un encouragement à la conclusion d'un Traité. Les arguments qui ont été employés avaient, dis-je, été bien souvent mis en avant aux meetings de la Commission, et, par le fait, la discussion semble devoir être complètement épuisée. Le Gouvernement de Sa Majesté ne s'était pas fait une opinion légèrement et hâtive-

ment : mais, au contraire, il avait examiné la question avec très grande attention, et que j'étais obligé de dire nettement à M. de Freycinet que les arrangements proposés dans le Mé-morandum, qui m'a été donné par M. Gambetta le 25 du mois dernier, ne sont en aucune façon les équivalents du maintien du *statu quo*. Bref, que j'étais tenu d'informer M. de Freycinet que mes instructions excluait tout espoir que ces arran-gements puissent être acceptés par le Gouvernement de Sa Majesté.

Après quelques instants de conversation, M. de Freycinet me demanda de lui envoyer, pour son propre usage, et sous la forme la plus concise, un Mé-morandum indiquant les diver-gences existant encore entre les deux Gouvernements. Il vou-lait, dit-il, l'examiner soigneusement pour voir s'il y aurait moyen de faire encore un changement dans les propositions Françaises ; mais qu'il avait déjà été très attaqué, à son arrivée au Ministère, pour avoir adhéré au Mé-morandum de M. Gam-betta, et qu'il est très douteux qu'il soit possible d'obtenir la sanction des Chambres pour quelques nouveaux abaissements de droits.

M. de Freycinet et moi étions seuls présents à cette conver-sation.

En soumission à la requête de M. de Freycinet, je lui envoie aujourd'hui le Mé-morandum rédigé, à ma demande, par M. Crowe, et dont j'ai l'honneur d'envoyer ci-joint une copie à Votre Excellence.

J'ai, etc.

Signé : LYONS.

ANNEXE AU N° 260

Mé-morandum de Lord Lyons à M. de Freycinet.

L'accord entre le Gouvernement de la République et le Gou-vernement de S. M. Britannique ne semblerait possible qu'en tant qu'on s'entendrait sur les questions qui concernent spécia-lement les tissus de coton et de laine.

Quant aux tissus de coton, le Gouvernement anglais avait demandé qu'on voulût bien réduire, à cause de la répercussion sur les blanchis, les teints, les imprimés, etc., les droits spéci-fiques sur les écrus, c'est-à-dire :

N° 364. 11 kilogrammes et plus aux 100 mètres carrés : 30 fils et moins, de 50 francs à 40 francs ; 31 à 35 fils, de 50 francs à

40 francs ; 36 fils et plus, de 80 francs à 64 francs ; 7 à 11 kilogrammes, 5 à 7, et 3 à 5 kilogrammes. Pour ces trois classes des réductions proportionnées, et c'est-à-dire de 20 p. 100 sur le Tarif conventionnel actuel.

Les dernières propositions du Gouvernement de la République sur toutes les classes du N° 364 en regard du *statu quo* et des demandes Anglaises ont été celles-ci :

	1.	2.	3.
	<i>Statu quo.</i>	Proposition Française.	Proposition Anglaise.
11 kilogrammes	Fr.	Fr. c.	Fr.
30 fils et moins	50	47 50	40
31 à 35 fils.	50	60 00	40
36 fils et plus.	80	72 00	64
7 à 11 kilogrammes			
35 fils et moins	60	60 00	48
36 à 43 fils.	100	100 00	80
44 fils et plus.	200	170 00	160
5 à 7 kilogrammes			
27 fils et moins	80	80 00	64
28 à 35 fils	120	117 00	96
36 à 43 fils.	190	190 00	152
44 fils et plus	300	242 00	240
3 à 5 kilogrammes			
20 fils et moins	80	110 00	64
21 à 27 fils	80	148 00	64
28 à 35 fils.	120	193 00	96
36 à 43 fils	190	270 00	152
44 fils et plus.	300	403 00	240

Le Gouvernement de S. M. Britannique se croit en devoir d'insister pour l'adoption des taux inscrits à la troisième colonne ci-dessus.

Pour la classe de 11 kilogrammes, parce que les réductions proposées par le Gouvernement de la République ne représentent que 5 et 10 p. 100 en regard à une augmentation de 20 p. 100 sur une catégorie qui pour l'Angleterre est d'une importance capitale. Pour la classe de 7 à 11 kilogrammes et de 5 à 7 kilogrammes, parce que les réductions proposées par le Gouvernement de la République sont très modiques, et d'autant plus sans importance que les augmentations sur la classe de 3 à 5 sont extrêmement fortes.

Le Gouvernement de S. M. Britannique est cependant prêt à renoncer à ses demandes sur les écus, si le Gouvernement de la République veut bien maintenir, comme arrangement temporaire, les droits actuellement en vigueur *ad valorem* pour les tissus non écus.

Quant aux cords et moleskins, le Gouvernement de Sa Majesté

se voit dans la nécessité d'insister sur le maintien du *statu quo*, soit 60 francs et 85 francs pour les écrus et les teints, au lieu des droits proposés de 72 francs et 97 francs.

Le Gouvernement Anglais attache de même une importance capitale à la réduction des droits proposés par le Gouvernement de la République pour les lainages.

Quant aux tissus de laine pure, il trouve que les droits de 130 francs, 110 francs et 96 francs sont encore plus élevés qu'ils ne devraient l'être, et qu'ils seraient plus équitables en deux classes d'au-dessous et au-dessus de 500 grammes.

Il croit que les droits des tissus mélangés laine dominante ne sauraient dépasser 90 francs pour la classe de 200 grammes au plus, et qu'il serait avantageux de réduire les cinq classes proposées à trois, avec des droits sur l'échelle de 90 francs, 50 francs et 30 francs.

La catégorie des tissus mélangés de renaissance serait plus acceptable si on modifiait la définition qui établit, ou plutôt qui restreint à 10 p. 100 la proportion de coton dans la trame ; et si, au lieu de « trame coton et chaîne coton renaissance, » on admettait chaîne et trame coton ou mélange de coton et renaissance.

On ne prévoit du reste aucune difficulté pour arriver à une entente sur tous les points indépendamment de ceux qui concernent les droits dont il vient d'être traité.

Paris, le 8 février 1882.

N° 261

Lord Lyons au Comte de Granville.

Paris, 8 février 1882.

Mylord,

Durant l'entrevue dont je vous ai rendu compte dans ma dépêche d'hier, M. de Freycinet a exprimé l'espoir que le Gouvernement de Sa Majesté était tenu au courant des grandes difficultés parlementaires qu'il est obligé de prendre en considération dans le traitement des affaires commerciales. Il est certain que, si le Gouvernement de Sa Majesté pouvait se faire une idée exacte de la nature et de l'étendue de ces difficultés, il lui viendrait en aide en restreignant autant que possible ses exigences. On devrait penser, ajouta-t-il, que, par égard aux bons sentiments entre les deux Pays, non moins que dans l'intérêt du

commerce, il serait bien plus mauvais encore qu'inutile de signer un Traité qui serait rejeté par la législature.

J'ai répondu que j'étais sûr que le Gouvernement de Sa Majesté désirait faire toutes les concessions possibles pour parer aux difficultés que M. de Freycinet devait rencontrer ; mais qu'il ne fallait pas oublier que les Français ont des difficultés parlementaires qui leur sont propres, et que leurs convictions aussi bien que les gages qu'ils ont donnés les empêchent de prendre une mesure rétrograde ne s'accordant sur un Traité moins libéral que ceux qui existent déjà.

Je poursuivis en demandant si, après tout, les affaires ne pourraient pas être facilitées par l'adoption, par le Gouvernement français, d'une politique plus large et plus généreuse. Serait-il, demandai-je, possible au Gouvernement français de prendre un nouveau point de départ, et de négocier franchement sur la base d'une amélioration manifeste du *statu quo* ? Cette base étant acceptée, ne pourrait-on pas introduire des stipulations de la part de l'Angleterre et de la France, qui seraient évidemment favorables au commerce, et bien plus avantageuses à la France qu'une concession parcimonieuse du *statu quo* ?

Cette idée ne parut pas du tout s'imposer à M. de Freycinet, et il la repoussa comme incompatible avec les dispositions des Chambres et avec l'opinion publique.

J'ai, etc.

Signé : LYONS.

N° 262

Le Comte de Granville à Lord Lyons.

Foreign-Office, 9 février 1882.

Mylord,

J'accuse réception des dépêches de Votre Excellence à la date d'hier, et exprime mon approbation du langage que vous avez tenu à M. de Freycinet dans les conversations relatées dans ces dépêches. J'approuve également le Mémoire de M. Crowe dont la copie était renfermée dans ces dépêches.

Je suis, etc.

Signé : GRANVILLE.

N° 263

Lord Lyons au Comte de Granville.

Paris, 9 février 1882.

Mylord,

Dans ma dépêche d'hier, j'ai renfermé la copie d'un Mémoire que j'ai envoyé, ce même jour, à M. de Freycinet pour son usage personnel, et qui expose brièvement les divergences relatives au Traité de commerce qui sont encore pendantes entre les Gouvernements Français et Anglais.

M. de Freycinet m'a dit, cet après-midi, qu'il avait très soigneusement examiné ce document et qu'il craignait qu'il ne soit impossible au Gouvernement français d'adhérer, dans une large mesure, aux demandes qui y sont exposées, qu'il y avait pourtant quelques petites réclamations auxquelles on pourrait faire droit, et que, pour sa part, il était très désireux d'aller au-devant des désirs du Gouvernement de Sa Majesté.

Finalement M. de Freycinet dit qu'il m'enverrait demain une note non officielle et sous une forme confidentielle, contenant les dernières propositions du Gouvernement français.

J'ai, etc.

Signé : LYONS.

N° 264

Lord Lyons au Comte de Granville.

Paris, 13 février 1882.

Mylord,

Dans ma dépêche du 9 courant, j'ai eu l'honneur de dire à Votre Seigneurie que M. de Freycinet m'avait dit, dans l'après-midi, qu'il m'enverrait le jour suivant, sous une forme non officielle et confidentielle, une note contenant les propositions définitives du Gouvernement français, relativement au Traité de commerce.

Les deux jours suivants s'étant écoulés sans que j'eusse reçu cette note, j'ai écrit hier matin à M. de Freycinet, pour lui rappeler combien était précieux le temps qui s'écoulait, et lui exprimer l'anxiété avec laquelle j'attendais sa communication.

Hier soir, il m'a envoyé la réponse, dans une note non officielle, disant qu'il m'écrirait au sujet des négociations commer-

ciales le soir ou, au plus tard, mardi matin, c'est-à-dire ce soir ou demain matin.

J'ai, etc.

Signé : LYONS.

N° 265

Lord Lyons au Comte de Granville.

Paris, le 14 février 1882.

Mylord,

La lettre contenant les « derniers mots » du Gouvernement français, qui m'a été promise par M. de Freycinet, vient de me parvenir, et je m'empresse de l'envoyer à Votre Seigneurie.

J'attends les instructions de Votre Seigneurie avant d'exprimer une opinion, à cet égard, au Gouvernement français.

J'ai, etc.

Signé : LYONS.

ANNEXE AU N° 265

M. de Freycinet à Lord Lyons.

Paris, le 14 février 1882.

Mon cher Ambassadeur,

M. Tirard a étudié avec le plus grand soin la note que vous avez bien voulu me remettre le 8 février, et il ne pense pas qu'il soit possible, au point de vue commercial, de faire aucune réduction sur les chiffres indiqués dans la réponse de M. Rouvier.

Toutefois, afin de vous prouver ma bonne volonté et mon vif désir de resserrer les relations cordiales qui existent entre nos deux Gouvernements, je crois pouvoir prendre sur moi d'introduire les réductions ci-après :

	Francs.
Cotons. 11 kilog. 30 fils et moins, au lieu de 47 fr. 50 c. . . .	45
» » 31 à 35 fils, au lieu de 60 fr. . . .	55
Cords et moleskins. Au lieu de 72 fr. et 97 fr. respectivement. . .	69 et 90
Tissus de laine pure. Au lieu de 130 fr., 110 fr., et 96 fr., respectivement	125, 105, et 90.

Tous les autres chiffres sont maintenus comme dans la lettre de M. Rouvier.

Je croirais manquer à la franchise que je vous dois dans ces conversations amicales, si je ne vous disais que les concessions

ci-dessus indiquées sont les dernières que je pourrais proposer au Gouvernement et aux Chambres.

Agrééz, etc.

Signé : C. M. FREYCINET.

P.-S. — Je pense que vous n'aurez aucune objection à mettre 6 francs, au lieu de 5 francs, chiffre qui a été fixé par erreur par M. Rouvier, en ce qui concerne les lingots d'acier fondu bruts non ouvrés. M. Rouvier a voulu, comme de raison, les assimiler aux rails d'acier, dont le droit est de 6 francs, et non de 5 francs, ainsi qu'il l'avait supposé en rédigeant sa note.

C. M. F.

N° 266

Le Comte de Granville à Lord Lyons.

Foreign-Office, le 15 février 1882.

Mylord,

J'ai à accuser réception de la dépêche de Votre Excellence, à la date d'hier, contenant une note de M. de Freycinet où sont exposées les dernières propositions du Gouvernement français à l'égard du Tarif français dans la négociation d'un nouveau Traité de commerce.

Je regrette que le Gouvernement de Sa Majesté ne puisse considérer les concessions offertes comme équivalentes au *statu quo*. La situation des fabricants Anglais par rapport au nouveau Tarif français a été pleinement exposée dans mes précédentes dépêches, et il est inutile d'entrer de nouveau dans des longueurs à ce sujet. Relativement aux cotons, les conditions proposées ne sont pas en rapport avec les observations faites par le Gouvernement de Sa Majesté, à l'égard des étoffes imprimées et de fantaisie, dont on a l'intention de transformer les droits *ad valorem* en droits spécifiques. Le *statu quo* n'est pas maintenu pour les velours à côte et les moleskins. Pour les laines, quoiqu'une réduction soit offerte pour les marchandises de pure laine, aucune proposition n'est faite relativement aux laines mélangées, qui sont le sujet d'une des principales réclamations de la part du Gouvernement de Sa Majesté, en connection avec la façon dont les droits *ad valorem* existant dans le Tarif Français ont été convertis en droits spécifiques, comme cela est établi par le Traité de 1860.

J'ai, par conséquent, à déclarer que, à moins que le Gouver-

nement Français n'examine de nouveau la question et n'adopte, comme point de départ, le maintien en vigueur du *statu quo*, et la conversion, à des taux équitables et équivalents, des droits *ad valorem* en droits spécifiques, et qu'il n'accepte soit les dernières propositions du Gouvernement de Sa Majesté, ou qu'il continue, comme mesure temporaire, les droits *ad valorem*, en attendant une convention sur leur conversion *bonâ fide* en droits spécifiques, le Gouvernement de Sa Majesté aura, à son tour, le regret de dire, qu'il ne semble pas probable qu'un résultat utile puisse être atteint par de nouvelles tentatives à négocier un Traité de Tarif. Dans cette éventualité, j'aurais à prier Votre Excellence de négocier sur les bases d'un Traité de nation la plus favorisée, ainsi qu'il est établi dans ma dépêche du 10 ultimo.

Je suis, etc.

Signé : GRANVILLE.

N° 267

Le Comte de Granville à Lord Lyons.

Foreign-Office, 16 février 1882.

Mylord,

En référence à ma dépêche d'hier, j'ai informé Votre Excellence cet après-midi, par télégraphe, qu'il serait bon, dans votre conversation avec M. de Freycinet, que vous insistiez sur le maintien temporaire des droits *ad valorem*, en attendant le règlement des difficultés qui ont surgi à ce sujet, par une commission qu'on nommera dans ce but.

Cette mesure est en conformité avec la politique d'adaptation de droits spécifiques, sur laquelle le Gouvernement français paraît insister, de même qu'elle est en conformité avec le maintien du *statu quo* relativement au montant du droit à imposer. Votre Excellence pourra mettre cette proposition en avant, en faisant observer que, en dernier ressort, rien n'a été négligé par le Gouvernement de Sa Majesté pour maintenir les règlements des Tarifs de 1860, qui ont été si profitables aux relations commerciales et amicales des deux Pays.

Je suis, etc.

Signé : GRANVILLE.

N° 268

Lord Lyons au Comte de Granville.

Paris, 16 février 1882.

Mylord,

J'ai eu, ce matin, l'honneur de recevoir la dépêche d'hier de Votre Seigneurie, m'envoyant des instructions au sujet de la note de M. de Freycinet, contenant les propositions définitives de son Gouvernement à l'égard des Tarifs français qui feront partie du nouveau Traité de commerce.

J'ai été chez M. de Freycinet cet après-midi, aussitôt qu'il a été à même de me recevoir, et je lui ai parlé dans le sens de la dépêche de Votre Seigneurie.

Je lui ai dit qu'à son grand regret le Gouvernement de Sa Majesté ne pouvait pas considérer les concessions offertes, dans la note de Son Excellence, comme équivalentes au *statu quo*. J'ai mentionné sommairement les cas dans lesquels le Gouvernement de Sa Majesté considère les propositions comme au-dessous des avantages du présent Tarif conventionnel; et je lui ai cité, ainsi que c'est recommandé dans la dépêche de Votre Seigneurie, les conditions auxquelles le Gouvernement de Sa Majesté croirait que de nouvelles démarches en vue de conclure un Traité tarifaire pourraient avoir un résultat utile.

M. de Freycinet ne donna aucun espoir que le Gouvernement de Sa Majesté puisse consentir à ces stipulations. Au contraire, il affirma que même un Traité renfermant les conditions de sa note aurait exposé le Gouvernement à d'ardentes attaques à la Chambre et aurait donné lieu à des débats très ardens.

J'ai ensuite suggéré à M. de Freycinet que nous pourrions encore faire un effort pour parer, ou au moins atténuer, les malheureux effets qui seront la conséquence de l'échec de nos tentatives à établir mutuellement de satisfaisantes relations commerciales pour l'avenir; et je continuai en proposant, en obéissance aux instructions de Votre Seigneurie, de continuer la négociation sur la base d'un simple Traité de nation la plus favorisée. M. de Freycinet ne reçut pas cette proposition d'une manière très encourageante, mais (comme j'ai déjà eu l'honneur d'en informer Votre Seigneurie par télégraphe) il ne la rejeta pas immédiatement.

Au contraire, il me posa quelques questions sur l'effet qu'un simple Traité de nation la plus favorisée pourrait avoir sur le

Tarif appliqué par la France au Pays avec lequel ce Traité serait contracté.

Je répondis que ce Pays serait naturellement admis à participer à tous les avantages, de quelque nature qu'ils soient, qui seraient accordés à n'importe quelle autre nation. Quant à la question particulière à laquelle la question de Son Excellence se rapportait — le Tarif français — il serait, je présume, pratiqué comme il l'a été depuis 1860. Les autorités françaises rédigeraient un Tarif conventionnel qui ne serait pas basé sur un Traité particulier, mais renfermerait les droits les plus faibles accordés par n'importe lequel des Traités en vigueur ; et ce Tarif serait, si c'était nécessaire, modifié de temps à autre, ainsi que les Traités concédant de nouveaux abaissements de droits qui sont faits successivement. Ce Tarif conventionnel serait celui qui est appliqué à toutes les nations ayant des clauses de nation la plus favorisée, et à la Grande-Bretagne comme aux autres, si elle conclut un Traité comme celui que j'ai suggéré.

Après quelques instants de conversation, M. de Freycinet consentit à consulter le Conseil des Ministres sur la question d'un simple Traité de nation la plus favorisée, mais en même temps il s'abstint d'exprimer une opinion personnelle.

J'ai, etc.

Signé : LYONS.

N° 269

Lord Lyons au Comte de Granville.

Paris, 15 février 1882.

Mylord,

Avec ma dépêche d'hier, j'ai eu l'honneur d'envoyer à Votre Seigneurie une lettre confidentielle de M. de Freycinet contenant, relativement aux négociations commerciales, des propositions qui doivent renfermer les dernières concessions que Son Excellence puisse proposer au Gouvernement ou aux Chambres.

M. de Freycinet m'a parlé, cet après-midi, de cette lettre, et m'a prié d'exprimer à Votre Seigneurie l'espoir que vous y verriez une preuve de son sérieux désir de faire tout ce qui lui était possible dans la situation où il se trouve, pour se mettre d'accord avec les vœux du Gouvernement de Sa Majesté.

J'ai déjà eu l'honneur de transmettre la substance de cette dépêche à Votre Seigneurie par télégraphe.

J'ai, etc.

Signé : LYONS.

N° 270

Lord Lyons au Comte de Granville.

Paris, 17 février 1882.

Mylord,

M. Tirard, le Ministre du Commerce, est venu me voir ce matin et m'a dit venir de la part de M. de Freycinet, pour me parler des négociations commerciales.

Il semblerait résulter, dit-il, de la communication que j'ai faite à M. de Freycinet, qu'il n'y aurait à conserver aucun espoir que les deux Gouvernements puissent conclure un Traité de Tarif; que j'avais, cependant, suggéré à M. de Freycinet qu'un simple Traité de nation la plus favorisée pourrait encore être fait et que cette suggestion s'imposait fortement au jugement de M. Tirard. Il était, dit-il, à même de m'informer que le Gouvernement français conclurait volontiers un tel Traité, avec la Grande-Bretagne, à la condition que le Gouvernement anglais s'engagerait, de son côté, à ne changer aucun de ses droits actuels pendant la durée du Traité. Il ajouta que sans cela la France et l'Angleterre ne seraient pas sur un pied d'égalité. La France, affirma-t-il, a signé des Traités commerciaux avec différentes Puissances étrangères, et l'Angleterre participerait aux bénéfices de ces Traités pendant toute leur durée, et pendant ce temps il ne serait pas au pouvoir de la France de modifier son Tarif. D'autre part, l'Angleterre n'étant embarrassée par aucun Traité de commerce de quelque importance pourrait régler les droits de douane comme elle l'entendrait. Bref, selon M. Tirard, l'Angleterre resterait maîtresse de son Tarif, pendant que la France ne serait plus maîtresse des siens; et ceci, déclara-t-il, est un état de choses auquel on ne pourra jamais faire consentir les Chambres françaises.

Je n'admis pas la force de ce raisonnement, et j'y opposai des objections tellement évidentes qu'il est inutile que je les récapitule ici à Votre Seigneurie.

M. Tirard, néanmoins, me pria de communiquer au Gouvernement de Sa Majesté sa proposition en faveur de la conclusion de Traité de nation la plus favorisée aux conditions qu'il avait proposées, et d'attendre sa réponse à ce sujet.

Il me fut naturellement impossible de ne pas consentir à cela, mais je demandai à M. Tirard s'il avait soigneusement examiné les suggestions que j'avais faites à M. de Freycinet quant aux termes auxquels un Traité de Tarif pourrait encore être conclu.

En référant à ces termes, tels qu'ils sont mentionnés dans la dépêche de Votre Seigneurie à la date d'avant-hier, j'insistai particulièrement sur les suggestions que les droits *ad valorem* devraient être maintenus, comme mesure temporaire, jusqu'au règlement des droits spécifiques équivalents, par une Commission mixte.

M. Tirard, cependant, refusa d'écouter cette suggestion, qui avait été exprimée par lui et par M. de Freycinet dans l'entrevue qu'ils ont eue avec moi et M. Crowe le 3 courant. M. Tirard alla même jusqu'à déclarer que ce serait la pire de toutes les solutions. Elle serait, affirma-t-il, exactement contraire à l'opinion qui prédominait actuellement dans les Chambres et dans le Pays en général. Les discussions commerciales prolongées à l'intérieur et les négociations commerciales avec les Puissances étrangères ayant produit un sentiment mélangé de lassitude et de contrariété, le public était impatient, cela est certain, d'en finir avec cette question, en établissant ses affaires commerciales, dès à présent, sur une base fixe et permanente. Il s'élevait même un désir de n'avoir point un Traité de Commerce du tout. Ce qui nécessiterait la correction du Tarif Général actuel qui avait été rédigé particulièrement en vue de négociations avec les Puissances étrangères. Néanmoins il pourrait être amélioré de façon à abaisser tels droits qui seraient un obstacle à l'importation de certains articles nécessaires à la France, pendant qu'il élèverait les droits sur les articles de fabrication indigène qui demanderaient à être protégés. M. Tirard conclut en disant que telles n'étaient pas ses propres vues, mais qu'elles étaient, néanmoins, celles d'un grand nombre.

J'ai, etc.

Signé : LYONS.

N° 271

Le Comte de Granville à Lord Lyons.

Foreign-Office, 18 février 1882.

Mylord,

J'accuse réception de la dépêche de Votre Excellence à la date d'hier, rendant compte de la déclaration qui nous a été faite par M. Tirard sur les conditions auxquelles le Gouvernement Français serait disposé à admettre un nouveau Traité de

commerce avec l'Angleterre, sur les bases d'un Traitements de nation plus favorisée.

En réponse, j'ai informé Votre Excellence, par télégraphe, que le Gouvernement de Sa Majesté ne peut pas consentir à acquérir par des engagements tarifaires un simple traitement de nation la plus favorisée, dont le refus serait un acte d'hostilité.

L'argument de M. Tirard sur ce que la France serait liée par des engagements de Tarif pendant que la Grande-Bretagne serait libre, peut à peine être considéré comme bien fondé. Avec l'incertitude relative au Tarif Français que vous indiquez, il doit être observé que sous la proposition actuelle de M. Tirard, la France ne serait liée par aucun engagement spécifique envers l'Angleterre.

Vous ne l'ignorez pas, le Gouvernement de Sa Majesté considère que les offres qui lui ont été faites par le Gouvernement de la République, relativement au Tarif Français, constituent un état de choses inférieur au *statu quo*, et il est manifeste que les stipulations tarifaires des Traités récemment conclus par la France, et qui ne sont pas encore ratifiées, sont encore bien moins favorables à l'extension du commerce.

J'ai en outre à opposer, comme réponse à la proposition de M. Tirard, la différence qui se cache sous une apparente similitude de termes entre ses remarques appliquées aux droits de revenu dans les Tarifs Douaniers de la Grande-Bretagne et les droits protectionnistes du Tarif Français.

Le Gouvernement de Sa Majesté approuve le langage tenu par Votre Excellence à M. Tirard, et j'ai à vous prier d'informer le Gouvernement Français que, s'il n'est pas préparé à l'adaptation d'une autre base, le Gouvernement de Sa Majesté conclura volontiers une clause de Traité de nation la plus favorisée, d'une durée limitée. Je rappellerai à Votre Excellence que le Gouvernement de Sa Majesté a adopté cette mesure relativement à l'Autriche-Hongrie dans le Traité du 7 novembre 1881.

Je suis, etc.

Signé : GRANVILLE.

N° 272

Lord Lyons au Comte de Granville.

Paris, 18 février 1882.

Mylord,

J'ai eu l'honneur, cet après-midi, de recevoir le télégramme de Votre Seigneurie à la date d'aujourd'hui, dans lequel, en réponse à mon rapport sur la communication qui m'a été faite hier, par M. Tirard, Votre Seigneurie m'informe que le Gouvernement de Sa Majesté ne saurait consentir à acquérir, par des engagements tarifaires un simple traitement de Nation la plus favorisée, dont le refus serait un acte d'hostilité ; mais qu'il serait disposé à conclure un simple Traité de Nation la plus favorisée de courte durée.

J'ai déjà fait savoir, par télégraphe, à Votre Seigneurie que, sans perdre de temps, j'ai communiqué verbalement à M. de Freycinet le contenu du télégramme de Votre Seigneurie. Après une longue discussion, il m'a été impossible de le convaincre que sous une simple clause de Nation la plus favorisée, la France serait sur un pied d'égalité avec l'Angleterre ; il a déclaré que les deux seules combinaisons qui lui semblent plausibles sont les suivantes :

« Un Traité de Nation la plus favorisée, renfermant une stipulation que l'Angleterre ne changerait pas ses droits. Ce Traité, si tel est le désir du Gouvernement de Sa Majesté, devra être de courte durée. »

« Un Traité de Nation la plus favorisée, avec une stipulation que, si les droits Anglais venaient à être changés, la France serait par là même libre de dénoncer le Traité par un simple avertissement. »

Aucun résultat meilleur ne put être obtenu, mais peut-être ne serait-il pas superflu que j'ajoute à mon télégramme un compte rendu plus détaillé sur le sens général de la discussion.

De mon côté, j'ai fortement insisté sur le désir du Gouvernement de Sa Majesté de maintenir les relations cordiales entre les deux nations, et je déclarai que la France répondrait mal aux sentiments d'amitié et de bon voisinage de l'Angleterre si elle refusait d'étendre à l'Angleterre les facilités commerciales qu'elle confère aux autres Puissances ; en un mot, si elle refusait à l'Angleterre le traitement de Nation la plus favorisée que l'Angleterre était prête et désireuse de lui accorder. J'ajoutai en outre que, d'après les stipulations commerciales du Traité de

Francfort, et d'après d'autres circonstances, il semblerait que l'Angleterre soit signalée à la défaveur. Et je citai, comme précédent d'un Traité de Nation la plus favorisée de courte durée, la Convention entre la France et l'Autriche-Hongrie, signée le 7 novembre dernier. En réponse à l'argument de M. de Freycinet qu'une simple clause de Nation la plus favorisée ne placerait pas la France et l'Angleterre sur un pied d'égalité, j'affirmai que si la question devait être traitée sur cette base, je ne pourrais éviter de faire observer que les propositions françaises renferment une inégalité très désavantageuse à l'Angleterre. L'Angleterre était invitée, dis-je, à s'engager à maintenir le *statu quo*, mais, de son côté, la France offrait-elle le *statu quo* en retour ? Point du tout. Ce qu'offre la France, c'est simplement le bénéfice de certains Traités, qui établissent des Tarifs de droits d'importation en France bien moins avantageux que ceux qui existent, et qu'on devait se rappeler que pas un de ces Traités n'avait encore été sanctionné par les Chambres, et qu'il n'était nullement certain que quelques-uns d'entre eux le soient jamais.

M. de Freycinet ne voulut pas admettre qu'il y eût une probabilité que les Traités déjà signés ne soient pas ratifiés éventuellement ; et il déclina de discuter la question sur toute autre hypothèse que celle de l'existence de Traités commerciaux entre la France et d'autres Pouvoirs. Il déclara que la conséquence serait que, sous un Traité tel que je le suggérais, la France serait liée par un Tarif maximum, résultant de ses engagements avec d'autres Puissances ; pendant que l'Angleterre serait libre d'élever ses droits comme bon lui semblerait. De cette façon le commerce anglais jouirait de la certitude et de la sécurité sous un Tarif fixé par des Traités, alors que le commerce Français n'aurait aucune certitude du tout. Il n'y aurait rien, par exemple, pour empêcher d'augmenter les droits Anglais sur les vins et les soieries quand bon leur semblerait. Il pouvait être ou ne pas être probable qu'ils seraient augmentés ; mais il n'y aurait aucune sécurité de Traité contre eux. Que c'était là un état de choses qui ne serait jamais sanctionné par la Législature en France, même si le Gouvernement pouvait être amené à l'accepter. M. de Freycinet pendant toute la conversation se borna à peu près exclusivement à cette question, et il termina en me priant de soumettre à Votre Seigneurie les deux combinaisons alternatives que je vous ai transmises par télégraphe, et qui sont citées ci-dessus.

Comme j'ai aussi eu l'honneur de le faire savoir à Votre Seigneurie, par télégraphe, M. de Freycinet exprima un vif désir

d'avoir la réponse de Votre Seigneurie après-demain (lundi), de façon à pouvoir soumettre la question au Conseil des Ministres, qui siégera de bonne heure mardi matin.

J'ai, etc.

Signé : LYONS.

N° 273

Le Comte de Granville à Lord Lyons.

(Extrait.)

Foreign-Office, 21 février 1882.

J'accuse aujourd'hui réception à Votre Excellence de sa dépêche du 18 courant, rapportant la conversation dans laquelle vous avez informé M. de Freycinet que le Gouvernement de Sa Majesté ne pouvait accepter les propositions qu'il avait faites par M. Tirard relativement aux termes du nouveau Traité de commerce entre la Grande-Bretagne et la France.

Je dois vous dire que le Gouvernement de Sa Majesté approuve entièrement le langage tenu par Votre Excellence à cette occasion.

Je vous ai déjà informé par télégraphe que le Gouvernement de Sa Majesté, dans les circonstances présentes, est disposé à négocier un nouveau Traité sur la base d'une stipulation de Nation la plus favorisée; et que, si le Gouvernement Français insistait sur une courte période à fixer sous la durée du Traité, le Gouvernement de Sa Majesté consentirait à une stipulation que le Traité pourrait être dénoncé après un avertissement de douze mois de l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes. Il est incommode de donner un plus court avertissement par rapport aux contrats et aux autres arrangements commerciaux. Mais si le Gouvernement Français s'en tenait à un plus court avertissement, Votre Excellence pourrait en dernier ressort consentir à six mois.

Signé : GRANVILLE.

N° 274

Lord Lyons au Comte de Granville.

Paris, 21 février 1882.

Mylord,

J'ai eu hier soir l'honneur de recevoir les deux télégrammes que Votre Seigneurie m'a adressés hier, en réponse aux suggestions des Ministres Français relativement à un Traité de Nation la plus favorisée, que j'ai communiquées à Votre Seigneurie.

Me conformant aux instructions de Votre Seigneurie, j'ai informé verbalement M. de Freycinet, ce matin, que le Gouvernement de Sa Majesté consentirait à un simple Traité de Nation la plus favorisée pouvant se terminer après un avertissement de douze mois; et j'ajoutai que, par un tel Traité, le Gouvernement Français obtiendrait toute la sécurité désirable d'une manière simple et indiscutable, qui serait, de plus, sanctionnée par un précédent.

M. de Freycinet dit qu'il exposerait la proposition au Conseil des Ministres, mais qu'il craint qu'ils ne s'opposent à une combinaison qui laisserait à l'Angleterre la liberté, même pour un temps limité, d'élever son Tarif, pendant que la France ne serait pas également libre en ce qui concerne le sien.

Ce soir, j'ai appris par M. de Freycinet le résultat du Conseil. Il dit que ce qu'il avait à m'apprendre était moitié bon et moitié mauvais, et pour commencer par ce qu'il y avait de mauvais, il devait m'informer que le Conseil est d'avis qu'il serait inutile de demander aux Chambres la sanction d'une combinaison qui laisserait l'Angleterre plus libre que la France de modifier son Tarif. Que par conséquent il leur était impossible d'accepter la proposition que je lui avais communiquée le matin.

D'autre part, les Ministres ont été, dit M. de Freycinet, unanimes à régler l'application du Tarif général à la Grande-Bretagne; et le résultat de leurs délibérations a été que M. Tirard, le Ministre du Commerce, s'est engagé à leur apporter jeudi (après-demain) un projet qui aurait pour effet d'ajourner indéfiniment cette application. Je demandai à M. de Freycinet si cet ajournement aurait un temps déterminé, ou une période indéfinie.

Il répondit que leur intention est que l'ajournement soit d'une durée indéfinie, mais je ne réussis pas à en obtenir un autre renseignement sur la nature probable du projet.

Il dit que le Conseil serait fini probablement jeudi, vers midi,

et qu'il m'écrirait aussitôt après pour me faire savoir ce qu'il aura décidé.

J'ai, etc.

Signé : LYONS.

N° 275

Lord Lyons au Comte de Granville.

Paris, 22 février 1882.

Mylord,

M'étant persuadé qu'il n'y avait aucune probabilité que le Gouvernement Français veuille consentir à un Traité de Nation la plus favorisée, qu'on ne pourrait dénoncer qu'après une année d'avertissement, je crus que le moment était venu pour moi d'agir selon l'autorisation que m'a donné Votre Seigneurie, de consentir, en dernier ressort, à réduire l'avis à six mois.

Conséquemment je dis à M. de Freycinet, cet après-midi, que la réflexion n'avait pas diminué le regret que j'avais éprouvé lorsqu'il m'avait informé hier que le Gouvernement Français déclinait d'accepter la proposition du Gouvernement de Sa Majesté de conclure un Traité de Nation la plus favorisée se terminant après un an d'avertissement. J'étais, continuai-je, incapable de concevoir un plan qui puisse être substitué à un Traité de Nation la plus favorisée d'une façon équivalente pour la Grande-Bretagne. Je le sentais si fortement, dis-je, que j'étais disposé à passer par-dessus les longueurs pour faciliter la conclusion d'un tel Traité. Il est manifeste que, par rapport aux contrats et autres affaires commerciales, un avis de moins d'un an serait incommode. Néanmoins, si, en y consentant, je pouvais lever les objections du Gouvernement Français à signer ce Traité, je consentirais, au nom du Gouvernement de Sa Majesté, à réduire l'avis nécessaire à la dénonciation à six mois. Finalement, je demandai que cette concession soit pleinement examinée par le Gouvernement Français avant la proposition de tout autre plan.

M. de Freycinet prit note de ce que j'avais dit, et promit de le communiquer au Conseil des Ministres, le lendemain matin, et il répéta son assurance que, dans tous les cas, le commerce Britannique ne serait pas soumis au Tarif Général.

Je ne cachai pas à M. de Freycinet que je savais que le Tarif Général, tel qu'il est établi, ne pourrait pas être appliqué à la

Grande-Bretagne, sans de sérieux inconvénients pour certaines branches de l'industrie Française.

Je fis observer en outre qu'il y avait certaines questions de forme aussi bien que de fond à régler pendant les quelques jours qui restaient avant le 28 du mois.

Je présumais, par exemple, que, dans n'importe quelle place on pourrait proposer, il serait spécifié que pour l'Angleterre comme pour les autres Puissances les Traités existants seraient prolongés jusqu'au 15 mai. Que si le Gouvernement Français ne désirait pas signer un Traité, il serait nécessaire d'obtenir l'autorisation légale pour effectuer cette prolongation, et qu'il serait, dans tous les cas, jugé indispensable qu'une déclaration prolongeant les Traités soit signée par M. de Freycinet et moi, de la part de nos deux Gouvernements, le 28 de ce mois en avant.

M. de Freycinet prit également note de ceci.

Je poursuivis en disant qu'il y avait, en outre, différentes questions qui dépendaient des Traités et qui produiraient quelque chose comme une abrogation sommaire pleine d'inconvénients pour les deux Pays, et je mentionnai en particulier la question des marques de commerce.

M. de Freycinet promit que toutes ces questions seraient dûment suivies.

J'ai, etc.

Signé : LYONS.

N° 276

Lord Lyons au Comte de Granville.

(Télégramme.)

Paris, 23 février 1882.

Voici le texte du projet de loi présenté cet après-midi à la Chambre des députés par le Ministre du Commerce.

« Article 1^{er}. A partir de la promulgation de la présente Loi, les marchandises d'origine ou de manufacture Anglaise seront soumises à leur entrée en France au même traitement que celles des nations les plus favorisées.

« Article 2. Les dispositions de l'article ci-dessus ne seront point applicables aux produits coloniaux, qui restent soumis aux conditions du Tarif Général des Douanes. »

L'urgence fut votée et le projet de loi est renvoyé à une Commission qui devra faire son rapport après-demain.

N° 277

Le Comte de Granville à Lord Lyons.

Foreign-Office, 23 février 1882.

Mylord,

J'approuve la manière d'agir de Votre Excellence, à l'égard de la négociation d'un Traité de Nation la plus favorisée, avec la France, comme cela est relaté dans votre dépêche du 21 courant.

Je suis, etc.

Signé : GRANVILLE.

N° 278**Le Comte de Granville à Lord Lyons.**

Foreign-Office, 23 février 1882.

Mylord,

J'approuve les suggestions, relativement aux termes d'un nouveau Traité de Commerce, entre la Grande-Bretagne et la France, que Votre Excellence a faites à M. de Freycinet dans la conversation relatée dans votre dépêche d'hier.

N° 279**Lord Lyons au Comte de Granville.**

Paris, le 23 février 1882.

Mylord,

J'ai l'honneur de transmettre à Votre Seigneurie la copie d'une lettre de M. de Freycinet, dans laquelle il m'informe que le Gouvernement a l'intention de présenter aujourd'hui à la Chambre un projet concédant immédiatement à l'Angleterre le traitement de Nation la plus favorisée.

J'ai déjà transmis, par télégraphe, une traduction de cette lettre à Votre Seigneurie, vous informant que j'attends les instructions de Votre Seigneurie avant d'y répondre.

J'ai, etc.

Signé : LYONS.

ANNEXE AU N° 279

M. de Freycinet à Lord Lyons.

Paris, le 23 février 1882.

Mon cher Ambassadeur,

Le Conseil a reconnu que toutes les combinaisons dont nous avons parlé ont l'inconvénient de ne pas placer la France et l'Angleterre sur un pied d'égalité, en ce sens, que l'Angleterre pourrait à tout instant se dégager tandis que la France ne le pourrait pas.

Mais nous avons pensé que cet inconvénient pourrait être évité, en même temps qu'on atteindrait l'avantage que nous avons en vue (à savoir : éviter l'application du Tarif Général), au nom d'un Projet de Loi que nous présenterons aujourd'hui, et qui concéderait directement à l'Angleterre le traitement de la Nation la plus favorisée. De la sorte, chaque Pays resterait maître de ses actes (puisque nous pourrions aussi bien abroger cette Loi que vous-mêmes élever vos Tarifs), et cependant, en fait, nous jouirions indéfiniment les uns et les autres des Tarifs réduits.

J'espère que vous approuverez cette idée de M. Tirard, qui nous a paru aussi simple qu'efficace.

Je n'ai pas jugé utile de vous envoyer M. Tirard pour plus amples explications.

Je suppose que cette lettre vous suffira.

Croyez-moi, etc.

Signé : C. DE FREYCINET.

N° 280

Le Comte de Granville à Lord Lyons.

Foreign-Office, le 24 février 1882.

Mylord,

J'accuse réception des dépêches et du télégramme de Votre Seigneurie à la date d'hier, relatives à l'avance faite à Votre Excellence par M. de Freycinet et à la Chambre des Députés par M. Tirard, de l'arrangement par lequel le Gouvernement Français propose d'étendre au commerce Britannique le traitement de Nation la plus favorisée en France.

L'annonce faite par les Ministres Français ne remplit pas

entièrement le but des Traités existants, ou des négociations commerciales. Mais avant d'aborder ces questions, je dois exprimer le regret du Gouvernement de Sa Majesté de voir terminer d'une manière si peu satisfaisante les Traités existants et les récentes négociations.

En elle-même, la combinaison présente une grande objection. Elle place toutes les transactions commerciales dans une condition précaire par l'incertitude quant au Tarif, pendant que, en ce qui concerne le Tarif Français, l'état de choses futur relativement au commerce Britannique sera de beaucoup inférieur au *statu quo*.

Votre Excellence n'ignore pas que les changements de classification et de droit sur quelques-unes des principales branches du commerce Britannique avec la France augmenteront, dans une large mesure, les taux des droits actuels. Il est bon de répéter que le Gouvernement de Sa Majesté ne considère pas ces questions comme ayant été suffisamment examinées, et il regrette beaucoup le refus du Gouvernement Français d'accéder à sa proposition pour le maintien temporaire des droits *ad valorem*, et pour un nouvel examen des affaires en question.

J'ai à faire observer qu'il ne ressort pas clairement que le Gouvernement Français ait l'intention de conférer un complet traitement de Nation la plus favorisée sur toutes les affaires relatives au commerce.

Il y a beaucoup de questions en outre du Tarif, telles que prohibitions d'importations et d'exportations transit, expertise, taxes d'intérieur, et autres sujets, à l'égard desquels une claire entente, sur la jouissance d'un traitement de Nation la plus favorisée, est nécessaire.

Et, de plus, à l'égard de la position des sujets des deux Puissances, des questions de navigation et des marques de fabrique, dans tous les cas des stipulations de Traité entre les deux Pays semblent être nécessaires.

Il ne semble pas indispensable, pour effectuer les stipulations de nation la plus favorable, qu'une déclaration soit signée afin de maintenir les Traités existants en vigueur jusqu'au 15 mai prochain, attendu que la prolongation jusqu'à cette date a été donnée aux Pays avec lesquels des Traités ont été signés ; mais, j'ai appelé l'attention de Votre Excellence, par télégraphe, sur cette question et sur les points ci-dessus mentionnés, et je vous ai demandé de vous assurer des intentions du Gouvernement Français à cet égard.

Je suis, etc.

Signé : GRANVILLE.

N° 281

Lord Lyons au Comte de Granville.

(Télégramme.)

Paris, 25 février 1882.

Le Projet de loi concédant le traitement de Nation la plus favorisée a été voté, sans amendement, à la Chambre et va être renvoyé devant le Sénat.

N° 282

Lord Lyons au Comte de Granville.

Paris, 24 février 1882.

Mylord,

J'ai déjà eu l'honneur d'informer Votre Seigneurie, par télégraphe, que le Ministre du Commerce entretient l'espérance que le Gouvernement Français consentira à signer, avant le 28 courant, un Traité assez important pour justifier, sous la loi du 7 de ce mois, la signature d'une déclaration prolongeant jusqu'au 15 mai ceux des articles des Traités Anglo-Français qui n'ont point rapport aux questions de Tarif.

J'ai, etc.

Signé : LYONS.

N° 283

Lord Lyons au Comte de Granville.

(Extrait.)

Paris, 25 février 1882.

J'ai déjà eu l'honneur d'informer Votre Seigneurie, par télégraphe, que M. Tirard, M. Crowe et moi, nous devons nous réunir cet après-midi, pour essayer de régler les détails d'un nouveau Traité, renouvelant les importantes stipulations des Traités Anglo-Français existants, à l'exception de celles qui sont relatives aux droits d'importation.

N° 284

Lord Lyons au Comte de Granville.

Paris, 26 février 1882.

Mylord,

J'ai eu l'honneur d'informer Votre Seigneurie hier, par télégraphe, que le projet conférant à l'Angleterre le Traitement de Nation la plus favorisée, à l'égard des droits d'importation en France, a été voté hier, sans amendement.

J'ai l'honneur de vous envoyer ci-joint le compte rendu authentique des débats donné dans le *Journal officiel* ce matin.

M. Ribot, rapporteur du Comité des Traités commerciaux, a lu à la tribune un rapport en faveur du Projet, que Votre Seigneurie trouvera *in extenso* dans les débats.

Il contient une déclaration que le Gouvernement s'est engagé à déposer à la Chambre, aussitôt que possible, les documents relatifs aux négociations avec l'Angleterre.

Il fait ressortir qu'un brusque abaissement du commerce avec l'Angleterre occasionnerait un désordre sur le marché Français, aussi bien que sur le marché Anglais ; qu'une quantité d'industries Françaises tirant de l'Angleterre des produits qui leur sont nécessaires, il serait impossible d'imposer des droits élevés sur les produits en question, sans faire tort à ces industries ; et que la France ne peut qu'admettre que l'Angleterre, en ouvrant les marchés largement aux importations Françaises, a quelques titres à être traitée sur le même pied que des nations avec lesquelles la France a récemment conclu des Conventions à des conditions bien moins favorables aux produits Français.

M. Rouvier, le dernier Ministre du Commerce, a fait un discours, dans lequel il a exprimé l'espoir que les négociations avec l'Angleterre seront reprises avant le 15 mai. Il a demandé au Gouvernement de produire les documents qu'il a promis de fournir afin que les débats puissent avoir lieu avant cette date ; et il déclara que l'échec des négociations ne devait pas être attribué aux négociateurs ni au Gouvernement, mais qu'il est le résultat de la façon dont avait été rédigé le Tarif général, sur l'extension du principe des droits spécifiques.

M. Tirard, le Ministre du Commerce actuel, répondit qu'il ne pouvait entretenir aucun espoir sur la possibilité de conclure un Traité de Commerce avec l'Angleterre jusqu'au 15 mai. Il ajouta que le Gouvernement devait maintenir la prérogative constitutionnelle en choisissant son temps, pour négocier des

Traités de Commerce ; que son plus ardent désir est de pouvoir conclure un Traité avec l'Angleterre, qui garantisse d'une façon complète les intérêts de la France ; et que la Chambre pouvait être certaine que le Gouvernement ne laisserait échapper aucune occasion de conclure un Traité assurant, aux deux Pays, la continuation des relations qui leur ont été si avantageuses à tous les deux. Un député (M. Peytral) demanda si, la loi étant votée, les traités existants avec l'Angleterre resteraient en vigueur jusqu'au 15 mai.

M. Tirard répondit que cela n'est pas discuté.

M. Gambetta s'écria : « Cela ne peut pas être discuté. »

Sur une demande d'explication de M. Peytral, M. Tirard dit : « Par la loi de Prorogation que vous avez votée, le Gouvernement a été autorisé à proroger toutes les Conventions commerciales existant aujourd'hui jusqu'au 15 mai prochain ; par conséquent, toutes ces Conventions contenant dans leur ensemble les dispositions des Tarifs annexés aux Traités conclus en 1860 avec l'Angleterre, ces Tarifs sont maintenus jusqu'au 15 mai prochain. »

Un député s'étant écrié : « Ils ne peuvent être maintenus puisqu'ils finissent au 1^{er} mars. » M. Tirard répondit ainsi qu'il suit : « A partir du 1^{er} mars, toutes les puissances avec lesquelles la France a signé des Conventions nouvelles continueront à jouir des Conventions actuelles. Or, par la loi que nous vous présentons, l'Angleterre jouissant du traitement de Nation la plus favorisée, bénéficiera également des mêmes Tarifs que les nations pour lesquelles la Prorogation a été faite jusqu'au 15 mai prochain.

« Par conséquent l'Angleterre se trouvera placée sur le même pied que toutes les autres Puissances, c'est-à-dire qu'elle jouira du maintien des Conventions actuelles. »

J'ai, etc.

Signé : LYONS.

N° 277

ANNEXE AU N° 284

(Extrait du *Journal officiel* du 26 février 1882.)

Dépôt et Lecture du Rapport sur le Projet de Loi relatif au Régime Douanier des Marchandises et Produits Anglais, et adoption du Projet de Loi.

M. Ribot. — J'ai l'honneur de déposer un Rapport fait au

nom de la Commission chargée d'examiner le Projet de Loi relatif au régime douanier applicable aux produits Anglais à leur entrée en France.

Sur divers bancs. — Lisez ! lisez !

M. le Président. — Il n'y a pas d'opposition ? (Non ! non !)

La parole est à M. le Rapporteur pour donner lecture du Rapport.

M. Ribot, Rapporteur, lisant. — Messieurs, après avoir été plusieurs fois prorogé, le Traité de Commerce de 1860 entre la France et l'Angleterre, doit prendre fin le 1^{er} mars prochain.

Des négociations ouvertes pour la conclusion d'un nouveau Traité n'ont pu aboutir ; à la suite de pourparlers qui n'ont pas duré moins de dix mois, le Gouvernement Français a reconnu que tout accord était quant à présent impossible.

En même temps qu'il nous faisait part de la rupture des négociations, le Cabinet nous a saisis d'un Projet de Loi tendant à soumettre les marchandises d'origine ou de manufactures Anglaises au même traitement que celle des nations les plus favorisées.

Votre Commission n'avait ni le temps, ni les moyens d'apprécier les causes de l'échec des négociations engagées avec l'Angleterre ; tout en exprimant le regret qu'une entente n'ait pu s'établir entre les deux Pays, elle n'est pas en mesure de juger, en ce moment, la manière dont les pourparlers ont été conduits, soit par les précédents Ministères, soit par le Cabinet actuellement en fonctions.

Elle a dû se borner à demander au Gouvernement s'il verrait des inconvénients à communiquer, dans un bref délai, à la Chambre, les documents qui se rapportent à cette affaire.

Le Gouvernement s'est empressé de déclarer qu'il serait heureux de dégager sa responsabilité, en donnant le plus tôt possible à la Chambre et au Sénat tous les éclaircissements désirables.

La seule question que nous pouvions examiner était de savoir s'il convenait d'appliquer, à partir du 1^{er} mars, aux produits Anglais, les dispositions du Tarif Général des Douanes.

Le Gouvernement ne l'a pas pensé. Il s'est fondé, d'une part, sur des raisons d'ordre politique tirées de l'amitié qui unit les deux peuples ; il a envisagé, d'autre part, les conséquences qui résulteraient d'un aussi brusque changement dans leurs relations commerciales.

Le régime inauguré en 1860 a contribué à développer dans une large proportion nos échanges avec l'Angleterre ; les res-

treindre par une élévation subite des droits de douane, ce serait jeter le trouble dans notre marché aussi bien que dans le marché Anglais.

Plusieurs de nos industries tirent de l'Angleterre les produits qui leur sont nécessaires ; on ne pourrait atteindre ces produits sans les frapper elles-mêmes.

La France ne saurait, d'ailleurs, méconnaître que l'Angleterre, par cela seul qu'elle ouvre très largement son propre marché à nos importations, a bien quelques titres à être traitée sur le même pied que les Nations avec lesquelles nous avons récemment conclu des conventions qui accordent à nos produits des conditions moins favorables.

Le Projet de Loi dont vous êtes saisis n'a d'autre objet que d'étendre à l'Angleterre le bénéfice de ces Conventions, à supposer, bien entendu, que vous leur donniez avant le 15 mai prochain votre approbation. Mais, tandis que nous serons liés pour une période de dix années envers les Pays avec qui nous avons traité, nous ne serons tenu envers l'Angleterre par aucun changement.

Nous resterons absolument maîtres de nos Tarifs pour le cas où le Gouvernement Britannique apporterait une modification qui nous serait préjudiciable dans le régime auquel sont actuellement soumis les produits Français à leur entrée en Angleterre.

Dans ces conditions que l'exposé des motifs du Projet de Loi indique avec clarté et qui nous paraissent sauvegarder non seulement les intérêts, mais encore la dignité de la France, votre Commission croit devoir vous proposer l'adoption du Projet de Loi suivant :

Article 1^{er}. A partir de la promulgation de la présente Loi, les marchandises d'origine ou de manufactures Anglaises seront soumises, à leur entrée en France, au même traitement que celles des nations les plus favorisées.

Art. 2. Les dispositions de l'Article ci-dessus ne seront point applicables aux produits coloniaux, qui resteront soumis aux conditions du Tarif Général des Douanes.

Messieurs, la Chambre a déjà, sur la demande de M. le Ministre du Commerce, déclaré l'urgence de ce projet. Elle pensera sans doute que la brièveté du délai qui reste pour l'examen de ce Traité, lequel doit, d'ailleurs, être porté à l'autre Chambre, commande une discussion aussi prompte que possible. La Commission se met donc entièrement à la disposition de la Chambre pour une discussion immédiate, que le Gouvernement appuiera sans doute et qui sera accordée, j'en suis sûr, par la Chambre.

M. Tirard, Ministre du Commerce. — Nous demandons la discussion immédiate, d'accord avec la Commission.

M. le Président. — Le Gouvernement demande la discussion immédiate et l'urgence a déjà été déclarée. Quelqu'un s'oppose-t-il à la discussion immédiate ?

M. Cunéo d'Ornano. — Je demande la parole.

Je suis de ceux, Messieurs, qui ont toujours été d'avis qu'il fallait le plus tôt possible statuer sur des questions pareilles à celle qui vous est soumise.

Je fais cependant observer à la Chambre que c'est aujourd'hui le moment où il y a le moins d'urgence à le faire. Je parle, bien entendu, au point de vue d'une discussion immédiate, et je ne m'oppose pas à l'urgence, puisque je l'ai votée : mais ne peut-on remettre la discussion à lundi ?

Nous avons voté, en effet, il y a plus de quinze jours, une Loi en vertu de laquelle nous avons prorogé jusqu'au 15 mai les Conventions Commerciales actuelles. (Mais non ! mais non !)

Plusieurs Membres. C'est une erreur !

M. Viette. — Le 15 mai est la date applicable aux États qui ont signé des Traités avec nous, et le 1^{er} mars est la date applicable aux États qui n'ont pas signé de Traité.

M. le Ministre du Commerce. — Il n'y a pas de Traité signé avec l'Angleterre !

M. Cunéo d'Ornano. — Soit ! les négociations viennent d'être absolument rompues et, dès lors, la date du 15 mai n'est plus celle à laquelle on doit se reporter ; mais, en tout cas, n'avons-nous pas encore plusieurs jours pour discuter la proposition actuelle du Gouvernement ?

Plusieurs Membres. Mais non ! mais non !

M. le Rapporteur. — Remarquez que nous sommes le 25, et qu'il faut que le Traité, quand nous l'aurons voté, soit envoyé au Sénat.

M. Cunéo d'Ornano. — Devant le sentiment de la Chambre, je n'insiste pas. Du moment que la Chambre paraît disposée à passer à la discussion immédiate, je m'incline. Je ne demandais, d'ailleurs, qu'un délai de vingt-quatre heures, afin que le Rapport de l'honorable M. Ribot, qui vient d'être lu à l'instant même, pût être au moins examiné.

Mais devant le sentiment de la Chambre, désireux moi-même de donner le plus tôt possible au commerce une base commerciale quelconque pour ses transactions, tout en évitant l'application du Tarif Général, je n'insiste pas ; je ne m'opposerai pas à la discussion immédiate, et, tout en regrettant qu'une pareille

question se présente ainsi avec ce caractère d'impérieuse urgence, je voterai même, — en attendant mieux, — le Projet de Loi proposé.

M. le Président. — Personne ne s'oppose plus à la discussion immédiate ?

De toutes parts. Non ! non !

M. le Président. — Je consulte la Chambre sur la question de savoir si elle entend passer à la discussion des Articles.

(La Chambre, consultée, décide qu'elle passe à la discussion des Articles.)

M. le Président. — Article 1^{er}. A partir de la promulgation de la présente Loi, les marchandises d'origine ou de manufactures Anglaises seront soumises, à leur entrée en France, au même traitement que celles des Nations les plus favorisées.

M. Maurice Rouvier. — Je demande la parole.

M. le Président. — La parole est à M. Rouvier.

M. Maurice Rouvier. — Messieurs, en présence de la grave question qui est soumise à ses délibérations, la Chambre voudra bien me permettre d'indiquer très brièvement, au nom d'un certain nombre de mes amis, partisans résolus du maintien du régime des Traités de Commerce, sous l'empire de quelles considérations nous appuyons le Projet de Loi présenté par le Gouvernement, et quelle est la signification que nous attachons au vote d'adhésion que nous allons émettre.

La Chambre n'a pas oublié, Messieurs, que dans l'une des dernières séances du mois de janvier, elle a voté un Projet de Loi autorisant le Gouvernement à proroger les Traités existants avec toutes les Nations qui auraient signé de nouveaux Traités avant le 1^{er} mars, à proroger, dis-je, les Traités existants jusqu'au 15 mai.

L'Angleterre s'est placée dans une situation telle que le bénéfice de cette prorogation ne pouvait pas lui être accordé sans une nouvelle intervention du pouvoir législatif, puisqu'elle n'a pas signé de nouveau Traité.

Je reconnais, et c'est la raison principale de l'adhésion que nos amis et moi entendons donner au projet du Gouvernement, que ce projet n'est, sous une forme nouvelle, hardie, à la hardiesse et à l'habileté de laquelle je rends hommage, qu'un procédé permettant au Gouvernement d'accorder à l'Angleterre, bien qu'elle n'ait pas signé de Traité, la prorogation du régime actuel jusqu'au 15 mai.

En effet, Messieurs, le Projet de Loi dont nous sommes saisis accorde aux produits d'origine ou de manufactures Anglaises, le

traitement des Nations les plus favorisées. Or, jusqu'au 15 mai, le traitement des Nations les plus favorisées, c'est l'application des Tarifs de 1860, puisque la Belgique, le Portugal, l'Espagne, la Suède, la Suisse, toutes les Nations avec lesquelles nous avons récemment conclu de nouveaux Traités, jouiront de ce traitement jusqu'au 15 mai prochain.

Si difficile et si grave que soit la situation qui a amené le Gouvernement à considérer comme abandonnées les négociations engagées avec l'Angleterre, il est donc permis de considérer que cet abandon n'est pas définitif et d'espérer que d'ici au 15 mai elles pourront être reprises, et qu'ainsi nos relations commerciales avec la Grande-Bretagne pourront échapper à l'application des Tarifs résultant des nouveaux Traités non encore ratifiés et à celle, bien autrement périlleuse, qui résulterait, — si cette perspective ne devait pas être écartée, — de la tentative d'un Tarif autonome.

Le rapport de l'honorable M. Ribot exprime le vœu que le Gouvernement saisisse la Chambre, le plus tôt possible, des documents relatifs aux négociations avec l'Angleterre. J'ai la conviction que le Gouvernement se rendra à ce désir, et que, d'ici à une quinzaine de jours, ou tout au moins en temps utile pour qu'un débat puisse avoir lieu avant le 15 mai, la Chambre sera saisie de ces documents. Elle pourra alors les examiner avec tout le soin que comportent les graves intérêts engagés dans cette question, et j'estime qu'à ce moment-là elle voudra bien permettre de s'expliquer à ceux qui, comme moi, pensent qu'il ne faut pas abandonner l'idée de faire un Traité de Commerce avec l'Angleterre, à ceux qui estiment que nous ne pourrions renoncer à cette idée qu'en exposant notre commerce et notre industrie, l'expansion commerciale et la fortune même de la France, à tous les hasards et toutes les mesures.

A ce moment-là, dussé-je être seul à le faire, usant du droit d'initiative qui appartient à chacun de nos collègues, je vous demanderai respectueusement la permission de soumettre à un nouvel examen la question des Traités de Commerce dans ses rapports avec le nouveau Tarif Général. Nous rechercherons alors quelle est la raison pour laquelle les négociations n'ont pas abouti, et s'il était démontré, comme cela est ma conviction, que la responsabilité de l'échec n'est pas imputable aux négociateurs ni au Gouvernement, mais que l'insuccès résulte de la façon dont le Tarif a été fait, de l'extension du principe des droits spécifiques. (Ah ! ah ! et interruptions sur plusieurs bancs.)

Messieurs, je ne vous apporte pas une solution, j'exprime ma pensée ; je n'ai pas la prétention d'exprimer celle de mes adversaires, et je crois que je ne dis rien qui soit de nature à éveiller aucune susceptibilité sur aucun banc, quand je proclame à cette tribune que l'échec des négociations ne peut être imputé ni aux négociateurs, ni au Gouvernement. J'ai bien le droit d'ajouter qu'elle est imputable, peut-être, aux droits spécifiques, et je dis peut-être, ne voulant pas préjuger la question.

Je me borne à vous prévenir que je vous convierai sur ce point à une discussion nouvelle, dans laquelle on apportera certainement des raisons en faveur du maintien de l'infailibilité du principe des droits spécifiques qui, pour quelques-uns, apparaît comme un dogme nouveau, dans un temps pourtant peu favorable au dogme. De notre côté, nous apporterons nos raisons, et la Chambre jugera si le respect de cette conception des Tarifs douaniers est tel qu'il doive nous conduire à rompre nos relations, ou tout au moins à ne pas faire de Traité avec la principale Puissance commerciale du monde.

Je me borne, Messieurs, à ces courtes observations, qui donneront à notre vote sa véritable portée, et sous la réserve du droit qui appartient à chacun de nous de provoquer un nouveau débat en temps utile, je déclare que mes amis et moi nous voterons le projet présenté par le Gouvernement. (Très bien ! très bien !)

M. le Président. — La parole est à M. le Ministre du Commerce.

M. le Ministre du Commerce. — Messieurs, en vous présentant le Projet de Loi qui est soumis à vos délibérations en ce moment, le Gouvernement n'a pas entendu repousser à tout jamais la pensée de l'ouverture de nouvelles négociations. Il a voulu aller au plus pressé. Les négociations avec l'Angleterre sont entamées et poursuivies depuis plus de dix mois, elles ont eu lieu sous les divers Gouvernements qui se sont succédé et, notamment, sous celui dont faisait partie l'honorable M. Rouvier. On n'est pas arrivé à une solution définitive ; nous nous trouvons à la veille du 1^{er} mars, et les marchandises Anglaises, à leur entrée en France, seront soumises, à cette date, à l'application du Tarif Général.

C'est à cet inconvénient que nous avons dû parer par le Projet de loi qui vous est soumis. Je ne fais aucune objection aux réserves faites par M. Rouvier ; je n'aurais, d'ailleurs, pas le droit de m'y opposer. Mais quant à vous faire entrevoir la possibilité de reprendre d'ici à quinze jours les négociations avec

l'Angleterre, et de les faire aboutir, d'ici au 15 mai, à la conclusion d'un Traité de Commerce, c'est un engagement que je ne saurais prendre, car ce serait faire supposer que les négociations qui ont été suivies depuis dix mois ont été mal conduites, si l'on pouvait espérer, en si peu de temps, obtenir la signature d'un Traité.

Je déclare que le Gouvernement entend rester absolument maître de la prérogative que lui donne la Constitution de conclure des Traités de Commerce avec les Puissances étrangères au moment où il le juge convenable, et je puis affirmer que son plus ardent désir serait de vous présenter une Convention avec l'Angleterre qui sauvegardât, d'une façon complète, les intérêts de la France. Si cette possibilité se présente, vous pouvez être certains que le Gouvernement ne manquera pas l'occasion de venir vous apporter un Traité qui servira à faire durer, entre les deux Pays, des relations qui ont été si profitables à l'un et à l'autre. (Très bien ! très bien !)

M. Peytral. — Je demande la parole.

M. le Président. — *M. Peytral* a la parole.

M. Peytral. — L'honorable *M. Rouvier* vient de présenter à la tribune une opinion qui ne me paraît pas entièrement conforme à celle que le Gouvernement vient de faire connaître.

M. Rouvier nous a dit que la Loi, qui nous est actuellement proposée, étant votée, le Traité qui nous lie actuellement avec l'Angleterre resterait en vigueur jusqu'au 15 mai. Il ne me paraît pas résulter, des explications de *M. le Ministre du Commerce*, que cette opinion ait été aussi clairement exprimée.

M. le Ministre du Commerce. — Cela n'est pas contesté.

M. Gambetta. — Cela ne peut être contesté.

Voix nombreuses. Non ! ce n'est pas contesté.

M. Peytral. — Je suis heureux de voir dans la Chambre cette unanimité d'appréciation.

M. le Ministre du Commerce. — Si vous le désirez, je vais donner une nouvelle explication.

M. Peytral. — Volontiers, mais permettez-moi d'ajouter qu'il me semblait que, puisque le Traité avec l'Angleterre expirait le 1^{er} mai, à partir de cette époque le régime à appliquer à ce Pays ne pouvait être que celui de la Nation la plus favorisée.

Sur un grand nombre de bancs. Oui ! c'est cela ! — C'est évident !

M. Peytral. — Excusez mon inexpérience, Messieurs, mais il me semblait que le Traité avec l'Angleterre étant expiré, cette Nation se trouverait placée sous le régime des Traités contractés avec les autres Nations.

Un grand nombre de voix. C'est cela ! C'est ce qui a été dit.

M. Peytral. — Mais dans ces Traités, les droits ne sont pas les mêmes sur tous les articles. Du reste, Messieurs, je suis monté à cette tribune uniquement pour obtenir des explications. M. le Ministre déclarant que le vote du Projet de Loi doit être compris comme il l'a expliqué et comme la Commission l'a entendu, je me déclare parfaitement satisfait. (Aux voix ! aux voix !)

M. le Ministre du Commerce. — Messieurs, l'explication que j'ai à donner à la Chambre et à l'orateur qui descend de cette tribune est très simple. Par la Loi de Prorogation que vous avez votée, le Gouvernement a été autorisé à proroger toutes les Conventions commerciales existant aujourd'hui jusqu'au 15 mai prochain ; par conséquent, toutes ces Conventions, contenant dans leur ensemble les dispositions des Traités annexés aux Traités conclus en 1860 avec l'Angleterre, ces Tarifs sont maintenus jusqu'au 15 mai prochain...

M. Vernhes. — Ils ne sont pas maintenus, puisqu'ils prennent fin au 1^{er} mars. (Exclamations et interruptions.)

M. le Ministre du Commerce. — A partir du 1^{er} mars, toutes les Puissances avec lesquelles la France a signé des Conventions nouvelles, continueront à jouir des Conventions actuelles. Or, par la Loi que nous vous présentons, l'Angleterre jouissant du traitement de la Nation la plus favorisée, bénéficiera également des mêmes Tarifs que les Nations pour lesquelles la prorogation a été faite jusqu'au 15 mai prochain.

Par conséquent, l'Angleterre se trouvera placée sur le même pied que toutes les autres Puissances, c'est-à-dire qu'elle jouira du maintien des Conventions actuelles.

M. le Président. — Personne ne demande plus la parole ?

Je mets aux voix l'Article 1^{er}.

(L'Article 1^{er} est mis aux voix et adopté.)

« Art. 2. Les dispositions de l'Article ci-dessus ne seront point applicables aux produits coloniaux, qui restent soumis aux conditions du Tarif Général des Douanes. » (Adopté.)

(L'Article 2 est mis aux voix et adopté.)

(L'ensemble du Projet de Loi est ensuite mis aux voix et adopté.)

N° 285

Lord Lyons au Comte de Granville.

(Par dépêche télégraphique).

Paris, le 27 février 1882.

Le Projet de loi admettant l'Angleterre comme Nation la plus favorisée a été adopté à l'unanimité aujourd'hui par le Sénat.

N° 286

Lord Lyons au Comte de Granville.

(Télégramme.)

Paris, 23 février 1882.

Le Traité vient d'être signé par les Plénipotentiaires Français et moi, et la Déclaration par le Ministre Français des Affaires Étrangères et moi.

N° 287

Lord Lyons au Comte de Granville.

Paris, 28 février 1882.

Mylord,

J'ai eu l'honneur hier, après midi, d'informer, par télégraphe, Votre Seigneurie que le Sénat a voté sans amendement le Projet conférant aux marchandises de provenance et de manufacture Anglaise, à leur importation en France, le même traitement qu'à celles de la Nation la plus favorisée. Le projet a été immédiatement renvoyé au Comité du Traité Franco-Italien, et après une courte suspension de la séance de la Chambre Haute, M. Teisserenc de Bort a fait à la tribune un rapport verbal au nom de ce Comité.

Il décrivit ainsi l'effet de ce Projet :

Son résultat sera de prolonger, jusqu'au 15 mai, l'application aux produits Anglais des Tarifs Conventionnels qui ont été en vigueur pendant vingt ans, et qui régissent encore à ce jour nos relations avec l'Angleterre.

Après le 15 mai, l'Angleterre jouira du traitement de Nation la plus favorisée, mais sans aucun engagement de notre part.

« Ce projet, je dis cela pour ceux de nos collègues qui n'au-

raient pas eu le temps de bien l'approfondir, peut se résumer en deux mots : il aura pour résultat de prolonger jusqu'au 15 mai pour les produits Anglais l'application de nos Tarifs Conventionnels en vigueur depuis vingt ans et qui régissent encore maintenant nos relations avec l'Angleterre.

« A partir du 15 mai, l'Angleterre jouira du traitement de Nation la plus favorisée, mais sans aucun engagement de notre part. »

M. Teisserenc de Bort conclut en faisant ressortir que la France conserve sa complète liberté d'action, et que si l'Angleterre, à laquelle la France accorde le privilège de traitement de Nation la plus favorisée, parce qu'elle admet libres de droit beaucoup de produits Français, jugeait nécessaire de changer cet état de choses et imposait des droits sur ses produits, la France serait libre d'user de représailles en agissant pour le mieux de ses intérêts.

Ce Rapport ayant été prononcé, le Projet fut voté sans débat. J'ai, etc.

Signé : LYONS.

N° 288

Lord Lyons au Comte de Granville.

Paris, le 1^{er} mars 1882.

Mylord,

J'ai l'honneur d'envoyer à Votre Seigneurie par le porteur de la présente dépêche M. Baleman, la Convention réglant les relations commerciales et maritimes entre la Grande-Bretagne et la France, signée hier à l'Hôtel du Ministère des Affaires Étrangères d'une part, par moi au nom du Royaume-Uni, et de l'autre par M. de Freycinet, Président du Conseil, Ministre des Affaires Étrangères, M. Tirard, Ministre du Commerce et M. Rouvier, Ancien Ministre du Commerce et des Colonies.

Je vous envoie aussi la Déclaration signée aussitôt après par le Ministre des Affaires Étrangères de France et moi prolongeant jusqu'au 15 mai prochain les Traités de Commerce existants entre les deux Pays, à l'exception de ce qui concerne les Tarifs de douane.

Je suis, etc.

Signé : LYONS.

PREMIÈRE ANNEXE AU N° 288

Convention réglant les Relations Commerciales et Maritimes entre la Grande-Bretagne et la France, signée le 28 février 1882.

S. M. la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et le Président de la République Française, également animés du désir de maintenir les liens d'amitié qui unissent les deux États, et considérant que les Traités prorogés par la Déclaration du 4 de ce mois, doivent prendre fin le 1^{er} mars prochain, ont résolu de conclure une Convention destinée à régler l'état des relations commerciales et maritimes entre les deux Pays, ainsi que l'établissement de leurs nationaux, et ont, à cet effet, nommé pour leurs Plénipotentiaires respectifs, savoir :

S. M. la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, le T. H. Richard Bickerton Pemell Vicomte Lyons, Pair du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Chevalier Grand-Croix du Très Honorable Ordre du Bain, Chevalier Grand-Croix du Très Distingué Ordre de Saint-Michel et Saint-Georges, Membre du Conseil Privé de S. M. Britannique, son Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire près le Gouvernement de la République Française ; et le Président de la République Française, M. Louis Charles de Saulces de Freycinet, Sénateur, Président du Conseil, Ministre des Affaires Étrangères, Officier de l'Ordre National de la Légion d'Honneur ; M. Pierre Tirard, Député, Ministre du Commerce ; et M. Maurice Rouvier, Député, ancien Ministre du Commerce et des Colonies ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des Articles suivants :

Art. 1. Les Tarifs de Douanes pour les marchandises ou produits manufacturés du Royaume-Uni à leur importation en France et en Algérie et pour les marchandises ou produits manufacturés de France et d'Algérie, à leur importation dans le Royaume-Uni devant demeurer réglés par la législation intérieure de chacun des deux États, les Hautes Parties Contractantes se garantissent réciproquement dans le Royaume-Uni et en France ainsi qu'en Algérie le traitement de la Nation la plus favorisée en toute autre matière.

Il est aussi entendu que sous réserve de l'exception ci-dessus établie chacune des Hautes Parties Contractantes s'engage à faire profiter l'autre, immédiatement et sans condition, de toute faveur, immunité, ou privilège, en matière de commerce ou d'in-

dustrie, qui aurait pu ou pourrait être concédé par une des Parties Contractantes à une tierce Puissance en Europe ou hors d'Europe.

Il est également entendu qu'en tout ce qui concerne le transit, l'emmagasinage, l'exportation, la réexportation, les taxes locales, le courtage, les formalités de Douanes, les échantillons, et également en toute matière concernant l'exercice du commerce et de l'industrie, ainsi que la résidence, temporaire ou permanente, l'exercice d'un métier ou profession, le paiement de taxes ou autres impôts, de la jouissance de tous les droits et privilèges légaux, comprenant le droit d'acquérir, de posséder, et la libre disposition de la propriété, les ressortissants Français dans le Royaume-Uni, et les ressortissants Britanniques en France ou en Algérie jouiront du traitement de la Nation la plus favorisée.

Art. 2. Les marchandises de toute nature, venant de l'un des deux États ou y allant, seront réciproquement exemptes, dans l'autre État, de tout droit de transit.

Les deux Gouvernements conservent la faculté d'exclure du transit les armes, les munitions de guerre, ainsi que les contre-façons.

Le traitement de la Nation la plus favorisée est réciproquement garanti à chacun des deux Pays pour tout ce qui concerne le transit.

Il est entendu que chacune des Hautes Parties Contractantes se réserve le droit de prononcer à l'égard de toutes marchandises en provenance ou à destination de l'un ou de l'autre État, les prohibitions ou les restrictions temporaires d'entrée, de sortie, ou de transit qu'elle jugerait nécessaire d'établir pour des motifs sanitaires, pour empêcher la propagation d'épizooties ou la destruction de récoltes, ou bien en vue d'événements de guerre.

Art. 3. Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à n'établir l'une envers l'autre aucune prohibition d'importation ou d'exportation qui ne soit en même temps applicable aux autres nations.

Art. 4. Les marchandises de toute nature originaires du Royaume-Uni importées en France ou en Algérie ne seront pas assujetties à des droits d'accise, de consommation intérieure ou d'octroi autres ou plus élevés que ceux qui grèvent ou grèveraient les marchandises similaires d'origine Française ; de même les marchandises de toute nature originaires de France ou d'Algérie et importées dans le Royaume-Uni ne pourront être assujetties à des droits d'accise, de consommation intérieure

ou d'octroi autres ou plus élevés que ceux qui grèvent ou grèveraient les marchandises similaires d'origine Britannique.

Art. 5. L'importateur de machines et mécaniques entières ou en parties détachées, est affranchi de l'obligation de produire à la Douane tout modèle ou dessin de l'objet importé.

Art. 6. Les articles soumis à des droits et servant soit de modèles, soit d'échantillons, qui seront introduits dans le Royaume-Uni par des voyageurs de commerce Français, ou en France et en Algérie par des voyageurs de commerce du Royaume-Uni, seront admis en franchise à condition de satisfaire aux formalités suivantes qui seront requises pour assurer leur réexportation ou leur mise en entrepôt :

1° Les préposés des Douanes du lieu ou port dans lequel les modèles ou échantillons seront importés, constateront le montant du droit applicable auxdits articles. Le voyageur de commerce devra déposer, en espèces, le montant desdits droits au bureau de douane, ou fournir une caution valable.

2° Pour assurer leur identité, chaque modèle ou échantillon séparé sera, si faire se peut, marqué au moyen d'une estampille ou d'un cachet y apposé.

3° Il sera délivré à l'importateur un permis ou certificat qui donnera :

(a.) Une liste des modèles ou échantillons importés, spécifiant la nature des articles ainsi que les marques particulières qui peuvent servir à la constatation de l'identité ;

(b.) Un état indiquant le montant du droit dont les modèles ou échantillons sont passibles, et si ce montant a été versé en espèces ou garanti par caution ;

(c.) Un état indiquant la manière employée pour marquer les modèles ou échantillons ;

(d.) La limite de temps qui, en aucun cas, ne pourra dépasser douze mois, à l'expiration de laquelle, s'il n'est pas prouvé que les articles aient été réexportés ou mis en entrepôt, le montant du droit déposé sera versé au Trésor ou recouvré s'il a été donné caution. Il ne sera exigé aucun frais de l'importateur pour la délivrance du certificat ou permis, non plus que pour l'estampille destinée à la constatation de l'identité.

4° Les modèles ou échantillons pourront être réexportés par le bureau d'entrée aussi bien que par tout autre.

5° Si, avant l'expiration de la limite de temps fixée (paragraphe 3 d), les modèles ou échantillons étaient présentés à la douane d'un lieu ou d'un port, pour être réexportés ou entreposés, les préposés de ce port devront s'assurer, par une vérification, si

les articles qui leur sont présentés sont bien ceux pour lesquels a été délivré le permis d'entrée. Si l'identité est prouvée à leur satisfaction, les préposés certifieront la réexportation ou la mise en entrepôt, et rembourseront le montant des droits déposés, ou prendront les mesures nécessaires pour la décharge de la caution.

Art. 7. Les navires Anglais et leur cargaison en France et en Algérie, et les navires Français et leur cargaison dans le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, à leur arrivée d'un port quelconque et quel que soit le lieu d'origine ou de destination de leur cargaison, jouiront sous tous les rapports du même traitement que les navires nationaux et leur cargaison.

Art. 8. Les Hautes Parties Contractantes se réservent la faculté d'imposer des droits de tonnage, de débarquement ou d'embarquement, affectés à la dépense des établissements nécessaires au port d'importation ou d'exportation. Toutefois ces taxes, qu'elles soient perçues par l'État, les villes, les Chambres de Commerce ou par toute autre corporation, ne pourront être ni autres ni plus élevées que celles qui sont ou seraient applicables aux navires nationaux et à leurs cargaisons, à quelque port qu'ils appartiennent. La volonté des Hautes Parties Contractantes étant que sous ce rapport les bâtiments Français et les bâtiments Anglais ainsi que leurs cargaisons soient traités sur le pied d'une parfaite égalité.

En ce qui concerne le traitement local, le placement des navires, leur chargement ou déchargement, ainsi que les taxes ou charges quelconques dans les ports, bassins, docks, rades, havres, et rivières des deux Pays et généralement pour toutes les formalités ou dispositions auxquelles peuvent être soumis les navires de commerce, leurs équipages et leurs cargaisons, les privilèges, faveurs, ou avantages qui sont ou seraient accordés aux bâtiments nationaux, ainsi qu'aux marchandises importées ou exportées par ces bâtiments, seront également accordés aux navires de l'autre Pays, ainsi qu'aux marchandises importées ou exportées par ces navires.

Art. 9. Il est fait exception aux dispositions de la présente Convention en ce qui concerne le cabotage, dont le régime demeure soumis aux lois respectives des deux Pays.

Il est également fait exception aux dispositions de la présente Convention en ce qui concerne la pêche, dont le régime demeure soumis aux Conventions spéciales qui sont ou seront existantes entre les deux Pays et aux lois respectives des deux Pays.

Art. 10. Les ressortissants de chacune des deux Hautes Parties Contractantes jouiront dans les États de l'autre de la même pro-

tection et seront assujettis aux mêmes obligations que les nationaux pour tout ce qui concerne la propriété, soit des marques de fabrique et de commerce, des noms commerciaux ou d'autres marques particulières indiquant l'origine ou la qualité des marchandises, soit des modèles et dessins industriels.

Art. 11. Les ressortissants de chacun des deux États seront exempts, dans l'autre, de tout service militaire, de toutes réquisitions ou contributions de guerre, des prêts et emprunts et autres contributions extraordinaires qui seraient établis par suite de circonstances exceptionnelles, en tant que ces contributions ne seraient pas imposées sur la propriété foncière.

Art. 12. La présente Convention entrera en vigueur le 16 mai 1882, et restera exécutoire jusqu'au 1^{er} février 1892. Dans le cas où aucune des deux Hautes Parties Contractantes n'aurait notifié, douze mois avant ladite période, son intention d'en faire cesser les effets, elle demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'autre des Hautes Parties Contractantes l'aura dénoncée.

Art. 13. Les ratifications de la présente Convention seront échangées à Paris, au plus tard le 12 mai 1882.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Paris, en double expédition, le 28 février 1882.

(L. S.) *Signé* : LYONS.

(L. S.) *Signé* : C. DE FREYCINET.

(L. S.) *Signé* : P. TIRARD.

(L. S.) *Signé* : M. ROUVIER.

DEUXIÈME ANNEXE AU N° 288

Déclaration signée le 28 février 1882, par Lord Lyons et M. de Freycinet, prolongeant au 15 mai 1882 les Traités de Commerce entre la Grande-Bretagne et la France, sauf ce qui concerne le régime des Douanes.

Le Gouvernement de S. M. Britannique et le Gouvernement de la République Française, considérant qu'une Convention réglant l'état des relations commerciales et maritimes entre les deux Pays a été conclue ce jour, et que les dates de l'échange des ratifications et de la mise en vigueur de ladite Convention ont été fixées au 12 et au 16 mai de cette année, conviennent de proroger jusqu'au 15 mai prochain, dans tous ses effets et parties, la Déclaration signée à Paris le 4 de ce mois entre la Grande-

Bretagne et la France, à l'exception des stipulations qui déterminent, d'une part, le Tarif de Douane pour les marchandises d'origine ou de manufacture Anglaise à leur entrée en France et en Algérie, d'autre part, le Tarif de Douane pour les marchandises d'origine ou de manufacture Française ou Algérienne à leur entrée dans le Royaume-Uni.

En foi de quoi, les Soussignés, agissant au nom de leurs Gouvernements respectifs, ont dressé la présente Déclaration et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double expédition, à Paris, le 28 février 1882.

(L. S.) *Signé* : C. DE FREYCINET. (L. S.) *Signé* : LYONS.

N° 289

Lord Lyons au Comte de Granville.

Paris, 28 février 1882.

Mylord,

Le *Journal Officiel* d'aujourd'hui contient la Promulgation par le Président de la République d'une Loi arrêtant que, à partir de la date de sa Promulgation, les produits de provenance et de manufactures anglaises, seront assujettis, à leur entrée en France, au même traitement que ceux de la Nation la plus favorisée.

J'ai l'honneur d'adresser ce numéro à Votre Seigneurie.

J'ai, etc.

Signé : LYONS.

ANNEXE AU N° 289

(Extrait du *Journal Officiel* du 28 février 1882.)

Loi relative au régime douanier applicable aux Produits anglais, lors de leur entrée en France.

Le Sénat et la Chambre des Députés ont adopté,

Le Président de la République promulgue la Loi dont la teneur suit :

Art. 1^{er}. A partir de la promulgation de la présente Loi, les marchandises d'origine ou de manufactures Anglaises, seront soumises, à leur entrée en France, au même traitement que celles des Nations les plus favorisées.

Art. 2. Les dispositions de l'Article ci-dessus ne seront point applicables aux produits coloniaux, qui restent soumis aux conditions du Tarif Général des Douanes.

La présente Loi délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des Députés, sera exécutée comme Loi de l'État.

Fait à Paris, le 27 février 1882.

Signé : JULES GRÉVY.

Par le Président de la République :

Le Président du Conseil, Ministre des Affaires Étrangères,

Signé : C. DE FREYCINET.

Le Ministre du Commerce,

Signé : P. TIRARD.

N° 290

Lord Lyons au Comte de Granville.

Paris, le 1^{er} mars 1882.

Mylord,

J'ai l'honneur de transmettre, ci-inclus, à Votre Seigneurie, un numéro du *Journal Officiel* de ce jour, contenant un Décret du Président de la République promulguant la Déclaration qui prolonge les Traités Anglo-Français existants, à l'exception des stipulations du Tarif, jusqu'au 15 mai, qui a été signée hier par le Ministre des Affaires Étrangères de France et moi.

J'ai, etc.

Signé : LYONS.

ANNEXE AU N° 290

(Extrait du *Journal Officiel* du 1^{er} mars.)

Le Président de la République Française,

Sur la proposition du Président du Conseil, Ministre des Affaires Étrangères,

Décède :

Article 1^{er}. Une déclaration ayant été signée à Paris, le 28 février 1882, entre la France et la Grande-Bretagne, pour proroger jusqu'au 15 mai prochain la Déclaration échangée, le 4 de ce mois, entre les deux Pays, ladite Déclaration dont la teneur suit, est approuvée et sera insérée au *Journal Officiel*.

Déclaration.

« Le Gouvernement de la République Française et le Gouvernement de S. M. Britannique.

« Considérant qu'une Convention réglant l'état des relations

commerciales et maritimes entre les deux Pays a été conclue ce jour, et que les dates de l'échange des ratifications et de la mise en vigueur de ladite Convention ont été fixées au 12 et au 16 mai de cette année ;

« Conviennt de proroger jusqu'au 15 mai prochain, dans tous ses effets et parties, la Déclaration signée à Paris, le 4 de ce mois, entre la France et la Grande-Bretagne, à l'exception des stipulations qui déterminent d'une part le Tarif de Douane pour les marchandises d'origine ou de manufacture Anglaise à leur entrée en France et en Algérie ; d'autre part, le Tarif de Douane pour les marchandises d'origine ou de manufacture Française ou Algérienne à leur entrée dans le Royaume-Uni.

« En foi de quoi les soussignés, agissant au nom de leurs Gouvernements respectifs, ont dressé la présente Déclaration et y ont apposé leurs cachets.

« Fait en double expédition, à Paris, le 28 février 1882.

(L. S.) *Signé* : LYONS.

(L. S.) *Signé* : C. DE FREYCINET.

Art. 2. Le Président du Conseil, Ministre des Affaires Étrangères, est chargé de l'exécution du présent Décret.

Fait à Paris, le 28 février 1882.

Signé : GRÉVY.

Par le Président de la République :

Le Président du Conseil, Ministre des Affaires Étrangères,

Signé : C. DE FREYCINET.

N° 291

Lord Lyons au Comte de Granville.

Paris, le 1^{er} mars 1882.

Mylord,

J'ai l'honneur d'envoyer ci-joint, à Votre Seigneurie, extraite du *Journal Officiel* de ce jour, l'annonce que la Convention réglant les relations commerciales et maritimes de la France et de la Grande-Bretagne a été signée hier.

J'ai, etc.

Signé : LYONS.

FÉCHOZ ET LETOUZEY

Tours. Imp. Mazereau,

ANNEXE AU n° 291

(Extrait du *Journal Officiel* du 1^{er} mars.)

Une Convention réglant les relations commerciales et maritimes entre la France et la Grande-Bretagne, sauf en ce qui concerne les Tarifs de Douane, qui demeurent fixés par la législation intérieure de l'un et l'autre État, a été signée le 28 février, à l'Hôtel du Ministère des Affaires Étrangères :

Au nom du Gouvernement Français, par M. de Freycinet, Sénateur, Président du Conseil, Ministre des Affaires Étrangères ; M. Tirard, Député, Ministre du Commerce ; et M. Rouvier, Député, Ancien Ministre des Affaires et des Colonies ;

Au nom du Gouvernement Anglais, par S. Exc. Lord Lyons, Ambassadeur de S. M. Britannique.

Assistaient pour la France :

MM. Amé, Ancien Conseiller d'Etat, Ancien Directeur Général des Douanes ; Marie, Directeur du Commerce Extérieur au Ministère du Commerce ; Mariani, Ministre plénipotentiaire, Ancien Directeur des Affaires Commerciales et Consulaires au Ministère des Affaires Étrangères ; Bouillat, Consul général de France à Londres.

Pour l'Angleterre :

MM. Crowe, Consul général de S. M. Britannique ; et Bateman, Attaché au *Board of Trade*.

N 292

Lord Lyons au Comte de Granville.

Paris, 1^{er} mars 1882.

Mylord,

Je viens offrir à Votre Seigneurie mes meilleurs remerciements pour avoir envoyé M. Crowe pour m'assister dans mes communications avec le Gouvernement Français, relativement au Traité de Commerce que votre dépêche du 10 ultimo m'a dit d'entreprendre.

Le jugement de M. Crowe, son tact ainsi que son activité et, je puis ajouter, sa patience, dans les circonstances difficiles et décourageantes où se sont faites les négociations, ont été très remarquables.

J'ai, etc.

Signé : LYONS.

N° 293

Le Comte de Granville à Lord Lyons.

Foreign-Office, 2 mars 1882.

Mylord,

J'ai appris avec grande satisfaction, par la dépêche d'hier de Votre Excellence, la valeur des services rendus par M. Crowe, dans les récentes négociations avec le Gouvernement Français.

Je suis, etc.

Signé : GRANVILLE.

N° 294

Le Comte de Granville à Lord Lyons.

Foreign-Office, 2 mars 1882.

Mylord,

A la terminaison des négociations commerciales avec la France, je désire exprimer à Votre Excellence l'appréciation du Gouvernement de Sa Majesté des services que vous avez rendus pendant le cours de ces négociations, et dans la conclusion du Traité qui a été signé le 28 du mois dernier.

Il sent que les efforts de Votre Excellence ont été d'un grand prix en amenant la conclusion définitive d'un arrangement, et, pour ce motif et pour l'appui que vous avez été à même de donner aux Commissaires Britanniques durant une longue et difficile négociation, le Gouvernement de Sa Majesté vous prie d'accepter toute sa reconnaissance et ses meilleurs remerciements.

Je suis, etc.

Signé : GRANVILLE.

N° 295

**Le comte de Granville aux commissaires Royaux pour les
Négociations Commerciales Françaises.**

Foreign-Office, 2 mars 1882.

Gentlemen,

A la conclusion des négociations commerciales avec la France, je désire vous exprimer l'entière satisfaction du Gouvernement de Sa Majesté sur votre manière d'agir, et vous transmettre ses remerciements sur la façon dont vous avez conduit ces négoc-

ciations, et pour le conseil et l'aide que vous avez prêtés. Depuis la fin des séances de la Commission Mixte, dans l'arrangement qui vient d'être conclu avec le Gouvernement Français. Quoique le résultat de ces communications n'ait point réalisé les désirs du Gouvernement de Sa Majesté pour une amélioration du *statu quo*, il a été envisagé comme une éventualité possible dans ma dépêche du 24 mai dernier. Dans cette dépêche j'ai exposé les principes d'après lesquels on pouvait espérer que, dans l'intérêt du Trésor et du peuple Français, alors même qu'une avance effective, dans le sens du libre échange, n'aurait pu être résolue, certains droits, tels que ceux sur les fils, qui entravent l'industrie Française et qui peuvent à peine défrayer les frais de perception, auraient pu être abandonnés par le Gouvernement Français. Mais, j'ai constaté en même temps que les réponses envoyées aux notes échangées avant les négociations formelles, ainsi que la façon dont les négociations ont été entamées ne paraissaient pas très favorables à un prompt et satisfaisant accommodement. D'après la nature du cas, une grande discrétion vous a été laissée quant aux détails. J'ai suggéré les principes qui, selon l'opinion de Sa Majesté, pouvaient être adoptés avec avantage pour effectuer « les bases » d'amélioration du *statu quo*, dans le sens du développement des relations commerciales exposées officiellement par M. Léon Say lorsqu'il était ambassadeur Français à cette cour. Et, je vous avais priés, dans le cas où cette base serait impraticable, de conserver dans son esprit, sinon dans la lettre de ses termes, l'engagement de 1860.

Le refus des Commissaires Français de maintenir les droits *ad valorem* vous obligea d'autant plus à consulter les commerces affectés par les changements de classification et les taux du droit dans le Tarif Français ; et je désire vous exprimer mon sentiment sur la facilité avec laquelle vous vous êtes familiarisés avec les vues des différentes branches du commerce dans le Royaume-Uni, ainsi que sur le soin et la patience avec lesquels vous avez exposé leurs réclamations à la Commission Française, et insisté pour qu'elles soient examinées à fond, lorsque le Gouvernement Français déclina d'accéder à vos propositions pour le maintien du *statu quo*, ou de consentir au maintien, même temporaire, des droits *ad valorem* pour la catégorie de marchandises à l'égard desquelles on n'avait pas pu arriver à une entente ; et ainsi aucun accord sur les questions de Tarif ne put se faire, comme je l'avais prévu dans ma dépêche du 24 mai.

A la fin, ainsi que je l'avais également prévu, un arrangement

a été fait par le Gouvernement Français pour l'application du traitement de Nation la plus favorisée aux droits de douane sur les importations du Royaume-Uni, et un Traité, renouvelant les stipulations des Traités existants relativement aux sujets, à la navigation, aux marques de fabrique et à certaines autres questions, vient d'être conclu. Dans ces circonstances, le Gouvernement de Sa Majesté est persuadé que le Pays considérera le résultat comme peu satisfaisant; et quoique les stipulations du Tarif spécial n'aient pas été renouvelées, la fermeté et la conciliation dont vous avez fait preuve dans les négociations ont contribué, pour une large part, aux arrangements définitifs.

Je suis, etc.

Signé : GRANVILLE.

DEUXIÈME PARTIE

LE LIVRE JAUNE

NÉGOCIATIONS COMMERCIALES

ENTRE

LA FRANCE ET LA GRANDE-BRETAGNE ⁽¹⁾

1882

N° 54

**Mémoire remis par Lord Lyons à M. Gambetta, Ministre
des Affaires Étrangères.**

Voyez, première partie, annexe au n° 228.

N° 55

**Note sommaire résumant les vues du Gouvernement anglais sur les
dernières propositions du Gouvernement de la République, remise
par M. de Freycinet à Lord Lyons.**

Voyez première partie, annexe au n° 260.

N° 56

**Note de M. Tirard, Ministre du Commerce, en réponse au Mémo-
randum remis le 8 février 1882, par Lord Lyons, au nom du Gou-
vernement de S. M. Britannique.**

Paris, le 11 février 1882.

Dans une nouvelle note, en date du 8 février courant, le Gou-
vernement de S. M. Britannique déclare que « l'accord entre
» les deux Gouvernements ne semblerait possible qu'autant
» qu'on s'entendrait sur la question qui concerne spécialement

(1) Voir Archives 1880-81. T. III (2^e partie).

» les tissus de coton et de laine. » Et, à la suite de cette déclaration, la note reproduit, dans un tableau, les chiffres du Tarif actuellement en vigueur, ceux offerts par le Gouvernement français et ceux demandés par le Gouvernement anglais. Ce tableau est suivi d'un exposé des motifs pour lesquels le Gouvernement de Sa Majesté se croit en devoir d'insister pour l'adoption de ses propositions.

Sans rentrer dans tous les détails d'une discussion désormais épuisée, le Ministre du Commerce croit devoir maintenir intactes, et comme concessions dernières, les offres faites par son prédécesseur, l'honorable M. Rouvier. Ces concessions produisent, en effet, une diminution énorme sur les chiffres de notre Tarif général et une sensible amélioration, dans le sens libéral, de notre Tarif conventionnel actuel.

Le premier article de la catégorie des tissus de coton de 11 kilogrammes est en diminution de 2^f 50 sur ce dernier Tarif. Le deuxième, de 31 à 35 fils, contient, en réalité, pour les raisons maintes fois indiquées, une augmentation de 10 francs. Mais cette augmentation est très fortement compensée par une diminution de 8 francs sur le dernier article, de 36 fils et plus, qui est, de beaucoup, le plus important de la série de 11 kilogrammes.

La catégorie de 7 à 11 kilogrammes ne contient aucune augmentation et présente, au contraire, une diminution de 30 francs sur le dernier article, celui de 44 fils et plus.

La catégorie de 5 à 7 kilogrammes ne contient également que des diminutions : 3 francs sur les 28 à 35 fils et 58 francs sur les 42 fils et plus.

Ces diminutions sont, à la vérité, compensées par les augmentations introduites dans la nouvelle catégorie créée pour les articles de 3 à 5 kilogrammes ; mais, ainsi qu'on l'a souvent démontré, cette catégorie n'intéresse nullement l'industrie Anglaise, et les motifs qui ont déterminé ces augmentations sont tellement justifiés par la démonstration des erreurs du Tarif de 1860, que les Puissances les plus intéressées n'ont pu empêcher de le reconnaître et d'accepter les rectifications proposées.

Le Gouvernement de la Reine déclare qu'il est prêt à renoncer à ses demandes sur les écrus, si le Gouvernement de la République veut bien maintenir, comme arrangement temporaire, les droits *ad valorem* actuellement en vigueur pour les tissus non écrus.

Cette proposition n'est point admissible. La transformation des droits *ad valorem* en droits spécifiques a été impérativement réclamée par l'unanimité des corps délibérants de France :

Chambres de commerce, Chambres consultatives des arts et manufactures, Conseil supérieur, Chambre des Députés et Sénat, pour faire cesser les abus, les fraudes et les difficultés auxquels a toujours donné lieu la perception des droits *ad valorem*. Et nous devons ajouter que, pour les tissus blanchis, teints et imprimés, après les concessions considérables qui ont été consenties au cours des négociations, les droits proposés présentent, dans leur ensemble, une réelle amélioration de l'état actuel.

Quant aux *cords* et *moleskines*, il a été constaté, et MM. les Commissaires Anglais ne l'ont jamais contesté, que le poids de ces articles aux 100 mètres carrés est toujours supérieur à 11 kilogrammes, avec duitage dépassant 36 fils en chaîne et trame, et qu'il est, par conséquent, impossible de ne pas leur accorder des droits au moins égaux à ceux des tissus simples de la même catégorie, soit 72 francs pour les écrus et 97 francs pour les teints ou imprimés. Cette assimilation s'impose d'autant plus que la fabrication des *cords* et *moleskines* nécessite une main-d'œuvre et des frais supérieurs à ceux de la fabrication des tissus ordinaires.

En ce qui concerne les tissus de laine, le Gouvernement Français ne peut absolument pas descendre au-dessous des chiffres consentis, en dernier lieu, par M. Rouvier. Le droit de 130 francs pour les étoffes de laine pure pesant, au mètre carré, 400 grammes au plus sacrifie déjà une grande partie des articles de laine peignée et sera très difficile à faire accepter par les Chambres, car le Conseil supérieur et le Comité consultatif avait fixé la limite extrême de ce droit à 170 francs. Il en est de même des autres articles, dont la moyenne représente très certainement une taxation inférieure à 10 p. 100. La démonstration en a été faite si souvent qu'il est inutile de la reproduire ici.

La même observation s'applique aux tissus de laine mélangée de coton qui, avec les propositions de M. Rouvier, notamment en ce qui concerne les *renaissance*, sont réduits à des tarifications extrêmement difficiles à faire accepter par le Parlement ; les réduire encore serait courir à un échec certain.

Nous devons, d'ailleurs, faire observer que le Tarif conventionnel, tel qu'il résultera de l'ensemble de nos négociations, s'il est voté par les Chambres, constituera, en ce qui concerne les tissus de coton et de laine, le Tarif le plus modéré des Puissances concurrentes du continent européen ; c'est ce que nous démontrons dans les tableaux ci-annexés.

Nous estimons donc qu'en maintenant les propositions de M. Rouvier, le Gouvernement Français dépasse de beaucoup les

limites qui lui ont été tracées par le Parlement, lors de la discussion du Tarif Général des Douanes, et qu'il est difficile d'aller au delà. Ces propositions doivent donc être considérées comme un dernier mot absolument définitif.

Nous devons même faire une réserve, en ce qui concerne les lingots d'acier fondu bruts, non ouvrés, que, dans sa note de janvier, M. Rouvier a assimilés, par erreur et contrairement à sa propre pensée, aux fers en barre, avec le droit de 5 francs, au lieu de les assimiler, comme il en avait la ferme intention, aux rails d'acier, avec un droit de 6 francs. Nous sommes obligés de relever cette erreur, qui ne présente qu'un très mince intérêt pour la métallurgie Anglaise et qui serait de nature à nous causer au Parlement les plus graves difficultés.

En résumé, et pour arriver au terme de ces longues et pénibles discussions, nous croyons pouvoir affirmer qu'avec les diminutions consenties sur les métaux et sur bon nombre d'autres articles importants, le Gouvernement de la République a loyalement recherché les moyens d'améliorer le *statu quo*, surtout si l'on veut bien tenir compte des lourdes charges financières et militaires que les événements de 1870-71 ont imposées à l'agriculture, à l'industrie et au commerce Français.

Il ne nous reste donc plus aujourd'hui qu'à attendre l'acceptation de nos dernières propositions par le Gouvernement de Sa Majesté et la réponse à nos demandes en ce qui concerne l'entrée des vins français en Angleterre.

ANNEXES

Tableau comparatif des droits sur les Tissus de laine. —
Tissus de laine pure.

	France.	Belgique.	Allemagne.	Autriche.	Italie.	
					Laine peignée	Laine cardée.
Draps, casimirs et autres tissus foulés et autres tissus ras, non foulés :	fr.	fr.		fr.	fr.	fr.
Étoffes pour ameublement :			200 gr. ou moins :			
Plus de 400 grammes aux 100 mètres superficiels.	100	260	275 »	150	200	150
		ou 10 p. 100 ad valor.	1 ^{re} de 200 g. f. 168 75 c.			
Autres : { 400 gram. ^m . au plus.	130	idem.	168 75	150	200	150
{ de 401 à 550 gram. ^m .	110	idem.	168 75	150	200	150
{ pesant / plus de 550 gram. ^m .	106	idem.	168 75	150	200	150
				(100 f. au-dessus de 600 gr.)		
Tapis { moquettes bouclées	45	idem.	125 »	75	110	
{ moquettes veloutées	55	idem.	125 »	75	110	
{ à la Jacquard.	80	idem.	125 »	75	110	

*Tableau comparatif des droits sur les Tissus de laine. —
Laines mélangées.*

	France.	Belgique.	Allemagne.	Autriche.	Italie.	
					Laine peignée.	Laine cardée.
Draps, casimirs et autres tissus foulés, chaîne coton; tissus ras non foulés, la laine dominant: au mètre superficiel :	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.
De 200 grammes au plus .	130	260 ou 10 p. 100 ad valor.	168 75	200	100	155
De 200 à 300 gr. inclusiv ^t .	80	idem.	idem.	200	idem	idem
De 301 à 400 gr.	70	idem.	idem.	200	idem	idem
De 401 à 550 gr.	55	idem.	idem.	200 et 150	idem	idem
De 551 à 700 gr.	50	idem.	idem.	150 et 100	idem	idem
Plus de 700 gr.	35	idem.	idem.	100	idem	idem
Draps, casimirs, etc.	200 g. au plus	91 »	260	200	100	155
Châle en coton, la trame exclusiv ^t en rennaissance ou en rennaissance et coton, le coton ne dépassant pas 10 p. 100 du poids total de la trame	201 à 300 g.	56 »	idem.	200	idem	idem
	301 à 400 g.	49 »	idem.	200	idem	idem
	401 à 550 g.	38 50	idem.	200 et 150	idem	idem
	551 à 700 g.	35 »	idem.	150 et 100	idem	idem
	plus de 700 g.	24 50	idem.	100	idem	idem

Tableau comparatif des droits sur les Tissus de coton.

TISSUS PESANT :	France.	Belgique.	Allemagne.	Autriche.	Italie.
1 ^o 11 kilogr. et plus aux 100 mèt. superficiels :	fr. c.	fr.	fr.	fr.	27 fils et moins
30 fils et moins.	47 50	50	100	80	57
31 à 35 fils	60 »	50	100	80	64
36 fils et plus	72 »	80	100	80	64
2 ^o 7 kilogr. inclusivement à 11 kilogr. inclusiv ^t :					
35 fils et moins.	60 »	60	150	80	75
36 à 43 fils	100 »	100	150	80 et 125	75
44 fils et plus	170 »	200	150	125	75
3 ^o 5 kilogr. inclusivement à 7 kilogr. inclusiv ^t :					
27 fils et moins.	80 »	80			
28 à 35 fils	117 »	120			
36 à 43 fils	190 »	190	150	150	100
44 fils et plus	242 »	300			
4 ^o 3 à 5 kilogr. inclusiv ^t :					
20 fils et moins.	110 »	80			100
21 à 27 fils	148 »	80			100
28 à 35 fils	193 »	120	250	150	100
36 à 43 fils	270 »	190			300
44 fils et plus	403 »	300			300

N° 57

M. de Freycinet à Lord Lyons.

Voir première partie, annexe au n° 265.

N° 58

Le Comte de Granville à Lord Lyons.

(Traduction.)

Voir première partie, n° 266.

N° 59

M. de Freycinet à Lord Lyons.

Paris, 23 février 1882.

Voir première partie, annexe au n° 279.

N° 60

Loi relative au régime Douanier applicable aux produits Anglais,
lors de leur entrée en France.

Voyez première partie, annexe au n° 289.

TROISIÈME PARTIE

TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES

GRANDE-BRETAGNE — ITALIE

Déclaration entre le Gouvernement de S. M. Britannique et le Gouvernement Italien, prolongeant jusqu'au 11 mai 1882 les Traités de Commerce et de Navigation du 16 août 1863, signée à Rome le 29 novembre 1881.

Le Traité de commerce et de navigation entre la Grande-Bretagne et l'Italie, du 6 août 1863, devant cesser d'être en vigueur à partir du 31 décembre 1881, les deux Gouvernements, reconnaissant la nécessité d'en prolonger la durée, ont autorisé les soussignés et ont convenu de ce qui suit :

Le Traité de commerce et de navigation entre la Grande-Bretagne et l'Italie, du 6 août 1863, continuera à rester en vigueur jusqu'au 31 mai 1882.

En foi de quoi, la présente Déclaration faite en deux exemplaires originaux a été signée et revêtue du sceau de leurs armes.
Fait à Rome, le 29 novembre 1881.

(L. S.) *Signé* : A. B. PAGET,

(L. S.) *Signé* : MANCINI.

FRANCE — BELGIQUE

Déclaration interprétative annexée à la Convention conclue le 31 octobre 1881, entre la France et la Belgique, pour la garantie réciproque de la propriété littéraire, artistique et industrielle, signée à Paris le 4 janvier 1882.

Les soussignés, à ce dûment autorisés, déclarent que les auteurs et les ayants droit des auteurs de l'un des deux Pays auront, dans tous les cas, la faculté d'invoquer, dans l'autre Pays, le bénéfice du traitement de la Nation la plus favorisée en ce qui concerne le droit de traduction de leurs ouvrages et le droit de représentation en traduction des ouvrages dramatiques.

La présente Déclaration aura la même force, valeur et durée que la Convention du 31 octobre 1881, à laquelle elle sert de complément.

Fait à Paris, le 4 janvier 1882.

(L. S.) *Signé* : LÉON GAMBETTA. (L. S.) *Signé* : BEYENS.

FRANCE — ESPAGNE

Traité de commerce et de navigation entre la France et l'Espagne,
signé à Paris le 5 février 1882.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Et

SA MAJESTÉ LE ROI D'ESPAGNE,

Également animés du désir de resserrer les liens d'amitié qui unissent les deux Pays, et voulant améliorer et étendre les relations de commerce et de navigation entre les deux États, ont résolu de conclure un Traité à cet effet et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

M. C. DE FREYCINET, Sénateur, Président du Conseil, Ministre des Affaires Étrangères ;

M. P. TIRARD, Député, Ministre du Commerce ;

M. MAURICE ROUVIER, Député, ancien Ministre du Commerce et des Colonies ;

SA MAJESTÉ LE ROI D'ESPAGNE,

M. MANUEL FALCO D'ADDA, DUC DE FERNAN-NUNEZ, LE MONTTELLANO ET DEL ARGO, COMTE DE CERVELLON, MARQUIS DE ALMONACIR, Grand d'Espagne de 1^{re} classe, chevalier de l'Ordre insigne de la Toison d'Or, Grand'croix de l'Ordre de Charles III, Chevalier de Calatrava, Sénateur du Royaume, son Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire près la République Française ;

Et DON SALVADOR DE ALBACETE Y ALBERT, ex-Ministre d'Outre-Mer, Député aux Cortès, Grand'croix de l'Ordre d'Isabelle la Catholique, Commandeur du Nombre de Charles III, Commandeur de la Légion d'honneur, et Chambellan de Sa Majesté en exercice ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. Il y aura pleine et entière liberté de commerce et de navigation entre la République Française et le Royaume d'Espagne.

Les ressortissants des deux États ne payeront pas à raison de leur commerce et de leur industrie, dans les ports, villes ou lieux quelconques des Pays respectifs, soit qu'ils s'y établissent, soit qu'ils y résident temporairement, de droits, taxes, impôts ou patentes, sous quelque dénomination que ce soit, autres ni plus élevés que ceux qui sont ou seront perçus sur les nationaux ; et les privilèges, immunités et autres faveurs quelconques dont

jouiraient, en matière de commerce, d'industrie et de navigation, les citoyens de l'un des deux États seront communs à ceux de l'autre, sous réserve des exceptions contenues dans le présent Traité.

Art. II. Les ressortissants de chacune des deux Hautes Parties contractantes auront réciproquement, au même titre que les nationaux, la faculté d'entrer avec leurs navires et chargements dans tous les ports et rivières des États, provinces et possessions de l'autre ; de voyager, de résider, de s'établir partout où ils le jugeront convenable pour leurs intérêts ; d'acquérir, de posséder toute espèce de biens meubles et immeubles ; d'exercer toute espèce d'industrie ou métier, de faire le commerce tant en gros qu'en détail, de louer les maisons, magasins et boutiques qui leur seront nécessaires ; d'expédier et de recevoir des marchandises ou des valeurs par voie de terre ou de mer et de recevoir des consignations aussi bien de l'intérieur que de l'étranger ; le tout sans payer d'autres droits que ceux qui sont ou pourront être perçus sur les nationaux.

Ils auront le droit, dans leurs ventes et achats, d'établir le prix des marchandises et des objets quels qu'ils soient, tant importés que nationaux, soit qu'ils les vendent à l'intérieur du Pays, soit qu'ils les destinent à l'exportation, sauf à se conformer aux lois et réglemens du Pays.

Ils auront la faculté de faire et administrer eux-mêmes leurs affaires ou de se faire suppléer par des personnes dûment autorisées, soit dans l'achat ou la vente de leurs biens, effets ou marchandises, soit pour le chargement, le déchargement et l'expédition de leurs navires.

Art. III. Les Français en Espagne et les Espagnols en France jouiront réciproquement d'une constante et complète protection pour leurs personnes et leurs propriétés, et auront les mêmes droits (excepté les droits politiques) et les mêmes privilèges qui sont ou seront accordés aux nationaux, à la condition, toutefois, de se soumettre aux lois du Pays.

Ils auront, en conséquence, un libre et facile accès auprès des tribunaux de justice, tant pour réclamer que pour défendre leurs droits, à tous les degrés de juridiction établis par les lois ; ils pourront employer dans toutes les instances les avocats, avoués et agents de toute classe qu'ils jugeront à propos, et jouiront enfin, sous ce rapport, des mêmes droits et avantages déjà accordés ou qui seront accordés aux nationaux.

Art. IV. Les Français en Espagne et les Espagnols en France seront soumis au paiement des contributions tant ordinaires

qu'extraordinaires, afférentes aux biens immeubles qu'ils possèdent dans le Pays de leur résidence et à la profession ou industrie qu'ils y exercent, conformément aux lois et aux règlements généraux des États respectifs. Ils seront également soumis, comme les nationaux, aux charges et prestations en nature, ainsi qu'aux impôts municipaux, urbains, provinciaux et départementaux, auxquels ils pourraient être assujettis pour leurs biens meubles, leur profession ou industrie.

D'ailleurs, les Français en Espagne, comme les Espagnols en France, seront exempts de toute contribution de guerre, avances de contributions, prêts et emprunts, et de toute autre contribution extraordinaire, de quelque nature qu'elle soit, qui serait établie dans l'un des deux Pays par suite de circonstances exceptionnelles, en tant que ces contributions ne seraient pas imposées sur la propriété foncière.

Ils seront également exempts de toute charge ou emploi municipal et de tout service personnel, soit dans les armées de terre ou de mer, soit dans la garde ou milice nationale, ainsi que de toute réquisition au service de la milice.

Art. V. Les ressortissants des deux États pourront disposer à leur volonté par donation, vente, échange, testament ou de toute autre manière, de tous les biens qu'ils posséderaient dans les territoires respectifs, et retirer intégralement leurs capitaux du Pays. De même, les ressortissants de l'un des deux États, habiles à hériter de biens situés dans l'autre, pourront prendre possession, sans empêchement, des biens qui leur seraient dévolus, même *ab intestat* ; et lesdits héritiers ou légataires ne seront pas tenus à acquitter des droits de succession autres ni plus élevés que ceux qui seraient imposés, dans des cas semblables, aux nationaux eux-mêmes.

Art. VI. Les ressortissants des deux Hautes Parties contractantes ne pourront être assujettis respectivement à aucune saisie, ni être retenus avec leurs navires, équipages, voitures et effets de commerce, quels qu'ils soient, pour aucune expédition militaire ni pour aucun service public, sans qu'il soit accordé aux intéressés une indemnité préalablement convenue. Ils seront néanmoins soumis aux réquisitions pour transports (bagages) ; mais, dans ce cas, ils auront droit à la rémunération officiellement établie par l'autorité compétente dans chaque département ou localité, pour les nationaux.

Art. VII. Les Français en Espagne, et réciproquement les Espagnols en France, jouiront de la même protection que les nationaux pour tout ce qui concerne la propriété des marques de

fabrique ou de commerce, ainsi que des dessins ou modèles industriels et de fabrique de toute espèce.

Le droit exclusif d'exploiter un dessin ou modèle industriel de fabrique ne peut avoir, au profit des Espagnols en France, et réciproquement au profit des Français en Espagne, une durée plus longue que celle fixée par la loi du Pays à l'égard des nationaux.

Si le dessin ou modèle industriel ou de fabrique appartient au domaine public dans le Pays d'origine, il ne peut être l'objet d'une jouissance exclusive dans l'autre Pays.

Les dispositions des deux paragraphes qui précèdent sont applicables aux marques de fabrique ou de commerce.

Les droits des Français en Espagne, et réciproquement les droits des Espagnols en France, ne sont pas subordonnés à l'obligation d'y exploiter les modèles ou dessins industriels ou de fabrique.

Art. VIII. Les nationaux de l'un des deux Pays qui voudront s'assurer dans l'autre la propriété d'une marque, d'un modèle ou d'un dessin, devront remplir les formalités prescrites à cet effet par la législation respective des deux États.

Les marques de fabrique auxquelles s'appliquent l'article précédent et l'article précédent sont celles qui, dans les deux Pays, sont légitimement acquises aux industriels et négociants qui en usent, c'est-à-dire que le caractère d'une marque de fabrique française doit être apprécié d'après la loi Française, de même que celui d'une marque espagnole doit être jugé d'après la loi espagnole.

Art. IX. Les fabricants et marchands, ainsi que les voyageurs de commerce français voyageant en Espagne pour le compte d'une maison française, et réciproquement les fabricants et marchands, ainsi que les voyageurs de commerce espagnols, voyageant en France pour le compte d'une maison espagnole, pourront faire, sans y être soumis à aucun droit, des achats pour les besoins de leur industrie et recueillir des commandes avec ou sans échantillons, mais sans colporter des marchandises.

Art. X. Les objets passibles d'un droit d'entrée qui servent d'échantillons et qui sont importés en Espagne par des fabricants, des marchands ou des voyageurs de commerce français, et en France par des fabricants, des marchands ou des voyageurs de commerce espagnols, seront, de part et d'autre, admis en franchise temporaire, moyennant les formalités de douane nécessaires pour en assurer la réexportation ou la réintégration en entrepôt. Ces formalités seront réglées d'un commun accord entre les deux Gouvernements.

Art. XI. Les objets d'origine ou de manufacture espagnole énumérés dans le Tarif A, joint au présent Traité, et importés directement par terre ou par mer, seront admis en France aux droits fixés par ledit Tarif et par les notes qui y sont inscrites, tous droits additionnels compris.

Les objets d'origine ou de manufacture française énumérés dans le Tarif B, joint au présent Traité, et importés directement par terre ou par mer, seront admis en Espagne aux droits fixés par ledit Tarif et par les notes qui y sont inscrites, tous droits additionnels compris.

Il est entendu, d'une part, que les exemptions inscrites au Tarif général espagnol seront maintenues et que, d'autre part, les droits actuellement inscrits dans la seconde colonne de ce Tarif général ne pourront pas être augmentés en ce qui concerne les articles auxquels la franchise est accordée dans le Tarif A joint au présent Traité.

Art. XII. Les droits d'exportation de l'un des deux États dans l'autre seront fixés conformément au Tarif C et D annexés au présent Traité.

Les produits non dénommés dans ces deux Tarifs ne pourront être frappés de droits ou de prohibitions de sortie qu'en cas de guerre et pour les seules marchandises considérées comme articles de guerre.

Pour faciliter la circulation des produits agricoles sur la frontière des deux Pays, les céréales en gerbes ou en épis, les foin, la paille et les fourrages verts seront réciproquement importés et exportés en franchise de droits.

Art. XIII. Les marchandises de toute nature traversant chacun des deux Pays seront exemptes de tout droit de transit.

Le transit des contrefaçons est interdit. Celui de la poudre à tirer, des armes et des munitions de guerre, pourra également être interdit ou soumis à une autorisation spéciale.

Art. XIV. Chacune des deux Hautes Parties contractantes s'engage à faire profiter l'autre, immédiatement et sans compensation, de toute faveur, de tout privilège ou abaissement dans les Tarifs des droits à l'importation et à l'exportation des articles mentionnés ou non dans le présent Traité qu'une d'elles a accordés ou pourrait accorder à une tierce Puissance.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent, en outre, à n'établir l'une envers l'autre aucun droit ou prohibition d'importation ou d'exportation qui ne soit en même temps applicable aux autres Nations.

Le traitement de la Nation la plus favorisée est réciproque-

ment garanti à chacune des Hautes Parties contractantes pour tout ce qui concerne la consommation, l'entreposage, la réexportation, le transit, le transbordement de marchandises, le commerce et la navigation en général.

Art. XV. Le principe reconnu dans l'article précédent n'est pas applicable :

1° A l'importation, à l'exportation et au transit des marchandises qui sont ou seraient l'objet de monopoles de l'État ;

2° Aux marchandises spécifiées ou non dans le présent Traité pour lesquelles une des Hautes Parties contractantes jugerait nécessaire d'établir des prohibitions ou des restrictions temporaires d'entrée et de transit par des motifs sanitaires, pour empêcher la propagation d'épizooties ou la destruction des récoltes, ou bien en vue d'événements de guerre.

Art. XVI. Les drawbacks à l'exportation des produits français, et réciproquement les drawbacks qui seraient établis à l'exportation des produits espagnols, ne pourront être que la représentation exacte des droits d'accise ou de consommation intérieure grevant lesdits produits ou les matières employées à leur fabrication.

Art. XVII. Les marchandises de toute nature originaires de l'un des deux Pays et importées dans l'autre ne pourront être assujetties à des droits d'accise ou de consommation supérieurs à ceux qui grèvent ou grèveraient les marchandises similaires de production nationale.

Toutefois les droits à l'importation pourront être augmentés des sommes que représenteraient les frais occasionnés aux producteurs nationaux par le système de l'accise.

Art. XVIII. Le Gouvernement espagnol garantit que, dans aucun cas, les produits français ne seront assujettis par les provinces, les communes, les établissements ou corporations quelconques à des droits d'octroi, de consommation ou à des taxes, sous quelque dénomination que ce soit, autres ou plus élevés que ceux auxquels seraient assujettis les produits du Pays ; et, de son côté, le Gouvernement français garantit que, dans aucun cas, les produits de l'Espagne ne seront assujettis par les départements, les communes, les établissements ou corporations quelconques à des droits d'octroi ou de consommation ou à des taxes, sous quelque dénomination que ce soit, autres ou plus élevés que ceux auxquels seraient assujettis les produits du Pays.

Art. XIX. Les articles d'orfèvrerie et de bijouterie en or ou en argent importés de l'un des deux Pays seront soumis dans l'autre

au régime du contrôle établi pour les articles similaires de fabrication nationale et payeront, s'il y a lieu, sur la même base que ceux-ci, les droits de marque et de garantie.

Art. XX. Chacune des Hautes Parties contractantes pourra exiger que l'importateur, pour établir que les produits sont d'origine ou de manufacture nationale, présente à la douane du Pays d'importation une déclaration officielle faite par le producteur ou le fabricant de la marchandise ou par toute autre personne dûment autorisée par lui, devant les autorités locales du lieu de production ou d'entreposage ; les consuls ou agents consulaires respectifs légaliseront, sans frais, les signatures des autorités locales.

Art. XXI. Les navires français, chargés ou non, ainsi que leurs cargaisons en Espagne, et les navires espagnols, chargés ou non, ainsi que leurs cargaisons en France ou en Algérie, à leur arrivée d'un port quelconque et quel que soit le lieu d'origine ou de destination de leur cargaison, jouiront sous tous les rapports, à l'entrée, pendant leur séjour et à la sortie, du même traitement que les navires nationaux et leurs cargaisons.

Art. XXII. Les navires français entrant dans un port d'Espagne, et réciproquement les navires espagnols entrant dans un port de France et qui n'y voudraient décharger qu'une partie de leur cargaison, pourront, en se conformant aux lois et règlements des États respectifs, conserver à leur bord la partie de leur cargaison qui serait destinée à un autre port, soit du même Pays, soit d'un autre, et la réexporter sans être astreints à payer, pour cette dernière partie de leur cargaison, aucun droit de douane, sauf celui de surveillance, lequel, d'ailleurs, ne pourra être perçu qu'au taux fixé pour la navigation nationale.

Art. XXIII. Seront complètement affranchis des droits de navigation, de port, de tonnage et d'expédition dans les ports respectifs ;

1° Les navires qui, entrés sur lest, de quelque lieu que ce soit, en repartiront sur lest ;

2° Les navires qui, passant d'un port de l'un des deux États dans un ou plusieurs ports du même État, soit pour y déposer tout ou partie de leur cargaison, soit pour y composer ou compléter leur chargement, justifieront avoir acquitté ces droits ;

3° Les navires qui, entrés en chargement dans un port, soit volontairement, soit en relâche forcée, en sortiront sans avoir fait aucune opération de commerce.

Ne seront pas considérés, en cas de relâche forcée, comme opérations de commerce, le débarquement et le rechargement

des marchandises pour la réparation du navire, le transbordement sur un autre navire en cas d'innavigabilité du premier, les dépenses nécessaires au ravitaillement des équipages et la vente des marchandises avariées lorsque l'administration des douanes en aura donné l'autorisation.

Art. XXIV. Les épaves et les marchandises avariées provenant d'un navire de l'une des deux Hautes Parties contractantes, et qui ne sont pas admises à la consommation intérieure, ne pourront être assujetties au paiement de droits d'aucune espèce.

Art. XXV. Seront respectivement considérés comme navires français ou espagnols ceux qui, naviguant sous le pavillon de l'un des deux États, seront possédés et enregistrés selon les lois du Pays et munis de titres et patentes régulièrement délivrés par les autorités compétentes.

Les Hautes Parties contractantes conviennent de régler d'un commun accord les conditions auxquelles les certificats de jaugeage respectifs seront réciproquement admis dans l'un et l'autre pays.

Art. XXVI. Les deux Hautes Parties contractantes se réservent la faculté d'imposer sur tout article mentionné dans le présent Traité ou sur tout autre article, en tant qu'ils pèseront également sur les navires nationaux, des droits de débarquement ou d'embarquement affectés à la dépense des établissements nécessaires au port d'importation ou d'exportation.

En ce qui concerne le placement des navires, leur chargement ou leur déchargement dans les ports, rades, havres ou bassins, et généralement pour toutes les formalités ou dispositions quelconques auxquelles peuvent être soumis les navires de commerce, leurs équipages et leurs cargaisons, il ne sera accordé aux navires nationaux, dans l'un des deux États, aucun privilège ni aucune faveur qui ne le soit également aux navires de l'autre puissance, la volonté des Hautes Parties contractantes étant que, sous ce rapport aussi, les bâtiments français et les bâtiments espagnols soient traités sur le pied d'une parfaite égalité.

Art. XXVII. Les marchandises non originaires d'Espagne qui seront importées d'Espagne en France soit par terre, soit par mer, ne pourront pas être grevées de taxes supérieures à celles dont seraient passibles les marchandises de même nature importées en France de tout autre Pays européen autrement qu'en droiture par navires français, et réciproquement les marchandises non originaires de France qui seront exportées de France en Espagne, soit par terre, soit par mer, ne pourront pas être

grevées de surtaxes supérieures à celles dont seraient passibles les marchandises de même nature importées en Espagne de tout autre Pays européen autrement qu'en droiture par navire espagnol.

Art. XXVIII. Les paquebots chargés d'un service postal et appartenant à des compagnies subventionnées par l'un des deux États ne pourront être, dans les ports de l'autre, détournés de leur destination ni être sujets à saisie-arrêt, embargo ou arrêt de prince.

Toutefois, en ce qui concerne l'application du présent article, les Hautes Parties contractantes conviennent de prendre d'un commun accord les dispositions nécessaires pour assurer, vis-à-vis de l'Administration, la garantie des compagnies subventionnées relativement aux responsabilités qui pourraient être encourues tant par les capitaines de leurs paquebots que par lesdites compagnies elles-mêmes.

Art. XXIX. Les dispositions du présent Traité ne s'appliquent pas au régime du cabotage ni au régime de la pêche.

Chacune des deux Hautes Parties contractantes réserve pour ses nationaux exclusivement l'exercice de la pêche dans ses eaux territoriales.

Art. XXX. Les dispositions du présent Traité de commerce et de navigation sont applicables, d'une part, à l'Algérie, et, de l'autre, aux îles adjacentes et aux Canaries, ainsi qu'aux possessions espagnoles de la côte du Maroc.

Art. XXXI. Les dispositions contenues dans les articles, II, III, IV, V, et VI du présent Traité sont applicables dans les possessions d'outre-mer de l'un et de l'autre État, sous les réserves que comporte le régime spécial auquel ces possessions sont soumises.

En ce qui concerne ces mêmes possessions, les Hautes Parties contractantes se garantissent réciproquement, en matière de commerce, d'industrie et de navigation, le traitement que le régime spécial de ces possessions comporte pour la Nation la plus favorisée.

Il est, d'ailleurs, entendu que chacune des Hautes Parties contractantes garantit aux ressortissants de l'autre la jouissance dans lesdites possessions des privilèges, immunités et autres faveurs quelconques qui sont ou seraient accordés aux ressortissants d'une tierce puissance.

Art. XXXII. Le présent Traité entrera en vigueur le 16 mai 1882 et restera exécutoire jusqu'au 1^{er} février 1892.

Dans le cas où aucune des deux Hautes Parties contractantes n'aurait notifié douze mois avant ladite période son intention

d'en faire cesser les effets, il demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes l'aura dénoncé.

Art. XXXIII. Le présent Traité sera soumis à l'approbation des Chambres de chacun des deux États et les ratifications en seront échangées à Paris, au plus tard le 12 mai 1882.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Paris, en double original, le sixième jour du mois de février mil huit cent quatre-vingt-deux.

Signé :

(L. S.) C. DE FREYCINET.

(L. S.) P. TIRARD.

(L. S.) M. ROUVIER.

Signé :

(L. S.) DUC DE FERNAN-NUNEZ.

(L. S.) SALVADOR DE ALBACETE.

TARIF A

Droits à l'entrée en France.

Dénomination des Articles.	Unités.	Droits.
Gibier et volaille morts ou vivants	100 kilogr.	f5 00c
Viandes fraîches de boucherie.	idem.	3 »
— salées, y compris la taxe intérieure du sel	idem.	4 50
Conserves de viande en boîtes	idem.	8 »
Peaux brutes, fraîches ou sèches, grandes ou petites.	idem.	Exemptes.
Laines en masse et déchets de laine	idem.	idem.
Soies en cocons	idem.	idem.
— grèges et moulinées	idem.	idem.
— teintes, à coudre, à broder ou autres.	idem.	idem.
Bourre de soie en masse	idem.	idem.
Cheveux non ouvrés	idem.	idem.
Graisses animales autres que de poisson	idem.	idem.
Engrais.	idem.	idem.
Poissons frais de mer	idem.	5 »
— secs, salés ou fumés, autres que la morue et le klippfish	idem.	10 »
— conservés au naturel, marinés ou autrement préparés	idem.	10 »
Huitres fraîches : naissain	idem.	Exempt.
— — autres	Le mille.	1 50
— marinées	100 kilogr.	10 »
Homards et langoustes frais	idem.	5 »
— conservés au naturel ou préparés	idem.	10 »
Corail brut	idem.	Exempt.
Os, sabots et cornes de bétail, bruts	idem.	idem.
Légumes secs et leurs farines	idem.	idem.
Marrons, châtaignes et leurs farines	idem.	idem.
Alpiste et millet en grains et farines	idem.	idem.

Dénomination des Articles.	Unités.	Droits.
Pommes de terre	100 kilogr.	Exempt.
Fruits de table frais : citrons, oranges et leurs va- riétés.	<i>idem.</i>	2 »
— carobe ou carouge	<i>idem.</i>	Exempt.
— autres	<i>idem.</i>	<i>idem.</i>
Fruits de table secs ou tapés : figues	<i>idem.</i>	<i>idem.</i>
— raisins, pommes et poires	<i>idem.</i>	6 »
— amandes, noix, noisettes et avelines	<i>idem.</i>	Exempts.
Fruits de table confits ou conservés sans sucre ni miel.	<i>idem.</i>	8 »
Anis vert	<i>idem.</i>	Exempt.
Fruits et graines oléagineux.	<i>idem.</i>	<i>idem.</i>
Chocolat	<i>idem.</i>	88 »
Huile d'olive	<i>idem.</i>	3 »
Essences d'orange, de citron et de leurs variétés	<i>idem.</i>	100 »
Jus de réglisse	<i>idem.</i>	4 »
Bois communs, excepté ceux en éclisses et les perches et échelas	<i>idem.</i>	Exempts.
Joncs et roseaux bruts, y compris le sparte	<i>idem.</i>	<i>idem.</i>
Ecorces à tan, moulues ou non	<i>idem.</i>	<i>idem.</i>
Racines, herbes, feuilles, fleurs, baies, graines et fruits propres à la teinture et au tannage	<i>idem.</i>	<i>idem.</i>
Légumes verts	<i>idem.</i>	<i>idem.</i>
— salés ou confits	<i>idem.</i>	3 fr.
Fourrages, y compris la jarosse	<i>idem.</i>	Exempts.
Son de toutes sortes de grains	<i>idem.</i>	<i>idem.</i>
Tourteaux de graines oléagineuses	<i>idem.</i>	<i>idem.</i>
Soufre non épuré (y compris le minerai et les pyrites), sublimé ou épuré.	<i>idem.</i>	<i>idem.</i>
Goudron minéral, provenant de la distillation de la houille	<i>idem.</i>	<i>idem.</i>
Jais	<i>idem.</i>	<i>idem.</i>
Minerais et scories de toute sorte	<i>idem.</i>	<i>idem.</i>
Cendres d'orfèvre	<i>idem.</i>	<i>idem.</i>
Fonte de fer	<i>idem.</i>	1 50
Ferrailles et débris de vieux ouvrages en fer ou en fonte	<i>idem.</i>	2 »
— Débris de vieux ouvrages en acier	<i>idem.</i>	3 »
Cuivre pur ou allié de zinc ou d'étain de 1 ^{re} fusion en masses, barres, saumons ou plaques	<i>idem.</i>	Exempt.
Limailles et débris de vieux ouvrages en cuivre	<i>idem.</i>	<i>idem.</i>
Plomb en masses brutes, saumons, barres ou plaques	<i>idem.</i>	<i>idem.</i>
Limailles et débris de vieux ouvrages en plomb	<i>idem.</i>	<i>idem.</i>
Zinc en masses brutes, saumons, barres ou plaques.	<i>idem.</i>	<i>idem.</i>
Mercure natif	<i>idem.</i>	<i>idem.</i>
Acide citrique liquide (jus de citron naturel ou con- centré).	<i>idem.</i>	<i>idem.</i>
— gallique : extrait de châtaignier et autres suc tannins, liquides ou concrets.	<i>idem.</i>	<i>idem.</i>
Oxydes de plomb :		
— Minium	<i>idem.</i>	<i>idem.</i>
— Litharge et autres	<i>idem.</i>	<i>idem.</i>
Sulfate d'ammoniaque brut	<i>idem.</i>	<i>idem.</i>
Carbonate de plomb	<i>idem.</i>	<i>idem.</i>
Citrate de chaux	<i>idem.</i>	<i>idem.</i>
Glycérine industrielle	<i>idem.</i>	3 75
Sulfate de magnésie	<i>idem.</i>	Exempt.
Sulfate de soude impar, anhydre, contenant en nature 25 p. 100 de chlorure de sodium ou moins	<i>idem.</i>	1 75
Tartrates de potasse (y compris les lies de vin)	<i>idem.</i>	Exempts.

Dénomination des Articles.	Unités.	Droits.
Produits chimiques dérivés du goudron de houille :		
— Essence de houille, benzine et autres huiles légères.	100 kilogr.	Exempts.
— Huiles lourdes	<i>idem.</i>	<i>idem.</i>
Cochenille	<i>idem.</i>	<i>idem.</i>
Colle forte, gélatine et albumine	<i>idem.</i>	<i>idem.</i>
Vins de toute sorte, fûts compris	l'hectol. de liquide.	2 » (1)
Vinaigres autres que ceux de parfumerie	<i>idem.</i>	2 »
Alcools : eaux-de-vie en bouteilles	<i>idem.</i>	30 »
— autrement qu'en bouteilles	l'hect. d'alcool pur	30 »
Liqueurs	l'hectol. de liquide.	30 »
Poteries de terre commune, cuites en dégourdi, vernissées sans décorations de sculpture ou de peinture (poterie grossière)	100 kilogr.	Exempts.
— avec décorations, à reliefs unicolores ou multicolores (platerie et creux)	<i>idem.</i>	5 »
Faïences stannifères à pâte colorée, couverte blanche ou colorée, avec reliefs, godrons, cannelures ou dentelures unicolores, obtenues par moulage sans retouche	<i>idem.</i>	Exempts.
— à glaçure multicolore, avec dessins imprimés ou peintures à la main, ou avec moulures en relief retouchées à la main	<i>idem.</i>	12 »
11 kil. et plus les (30 fils ou moins	<i>idem.</i>	50 »
100 mètr. carrés. (31 fils ou plus	<i>idem.</i>	72 »
de 7 kil. inclusiv. 35 fils ou moins	<i>idem.</i>	60 »
à 11 kil. exclusiv. 36 à 43 fils inclusiv.	<i>idem.</i>	100 »
les 100 mètr. car. 44 fils ou plus	<i>idem.</i>	180 »
écrus, de 5 kil. inclusiv. 27 fils ou moins	<i>idem.</i>	80 »
ceux à 7 kil. exclusiv. 28 à 35 fils inclusiv.	<i>idem.</i>	117 »
pesant les 100 mètr. car. 36 à 43 fils inclusiv.	<i>idem.</i>	190 »
44 fils ou plus	<i>idem.</i>	242 »
20 fils ou moins	<i>idem.</i>	110 »
de 3 kil. inclusiv. 21 à 27 fils inclusiv.	<i>idem.</i>	148 »
à 5 kil. exclusiv. 28 à 35 fils inclusiv.	<i>idem.</i>	193 »
les 100 mètr. car. 36 à 43 fils inclusiv.	<i>idem.</i>	270 »
44 fils ou plus	<i>idem.</i>	403 »
Tissus de coton pur, unis, croisés et coutils présentant en chaîne et en trame dans l'espace de 5 millim. carrés, blanchis	Droits des tissus écrus augmentés de 15 p. 100.	
teints	Droits des tissus écrus augmentés de 25 fr. les 100 kil.	
de 1 à 2 couleurs.	Droit des tissus écrus augmenté de 2 fr. par 100 mètres carrés.	
imprimés de 3 à 6 couleurs.	Droit des tissus écrus augmenté de 4 fr par 100 mètres carrés.	
de 7 couleurs et plus	Droit des tissus écrus augmenté de 7 fr. 50 c. par 100 mètres carrés.	
Tissus de Draps, casimirs et autres tissus foulés et tissés ras, non foulés, pesant au mètre carré	100 kilogr.	140 »
de 400 à 550 gram.	<i>idem.</i>	123 »
plus de 550 gram.	<i>idem.</i>	106 »

(1) Les vins tirant plus de 15 degrés centésimaux acquitteront le droit d'importation de l'alcool (30 centimes par degré) sur la quantité d'esprit excédant 15 degrés et le droit d'importation du vin sur le reste du liquide.

Dénomination des Articles.	Unités.	Droits.
Tissus de laine mélangée { Draps, casimirs et au- tres tissus foulés, 200 gram. au plus . chaîne coton, et tissus 200 à 300 gram.inclus ras non foulés, la laine 300 à 400 gram.inclus dominant, pesant au 400 à 550 gram.inclus mètre carré . . . plus de 700 gram. .	100 kilogr. <i>idem.</i> <i>idem.</i> <i>idem.</i> <i>idem.</i> <i>idem.</i>	140 » 115 » 90 » 65 » 50 » 35 »
Papier de toute sorte autre que de fantaisie . .	<i>idem.</i>	8 »
Carton en feuilles	<i>idem.</i>	8 »
Livres, gravures, estampes, lithographies, photogra- phies et dessins de toute sorte sur papier, cartes géographiques ou marines, musique gravée ou im- primée	<i>idem.</i>	Exempts.
Gants d'agneau ou de veau, simplement cousus . .	la douzaine.	0 50
— piqués	<i>idem.</i>	0 75
— de chevreau ou de chevrette, simplement cousus . .	<i>idem.</i>	1 00
— piqués	<i>idem.</i>	1 25
Futailles vides, neuves, montées ou démontées, cer- clées en bois	100 kilogr.	Exemptes.
— cerclées en fer	<i>idem.</i>	1 »
Nattes ou tresses de sparte à trois bouts exclusive- ment destinées à la fabrication des cordages . .	<i>idem.</i>	0 50
— autres	<i>idem.</i>	1 »
Tapis de sparte	<i>idem.</i>	10 »
Cordages de sparte	<i>idem.</i>	3 75
— autres mesurant par kilogramme de fil simple 2,000 mètres ou moins	<i>idem.</i>	15 »
Corail taillé non monté	<i>idem.</i>	Exempt.
Liège ouvré : bouchons d'une longueur de 50 milli- mètres et plus	<i>idem.</i>	20 »
— d'une longueur inférieure à 50 millimètres . .	<i>idem.</i>	13 »
— autre	<i>idem.</i>	5 »
Cheveux ouvrés	<i>idem.</i>	Exempts.

TARIF B

Droits à l'entrée en Espagne.

Numéros du Tarif.	Dénomination des Articles.	Unités.	Droits.
»	Carreaux, briques et tuiles ordinaires pour constructions	100 kilogr.	pesetas. 0 06
9	Verre creux ordinaire.	<i>idem.</i>	6 50
10	Cristal et verre cristallisé	<i>idem.</i>	34 67
11	Verre et cristal en feuilles	<i>idem.</i>	16 04
12	Verre et cristal étamés et verres de lunettes et de montres	<i>idem.</i>	69 34
14	Faïence et terre vernissée fine	<i>idem.</i>	26 58
15	Porcelaine	<i>idem.</i>	37 50
21	Fonte en ouvrages communs	<i>idem.</i>	6 14
22	Fonte en ouvrages fins, soit ouvrages polis, émaillés ou avec ornements en autres métaux.	<i>idem.</i>	11 82
29	Fer et acier en ouvrages communs, quand même ils seraient recouverts de plomb, étain ou zinc, peints ou vernis, et tubes recouverts d'une feuille de cuivre jaune	<i>idem.</i>	19 84
30	Fer et acier en ouvrages fins, soit ouvrages polis, émaillés et avec ornements d'autres métaux et ouvrages en acier non spécifiés dans le Tarif	<i>idem.</i>	21 09
33	Fer-blanc ouvré	<i>idem.</i>	50 90
41	Cuivre et laiton en planches et clous et fils de cuivre	<i>idem.</i>	33 19
42	Cuivre et laiton en tuyaux, grandes pièces non finies telles que fonds de chaudières et de poêlons, etc	<i>idem.</i>	46 28
43	Fils de laiton	<i>idem.</i>	20 63
45	Cuivre et laiton ouvrés et tous les alliages de métaux communs dans lesquels entre le cuivre, y compris les objets de quincaillerie	<i>idem.</i>	86 68
46	Les mêmes métaux, alliages et objets en articles dorés, argentés, nickelés ou vernis	<i>idem.</i>	216 70
50	Zinc ouvré	<i>idem.</i>	23 69
92	Parafine, stéarine, cires et blanc de baleine en masses	<i>idem.</i>	21 »
93	Les mêmes matières ouvrées	<i>idem.</i>	33 91
94	Parfumerie et essences	Kilogr.	1 74
	Tissus de coton, serrés, unis, écrus, blancs ou teints en pièces et mouchoirs, présentant en chaîne et en trame dans l'espace de 6 millimètres carrés :		
100	— 25 fils ou moins	<i>idem.</i>	1 54
101	— 26 fils et plus	<i>idem.</i>	1 74
	— Imprimés, ainsi que les tissus croisés ou façonnés, présentant en chaîne et en trame dans l'espace de 6 millimètres carrés :		
102	— 25 fils ou moins	<i>idem.</i>	2 40
103	— 26 fils et plus	<i>idem.</i>	2 49
104	Tissus clairs tels que mousselines, batistes, linons, organdis et gazes de toute sorte	<i>idem.</i>	2 24
105	Piqués et ouatés	<i>idem.</i>	2 12
106	Pannes, velours et autres tissus doubles pour habillements	<i>idem.</i>	2 49

Numéros du Tarif.	Dénomination des Articles.	Unités.	Droits.
			pesetas.
107	Tulles	kilogr.	4 18
108	Crochets de toute forme.	idem.	2 36
109	Dentelles de toute autre sorte que le crochet	idem.	5 41
110	Tricots en pièces, chemisettes et pantalons	idem.	1 97
111	Les mêmes en bas, chaussettes, gants et autres objets	idem.	2 54
119	Tissus de lin ou de chanvre unis, jusqu'à 10 fils inclusivement	idem.	0 87
120	— de 11 à 24 fils inclusivement	idem.	2 17
121	— de 25 fils et au-dessus	idem.	3 85
122	Tissus croisés et façonnés	Kilogr.	1 83
123	— Dentelles	idem.	12 50
124	— Tricots	idem.	4 58
125	— Tapis	idem.	0 25
	Tissus de laine :		
133	— Tapis de laine	100 kilogr.	102 93
134	— Feutres	Kilogr.	0 60
135	— Couvertures	idem.	1 79
136	— Draps et tous autres tissus du genre dra- perie en laine pure	idem.	4 30
137	— Draps et tous autres tissus du genre dra- perie en laine mélangée de coton	idem.	2 60
138	— Autres tissus de laine pure	idem.	3 50
139	— mélangés de coton	idem.	2 17
140	— Tricots de laine pure ou mélangée de coton. Tissus de soie :	idem.	3 47
145	— unis et croisés	idem.	10 »
146	— Velours et peluches	idem.	12 »
147	— Tissus de filasse, bourre de soie, soie grège et bourre de soie mélangée de soie	idem.	5 »
178	— Tulles et dentelles de soie ou bourre de soie. — Tricots de soie ou de bourre de soie	idem.	7 »
149	— Velours et peluches de soie avec toute la chaîne ou la trame en coton	idem.	10 »
	— Autres tissus de soie avec toute la chaîne ou la trame en coton	idem.	8 »
	— Tissus de soie avec la chaîne ou la trame en laine	idem.	4 »
151	Papier à écrire, à lithographier et à estamper.	100 kilogr.	5 »
152	Papier coupé, fait à la main, rayé et papier- carte	idem.	27 50
154	Livres reliés ou non et autres imprimés en langue étrangère	idem.	49 76
155	Gravures, cartes et dessins	Kilogr.	10 »
156	Papiers de tenture imprimés sur fond naturel	Kilogr.	1 25
157	— sur fond mat ou lustré	idem.	23 84
158	— avec or, argent, verre ou laine	idem.	43 34
160	Papiers non dénommés	idem.	130 02
168	Bois communs ouvrés en toute sorte d'objets sculptés ou non, peints ou vernis, et les ba- guettes vernies ou préparées pour être dorées. — sur fond mat ou lustré	idem.	35 »
169	Bois fins en meubles ou autres objets sculptés polis et vernis et ceux en bois communs pla- qués en bois fins ou garnis d'autres étoffes que de soie et baguettes dorées	idem.	18 75
170	Les mêmes bois en objets dorés, avec marque- terie et moulures de métal ou garnis de tissus de soie	idem.	33 75
184	Peaux vernies et peaux de veau tannées	Kilogr.	102 65
			2 50

Numéros du Tarif.	Dénomination des Articles.	Unités.	Droits.
185	Peaux tannées, autres	100 kilogr.	pesetas. 1 25
188	Gants de peau	<i>idem.</i>	18 33
189	Chaussures	<i>idem.</i>	5 67
190	Articles de sellerie et de bourrellerie	<i>idem.</i>	2 17
191	Autres articles en peau ou couverts de peau	<i>idem.</i>	4 58
192	Plumes de parures brutes et ouvrées	<i>idem.</i>	9 17
198	Pianos	Pièce.	174 14
221	Beurre	100 kilogr.	52 50
249	Vins mousseux, y compris le contenant	Hect.	5 »
250	— autres, fûts compris	<i>idem.</i>	2 »
253	Conserves alimentaires, viandes fourrées de toutes sortes, moutardes et sauces	Le kilogr.	0 92
255	Confitures	<i>idem.</i>	0 87
260	Parures et ornements de toutes sortes, autres que ceux en or et en argent	<i>idem.</i>	6 »
265	Boutons de toute sorte, autres que ceux en or ou en argent	<i>idem.</i>	0 50
276	Jeux et jouets, autres que ceux en écaille, en ivoire, en nacre, en or ou en argent	<i>idem.</i>	1 30
277	Parapluies et ombrelles montés en soie	Pièce.	1 25
278	— en toute autre étoffe	<i>idem.</i>	0 75
279	Passenterie en soie	Le kilogr.	7 50
280	— en laine	<i>idem.</i>	2 50
281	— autre	<i>idem.</i>	2 »
283	Chapeaux et bonnets de paille	<i>idem.</i>	12 50
284	Chapeaux de toute autre matière	Pièce.	1 83
285	Bonnets de toute autre matière	<i>idem.</i>	0 92
286	Chapeaux et bonnets montés et garnis	<i>idem.</i>	6 87

NOTES.

PREMIÈRE NOTE.

TISSUS COMPOSÉS DE FILS DE TROIS MATIÈRES DIFFÉRENTES.

<i>Chaîne ou trame.</i>	<i>Trame ou chaîne.</i>	Seront considérés comme:
Fils de coton . . .	Fils de lin ou chanvre, et laine . . .	Tissus de laine mélangée de coton
<i>Idem.</i> . . .	Fils de lin ou chanvre, et de soie . . .	Tissus de soie mélangée de coton.
<i>Idem.</i> . . .	Fils de laine et de soie . . .	<i>Idem.</i>
Fils de lin ou de chanvre . . .	Fils de coton et de laine . . .	Tissus de laine mélangée de lin ou de chanvre.
<i>Idem.</i> . . .	Fils de coton et de soie . . .	Tissus de soie mélangée de lin ou de chanvre.
<i>Idem.</i> . . .	Fils de laine et de soie . . .	<i>Idem.</i>
Fils de laine . . .	Fils de lin ou chanvre, et coton . . .	Tissus de laine mélangée de coton.
<i>Idem.</i> . . .	Fils de lin ou chanvre, et soie . . .	Tissus de soie mélangée de laine.
<i>Idem.</i> . . .	Fils de soie et coton . . .	<i>Idem.</i>
Fils de soie . . .	Fils de lin ou chanvre, et coton . . .	Tissus de soie mélangée de coton.
<i>Idem.</i> . . .	Fils de lin ou chanvre, et laine . . .	Tissus de soie mélangée de laine.
<i>Idem.</i> . . .	Fils de coton et de laine . . .	<i>Idem.</i>

Toutefois, lorsque dans la partie mélangée (chaîne ou trame) les fils de la matière la plus fortement imposée ne représentent pas plus de 10 p. 100 du poids total du tissu, ces fils n'entreront pas en compte pour la perception des droits, qui seront perçus comme sur les tissus mélangés des deux autres matières.

DEUXIÈME NOTE.

Les tissus de laine mélangés de coton sont ceux qui ont la chaîne composée entièrement de fils de coton et la trame entièrement composée de fils de laine ou de fils de laine mélangés de fils de coton, quelle que soit la proportion du mélange.

TROISIÈME NOTE.

Les tissus brodés à la main ou mécaniquement et ceux mélangés de métaux fins ou faux acquitteront le droit de tissus non brodés, selon l'espèce, et une surtaxe de 30 p. 100 dudit droit.

Les vêtements confectionnés acquitteront le droit du tissu dont est composée la partie extérieure du vêtement et une surtaxe de 30 p. 100 dudit droit; si le tissu est brodé, cette surtaxe est perçue sur le droit du tissu brodé.

Les pièces de lingerie cousues acquitteront les mêmes droits que les vêtements confectionnés.

TARIF C

Droits à la sortie de France.

Désignation des Articles.	Droits.
Chiens de forte race exportés par la frontière de terre . .	Prohibés.
Contrefaçons	<i>idem.</i>
Armes et munitions de guerre	Régime spécial.
Toutes autres marchandises	Exemptes.

TARIF D

Droits à la sortie d'Espagne.

Nos d'ordre.	Désignation des Articles.	Unité.	Taux.
1	Liège en tables de la province de Gerone . .	100 kilogr.	5 pesetas.
2	Drilles de lin, chanvre ou coton et articles usés des mêmes matières	<i>idem.</i>	4 pesetas.
	Toutes autres marchandises	»	Exemptes.

FRANCE — SUISSE

**Traité de commerce entre la France et la Suisse, signé à Paris,
le 23 février 1882.**

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Et

LE CONSEIL FÉDÉRAL DE LA CONFÉDÉRATION SUISSE,

Animés d'un égal désir de conserver les liens d'amitié qui unissent les deux Peuples et de régler, en conciliant les intérêts respectifs, la situation qui sera faite au commerce des deux Pays par l'expiration prochaine des conventions actuellement en vigueur, ont résolu de conclure un Traité à cet effet, et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :

M. C. DE FREYCINET, Sénateur, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères ;

M. TIRARD, Député, Ministre du Commerce ;

M. MAURICE ROUVIER, Député, ancien Ministre du Commerce et des Colonies ;

Et

LE CONSEIL FÉDÉRAL DE LA CONFÉDÉRATION SUISSE,

M. J. C. KERN, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de la Confédération Suisse à Paris ;

M. CHARLES ÉDOUARD LARDY, Docteur en droit, Conseiller de la Légation de Suisse en France ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. I^{er}. Les objets d'origine ou de manufacture suisse, énumérés dans le Tarif A joint au présent Traité, et importés directement du territoire suisse, seront admis en France aux droits fixés par ledit Tarif, tous droits additionnels compris.

Art. II. Les objets d'origine ou de manufacture française, énumérés dans le Tarif B joint au présent Traité, et importés directement du territoire français, seront admis en Suisse aux droits fixés par ledit Tarif.

Art. III. Les droits à l'exportation de l'un des deux Pays dans l'autre sont fixés conformément aux Tarifs C et D joints au présent Traité.

Art. IV. Le Gouvernement de la Confédération Suisse s'engage, en outre, à accorder aux produits du Pays de Gex le béné-

fice des dispositions contenues dans le règlement annexé au présent Traité sous la lettre F.

Art. V. Seront considérées comme importées directement les marchandises d'origine ou de fabrication suisse expédiées en France par les chemins de fer étrangers confinant à la Suisse, pourvu que, dans ce dernier cas, les wagons ou les colis renfermant ces marchandises soient cadenasés ou plombés par la douane Suisse, que les cadenas ou les plombs soient reconnus intacts à l'arrivée en France, et que l'expédition ait lieu dans les conditions réglées entre les Hautes Parties contractantes pour le service international des chemins de fer.

Les marchandises d'origine ou de fabrication française jouiront, sous les mêmes conditions, à l'entrée en Suisse, d'un traitement exactement semblable.

Art. VI. Si l'une des Hautes Parties contractantes juge nécessaire d'établir un droit nouveau d'accise ou de consommation ou un supplément de droit sur un article de production ou de fabrication nationale compris dans les Tarifs annexés au présent Traité, l'article similaire étranger pourra être immédiatement grevé, à l'importation, d'un droit ou d'un supplément de droit égal.

En cas de suppression ou de diminution des droits et des charges mentionnés ci-dessus, les surtaxes seront supprimées ou réduites proportionnellement.

Toutefois, en cas de suppression, s'il est établi une surveillance ou un exercice administratif sur les produits indiqués, les charges directes ou indirectes dont les fabricants nationaux seront grevés seront compensées par une surtaxe équivalente établie sur les produits de l'autre Pays.

Les drawbacks à l'exportation des produits français ou suisses ne pourront être que la représentation exacte des droits d'accise ou de consommation intérieure grevant lesdits produits ou les matières employées à leur fabrication.

Art. VII. Les marchandises de toute nature, originaires de l'un des deux Pays et importées dans l'autre, ne pourront être assujetties à des droits d'accise ou de consommation supérieurs à ceux qui grèvent ou qui grèveraient les marchandises similaires de production nationale. Toutefois, les droits à l'importation pourront être augmentés des sommes qui représenteraient les frais occasionnés aux producteurs nationaux par le système de l'accise.

Art. VIII. Le Gouvernement Fédéral garantit que, dans aucun cas, les produits Français ne seront assujettis par les adminis-

trations cantonales ou communales à des droits d'octroi ou de consommation autres ou plus élevés que ceux auxquels seront assujettis les produits du Pays, sous réserve cependant des dispositions de l'article IX ; et, de son côté, le Gouvernement Français garantit que, dans aucun cas, les produits de la Suisse ne seront assujettis par les administrations départementales ou communales à un droit d'octroi ou de consommation autre ou plus élevé que celui auquel seront assujettis les produits du Pays.

Art. IX. Les droits cantonaux ou communaux applicables aux vins d'origine française en fût, double fût ou tout autre mode d'emballage, quel que soit le prix ou la qualité de ces vins, ne pourront excéder le minimum des droits cantonaux ou communaux actuellement en vigueur pour les vins étrangers en simple fût et indiqués au tableau E annexé au présent Traité.

Les vins en bouteilles supporteront les droits énumérés audit tableau pour les vins étrangers en bouteilles et conformément aux distinctions qui y sont énoncées.

Il est entendu que, dans les cantons ou les communes où il n'existe pas de taxes d'entrée (ohmgelder) ou d'octroi, celles qui viendraient à être établies n'atteindraient par les vins d'origine française.

Il est également entendu que, dans le cas où l'un des cantons qui perçoivent des droits d'entrée (ohmgelder) ou d'octroi sur les vins viendrait à réduire la taxe afférente aux produits Suisses, les vins d'origine française seraient dégrevés dans la même proportion.

La Confédération Suisse s'engage à ce que les droits d'entrée (ohmgelder) ou d'octroi perçus dans les cantons ou les communes sur les eaux-de-vie et liqueurs de provenance française ne soient pas élevés au-dessus du taux actuel pendant toute la durée du présent Traité.

Art. X. Les deux Gouvernements se réservent la faculté d'imposer, sur les produits dans la composition ou la fabrication desquels il entre de l'alcool, un droit équivalent à l'impôt intérieur de consommation grevant l'alcool employé.

Art. XI. Les articles d'orfèvrerie et de bijouterie en or, en argent, platine ou autres métaux précieux, importés de l'un des deux Pays, seront soumis dans l'autre au régime de contrôle établi pour les articles similaires de fabrication nationale, et payeront, s'il y a lieu, sur la même base que ceux-ci, les droits de marque et de garantie.

Les bureaux spéciaux actuellement établis à Bellegarde et à

Pontarlier pour le contrôle et la marque des objets ci-dessus désignés seront maintenus pendant la durée du présent Traité. Il est entendu que les matières d'or et d'argent pourront être contrôlées sur le brut, et que les boîtes de montres, brutes ou finies, pourront être expédiées aux bureaux de vérification en France, moyennant une soumission cautionnée, garantissant leur exportation.

Art. XII. Les marchandises non originaires de Suisse qui seront importées de Suisse en France ne pourront pas être grevées de surtaxes supérieures à celles dont seront passibles les marchandises de mêmes nature importées en France de tout autre Pays européen autrement qu'en droiture par navire français.

Art. XIII. Les importateurs de marchandises françaises ou suisses seront réciproquement dispensés de l'obligation de produire des certificats d'origine.

Toutefois, si l'un des États limitrophes de la France ou de la Suisse vient à ne pas être lié avec une des Hautes Parties contractantes par la clause de la *Nation la plus favorisée*, la production des certificats d'origine pourra être exceptionnellement exigée. Ces certificats seront délivrés dans ce cas, soit par le chef du service des douanes du bureau d'exportation, soit par les consuls ou agents consulaires du Pays dans lequel l'importation doit être faite et qui résident dans les lieux d'expédition ou dans les ports d'embarquement. La délivrance et le visa des certificats d'origine se feront gratuitement.

Il est, de plus, convenu que la production de semblables certificats pourra être exceptionnellement exigée par les cantons suisses pour les vins en double fût ou de dessert dont les expéditeurs réclameront le bénéfice des réductions de droits stipulées à l'article IX ci-dessus.

Art. XIV. Les droits *ad valorem* stipulés par le présent Traité seront calculés sur la valeur au lieu d'origine ou de fabrication de l'objet importé, augmentée des frais de transport, d'assurance et de commission nécessaires pour l'importation dans l'un des deux Pays jusqu'au lieu d'introduction.

L'importateur devra, indépendamment du certificat d'origine dans les cas où celui-ci est exigible, joindre à sa Déclaration écrite, constatant la valeur de la marchandise importée, une facture indiquant le prix réel et émanant du fabricant ou du vendeur.

Art. XV. Les contestations sur la nature, l'espèce, la classe, l'origine ou la valeur des marchandises importées, seront vidées

conformément à la législation générale qui est actuellement en vigueur dans le Pays de destination.

Art. XVI. Les Déclarations doivent contenir toutes les indications nécessaires pour l'application des droits. Ainsi, outre la nature, l'espèce, la qualité, la provenance et la destination de la marchandise, elles doivent énoncer le poids, le nombre, la mesure ou la valeur, suivant le cas.

Si, par suite de circonstances exceptionnelles, le déclarant se trouve dans l'impossibilité d'énoncer la quantité à soumettre aux droits, la douane pourra lui permettre de vérifier à ses frais, dans un local désigné ou agréé par elle, le poids, la mesure ou le nombre ; après quoi l'importateur sera tenu de faire la Déclaration détaillée de la marchandise dans les délais voulus par la législation de chaque Pays.

Art. XVII. A l'égard des marchandises qui acquittent les droits sur le poids net, si le déclarant entend que la perception ait lieu d'après le *net réel*, il devra énoncer ce poids dans sa Déclaration. A défaut, la liquidation des droits sera établie sur le poids brut, sauf défaction de la tare légale.

Art. XVIII. Il est convenu entre les Hautes Parties contractantes que les droits fixés par le présent Traité ne subiront aucune réduction du chef d'avarie ou de détérioration quelconque des marchandises.

Art. XIX. Dans la vérification des tissus suisses par le compte-fil, toute fraction de fil sera négligée.

Art. XX. L'importateur de machines et mécaniques entières ou en pièces détachées, et de toutes autres marchandises énumérées dans le présent Traité, est affranchi de l'obligation de produire à la douane tout modèle ou dessin de l'objet importé.

Art. XXI. Les marchandises de toute nature traversant l'un des deux États seront réciproquement exemptes de droit de transit.

Le transit des contrefaçons est interdit ; celui de la poudre à tirer, des armes et des munitions de guerre pourra également être interdit ou soumis à des autorisations spéciales.

Le traitement de la Nation la plus favorisée est réciproquement garanti à chacun des deux Pays pour ce qui concerne le transit.

Art. XXII. Les voyageurs de commerce français, voyageant en Suisse pour le compte d'une maison française, et réciproquement les voyageurs de commerce suisses, voyageant en France pour le compte d'une maison suisse, pourront, sur la production d'une carte de légitimation conforme au modèle annexé au présent Traité sous la lettre H, ou sur la simple justification de leur identité, faire, sans y être soumis à aucun droit de patente, des achats

pour les besoins de leur industrie, et recueillir des commandes avec ou sans échantillons, mais sans colporter de marchandises.

Art. XXIII. Les objets passibles d'un droit d'entrée qui servent d'échantillons, et qui sont importés en Suisse par des commis voyageurs de maisons françaises, ou en France par des commis voyageurs de maisons suisses, seront, de part et d'autre, admis en franchise temporaire, moyennant les formalités de douane nécessaires pour en assurer la réexportation et la réintégration en entrepôt; ces formalités seront les mêmes en France et en Suisse. Elles seront réglées suivant la Déclaration annexée au présent Traité sous la lettre G.

Art. XXIV. Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à faire profiter l'autre de toute faveur, de tout privilège ou abaissement dans les Tarifs des droits à l'importation ou à l'exportation des articles mentionnés ou non dans le présent Traité, que l'une d'elles pourrait accorder à une tierce Puissance. Elles s'engagent, en outre, à n'établir, l'une envers l'autre, aucun droit ou prohibition d'importation ou d'exportation qui ne soit, en même temps, applicable aux autres Nations. Toutefois, les Hautes Parties contractantes prennent l'engagement de ne pas interdire l'exportation de la houille et de n'établir aucun droit sur l'exportation de ce produit.

Art. XXV. Les dispositions du présent Traité sont applicables à l'Algérie. Toutefois, les marchandises originaires de Suisse ne pourront être admises au bénéfice de ces dispositions à leur entrée dans cette possession qu'en transitant par la France.

Art. XXVI. Les Hautes Parties contractantes conviennent que les dispositions du présent Traité ne sont pas applicables aux marchandises qui sont ou seraient, dans l'un ou l'autre des deux Pays, l'objet de monopoles de l'État.

Art. XXVII. Le présent Traité entrera en vigueur le 16 mai 1882, et restera exécutoire jusqu'au 1^{er} février 1892. Dans le cas où aucune des deux Parties contractantes n'aurait notifié, douze mois avant la fin de ladite période, son intention d'en faire cesser les effets, il demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année, à partir du jour où l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes l'aura dénoncé.

Art. XXVIII. Le présent Traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Paris avant le 12 mai 1882, et simultanément avec celles des Conventions relatives à la propriété littéraire, artistique et industrielle, à l'établissement des Français en Suisse et des Suisses en France, ainsi qu'aux rapports de voisinage et à la surveillance des forêts limitrophes.

En foi de quoi, les Plénipotiaires respectifs ont signé le présent Traité et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double expédition, à Paris, le 23 février 1882.

(L. S.) C. DE FREYCINET.

(L. S.) KERN.

(L. S.) P. TIRARD. — M. ROUVIER.

(L. S.) LARDY.

Protocole Additionnel.

Au moment de procéder à la signature du présent Traité, les deux Hautes Parties contractantes sont convenues de ce qui suit :

Dans un délai de trois mois à partir de l'échange des ratifications dudit Traité, une conférence entre les Délégués des deux Pays aura lieu à Genève, en vue de régler l'importation des sels dans le Pays de Gex, dans la zone franche de la Haute-Savoie et dans les cantons suisses limitrophes.

En attendant la conclusion d'un arrangement destiné à remplacer la Déclaration, signée à Paris, le 25 mars 1861, entre la France et la Suisse, la France se réserve, dès à présent, de déterminer les quantités de sel marin qui pourront être exportées en franchise à destination des cantons de Vaud, du Valais et de Genève.

Fait en double expédition, à Paris, le 23 février 1882.

(L. S.) C. DE FREYCINET.

(L. S.) KERN.

(L. S.) P. TIRARD. — M. ROUVIER.

(L. S.) LARDY.

TARIF A.

Droits à l'entrée en France.

Numéros du tarif général	Dénomination des articles.	Unités.	Droits.
	ANIMAUX, PRODUITS ET DÉPOUILLES D'ANIMAUX.		fr. c.
16	Viandes fraîches de boucherie	100 kil.	3 »
24	Lait	<i>idem.</i>	Exempt.
	— condensé ou concentré, sans addition de sucre, ou avec addition de sel ne dépassant pas la proportion de 4 p. 100	<i>idem.</i>	Exempt.
	— condensé ou concentré sucré et farine lactée (la proportion de sucre ne dépassant pas 50 p. 100)	<i>idem.</i>	22 »
35	Fromage de pâte molle	<i>idem.</i>	3 »
	— de pâte dure	<i>idem.</i>	4 »
36	Beurre frais et fondu	<i>idem.</i>	Exempt.
	— salé	<i>idem.</i>	2 »
	MATIÈRES VÉGÉTALES		
80	Fruits de table secs ou tapés : pommes et poires.	<i>idem.</i>	6 »
	BOIS.		
118	Bois communs : bois à construire, bruts, équarris ou sciés, de toute dimension	<i>idem.</i>	Exempt.

Numéros du tarif général français	Dénomination des articles.	Unités.	Droits.
			fr. c.
119	— mâts, mâtereaux, espars, pigouilles, manches de gaffe, manches de fouine et de pinceau à goudron, avirons et rames	100 kil.	Exempt.
120	— merrains	<i>idem.</i>	Exempt.
121	— bois en éclisses	1,000 feuil.	0 10
122	— bois feuillard	100 kil.	Exempt.
123	— perches et échelas	Le mille.	0 25
125	— bois à brûler et charbons de bois ou de che- nevottes	100 kil.	Exempt.
126	— autres bois communs	<i>idem.</i>	Exempt.
127	Bois d'ébénisterie, sciés à 2 décimètres d'épais- seur ou moins (A)	<i>idem.</i>	1 »
130	— de teinture moulus.	<i>idem.</i>	Exempt.
	FILAMENTS A OUVRER.		
131	Coton en feuilles cardées et gommées (ouate) .	<i>idem.</i>	10 »
	PRODUITS ET DÉCHETS DIVERS.		
149	Absinthe	<i>idem.</i>	1 »
155	Pâtes de bois	<i>idem.</i>	Exempt.
	MATIÈRES MINÉRALES.		
164	Ardoises nues ou encadrées, spécialement des- tinées à l'écriture ou au dessin.	<i>idem.</i>	3 75
	MÉTAUX.		
182	Or et platine : — bruts en masses, lingots, barres, poudres, objets détruits	<i>idem.</i>	10 »
	— dégrossis, simplement laminés : en barres d'au moins cinq millimètres d'épaisseur, en bandes d'au moins un millimètre d'épaisseur, ou en fils d'au moins deux millimètres de diamètre.	<i>idem.</i>	10 »
183	Argent : — brut en masses, lingots, barres, poudres, ob- jets détruits	<i>idem.</i>	1 »
	— dégrossi, simplement laminé, en barres d'au moins cinq millimètres d'épaisseur, ou en ban- des d'au moins 1 millimètre d'épaisseur, ou en fils d'au moins deux millimètres de diamètre.	<i>idem.</i>	10 »
184	Cendres d'orfèvre	<i>idem.</i>	Exempt.
199	Ferrailles, débris de vieux ouvrages en fer ou en fonte.	<i>idem.</i>	1 50
	PRODUITS CHIMIQUES.		
218	Acide tartrique	<i>idem.</i>	10 »
237	Ammoniaque	<i>idem.</i>	2 »
	TEINTURES PRÉPARÉES.		
209	Extraits de bois de teinture et d'autres espèces tinctoriales : — noirs et violets	<i>idem.</i>	10 »
	— rouges et jaunes	<i>idem.</i>	15 »
271	Teintures dérivées du goudron de houille : — sèches	<i>idem.</i>	100 »
	— en pâte, renfermant au moins 50 p. 100 d'eau.	<i>idem.</i>	56 »
	— acide picrique	<i>idem.</i>	20 »
272	— alizarine artificielle	{ 5 p. 100 de la valeur, avec fa- culté de conversion en droits spécifiques équivalents.	

(A) Les bois d'origine extra-européenne sont, en outre, passibles de la surtaxe d'entrepôt.

Numéros du tarif général français	Dénomination des articles.	Unités.	Droits.
	COULEURS.		fr. c.
276	Vernis à l'alcool — à l'essence — à l'huile ou à l'essence et à l'huile mélangées.	100 kil. <i>idem.</i> <i>idem.</i>	30 » (A) 20 » 30 »
287	Couleurs non dénommées	5 p. 100 de la valeur, avec faculté de conversion en droits spécifiques.	
	COMPOSITIONS DIVERSES.		
288	Parfumeries : savons non alcooliques	100 kil.	8 »
289	Savons autres que de parfumerie.	<i>idem.</i>	6 »
292	Médicaments composés non dénommés, figurant dans une pharmacopée officielle		Droits spécifiques à déterminer à raison de 10 p. 100 de la valeur (B)
	BOISSONS.		
307	Vermouth.	l'hectolitre.	3 » (C)
	FILS.		
337	Fils de lin ou de chanvre pur, simples, écrus, mesurant au kilogramme 2,000 mètres ou moins.	100 kil.	13 »
	— plus de 2,000 mètr. et pas plus de 5,000 mètres.	<i>idem.</i>	14 50
	— 5,000 — 10,000 —	<i>idem.</i>	18 50
	— 10,000 — 20,000 —	<i>idem.</i>	26 50
	— 20,000 — 30,000 —	<i>idem.</i>	32 25
	— 30,000 — 40,000 —	<i>idem.</i>	40 25
	— 40,000 — 60,000 —	<i>idem.</i>	55 »
	— 60,000 — 80,000 —	<i>idem.</i>	75 »
	— 80,000 mètres	<i>idem.</i>	100 »
	Fils simples, blanchis ou teints	Droits des fils simples écrus augmentés de 25 p. 100.	
	— retors écrus	Droits des fils simples, blanchis ou teints, augmentés de 25 p. 100.	
	— retors, blanchis ou teints	Mêmes droits que les fils de lin ou de chanvre pur, selon l'espèce et la classe.	
340	Fils de coton pur, simples écrus, mesurant au demi-kilogramme 20,500 mètres ou moins	100 kil.	15 »
	— plus de 20,500 mètr. et pas plus de 30,500 mètr.	<i>idem.</i>	20 »
	— plus de 30,500 mètr. et pas plus de 40,500 mètr.	<i>idem.</i>	30 »
	— 40,500 — 50,500 —	<i>idem.</i>	30 »
	— 50,500 — 60,500 —	<i>idem.</i>	50 »
	— 60,500 — 70,500 —	<i>idem.</i>	60 »
	— 70,000 — 80,500 —	<i>idem.</i>	70 »
	— 80,500 — 90,500 —	<i>idem.</i>	90 »
	— 90,500 — 100,500 —	<i>idem.</i>	100 »
	— 100,500 — 110,500 —	<i>idem.</i>	120 »
	— 110,500 — 120,500 —	<i>idem.</i>	140 »
	— 120,500 — 130,500 —	<i>idem.</i>	160 »
	— 130,500 — 140,500 —	<i>idem.</i>	200 »
	— 140,500 — 170,500 —	<i>idem.</i>	250 »
	— 170,500 mètres	<i>idem.</i>	300 »

(A) Non compris la taxe de consommation intérieure afférente à l'alcool.

(B) Indépendamment des droits compensateurs qui pourront être établis sur les médicaments composés avec des matières grevées de taxes de douanes ou de consommation.

(C) Non compris les taxes intérieures.

Numéros du tarif général français	Dénomination des articles.	Unités.	Droits.	
341	Fils de coton simples blanchis	Droits des fils simples écrus, augmentés de 15 p. 100		
	Fils de coton simples teints ou chinés	25 centimes par kilog. en sus du droit sur le fil écu.		
	Fils de coton retors, en deux et trois bouts, en échevettes ordinaires : écrus	Le droit du fil simple augmenté de 20 p. 100.		
	— blanchis	Le droit sur le fil retors écu augmenté de 15 p. 100.		
	— teints ou chinés	25 centimes par kilog. en sus du droit sur le fil retors écu.		
	Fils de coton retors, en échevettes ordinaires, à quatre bouts ou plus, écrus, blanchis ou teints, à simple torsion	1 cent. et demi par 1,000 mèt. de fil simple.		
	— en échevettes ordinaires à quatre bouts ou plus, écrus, blanchis ou teints à double torsion et câblés	2 centimes par 1,000 mètres de fil simple.		
	— fabriqués, c'est-à-dire mis en pelotes, bobines, petits écheveaux, cartes ou autres formes de mercerie, quel que soit le nombre de bouts, écrus, blanchis ou teints, à simple torsion.	2 centimes par 1,000 mètres de fil simple.		
	— fabriqués, c'est-à-dire mis en pelotes, bobines, petits écheveaux, cartes ou autres formes de mercerie, quel que soit le nombre de bouts, écrus, blanchis ou teints, à double torsion et câblés	2 centimes et demi par 1,000 mètres de fil simple.		
	342	Chaines ourdies en fil de coton : écrues	Le droit sur le fil dont elles se composent, augmenté de 30 p. 100.	
343	— blanchies	Le droit sur les chaines ourdies écrues, augmenté de 15 p. 100		
	— teintes	25 centimes par kilog. en sus du droit sur les chaines ourdies écrues.		
	349	Mêmes droits que les fils de coton pur.		
349	Fils de coton mélangés, le coton dominant en poids			
	Fils de bourre de soie (fleuret) écrus, blanchis, azurés ou teints, mesurant au kilogramme, simples : 80,500 mètres ou moins	100 kil.	75 »	
	— plus de 80,500	idem.	120 »	
	— retors	Droit du fil simple, augmenté de 15 p. 100.		
	Fils de bourette (fils de déchets de bourre de soie) : simples	100 kil.	25 »	
350	— retors	Droit ci-dessus, augmenté de 15 p. 100.		
	TISSUS.			
	Tissus de lin ou de chanvre pur, unis ou ouvrés, écrus (A), présentant en chaîne et en trame dans l'espace de 5 millimètres carrés, après division du total par 2 : 6 fils ou moins	idem.	22 »	
	— 7 et 8 fils	idem.	28 »	
	— 9, 10 et 11 fils	idem.	55 »	
	— 12 fils	idem.	65 »	
	— 13 et 14 fils	idem.	90 »	
	— 15, 16 et 17 fils	idem.	115 »	
	— 18, 19 et 20 fils	idem.	170 »	
	— 21, 22 et 23 fils	idem.	260 »	
	— plus de 23 fils	idem.	300 »	
	— blanchis, teints ou imprimés	Droit du tissu écu, augmenté de 25 p. 100.		

(A) Y compris les toiles dites ardoisées.

Numéros du tarif général français	Dénomination des articles.	Unités.	Droits.
			fr. c.
	Dans le compte des fils de chaîne comme dans celui des fils de trame, les fractions de fils seront négligées; la somme des deux nombres sera divisée par 2; si le quotient de la division est fractionnaire, la fraction de fil sera également négligée. Toutefois, lorsque les toiles de 12 fils ou moins ne présenteront en trame qu'un fil de plus qu'en chaîne, on se bornera à compter les fils de chaîne. On agira de même pour les toiles de plus de 12 fils qui ne présenteront en trame que 2 fils de plus qu'en chaîne.		
358	Mouchoirs brodés et autres broderies sur tissus de lin	100 kil.	360 »
364	Tissus de coton pur unis, croisés et coutils, écrus, présentant en chaîne et en trame dans l'espace de 5 millimètres carrés, ceux pesant 11 kilogrammes et plus aux 100 mètres carrés :		
	30 fils et moins	<i>idem.</i>	50 »
	— 31 fils et plus	<i>idem.</i>	72 »
	— 7 kil. inclus ^t à 11 kil. exclus ^t : 35 fils et moins	<i>idem.</i>	60 »
	— — — — — 36 à 43 fils	<i>idem.</i>	100 »
	— — — — — 44 fils et plus	<i>idem.</i>	180 »
	— 5 kil. inclus ^t à 7 kil. exclus ^t : 27 fils et moins	<i>idem.</i>	80 »
	— — — — — 28 à 35 fils	<i>idem.</i>	117 »
	— — — — — 36 à 43 fils	<i>idem.</i>	190 »
	— — — — — 44 fils et plus	<i>idem.</i>	242 »
	— 3 kil. inclus ^t à 5 kil. exclus ^t : 20 fils et moins	<i>idem.</i>	110 »
	— — — — — 21 à 27 fils	<i>idem.</i>	148 »
	— — — — — 28 à 35 fils	<i>idem.</i>	193 »
	— — — — — 36 à 43 fils	<i>idem.</i>	270 »
	— — — — — 44 fils et plus	<i>idem.</i>	403 »
	— au-dessous de 3 kilogrammes	<i>idem.</i>	540 »
	(Dans le compte des fils de chaîne et de trame les fractions de fils seront négligées.)		
365	Tissus de coton pur, blanchis	Droit des tissus écrus, augmenté de 15 p. 100.	
366	— teints	Droit des tissus écrus, augmenté de 25 fr. les 100 k.	
367	— imprimés : de 1 et 2 couleurs	Droit des tissus écrus, selon l'espèce, augmenté de 2 fr. par 100 m. carrés.	
	— : de 3 à 6 couleurs	Droit des tissus écrus, selon l'espèce, augmenté de 4 fr. par 100 m. carrés.	
	— : de 7 couleurs et plus	Droit des tissus écrus, selon l'espèce, augmenté de 7 fr. 50 c. par 100 m. carrés.	
368	Velours, façon soie, dits velvets : écrus	100 kil.	115 »
	— teints ou imprimés	<i>idem.</i>	140 »
369	— autres (cords, moleskins, etc.) : écrus	<i>idem.</i>	80 »
	— teints ou imprimés	<i>idem.</i>	105 »
370	Tissus fabriqués en tout ou en partie avec des fils teints	Droit du tissu éçu, augmenté de 40 fr. par 100 kilog.	
371	Brillantés écrus et façonnés	Droit des tissus unis écrus, selon la classe, augmenté de 10 p. 100.	
372	Piqués, couvertures et couvre-pieds en piqué et reps : pesant plus de 18 kil. les 100 mètres carrés	100 kil.	100 »
	— pesant 18 kil. ou moins les 100 mètres carrés	<i>idem.</i>	145 »
374	Basins, damassés et linge de table, écrus	<i>idem.</i>	82 »
375	Guipures pour ameublement, écrues	<i>idem.</i>	120 »
	Ces articles : brillantés, piqués, basins et guipures		

Numéros du tarif général français.	Dénomination des articles.	Unités.	Droits.
	pures, s'ils sont blanchis ou teints, acquitteront le droit de l'écrû, augmenté des surtaxes afférentes au blanchiment et à la teinture . . .	100 kil.	fr. c.
376	Couvertures . . .		55 »
377	Bonneterie (coton et fil perse) : ganterie . . .	<i>idem.</i>	600 »
	— autre, coupée et sans couture . . .	<i>idem.</i>	90 »
	— proportionnée ou avec pied proportionné . . .	<i>idem.</i>	225 »
378	Passementerie . . .	<i>idem.</i>	190 »
379	Rubannerie : de coton pur . . .	<i>idem.</i>	100 »
	— mélangée de laine, le coton dominant . . .	<i>idem.</i>	120 »
380	Tulle, gros bobins, moins de 7 mailles au centimètre carré . . .	<i>idem.</i>	400 »
	Tulle, bobins fins, 7 mailles et plus au centimètre carré . . .	<i>idem.</i>	562 »
381	Plumetis et gazes façonnés . . .	<i>idem.</i>	400 »
382	Dentelles et blondes, soit à la mécanique, soit au fuseau et à la main . . .	<i>idem.</i>	400 »
383	Rideaux de mousseline brodée, non encadrés, pesant moins de 10 kilogr. aux 100 mèt. carrés. — pesant 10 kilogr. et plus, et rideaux de mousseline brodée, encadrés, quel que soit le poids aux 100 mètres carrés, séparés ou en pièce. . .	<i>idem.</i>	140 »
	— de tulle application, de grenadine, de tulle brodé. . .	<i>idem.</i>	280 »
384	Mousselines brochées, ou brodées au crochet, pour ameublement ou pour vêtements (écrues). Les mousselines brodées ou brochées, blanchies, acquittent le droit de l'écrû, augmenté de 15 p. 100.	<i>idem.</i>	650 »
	— Les mousselines brodées ou brochées, blanchies, acquittent le droit de l'écrû, augmenté de 15 p. 100.	<i>idem.</i>	180 »
385	Broderies à la main ou à la mécanique . . .	<i>idem.</i>	450 »
386	Mèches de lampes et mèches tressées pour bougies . . .	<i>idem.</i>	60 »
387	Toiles cirées : pour emballage . . .	<i>idem.</i>	5 »
	— pour ameublement, tentures et autres usages. . .	<i>idem.</i>	15 »
	— moleskine-cuir . . .	<i>idem.</i>	25 »
388	Tissus de coton mélangé, le coton dominant. — étoffes de soie, bourre de soie et coton . . .	<i>idem.</i>	300 »
	— étoffes autres . . .	<i>idem.</i>	100 »
	— passementerie et rubannerie, soie et coton . . .	<i>idem.</i>	300 »
	— autres . . .		
406	Tissus de crin purs ou mélangés, le crin dominant en poids : — chapeaux . . .	la pièce.	0 30
	— tressés . . .	100 kil.	160 »
	— autres, y compris la passementerie . . .	<i>idem.</i>	250 »
407	Tissus de soie et de bourre de soie : tissus, foulards, crêpes, tulle, bonneterie, passementerie et dentelles de soie pure . . .	<i>idem.</i>	Exempt.
	— bonneterie et passementerie de bourre de soie pure, écrus, blanchis, teints ou imprimés. — de bourrette pour ameublements, pesant plus de 250 grammes au mètre carré . . .	<i>idem.</i>	200 »
	— de soie mélangée de bourre de soie . . .	<i>idem.</i>	150 »
407	Tissus de soie ou de bourre de soie mélangée d'autres matières textiles, la soie ou la bourre de soie dominant en poids . . .	<i>idem.</i>	300 »
	Tissus, passementerie et dentelles de soie ou de bourre de soie avec or ou argent fin . . .	<i>idem.</i>	1,200 »
	Tissus, passementerie et dentelles de soie ou de bourre de soie avec or ou argent mi-fin ou faux. . .	<i>idem.</i>	350 »

Mêmes droits que les tissus de coton pur.

Mêmes droits que les tissus de bourre de soie pure.

Numéros du tarif général français.	Dénomination des articles.	Unités.	Droits.
			fr. c.
	Rubans de soie ou de bourre de soie pure ou mélangée d'autres matières textiles, la soie ou la bourre de soie dominant en poids: velours.	100 kil.	500 »
	Rubans de soie ou de bourre de soie pure ou autres	<i>idem.</i>	400 »
408	Vêtements, pièces de lingerie et autres articles en tissus confectionnés en tout ou en partie .	Droit du tissu le plus forte- ment imposé, augmenté de 10 p. 100.	
PAPIER ET SES APPLICATIONS (A).			
409	Papier dit de fantaisie, colorié, marbré, gaufré, qu'il soit ou non recouvert de métal	100 kil.	15 »
	— autre de toutes sortes	<i>idem.</i>	8 »
410	Carton en feuilles	<i>idem.</i>	8 »
411	— moulé (papier mâché).	<i>idem.</i>	8 »
413	Livres	<i>idem.</i>	Exempt.
PEAUX, ETC.			
420	Peaux préparées, vernies ou maroquinées	<i>idem.</i>	60 »
	— teintées : de mouton	<i>idem.</i>	45 »
	— teintées : autres	<i>idem.</i>	60 »
	— autres : de chèvre, de mouton, d'agneau et de veau	<i>idem.</i>	10 »
	— non dénommées	<i>idem.</i>	20 »
421	Ouvrages en peau ou en cuir :		
	— Bottes	La paire.	1 60
	— Bottines pour hommes et pour femmes	<i>idem.</i>	1 »
422	— Souliers	<i>idem.</i>	0 50
423	— Brides pour sabots.	100 kil.	50 »
428	Courroies de transmission	<i>idem.</i>	50 »
OUVRAGES EN MÉTAUX.			
437	Ouvrages en or, argent, aluminium, platine et autres métaux précieux	Le kil.	5 »
438	Ouvrages dorés ou argentés, soit au moyen du placage, soit au mercure ou par les procédés électro-chimiques :		
	— bijouterie fausse	<i>idem.</i>	5 »
	— autres	<i>idem.</i>	1 »
439	Horlogerie. — Ouvrages montés :		
	Boîtes seules : en or	La pièce.	1 20
	— en argent ou métal commun	<i>idem.</i>	0 50
440	Montres à boîtes d'or.	<i>idem.</i>	3 50
441	— d'argent	<i>idem.</i>	1 »
442	— de métal commun	<i>idem.</i>	0 50
443	Mouvements sans boîte, dorés, nickelés, ou autrement finis	<i>idem.</i>	2 50
444	Mouvements non finis, ébauches et autres four- nitures d'horlogerie	<i>idem.</i>	50 »
446	Horloges pour ameublement, en bois	<i>ide</i>	15 »
447	— pour ameublement, autres	<i>idem.</i>	25 »
	— pour édifices	<i>idem.</i>	10 »
448	Mouvements d'horloges et de pendules	<i>idem.</i>	50 »
443	Carillons et boîtes à musique	<i>idem.</i>	40 »
450	Compteurs divers, podomètres, etc	<i>idem.</i>	1 »
452	Machines et mécaniques, appareils complets à		

(A) Tous les droits inscrits dans ce tableau sont indépendants des taxes extérieures établies sur le papier par les lois des 4 septembre 1871 et 21 juin 1873.

Numéros du tarif général français.	Dénomination des articles.	Unités.	Droits.
			fr. c.
	vapeur, fixes et locomobiles, avec ou sans chaudières, avec ou sans volants	100 kil.	6 »
453	— pour la navigation, avec ou sans chaudières.	<i>idem.</i>	12 »
454	— locomotives	<i>idem.</i>	9 »
455	— autres qu'à vapeur : tenders de machines, locomotives	<i>idem.</i>	7 »
458	— à nettoyer et ouvrir le lin, la laine, le coton et autres matières textiles	<i>idem.</i>	6 »
459	— pour la filature	<i>idem.</i>	5 »
460	— pour le tissage	<i>idem.</i>	5 »
461	— Métiers à tulle	<i>idem.</i>	10 »
462	— à fabriquer le papier	<i>idem.</i>	5 »
464	— pour l'agriculture (moteurs non compris) . .	<i>idem.</i>	5 »
465	Chaudières à vapeur en tôle de fer : cylindriques ou sphériques, avec ou sans bouilleurs ou réchauffeurs, et chaudières à un, deux ou trois tubes ou bouilleurs intérieurs en fer . .	<i>idem.</i>	8 »
	— tubulaires, en tôles de fer, à tubes en fer, cuivre et laiton étirés ou en tôle clouée, à foyers intérieurs, et toutes autres chaudières de forme non cylindrique ou sphérique, simples.	<i>idem.</i>	12 »
	— en tôle d'acier, de toute forme	<i>idem.</i>	25 »
466	Gazomètres, chaudières découvertes, poêles et calorifères, en tôle ou en fonte et tôle . .	<i>idem.</i>	8 »
469	Machines-outils et machines non dénommées, contenant en fonte : 75 p. 100 et plus . .	<i>idem.</i>	6 »
	— de 50 p. 100 inclusivement à 75 p. 100 exclusivement	<i>idem.</i>	10 »
	— moins de 50 p. 100	<i>idem.</i>	15 »
470	Machines et mécaniques, pièces détachées : plaques et rubans de cardes sur cuir, sur caoutchouc ou sur tissus purs ou mélangés, boutés.	<i>idem.</i>	50 »
471	— Plaques et rubans, manchons, frotteurs, lanières et diviseurs pour cardes continues, de cuir, de caoutchouc et de tissus spécialement destinés pour cardes, non boutés.	<i>idem.</i>	20 »
473	— Dents de rots en fer ou en cuivre, rots, fer-rures, et peignes à tisser, de fer ou de cuivre,	<i>idem.</i>	30 »
474	Autres : en fonte, polies, limées et ajustées . .	<i>idem.</i>	6 »
	— en fer forgé, polies, limées et ajustées ou non, quel que soit leur poids (y compris les essieux, ressorts, bandages et centres de roues) . .	<i>idem.</i>	9 »
	— en acier forgé : ressorts pour carrosserie, wagons et locomotives	<i>idem.</i>	10 »
	Autres : polies, limées, ajustées ou non, pesant : plus d'un kilogramme (y compris les essieux, bandages et centres de roues de wagons et de locomotives)	<i>idem.</i>	10 »
	— 1 kilogramme ou moins	<i>idem.</i>	20 »
	— en cuivre, pur ou allié de tous autres métaux.	<i>idem.</i>	20 »
485	Coutellerie commune : couteaux de cuisine, de boucher, et ciseaux de tailleurs	<i>idem.</i>	100 »
	— rasoirs communs	<i>idem.</i>	200 »
	— autre	<i>idem.</i>	300 »
	Coutellerie fine	<i>idem.</i>	480 »
486	Cylindres en cuivre pour impression, gravés . .	<i>idem.</i>	Exempt.
491	Objets bruts en fonte malléable	<i>idem.</i>	8 »
	ARMES, ETC.		
511	Armes de commerce, blanches	<i>idem.</i>	40 »

Numéros du tarif général français.	Dénomination des articles.	Unités.	Droits.	
			fr.	c.
	— à feu, se chargeant par la bouche	100 kil.	240	»
	— se chargeant par la culasse	<i>idem.</i>	300	»
513	Canons de fusil, bruts de forge	<i>idem.</i>	60	»
514	Capsules de poudre fulminante, de chasse	<i>idem.</i>	60	»
	Cartouches de chasse, vides (enveloppes de cartouches amorcées ou non)	<i>idem.</i>	60	»
516	Mèches de mineurs : ordinaires	<i>idem.</i>	35	»
	— à rubans	<i>idem.</i>	50	»
	— en gutta-percha	<i>idem.</i>	80	»
OUVRAGES EN BOIS.				
526	Sabots : communs	<i>idem.</i>	12	»
	— peints, vernis ou garnis de fourrures	<i>idem.</i>	23	»
527	Boîtes de bois blanc	<i>idem.</i>	2	»
528	Planches et frises ou lames de parquets, rabo- tées, rainées ou bouvetées :			
	— en chêne ou bois dur	<i>idem.</i>	1	50
	— en sapin ou bois tendre	<i>idem.</i>	0	50
530	Autres ouvrages en bois : en chêne ou bois dur	<i>idem.</i>	7	»
	— en sapin ou bois tendre	<i>idem.</i>	5	»
INSTRUMENTS DE MUSIQUE.				
531	Pianos droits	La pièce.	50	»
	— à queue	<i>idem.</i>	75	»
OUVRAGES DE SPARTERIE ET DE VANNERIE.				
533	Tresses de paille, d'écorce et de bois blanc : grossières pour paillassons	100 kil.	1	»
	— autres	<i>idem.</i>	5	»
536	Vannerie en végétaux bruts	<i>idem.</i>	5	»
	— en rubans de bois	<i>idem.</i>	9	»
	— fine, d'osier, de paille ou d'autres fibres, avec ou sans mélange de fils de divers textiles	<i>idem.</i>	45	»
537	Chapeaux de paille, cousus ou remmaillés, ni dressés, ni garnis	<i>idem.</i>	10	»
	— d'écorce, de sparte et de fibres de palmier, ou de toute autre matière végétale, ni dressés ni garnis	<i>idem.</i>	10	»
ARTICLES DIVERS.				
541	Voitures de voies ferrées. — Pour chemins à voies ordinaires ; pour chemins de fer. —			
	— Wagons de voyageurs : 1 ^{re} classe	<i>idem.</i>	16	»
	— 2 ^e et 3 ^e classe	<i>idem.</i>	11	»
	Wagons de marchandises	<i>idem.</i>	9	»
	— Voitures de tramways	<i>idem.</i>	20	»
	— Pour chemins à voies étroites : pour chemins de fer. — Wagons de voyageurs	<i>idem.</i>	20	»
	— Wagons de marchandises	<i>idem.</i>	10	»
	— Voitures de tramways	<i>idem.</i>	25	»
	Wagons de terrassement	<i>idem.</i>	5	»
547	Ouvrages en caoutchouc et en gutta-percha : purs ou mélangés	<i>idem.</i>	20	»
	— appliqués sur tissus en pièces ou sur d'autres matières	<i>idem.</i>	100	»
	— en tissus élastiques	<i>idem.</i>	150	»

(L. S.) C. DE FREYCINET.

(L. S.) KERN.

(L. S.) TIRARD.

(L. S.) LARDY.

(L. S.) M. ROUVIER.

TARIF B

Droits à l'entrée en Suisse.

Dénomination des articles.	Unités.	Droits.
		fr. c.
MÉTAUX ET LEURS OUVRAGES, MACHINES.		
MÉTAUX.		
Cuivre pur ou allié de zinc ou d'étain, laminé ou battu en barres ou planches	100 kil.	3 »
— doré ou argenté, battu, tiré ou laminé, filé sur fil et sur soie	<i>idem.</i>	16 »
Fil de cuivre pur	<i>idem.</i>	3 »
Zinc laminé	<i>idem.</i>	1 50
Plomb laminé	<i>idem.</i>	1 50
— allié d'antimoine en masses.	<i>idem.</i>	3 »
Vieux caractères d'imprimerie.	<i>idem.</i>	1 50
Étain pur ou allié, battu ou laminé	<i>idem.</i>	3 »
Bismuth brut, cadmium brut, mercure natif	<i>idem.</i>	3 »
Nickel pur ou allié d'autres métaux, laminé ou étiré	<i>idem.</i>	7 »
Or et argent battu en feuilles	<i>idem.</i>	16 »
OUVRAGES EN MÉTAUX.		
Ouvrages en fer, fonte et acier.		
I. Ouvrages en fonte :		
1. Tout à fait grossiers, bruts : tels que poêles, plaques, grilles, tuyaux, roues de wagons, selles ou plaques d'assise, coussiets pour rails, etc	<i>idem.</i>	2 50
2. Statues en fonte de fer	<i>idem.</i>	2 »
3. Autres	<i>idem.</i>	5 »
II. Ouvrages en fer, fonte malléable, acier :		
1. Tout à fait grossiers, bruts : tels que outils grossièrement ébauchés, socs de charrue, essieux de voitures ; enclumes ; tuyaux forgés, étirés, laminés, aussi galvanisés ; crémaillères ; tirants ; aiguilles et croisements, etc	<i>idem.</i>	3 »
2. Communs : bruts, tournés, limés, adoucis, passés à la couleur d'apprêt, goudronnés, étamés, aussi en combinaison avec du bois, ni vernis, ni peints, ni polis, ni émaillés : par exemple, serrurerie, outils, ustensiles de cuisine ; ferblanterie, fourneaux potagers ; rivets, clouterie, vis, boulons et écrous ; tissus métalliques ; tamis, treillis en fer, etc.	<i>idem.</i>	7 »
3. Fins : vernis, peints, polis, émaillés, purs ou en combinaison avec d'autres matières	<i>idem.</i>	20 »
Cylindres en cuivre ou laiton pour impression, gravés ou non	<i>idem.</i>	4 »
Chaudronnerie	<i>idem.</i>	16 »

Dénomination des articles.	Unités.	Droits.
		fr. c.
Toiles en fil de cuivre ou laiton	100 kil.	7 »
Objets d'art et d'ornement, et tous autres ouvrages, en cuivre pur ou allié de zinc ou d'étain	<i>idem.</i>	16 »
Ouvrages en zinc :		
— non polis et non peints	<i>idem.</i>	7 »
— polis, peints ou vernis	<i>idem.</i>	16 »
Tuyaux et autres ouvrages de plomb de toute sorte :		
— Plomb en tuyaux, laminé, balles et grenailles de plomb	<i>idem.</i>	1 50
— Ouvrages de plomb non peints, non vernis	<i>idem.</i>	7 »
— Les mêmes, peints ou vernis	<i>idem.</i>	16 »
— Caractères d'imprimerie neufs	<i>idem.</i>	7 »
Poterie et autres ouvrages en étain pur ou allié d'antimoine, non polis, non peints	<i>idem.</i>	7 »
Les mêmes polis, peints ou vernis	<i>idem.</i>	16 »
Ouvrages en nickel allié au cuivre ou au zinc (argentan)	<i>idem.</i>	16 »
Ouvrages en plaqué, sans distinction de titre	<i>idem.</i>	30 »
— en métaux dorés ou argentés, soit au mercure, soit par le procédé électro-chimique	<i>idem.</i>	30 »
Orfèvrerie et bijouterie en or, argent, platine ou autres métaux	<i>idem.</i>	30 »
Horlogerie :		
— Horloges communes, à l'exception des horloges à musique et de celles renfermées dans des cadres dorés ou dans des tableaux	<i>idem.</i>	16 »
— Autres montres et pendules de toute espèce	<i>idem.</i>	30 »
— Fournitures d'horlogerie	<i>idem.</i>	16 »
MACHINES.		
Machines de toute espèce et pièces détachées de machines	<i>idem.</i>	4 »
INDUSTRIES TEXTILES.		
LIN ET CHANVRE.		
Tissus de lin ou de chanvre unis ou ouvrés :		
Toile à emballer ordinaire et écrue, de 25 fils au plus par 3 centimètres, tant à la chaîne qu'à la trame	<i>idem.</i>	1 50
— Toile de lin et couteil écrus ou mi-blanchis, non teints et ayant moins de 40 fils de chaîne par 3 centimètres	<i>idem.</i>	4 »
— Toiles et rubans de lin, blanchis, teints, apprêtés, ainsi que la toile de lin écrue lorsqu'elle a plus de 40 fils de chaîne par 3 centimètres	<i>idem.</i>	16 »
Couteils unis ou façonnés, blanchis, teints ou imprimés : même régime que les tissus de lin, suivant la classe.		
• Linge damassé : même régime que les tissus de lin, suivant la classe.		
Batiste, linon, mouchoir encadrés :		
— sans broderies	<i>idem.</i>	16 »
— avec broderies	<i>idem.</i>	30 »
Tulle de lin	<i>idem.</i>	30 »
Dentelles de lin	<i>idem.</i>	30 »

Dénomination des articles.	Unités.	Droits.
Bonneterie de lin	100 kil.	fr. c. 16 »
Passementerie de lin	<i>idem.</i>	16 »
Rubannerie de fil écrue, blanchie ou teinte.	<i>idem.</i>	16 »
Articles en lin ou en chanvre, confectionnés en tout ou en partie	<i>idem.</i>	30 »
Articles non dénommés et vêtements : sont taxés par analogie aux articles des différentes classes	<i>idem.</i>	De 4 à 30 fr.
Tissus de lin ou de chanvre mélangés, quand le lin ou le chanvre domine en poids : même régime que pour les tissus de lin ou de chanvre purs	<i>idem.</i>	De 4 à 16 fr.
JUTE.		
Tapis de jute ras ou à poils	<i>idem.</i>	7 »
CRIN.		
Tissus et ouvrages de crin, purs ou mélangés	<i>idem.</i>	16 »
COTON.		
Piqués, basins, façonnés, damassés ou brillantés	<i>idem.</i>	16 »
Couvertures de coton communes, sans aucun travail à l'aiguille ou de passementerie	<i>idem.</i>	4 »
Passementerie et rubannerie	<i>idem.</i>	16 »
LAINE.		
Laine peignée, teinte ou non	<i>idem.</i>	0 60
1. Fils de laine pure :		
a. écrus, simples ou doublés.	<i>idem.</i>	5 »
b. blanchis, retors à trois ou plusieurs bouts	<i>idem.</i>	8 »
c. teints	<i>idem.</i>	9 »
2. Tissus de laine pure :		
a. écrus	<i>idem.</i>	12 »
b. blanchis, teints, imprimés.	<i>idem.</i>	25 »
c. lisières de draps	<i>idem.</i>	4 »
3. Articles de laine :		
a. couvertures de tout genre, sans travail à l'aiguille.	<i>idem.</i>	16 »
b. tapis :		
— grossiers, sans franges, ni travail à l'aiguille	<i>idem.</i>	12 »
— autres	<i>idem.</i>	30 »
c. bonneterie de laine	<i>idem.</i>	25 »
d. passementerie de laine pure	<i>idem.</i>	25 »
e. rubannerie de laine	<i>idem.</i>	30 »
f. dentelles de laine	<i>idem.</i>	30 »
g. chaussons de lisière	<i>idem.</i>	16 »
h. châles et écharpes de laine ou de cachemire des Indes	<i>idem.</i>	30 »
i. vêtements confectionnés :		
— neufs	<i>idem.</i>	40 »
— vieux	<i>idem.</i>	1 50
4. Feutres :		
a. étoffes en feutre	<i>idem.</i>	16 »
b. ouvrages en feutre, sans travail à l'aiguille		
— ni teints, ni imprimés	<i>idem.</i>	7 »
— teints, imprimés	<i>idem.</i>	16 »

Dénomination des articles.	Unités.	Droits.
Articles non dénommés : sont taxés selon la qualité, par analogie aux articles des classes du Tarif . .		fr. c. De 4 à 38 fr.
SOIE.		
Tissus, bonneterie	idem.	16 »
Dentelles	idem.	30 »
Crêpes, façon d'Angleterre, écrus, noirs ou de couleur.	idem.	16 »
Tulles unis : écrus	idem.	16 »
Tulles unis : apprêtés	idem.	16 »
Tulles façonnés, écrus ou apprêtés	idem.	16 »
Tissus de bourre de soie pure, de soie et bourre de soie, écrus, blancs, teints, imprimés	idem.	16 »
Tissus, passementerie et dentelles de soie ou de bourre de soie		
— avec or ou argent fin	idem.	30 »
— avec or ou argent mi-fin ou faux	idem.	16 »
Tissus de soie ou de bourre de soie mélangés, la soie ou la bourre de soie dominant en poids	idem.	16 »
Rubans de soie ou bourre de soie :		
— de velours	idem.	16 »
— autres	idem.	16 »
— mélangés, la soie ou la bourre de soie dominant en poids	idem.	16 »
PRODUITS CHIMIQUES.		
Iode	idem.	7 »
Brome	idem.	7 »
Acide sulfurique	idem.	0 60
— nitrique	idem.	0 60
— tartrique	idem.	4 »
— benzoïque	idem.	1 50
Iodure de potassium	idem.	7 »
Carbonate de potasse purifié, cristallisé	idem.	7 »
Sulfate de potasse	idem.	7 »
Tartrate de potasse	idem.	7 »
Acétate de fer liquide	idem.	1 50
Garancine	idem.	3 »
Albumine	idem.	7 »
Phosphore blanc	idem.	7 »
Oxydes et carbonates de plomb	idem.	3 »
Acide oléique	idem.	7 »
Oxalates de potasse	idem.	7 »
Prussiate jaune de potasse	idem.	3 »
— rouge de potasse	idem.	7 »
Extraits de bois de teinture : noirs et violets	idem.	7 »
— rouges et jaunes	idem.	7 »
Acide hydrochlorique (acide muriatique)	idem.	0 60
Soude caustique	idem.	1 50
Carbonate de soude (sel de soude) à tous degrés	idem.	0 60
Soude artificielle brute	idem.	0 60
Carbonate de soude cristallisé (cristaux de soude)	idem.	0 60
Sulfite de soude	idem.	7 »
Sulfate de soude brut, calciné ou cristallisé (sel de Glauber)	idem.	0 60
Bicarbonate de soude et autres sels de soude non dénommés	idem.	7 »
Chlorure de chaux	idem.	0 60
Chlorate de potasse	idem.	7 »

Dénomination des articles.	Unités.	Droits.
Savons ordinaires de toute espèce et de parfumerie. .	100 kil.	fr. c. 1 50
Outremer	<i>idem.</i>	7 »
Phosphore rouge	<i>idem.</i>	7 »
Sulfate et acétate d'alumine.	<i>idem.</i>	1 50
Aluminate de soude	<i>idem.</i>	7 »
Chlorure d'aluminium	<i>idem.</i>	7 »
Chromates de potasse	<i>idem.</i>	3 »
— de plomb	<i>idem.</i>	7 »
Couleurs non dénommées, sèches, en pâte ou liquides :		
— chimiques, minérales en morceaux, végétales, brutes		
moulues, lavées ou préparées	<i>idem.</i>	7 »
— végétales, préparées en boîtes, bouteilles, coquil-		
lages, petits pots, bâtons	<i>idem.</i>	16 »
Acide stéarique	<i>idem.</i>	1 50
Colle forte et gélatine : commune	<i>idem.</i>	0 60
— — — purifiée	<i>idem.</i>	7 »
Vernis à l'huile	<i>idem.</i>	7 »
— à l'essence	<i>idem.</i>	7 »
— à l'esprit-de-vin	<i>idem.</i>	7 »
Acide oxalique	<i>idem.</i>	4 »
— acétique	<i>idem.</i>	Régime des vinaigres.
— pyroligneux	<i>idem.</i>	
Sulfure d'antimoine brut	<i>idem.</i>	1 50
Arsenic blanc	<i>idem.</i>	1 50
Produits chimiques non dénommés	<i>idem.</i>	0 60
		7 »
VERRERIES, CRISTALLERIES ET POTERIES.		
Miroirs au-dessous de 18 décimètres carrés, mesurés		
avec le cadre	<i>idem.</i>	16 »
— de 18 décimètres carrés et au-dessus, mesurés avec		
le cadre	<i>idem.</i>	30 »
Verres à glaces : non étamés de toute dimension	<i>idem.</i>	16 »
— étamés (comme les miroirs, selon la dimension)	<i>idem.</i>	de 16 à 30 fr.
Bouteilles ordinaires, vertes et brunes, pour vin	<i>idem.</i>	1 50
Verres : à vitres	<i>idem.</i>	7 »
— de couleur, polis ou gravés	<i>idem.</i>	16 »
— de montre et d'optique	<i>idem.</i>	16 »
Vitrifications	<i>idem.</i>	4 »
Emaux	<i>idem.</i>	4 »
Poterie grossière : tuiles, briques, tuyaux, plaques,		
carreaux : d'argile commune, non vernissés ; cornues		
à gaz	<i>idem.</i>	0 10
— Tuiles, briques : colorées, ardoisées, vernissées ;		
tuyaux vernissés, tuyaux en grès ; carreaux, plaques,		
catelles : colorés, vernissés, non peints	<i>idem.</i>	2 »
Poterie commune : à cassure grise ou rouge, vernissée		
ou non ; poterie de grès commun ; creusets ; pipes		
en terre	<i>idem.</i>	2 »
Poterie vernissée avec décorations à reliefs unicolores		
et multicolores, platerie et creux	<i>idem.</i>	16 »
Faïence : stannifère, pâte colorée, glaçure blanche	<i>idem.</i>	16 »
— stannifère, glaçure colorée, majolique, vernissée.		
multicolore	<i>idem.</i>	16 »
— fine	<i>idem.</i>	16 »
— grès fin	<i>idem.</i>	16 »
Porcelaines de toute sorte, blanches ou décorées, pa-		
rian et biscuit blanc	<i>idem.</i>	16 »

Dénomination des Articles.	Unités.	Droits.
		fr. c.
ARTICLES DIVERS.		
Carrosserie	Valeur.	10 p. 100.
Tabletterie et ouvrages en ivoire :		
— inscrutations et semblables	100 kil.	30 »
— ouvrages de tourneur et autres en ivoire	<i>idem.</i>	16 »
Cuir de toute espèce	<i>idem.</i>	8 »
Ouvrages et chaussures en cuirs et en peaux, de toute espèce	<i>idem.</i>	30 »
Ouvrages en bois et meubles : dits de tourneur, en bois commun, non vernis, non polis	<i>dem.</i>	4 »
— menuiserie en bois de sapin et autres bois ordinaires, non peints, non polis et sans ferrures	<i>idem.</i>	4 »
— liteaux façonnés, pour cadres, bruts ou gypsés	<i>idem.</i>	7 »
— meubles neufs. (Ébénisterie de toute espèce.)	<i>idem.</i>	16 »
— ouvrages de tourneur et objets en bois peints, polis, vernis ou ciselés	<i>idem.</i>	16 »
Fleurs artificielles	<i>idem.</i>	30 »
Objets de modes.	<i>idem.</i>	30 »
Mercerie de toute sorte	<i>idem.</i>	16 »
Boutons fins ou communs autres que de passementerie.	<i>idem.</i>	16 »
Passementerie non spécialement dénommée	<i>idem.</i>	16 »
Instruments de musique et pièces détachées d'instruments	<i>idem.</i>	16 »
Épingles de toute sorte	<i>idem.</i>	16 »
Caoutchouc : ouvré pur ou mélangé, taillé, filé, ou en balles, plaques ou feuilles, en courroies ou tuyaux.	<i>idem.</i>	7 »
— appliqué sur tissus en pièces ou d'autres matières.	<i>idem.</i>	16 »
— Ouvrages divers en caoutchouc et pour bureau	<i>idem.</i>	16 »
— Vêtements confectionnés en caoutchouc	<i>idem.</i>	30 »
Chaussures en caoutchouc :		
— sans travail à l'aiguille	<i>idem.</i>	16 »
— avec travail à l'aiguille	<i>idem.</i>	30 »
Les ouvrages de gutta-percha suivent le même régime que les ouvrages en caoutchouc.		
Toiles cirées :		
— pour emballage	<i>idem.</i>	3 »
— pour ameublements, tentures ou autres usages	<i>idem.</i>	16 »
Cordes-câbles	<i>idem.</i>	3 »
Cordes minces et fines et ouvrages de cordier	<i>idem.</i>	16 »
Filets de pêche	<i>idem.</i>	15 »
Poissons d'eau douce préparés : séchés, salés, marinés ou fumés en vases de 5 kilog. ou plus	<i>idem.</i>	4 »
— en boîtes ou en verres, au vinaigre, à l'huile	<i>idem.</i>	16 »
— de mer, secs, salés ou fumés : même régime que les poissons d'eau douce		
Fromages de pâte dure	<i>idem.</i>	4 »
— de pâte molle	<i>idem.</i>	4 »
Vins en bouteilles	<i>idem.</i>	
— en tonneau	<i>idem.</i>	3 50
Alcool, esprit-de-vin, eau-de-vie et autres boissons spiritueuses, telles que cognac, rhum, arack, etc., ne rentrant pas parmi les liqueurs, c'est-à-dire ni aromatisées ni sucrées :		
— en tonneau		

20 cent. par 100 kilog. et par degré centésimal d'alcool pur mesuré à l'alcomètre de Gay-Lussac ou l'alcomètre de Tralles.

Dénomination des Articles.	Unités.	Droits.
		fr. c.
— en bouteilles ou en cruchons, sans distinction de degré de force	100 kil.	16 »
Liqueurs en tonneaux, bouteilles ou cruchons	<i>idem.</i>	16 »
Ouvrages en cire de toute espèce	<i>idem.</i>	16 »
Corail taillé, monté ou non	<i>idem.</i>	30 »
Extrait de quinquina	<i>idem.</i>	7 »
Camphre raffiné	<i>idem.</i>	7 »
Cornes préparées ou débitées en feuillets de toute dimension	<i>idem.</i>	0 60
Résines :		
— communes, non distillées	<i>idem.</i>	0 60
— purifiées	<i>idem.</i>	1 50
Liège ouvré, semelles, bouchons, etc	<i>idem.</i>	7 »
Pommes de terre	<i>idem.</i>	0 02
Légumes salés ou confits au vinaigre :		
— Choucroute et autres légumes au sel	<i>idem.</i>	4 »
— au vinaigre, en vases de plus de 5 kilog	<i>idem.</i>	7 »
— au vinaigre, en vases de 5 kilog. ou moins	<i>idem.</i>	16 »
Marbres et albâtres de toute sorte :		
— Albâtre et marbre bruts	<i>idem.</i>	0 30
— Marbre scié en plaques brutes non polies	<i>idem.</i>	1 50
— Marbre en plaques polies	<i>idem.</i>	3 »
— Ouvrages de sculpture en marbre	<i>idem.</i>	16 »
Pierres de construction, y compris les pierres d'ardoise :		
— Pierres à bâtir, communes, taillées	<i>idem.</i>	0 02
— Pierres sculptées ou polies, en pièces pesant plus d'un quintal	<i>idem.</i>	3 »
— Ouvrages de sculpture	<i>idem.</i>	16 »
Ardoises : pour toitures	<i>idem.</i>	0 10
— en carreaux ou en tables	<i>idem.</i>	3 »
— encadrées et crayons d'ardoise	<i>idem.</i>	16 »
Meules	<i>idem.</i>	1 »
Pierres à aiguiser de toute sorte	<i>idem.</i>	0 30
Pierres dites montées (machines)	<i>idem.</i>	4 »
Crayons composés à gaines de bois	<i>idem.</i>	16 »
Parfumeries alcooliques	<i>idem.</i>	30 »
— autres	<i>idem.</i>	30 »
Moutarde : pure, brute ou pilée	<i>idem.</i>	1 50
— moulue, en tonneau, vases ou verres	<i>idem.</i>	16 »
Bougies de toute sorte	<i>idem.</i>	16 »
Chandelles de suif	<i>idem.</i>	4 »
Colle de poisson	<i>idem.</i>	7 »
Chocolat et cacao simplement broyé	<i>idem.</i>	16 »
Eaux minérales, bouteilles et cruchons compris	<i>idem.</i>	3 »
Papier : d'emballage et à étancher, non pour l'imprimerie ; papier ciré et goudronné	<i>idem.</i>	3 »
— à imprimer et à écrire, collé ou non collé, blanc ou colorié, mais unicolore seulement	<i>idem.</i>	7 »
— colorié de toute espèce, multicolore, doré ou argenté ; papier de verre, à décuiller et à émeri ; papier pour musique ; papier rayé ou lithographié ; papiers peints de toute espèce	<i>idem.</i>	16 »
Cartons en feuilles de toute sorte :		
— Carton gris ordinaire	<i>idem.</i>	3 »
— Carton blanc et carton à catir	<i>idem.</i>	4 »
Cartons moulés, coupés et assemblés :		
— Objets moulés	<i>idem.</i>	7 »
— Ouvrages en cartonnages	<i>idem.</i>	16 »

Dénomination des Articles.	Unités.	Droits.
		fr. c.
Livres en toutes langues, estampes, gravures, lithographies, photographies, cartes géographiques ou de marine, musique, planches gravées sur cuivre, acier ou bois; pierres lithographiques couvertes de dessins, gravures et écritures destinées à l'impression sur papier; tableaux et dessins	100 kil.	1 »
Bimbeloterie	<i>idem.</i>	16 »
Vannerie fine	<i>idem.</i>	16 »
Parasols ou parapluies: en coton	<i>idem.</i>	16 »
— en soie	<i>idem.</i>	30 »
Bois d'ébénisterie en feuilles pour placages	<i>idem.</i>	4 »
Amidon	<i>idem.</i>	0 60
Soufre raffiné en canons et fleur de soufre.	<i>idem.</i>	1 50
Mélasses	<i>idem.</i>	7 »
Sirop brut, brun ou noir, d'un goût empyreumatique.	<i>idem.</i>	3 »
— purifié en tonneau	<i>idem.</i>	7 »
— sous forme de remède ou médicament	<i>idem.</i>	30 »
Vinaigre en fût	<i>idem.</i>	4 50
— en bouteilles	<i>idem.</i>	

(L. S.) C. DE FREYCINET.

(L. S.) KERN.

(L. S.) P. TIRARD.

(L. S.) LARDY.

(L. S.) ROUVIER.

TARIF C

Régime à la sortie de France.

Désignation des Produits.	Régime.
Chiens de forte race exportés par la frontière de terre	Prohibés.
Contrefaçons en librairie	Prohibés.
Armes et munitions de guerre	Régime spécial.
Toutes autres marchandises	Exempts.

(L. S.) C. DE FREYCINET.

(L. S.) KERN.

(L. S.) P. TIRARD.

(L. S.) LARDY.

(L. S.) M. ROUVIER.

TARIF D.

Droits à la sortie en Suisse.

Dénomination des Articles.	Unités.	Droits.
A. PAR PIÈCE.		fr. c.
Chèvres et chevreaux	Pièce.	0 05
Moutons et agneaux	idem.	0 05
Porcs au-dessous de 40 kilogr. et cochons de lait	idem.	0 05
Veaux pesant jusqu'à 40 kilogr.	idem.	0 05
Anes	idem.	0 50
Bêtes à cornes et veaux pesant au delà de 40 kilogr.	idem.	0 50
Porcs pesant plus de 40 kilogr.	idem.	0 50
Poulains ayant encore les premières dents de lait	idem.	0 50
Chevaux	idem.	1 50
Mulets et mules	idem.	1 50
B. A RAISON DE LA VALEUR.		
Bois scié ou coupé, bois de charonnage grossièrement ébauché.	Valeur.	2 p. 100.
Charbon de bois.	idem.	2 p. 100.
Bois à l'état brut ou grossièrement équarri, mais pas complètement sur toute la longueur; bois à radeau ordinaire	idem.	3 p. 100.
C. A RAISON DU POIDS.		
Ardoises, pierres taillées, meules et pierres de remouleur	100 kilog.	0 02
Asphalte	idem.	
Chaux, gypse, brut, calciné ou moulu	idem.	
Fruits frais, légumes et jardinages frais.	idem.	
Ouvrages en bois communs, tels que râdeaux, fourches, balais, etc.	idem.	0 02
Pommes de terre	idem.	
Poterie commune	idem.	
Terre, argile	idem.	
Tuiles et briques	idem.	0 05
Vannerie commune.	idem.	
Foin et paille	idem.	
Lignite	idem.	
Mastic d'asphalte	idem.	0 05
Mineral de fer	idem.	
Sel de cuisine	idem.	
Ustensiles de ménage d'émigrants, vieux, emballés ou non	idem.	
Verre carré	idem.	0 10
Vin, cidre et bière, en tonneau ou en cuves.	idem.	
Cendres	idem.	
Engrais.	idem.	
Toutes les marchandises ou objets non dénommés	idem.	0 20
Écorces moulues ou pilées	idem.	1 »
Tan	idem.	1 »
Peaux vertes et sèches	idem.	1 »
Écorces à tan en cannelle	idem.	1 »
Chiffons et maculatures, vieux cordages et câbles; masse à papier	idem.	4 »

(L. S.) C. DE FREYCINET.

(L. S.) KERN.

(L. S.) P. TIRARD. M. ROUVIER.

(L. S.) LARDY.

ANNEXE E.

Droits d'entrée (ohmgelder) établis actuellement dans différents cantons suisses et droits d'octroi perçus dans deux communes du canton de Genève sur les bières, vins, cidres et spiritueux.

Numéros d'ordre.	Dénomination des Articles.	Unités.	Droits.
	ZURICH ne perçoit aucune taxe de ce genre BERNE perçoit les droits suivants :		fr. c.
	I. — SUR LES BOISSONS DE PROVENANCE SUISSE.		
1	Vin, en fûts et doubles fûts de plus d'un litre de contenance	Le litre.	0 045
2	Vin, en bouteilles	idem.	0 090
3	Cidre et autre vin de fruits	idem.	0 010
4	Bière, en tonneaux et en bouteilles	idem.	0 020
5	Liqueurs et boissons spiritueuses, en bouteilles; liqueurs douces et composées, en vases plus grands	idem.	0 200
6	Esprit-de-vin et toutes les boissons spiritueuses pouvant être pesées à l'éprouvette : 32 degrés de l'alcoomètre de Tralles	idem.	0 12
	33 et 34 degrés	idem.	0 13
	35 à 37	idem.	0 14
	38 et 39	idem.	0 15
	40 à 42	idem.	0 16
	43 et 44	idem.	0 17
	45 à 47	idem.	0 18
	48 à 50	idem.	0 19
	51 et 52	idem.	0 20
	53 à 55	idem.	0 21
	56 et 57	idem.	0 22
	58 à 60	idem.	0 23
	61 et 62	idem.	0 24
	63 à 65	idem.	0 25
	66 et 67	idem.	0 26
	68 à 70	idem.	0 27
	71 à 73	idem.	0 28
	74 et 75	idem.	0 29
	76 à 78	idem.	0 30
	79 et 80	idem.	0 31
	81 à 83	idem.	0 32
	84 et 85	idem.	0 33
	86 à 88	idem.	0 34
	89 à 91	idem.	0 35
	92 et 93	idem.	0 36
	94 à 96	idem.	0 37
	97 et 98	idem.	0 38
	99 et 100	idem.	0 39
	II. — SUR LES BOISSONS DE PROVENANCE ÉTRANGÈRE.		
1	Vin, en vases de toute espèce d'une contenance de plus d'un litre	idem.	0 053
2	Vin, en bouteilles	idem.	0 400

Numéros d'ordre.	Dénomination des Articles.	Unités.	Droits.
			fr. c.
3	Cidre et autre vin de fruits	Le litre.	0 020
4	Bière	<i>idem.</i>	0 025
5	Liqueurs et eau-de-vie, en bouteilles; liqueurs douces et composées, en vases de plus d'un litre de contenance.	<i>idem.</i>	0 400
6	L'esprit-de-vin et toutes les autres boissons spi- ritueuses qui peuvent être pesées à l'éprou- vette payent comme celles de provenance suisse, avec 10 p. 100 de surtaxe.		
LUCERNE.			
I. — BOISSONS DE PROVENANCE SUISSE.			
1	Vin	<i>idem.</i>	0 093
2	Boissons spiritueuses et eau-de-vie.	<i>idem.</i>	0 140
3	Esprit-de-vin	<i>idem.</i>	0 280
4	Vin et autres boissons spiritueuses en bouteilles.	Bouteille.	0 210
	Vin et autres boissons spiritueuses en bouteilles.	Le litre.	0 280
5	Bière	<i>idem.</i>	0 013
6	Cidre et vin de fruits	<i>idem.</i>	0 020
II. — BOISSONS DE PROVENANCE ÉTRANGÈRE.			
1	Vin ordinaire	<i>idem.</i>	0 106
2	Vins fins et boissons spiritueuses	<i>idem.</i>	0 200
3	Esprit-de-vin	<i>idem.</i>	0 233
4	Vin et autres boissons spiritueuses en bouteilles.	Bouteille.	0 300
	Vin et autres boissons spiritueuses en bouteilles.	Le litre.	0 400
5	Bière ordinaire	<i>idem.</i>	0 020
	Bière en bouteilles	Bouteille.	0 040
	Bière en bouteilles	Le litre.	0 050
	Bière en doubles fûts.	<i>idem.</i>	0 050
NOTA. — Les vins en fûts provenant de France, des Etats de l'Union douanière alle- mande, de l'Autriche et de l'Italie sont sans exception passibles d'une taxe de 106 millimes par litre.			
URI.			
1	Esprit-de-vin de provenance suisse.	<i>idem.</i>	0 150
2	Esprit-de-vin de provenance étrangère	<i>idem.</i>	0 200
3	Vin et eau-de-vie de provenance suisse	<i>idem.</i>	0 050
4	Vin et eau-de-vie de provenance étrangère	<i>idem.</i>	0 060
5	Bière et vin de fruits	<i>idem.</i>	0 020
SCHWYZ.			
	Ne perçoit aucune taxe d'entrée (ohmgeld)		
UNTERWALD-LE-HAUT.			
1	Vin de provenance suisse	<i>idem.</i>	0 02 4/5
2	Vin de provenance étrangère	<i>idem.</i>	» 03 11/15
3	Vins fins et eau-de-vie, expédiés en caisses ou paniers (par 5 kilogr. bruts)	<i>idem.</i>	0 460
4	Bière et vin de fruits.	<i>idem.</i>	0 00 14/15
5	Eau-de-vie de provenance suisse:		
	De 18 degrés Cartier et au-dessous	<i>idem.</i>	0 04 2/15
	De 19	<i>idem.</i>	0 04 4/15
	De 20	<i>idem.</i>	0 04 2/5
	De 21	<i>idem.</i>	0 04 2/3
	De 22	<i>idem.</i>	0 04 14/15
	De 23	<i>idem.</i>	0 05 1/5

Numéros d'ordre.	Dénomination des Articles.	Unités.	Droits.	
			fr.	c.
	De 24	Le litre.	0 05	7/15
	De 25	<i>idem.</i>	0 05	11/15
	De 26	<i>idem.</i>	0 060	
	De 27	<i>idem.</i>	0 06	4/15
	De 28	<i>idem.</i>	0 06	8/15
	De 29	<i>idem.</i>	0 06	14/15
	De 30	<i>idem.</i>	0 07	1/3
	De 31	<i>idem.</i>	0 07	11/15
	De 32	<i>idem.</i>	0 08	2/15
	De 33	<i>idem.</i>	0 08	8/15
	De 34	<i>idem.</i>	0 08	14/15
	De 35	<i>idem.</i>	0 09	1/3
	Au-dessous de 35 pour chaque degré : 8/15 c :			
	De 36	<i>idem.</i>	0 09	13/15
	De 37	<i>idem.</i>	0 10	2/5
	De 38	<i>idem.</i>	0 10	14/15
6	Eau-de-vie de provenance étrangère :			
	De 18 degrés Cartier et au-dessous	<i>idem.</i>	0 05	3/5
	De 19	<i>idem.</i>	0 06	
	De 20	<i>idem.</i>	0 06	2/5
	De 21	<i>idem.</i>	0 06	4/5
	De 22	<i>idem.</i>	0 07	1/5
	De 23	<i>idem.</i>	0 07	3/5
	De 24	<i>idem.</i>	0 080	
	De 25	<i>idem.</i>	0 08	8/15
	De 26	<i>idem.</i>	0 09	1/15
	De 27	<i>idem.</i>	0 09	3/5
	De 28	<i>idem.</i>	0 10	2/15
	De 29	<i>idem.</i>	0 10	2/3
	De 30	<i>idem.</i>	0 11	1/5
	De 31	<i>idem.</i>	0 11	11/15
	De 32	<i>idem.</i>	0 12	4/15
	De 33	<i>idem.</i>	0 12	4/5
	De 34	<i>idem.</i>	0 13	1/3
	De 35	<i>idem.</i>	0 140	
	Au-dessus de 35 pour chaque degré : 2/3 c :			
	De 36	<i>idem.</i>	0 14	2/3
	De 37	<i>idem.</i>	0 15	1/3
	De 38	<i>idem.</i>	0 160	
	Il est loisible aux contribuables de faire une déduction de 2 p. 100.			
	UNTERWALD-LE-BAS.			
1	Esprit-de-vin	<i>idem.</i>	0 100	
2	Eau-de-vie	<i>idem.</i>	0 060	
3	Vin de provenance suisse	<i>idem.</i>	0 020	
4	Vin de provenance étrangère	<i>idem.</i>	0 040	
5	Vins fins	<i>idem.</i>	0 250	
6	Bière	<i>idem.</i>	0 020	
7	Vin de fruits	<i>idem.</i>	0 020	
	GLARIS.			
1	Vin de provenance suisse en fûts	L'hectolit.	1 450	
2	Vin de provenance étrangère, en fûts (vins fins en fûts, de provenances française, autri- chienne, italienne ou allemande)	<i>idem.</i>	2 900	
3	Vins fins et boissons spiritueuses de toute es- pèce, autres que les précédentes, en fûts et en bouteilles	les 75 centil.	0 200	

Numéros d'ordre.	Dénomination des Articles.	Unités.	Droits.
			fr. c.
4	Vins de fruits	L'hectolit.	0 200
5	Eau-de-vie et esprit-de-vin, importés ou fabriqués dans le canton et destinés à la consommation intérieure	Le litre.	0 150
	ZOUG.		
1	Vin de provenance étrangère, en fûts	<i>idem.</i>	0 03 1/3
2	Vin de provenance étrangère, en bouteilles	Bouteille.	0 150
3	Vin de provenance suisse	Le litre.	0 01 1/3
4	Bière	<i>idem.</i>	0 01 1/3
5	Vin de fruits.	<i>idem.</i>	0 00 2/3
	Il n'est pas perçu de droits sur l'esprit-de-vin et l'eau-de-vie		
	FRIBOURG.		
1	Vin du canton de Fribourg et toute boisson fabriquée dans ce canton	Les 500 lit.	1 200
2	Bière de provenance suisse	Le litre.	0 020
3	Bière de provenance étrangère	<i>idem.</i>	0 080
4	Vin et vin de fruits de provenance suisse	<i>idem.</i>	0 048
5	Vin et vin de fruits de provenance étrangère.	<i>idem.</i>	0 080
6	Eau-de-vie (au-dessous de 20 degrés) de provenance suisse	<i>idem.</i>	0 096
7	Eau-de-vie (au-dessous de 20 degrés) de provenance étrangère	<i>idem.</i>	0 133
8	Extrait d'absinthe, esprit-de-vin et liqueurs composées de provenance suisse	<i>idem.</i>	0 193
9	Les mêmes en outre, vins fins, de provenance étrangère	<i>idem.</i>	0 233
	SOLEURE.		
1	Vin de provenance suisse	<i>idem.</i>	0 05 2/3
2	Vin et vin de fruits de provenance étrangère.	<i>idem.</i>	0 06 2/3
3	Bière et vin de fruits de provenance suisse	<i>idem.</i>	0 00 2/3
4	Bière de provenance étrangère	<i>idem.</i>	0 02 2/3
5	Eau-de-vie et liqueurs en bouteilles, aussi toutes les liqueurs en vases plus grands, de provenance suisse	<i>idem.</i>	0 130
6	Les mêmes, de provenance étrangère	<i>idem.</i>	0 200
7	Eau-de-vie et esprit-de-vin, qui peuvent être essayés à l'éprouvette de Tralles :		
	Jusqu'à 35 degrés	<i>idem.</i>	0 10
	De 36 à 43.	<i>idem.</i>	0 11
	De 44 à 49.	<i>idem.</i>	0 12
	De 50 à 53.	<i>idem.</i>	0 13
	De 54 à 58.	<i>idem.</i>	0 14
	De 59 à 62.	<i>idem.</i>	0 15
	De 63 à 66.	<i>idem.</i>	0 16
	De 67 à 70.	<i>idem.</i>	0 17
	De 71 à 74.	<i>idem.</i>	0 18
	De 75 à 77.	<i>idem.</i>	0 19
	De 78 à 80.	<i>idem.</i>	0 20
	De 81 à 83.	<i>idem.</i>	0 21
	De 84 et 85.	<i>idem.</i>	0 22
	De 86 à 88.	<i>idem.</i>	0 23
	De 89 et 90.	<i>idem.</i>	0 24
	De 91 et 92.	<i>idem.</i>	0 25
	De 93 et 94.	<i>idem.</i>	0 26

Numéros d'ordre.	Dénomination des Articles.	Unités.	Droits.
	De 95 et 96 L'eau-de-vie et l'esprit-de-vin de provenance suisse payent 10 p. 100, soit un dixième de la taxe en moins.	Le litre.	fr. c. 0 27
	BALE-VILLE.		
1	Vin de provenance étrangère, en fûts	l'hectolitre.	0 65
2	Vin de provenance étrangère en bouteilles; 10 p. 100 du montant de la facture.		
3	Bière de provenance étrangère	idem.	0 65
4	Eau-de-vie et liqueurs, de provenance étran- gère : 10 p. 100 du montant de la facture.		
	NOTA. — Sur les vins nouveaux qui sont im- portés avant le nouvel an, il est accordé pour les lies une réduction de 6 p. 100.		
	BALE-CAMPAGNE.		
1	Le vin et le vin de fruits de provenance suisse sont exempts de taxe.		
2	Vin de provenance étrangère ; en fûts	l'hectolitre.	1 »
3	— en bouteilles	La bouteille	0 15
4	— en bouteilles	Le litre.	0 20
5	Eau-de-vie de provenance suisse	idem.	0 07
6	— étrangère	idem.	0 10
7	Esprit-de-vin	idem.	0 20
8	Extrait d'absinthe, rhum et liqueurs en fûts	idem.	0 20
9	— en bouteilles	idem.	0 40
10	Bière de provenance suisse	l'hectolitre.	0 50
11	— étrangère	idem.	0 70
	SCHAFFHOUSE, APPENZEL (RH. EXT.), APPENZEL (RH. INT.), SAINT-GALL.		
	Ne perçoivent pas de droits d'entrée (Ohmgel- der).		
	GRISONS.		
1	Bière de provenance suisse	100 kil.	1 20
2	— étrangère	idem.	1 70
3	Eau-de-vie de provenance suisse	idem.	4 30
4	— étrangère	idem.	5 »
5	Liqueurs de provenance suisse, en tonneaux.	idem.	8 90
6	— en bouteilles	idem.	14 »
7	Liqueurs de provenance étrangère, en tonneaux.	idem.	9 60
8	— en bouteilles	idem.	14 80
9	Vin ordinaire, de provenance étrangère	idem.	2 40
10	Vins fins, de provenance étrangère, en fûts	idem.	9 60
11	— en bouteilles	idem.	14 80
12	Esprit-de-vin de provenance suisse	idem.	9 80
13	— étrangère	idem.	13 50
	NOTA. — Les raisins de provenance étrangère destinés au pressurage payent la même taxe que le vin, dans la proportion de 140 kilogrammes de raisin = 100 kilogrammes de vin.		
	ARGOVIE.		
1	Vin, vin de fruits et bière, de provenance suisse, en fûts ou autres vases.	Le litre.	0 01
2	Vin de provenance étrangère, en fûts ou autres vases	idem.	0 04

Numéros d'ordre.	Dénomination des Articles.	Unités.	Droits.
			fr. c.
3	Vin de fruits de provenance étrangère, en fûts ou autres vases	Le litre.	0 02
4	Bière de provenance étrangère, en fûts ou autres vases	<i>idem.</i>	0 02
5	Boissons distillées de provenance suisse	<i>idem.</i>	0 05
6	— étrangère.	<i>idem.</i>	0 10
	NOTA. — Les raisins, les lies et le marc payent d'après l'échelle suivante :		
	Raisins : 1 hectolitre = 80 litres de vin (20 p. 100 de déduction).		
	Lies : 1 hectolitre = 8 litres d'eau-de-vie (92 p. 100 de déduction).		
	Marc : 1 hectolitre = 5 litres d'eau-de-vie (95 p. 100 de déduction).		
	THURGOVIE.		
	Ne perçoit pas de taxe d'entrée (Ohmgelder).		
	TESSIN.		
	Ne perçoit aucun droit sur les boissons d'origine suisse ; celles de provenance étrangère payent comme suit :		
1	Esprit-de-vin	100 kil.	5 70
2	Eau-de-vie	<i>idem.</i>	4 50
3	Bière, cidre et meth	<i>idem.</i>	4 80
4	Vin de toute espèce et vermouth en fûts	<i>idem.</i>	2 60
5	Liqueurs : arack, absinthe, cognac, eau-de-cerises, etc., en fûts ou en bouteilles	<i>idem.</i>	16 »
6	Vin de toute espèce en bouteilles.	<i>idem.</i>	16 »
	VAUD.		
	Ne perçoit aucune taxe sur les boissons d'origine suisse ; celle de provenance étrangère payent comme suit :		
1	Bière en tonneaux	<i>idem.</i>	2 »
2	Vin en tonneaux	<i>idem.</i>	3 »
3	Vermouth en tonneaux	<i>idem.</i>	6 »
4	Bière en bouteilles	<i>idem.</i>	6 »
5	Vin et vermouth en bouteilles	<i>idem.</i>	9 »
6	Eau-de-vie et eau-de-cerises	<i>idem.</i>	9 »
7	Vins dits de liqueur, en tonneaux ou en bouteilles	<i>idem.</i>	12 »
8	Esprit-de-vin	<i>idem.</i>	12 »
9	Liqueurs en tonneaux ou en bouteilles	<i>idem.</i>	12 »
10	Rhum	<i>idem.</i>	12 »
	VALAIS.		
	Les boissons de provenance suisse ne sont soumises à aucune taxe.		
	Les boissons d'origine étrangère payent les taxes suivantes :		
1	Vin et bière en fûts	<i>idem.</i>	4 40
2	Eau-de-vie, liqueurs, vins en bouteilles et autres liqueurs spiritueuses	<i>idem.</i>	20 »
3	Esprit-de-vin.	<i>idem.</i>	12 »
	NEUCHÂTEL.		
	Ne perçoit pas de taxe sur les boissons.		

Numéros d'ordre.	Dénomination des Articles.	Unités.	Droits.
	GENÈVE.		fr. c.
	Ne perçoit pas non plus de taxe, sauf les octrois des villes de Genève et de Carouge.		
	I. — EXTRAIT DU TARIF D'OCTROI DE LA VILLE DE GENÈVE.		
1	Vins du canton de Genève, des autres cantons de la Suisse et des propriétaires genevois dans les zones de la Savoie et du Pays de Gex.	L'hectolitre	2 33
2	Vins étrangers	idem.	3 26
3	Vins dits de liqueur	idem.	8 13
4	Vin et vinaigre, en bouteilles	La bouteille	0 12
	Idem	Demi-bout.	0 06
5	Vinaigre et vin gâtés	L'hectolitre	2 33
6	Lies de vin (du 15 septembre au 31 mars)	idem.	2 33
7	— (du 1 ^{er} avril au 15 septembre)	idem.	1 »
8	Bière	idem.	3 70
9	— en cruches ou bouteilles	Cruche ou b.	0 05
10	Cidre	L'hectolitre	2 »
11	Eau-de-vie et esprit-de-vin en cercles (pour chaque hectolitre d'alcool pur contenu dans ces liquides)	idem.	20 »
12	Liqueurs de toute espèce en cercles	idem.	14 83
13	Eau-de-vie et liqueurs de toute espèce, en bouteilles de 1 litre 5 décil. ou au-dessous	La bouteille	0 20
	NOTA. — a) Depuis la vendange au 15 novembre, les vins nouveaux importés avec les lies sont calculés pour le droit sur le pied de 106 p. 100.		
	b) Les vernis à l'esprit-de-vin indiquant plus de 45 p. 100 payent comme les alcools.		
	II. — EXTRAIT DU TARIF D'OCTROI DE LA VILLE DE CAROUGE.		
1	Vin de provenance suisse.	Le litre.	0 02
2	— étrangère	idem.	0 03
3	Bière	idem.	0 03
4	Cidre	idem.	0 01
5	Eau-de-vie	idem.	6 06
6	Liqueurs en bouteilles.	La bouteille	0 15

(L. S.) C. DE FREYGINET.

(L. S.) KERN.

(L. S.) P. TIRARD.

(L. S.) LARDY.

(L. S.) M. ROUVIER.

ANNEXE F.

Règlement relatif au Pays de Gex.

Le Gouvernement de la Confédération suisse s'engage à accorder aux produits du Pays de Gex, indépendamment des concessions douanières spécifiées au Tarif B annexé au Traité de commerce, les facilités suivantes :

Art. I^{er}. Les bureaux de péages fédéraux établis sur la frontière du Pays de Gex admettront en franchise de tout droit d'entrée fédéral, outre les objets déjà affranchis par la loi, les produits mentionnés dans le présent article, savoir :

1° L'écorce à tan et les mottes à brûler en provenant :

2° Le bois à brûler brut, fendu, scié ou en fagots, et le charbon de bois ;

3° Le bois en grume ou équarri, les planches, liteaux et échalas ;

4° Les herbes et les feuilles de hêtre et autres pour fourrage ou litière, les feuilles de mûrier et la litière de roseaux, y compris le foin et la paille ;

5° Les jeunes arbres et les arbrisseaux fruitiers ou de forêts, ordinaires ;

6° Les déchets d'animaux et de végétaux ordinaires, comme engrais non chimiques, sciure de bois, son, mais non les déchets de feuilles de tabac et autres servant pour une branche spéciale d'industrie ;

7° Les céréales en gerbes ;

8° Le colza en gerbes ;

9° Les lins et chanvres bruts ou teillés ;

10° Les plantes médicinales ;

11° Les os, cornes et suifs ;

12° Les pierres brutes, taillées, creusées au ciseau, ou taillées à la boucharde ;

13° Les tuiles et les briques ;

14° La chaux de toute sorte ;

15° La terre glaise, l'argile, la terre réfractaire, les scories ;

16° La vannerie et les cribles ordinaires pour l'agriculture.

Art. II. Lesdits bureaux admettront également en franchise de tout droit d'entrée fédérale les produits suivants provenant du Pays de Gex, savoir :

1° Les légumes frais et le jardinage ;

2° Les fruits frais ;

3° Les pommes de terre ;

- 4° Le pain ;
- 5° Les volailles vivantes ou mortes ;
- 6° Les œufs frais ;
- 7° Le lait ;
- 8° Le beurre frais ;
- 9° Le miel.

Les produits mentionnés au présent article ne seront admis en franchise qu'autant qu'ils auront le caractère d'approvisionnement de marché. Ils devront, en conséquence, être portés ou conduits en Suisse par les vendeurs eux-mêmes, que ce soit par charges à dos, chars ou charrettes.

Le poids de chaque importation desdits produits ne devra pas dépasser celui de 5 quintaux métriques, à l'exception toutefois du beurre frais, pour lequel le poids maximum est fixé à 5 kilogrammes pour chaque importation en franchise.

Il est, d'ailleurs, entendu que les denrées destinées à l'approvisionnement du marché de Genève ne seront l'objet d'aucune interdiction de sortie du Pays de Gex.

Art. III. Seront admis en franchise à l'importation, par les frontières des cantons de Vaud et de Genève, les produits suivants, savoir :

	Quintaux métriques de 100 kilog.
1° Le vin blanc, jusqu'à concurrence de	2,000
2° La bière et le cidre	300
3° Les fromages de toute espèce	1,500
4° Les peaux brutes	400
5° Les peaux tannées de veaux, moutons ou chèvres	100
6° Les gros cuirs.	400
7° Les outils pour l'agriculture et outils de taillandier	200
8° Les caisses de bois pour emballage	300
9° L'ébénisterie, les meubles, tonneaux et charpentes et la menuiserie	100
10° Les marbres de Thoiry bruts ou sciés en plaques po- lies ou non	500
11° La poterie ordinaire	2,500
12° Les ouvrages grossiers en fer, la serrurerie non comprise	200
13° Les vêtements et la lingerie	50

Il est expressément entendu que la franchise ci-dessus stipulée s'applique uniquement aux droits fédéraux et non aux droits d'entrée (*Ohmgelder*) ou d'octroi, dont le taux actuel ne pourra toutefois être élevé.

Art. IV. Les tanneries du Pays de Gex seront autorisées à exporter annuellement, par les frontières des cantons de Vaud et de Genève, en franchise du droit de sortie fédéral, jusqu'à concurrence de *six cents peaux brutes (en poils) de bœufs ou de vaches*, et de *six mille peaux brutes de veaux, moutons ou chèvres*.

De plus, tous les droits à la sortie de Suisse fixés à 20 centimes les 100 kilogrammes au Tarif D annexé au Traité de commerce signé à la date de ce jour seront réduits à 10 centimes les 100 kilogrammes sur les articles à destination du Pays de Gex.

Art. V. Il ne sera perçu aucun droit de transit, ni pour le bétail ni pour les objets de toute espèce que les habitants du pays de Gex achètent en Savoie et importent dans leur arrondissement à travers le territoire suisse.

La Suisse se réserve toutefois de prendre les mesures nécessaires de contrôle et de police pour ce transit, ainsi que d'interdire entièrement le passage ou l'entrée du bétail en cas d'épizootie.

Art. VI. Les marchandises affranchies des droits d'entrée pourront être introduites en Suisse par tous les bureaux de péage et postes de perception à la frontière des cantons de Vaud et de Genève. Elles devront suivre les routes de péage et être déclarées auxdits bureaux ou postes de perception.

Les marchandises désignées à l'article III ci-dessus, ainsi que les produits exportés en franchise aux termes de l'article IV, ne pourront entrer en Suisse ou en sortir que par les bureaux du *Grand-Saconnex*, de *Meyrin de Crassier*, de *Chavannes*, de *Sauverny* et de *Chancy*.

L'Administration des péages fédéraux délivrera, pour les marchandises désignées aux articles III et IV ci-dessus, des billets de crédit valables du 1^{er} janvier au 21 décembre de chaque année, mais seulement jusqu'à concurrence des quantités fixées par lesdits articles.

Tous les habitants de la zone seront admis, sans distinction de nationalité, au bénéfice des dispositions des cinq articles précédents, moyennant l'observation des mesures de surveillance et de contrôle, telles que certificats d'origine, etc., jugées nécessaires par l'Administration des péages fédéraux, en vue de s'assurer de la provenance des marchandises importées. Les produits énumérés à l'article III devront toujours être accompagnés de certificats d'origine délivrés par la sous-préfecture de Gex.

Art. VII. Les vêtements taillés en Suisse qui seront envoyés dans le Pays de Gex pour y être cousus seront exportés de Suisse en franchise de droits de sortie et réimportés en Suisse en exemption du droit d'entrée afférent aux vêtements confectionnés. L'importation et l'exportation de ces objets ne pourra s'opérer que par les bureaux de *Meyrin*, *Saconnex* et *Vireloup*.

L'Administration des péages fédéraux se réserve d'exercer un contrôle au moyen de livrets dont seront pourvues les personnes qui profiteront de cette facilité, et qu'elles devront présenter aux bureaux des péages fédéraux.

Art. VIII. Il est entendu que le bureau de frontière des *Fourgs*, département du Doubs, pourra, comme jusqu'à présent, expédier, soit pour le transit, soit pour l'entrée en France, les fromages, l'horlogerie, y compris les boîtes à musique, les outils et fournitures d'horlogerie.

Art. IX. Les dispositions qui précèdent seront mises en vigueur en même temps et auront la même durée que le Traité de commerce.

Fait en double expédition, à Paris, le 23 février 1882.

(L. S.) C. DE FREYCINET.

(L. S.) KERN.

(L. S.) P. TIRARD.

(L. S.) LARDY.

(L. S.) M. ROUVIER.

ANNEXE G.

Déclaration additionnelle relative aux échantillons.

Pour assurer l'exécution de l'article XXIII du Traité de commerce signé ce jour et qui autorise l'admission réciproque en franchise des échantillons importés par des voyageurs de commerce de Suisse en France et de France en Suisse, il a été convenu ce qui suit :

1° Chacun des États contractants désignera sur son territoire les bureaux ouverts à l'importation ou à la réexportation des échantillons précités. La réexportation pourra également avoir lieu par un bureau autre que celui d'importation ;

2° A l'importation, on devra fixer le montant des droits à acquitter pour ces échantillons, montant qui devra être ou déposé en espèces ou dûment cautionné ;

3° Afin de bien constater leur identité, les échantillons seront, autant que possible, marqués par l'apposition de timbres, de plombs ou de cachets, le tout sans frais ;

4° Le bordereau qui sera dressé de ces échantillons et dont les États contractants auront à déterminer la forme, devra contenir :

a) L'énumération des échantillons importés, leur espèce et les indications propres à faire reconnaître leur identité ;

b) L'indication du droit qui frappe les échantillons, ainsi que la mention que le montant des droits a été acquitté en espèces ou cautionné ;

c) L'indication de la manière dont les échantillons ont été marqués ;

d) La fixation du délai à l'expiration duquel le montant du droit payé d'avance sera définitivement acquis à la douane, ou, s'il a été cautionné, réclamé à la personne garante, à moins que la preuve de la réexportation des échantillons ou leur réintégration en entrepôt ne soit fournie. Ce délai ne devra pas dépasser une année.

5° Lorsque avant l'expiration du délai fixé (4°, d) les échantillons seront présentés à un bureau ouvert à cet effet pour être réexportés ou réintégrés en entrepôt, ce bureau devra s'assurer que les objets dont la réexportation doit avoir lieu sont identiquement les mêmes que ceux présentés à l'importation. Lorsqu'il n'y aura aucun doute à cet égard, le bureau constatera la réexportation ou la réintégration en entrepôt et restituera le montant des droits déposés en espèces à l'entrée ou prendra les mesures nécessaires pour décharger la caution.

Fait en double expédition, à Paris, le 23 février 1882.

(L. S.) C. DE FREIGNET.

(L. S.) KERN.

(L. S.) P. TIRARD.

(L. S.) LARDY.

(L. S.) M. ROUVIER.

ANNEXE H.

Recto.

CARTE
DE LÉGITIMATION POUR VOYAGEURS DE COMMERCE.

Pour l'année 18

Armoiries.

N° de la carte :

VALABLE EN FRANCE ET EN SUISSE.

PORTEUR :

Nom et prénom :

A

, le

18

(Autorité qui délivre la carte.)

L. S.

Signature :

Verso.

Il est certifié par la présente que le porteur de cette carte

{ possède (1)
est commis voyageur au service de la maison
sous la raison sociale
qui y possède (1)

Le porteur de cette carte se proposant de recueillir des commandes et de faire des achats de marchandises pour cette maison et pour les maisons ci-après désignées :

1.

à

2.

à

{ 1 dite maison astreinte à payer dans ce pays les taxes légales pour l'exercice
1 dite maison autorisée à exercer un commerce ou une industrie
d'un commerce ou d'une industrie
dans ce pays.

SIGNALEMENT DU PORTEUR.

Age :

Taille :

Cheveux :

Signes particuliers :

Signature du porteur :

REMARQUE. Des deux lignes marquées sur le formulaire, on ne doit remplir que la ligne supérieure ou la ligne inférieure, selon qu'il s'agit, pour la première ligne, d'un négociant ou d'un fabricant, ou d'un voyageur de commerce pour la seconde ligne. Le formulaire devra donner pour cela un espace suffisant.

(1) Nature de la fabrique ou du commerce.

(L. S.) C. DE FREYCINET.

(L. S.) KERN.

(L. S.) P. TIRARD.

(L. S.) LARDY.

(L. S.) M. ROUVIER.

Traité sur l'établissement des Français en Suisse et des Suisses en France, signé à Paris, le 23 février 1882.

Le PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Et

Le CONSEIL FÉDÉRAL DE LA CONFÉDÉRATION SUISSE,

Animés du désir de resserrer les liens d'amitié et de multiplier les rapports de bon voisinage qui unissent les deux Pays, ont décidé de régler, d'un commun accord et par un Traité spécial, les conditions auxquelles sera soumis l'établissement des Français en Suisse et des Suisses en France, et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires à cet effet, savoir :

Le PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :

M. C. DE FREYCINET, Sénateur, Président du Conseil, Ministre des Affaires Étrangères ;

M. TIRARD, Député, Ministre du Commerce ;

M. MAURICE ROUVIER, Député, ancien Ministre du Commerce et des Colonies ;

Et

Le CONSEIL FÉDÉRAL DE LA CONFÉDÉRATION SUISSE,

M. J. C. KERN, Envoyé extraordinaire et Plénipotentiaire de la Confédération suisse à Paris ;

M. CHARLES-ÉDOUARD LARDY, Docteur en droit, Conseiller à la Légation de Suisse à Paris.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. I^{er}. Les Français seront reçus et traités dans chaque canton de la Confédération, relativement à leurs personnes et à leurs propriétés, sur le même pied et de la même manière que le sont ou pourront l'être à l'avenir les ressortissants des autres cantons. Ils pourront, en conséquence, aller, venir et séjourner temporairement en Suisse, en se conformant aux lois et règlements de police. Tout genre d'industrie et de commerce permis aux ressortissants des divers cantons le sera également aux Français, et sans qu'on puisse en exiger aucune condition pécuniaire ou autre plus onéreuse.

Art. II. Pour prendre domicile ou former un établissement en Suisse, les Français devront être munis d'un acte d'immatriculation constatant leur nationalité, qui leur sera délivré par l'ambassade de la République Française ou par les consulats ou vice-consulats de France institués en Suisse.

Art. III. Les Suisses jouiront, en France, des mêmes droits et avantages que l'article I^{er} ci-dessus assure aux Français en Suisse.

Art. IV. Les ressortissants de l'un des deux États établis dans l'autre ne seront pas atteints par les lois militaires du Pays qu'ils habiteront, mais resteront soumis à celles de leur patrie.

Ils seront également exempts de tout service, soit dans la garde nationale, soit dans les milices municipales.

Art. V. Les ressortissants de l'un des deux États établis dans l'autre, et qui seraient dans le cas d'être renvoyés par sentence légale ou d'après les lois ou règlements sur la police des mœurs et sur la mendicité, seront reçus, en tout temps, eux et leurs familles, dans le Pays dont ils sont originaires et où ils auront conservé leurs droits.

Art. VI. Tout avantage que l'une des Parties contractantes aurait concédé ou pourrait encore concéder à l'avenir, d'une manière quelconque, à une autre Puissance, en ce qui concerne l'établissement des citoyens et l'exercice des professions industrielles, sera applicable de la même manière et à la même époque, à l'autre Partie, sans qu'il soit nécessaire de faire une Convention spéciale à cet effet.

Art. VII. Les dispositions du présent Traité sont applicables à l'Algérie.

En ce qui concerne les autres possessions françaises d'outre-mer, ces mêmes dispositions y seront également applicables, sous les réserves que comporte le régime spécial auquel ces possessions sont soumises.

Art. VIII. Le présent Traité entrera en vigueur le 16 mai 1882 et restera exécutoire jusqu'au 1^{er} février 1892.

Dans le cas où aucune des deux Hautes Parties contractantes n'aurait notifié douze mois avant la fin de ladite période son intention d'en faire cesser les effets, il demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes l'aura dénoncé.

Le présent Traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Paris avant le 12 mai 1882 et simultanément avec celles du Traité de commerce conclu à la date de ce jour.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé le présent Traité et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double expédition, à Paris.

(L. S.) C. DE FREYCINET.

(L. S.) KERN.

(L. S.) M. ROUVIER.

(L. S.) LARDY.

(L. S.) TIRARD.

Convention entre la France et la Suisse pour la garantie réciproque des marques de fabrique et de commerce, des noms commerciaux, des dessins et des modèles industriels, signée à Paris, le 23 février 1882.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,
Et

LE CONSEIL FÉDÉRAL DE LA CONFÉDÉRATION SUISSE,

Désirant assurer la garantie réciproque en Suisse et en France de la propriété des marques de fabrique et de commerce, des noms commerciaux, des dessins et des modèles industriels, ont résolu de conclure, à cet effet, une Convention, et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :

M. C. DE FREYCINET, Sénateur, Président du Conseil, Ministre de Affaires Etrangères ;

M. P. TIRARD, Député, Ministre du Commerce ;

M. MAURICE ROUVIER, Député, ancien Ministre du Commerce et des Colonies ;

Et

LE CONSEIL FÉDÉRAL DE LA CONFÉDÉRATION SUISSE :

M. J. C. KERN, Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de la Confédération suisse, à Paris ;

M. CHARLES-ÉDOUARD LARDY, Conseiller de la Légation de Suisse à Paris ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme,

Sont convenus des articles suivants :

Marques de fabrique et de commerce, noms commerciaux et raison de commerce.

Art. I^{er}. Les citoyens de chacun des deux États contractants jouiront réciproquement de la même protection que les nationaux, pour tout ce qui concerne la propriété des marques de fabrique ou de commerce, sous la condition de remplir les formalités prescrites à ce sujet par la législation respective des deux Pays.

Les Hautes Parties contractantes se feront connaître mutuellement les formalités exigées et se réservent de les modifier, si elles le jugent nécessaire.

Art. II. Les marques de fabrique et de commerce auxquelles s'applique l'article précédent sont celles qui, dans les deux Pays,

sont légitimement acquises aux industriels ou négociants qui en usent, c'est-à-dire que le caractère d'une marque française doit être apprécié en Suisse d'après la loi française, de même que le caractère d'une marque suisse doit être jugé en France d'après la loi fédérale suisse.

Art. III. Les citoyens de l'un des deux États contractants jouiront également dans l'autre de la même protection que les nationaux pour tout ce qui concerne la propriété du nom commercial ou raison de commerce, sans être soumis à l'obligation d'en faire le dépôt, que le nom commercial ou la raison de commerce fasse ou non partie d'une marque de fabrique ou de commerce.

Dessins et modèles industriels.

DISPOSITIONS APPLICABLES EN FRANCE

Art. IV. Les Suisses jouiront en France de la même protection que les nationaux, pour tout ce qui concerne la propriété des dessins et modèles industriels. Toutefois, la durée de cette protection ne pourra excéder celle qui est stipulée à l'article X ci-après.

Si le dessin ou modèle industriel appartient au domaine public, en Suisse, il ne pourra être l'objet d'une jouissance exclusive en France.

Les droits des ressortissants suisses ne sont pas subordonnés en France à l'obligation d'y exploiter les dessins ou modèles industriels.

Art. V. Les Suisses ne pourront revendiquer en France la propriété exclusive d'un dessin ou modèle industriel, s'ils n'en ont déposé une esquisse ou un échantillon au secrétariat du conseil des prud'hommes des tissus à Paris, qui se chargera de transmettre aux conseils compétents ceux des dessins ou modèles dont il ne serait pas autorisé à conserver le dépôt.

Il sera perçu un droit fixé au maximum à un franc pour le dépôt de chaque dessin ou modèle industriel.

Tout acte de cession d'un dessin ou modèle sera enregistré moyennant un droit de un franc.

Pour le dépôt, comme pour la cession, la taxe fixée est exclusive de tous autres frais.

Art. VI. En cas de contrefaçon portant atteinte aux droits garantis par les deux articles précédents, la saisie des objets de contrefaçon sera opérée, et les tribunaux appliqueront les peines déterminées par la loi, de la même manière que s'il s'était agi de la contrefaçon d'un dessin ou modèle industriel français.

Les caractères constituant la contrefaçon seront déterminés par les tribunaux français, d'après la législation en vigueur sur le territoire de la République.

DISPOSITIONS APPLICABLES EN SUISSE

Art. VII. Les dispositions des trois articles précédents recevront également, à titre de réciprocité, leur application en Suisse, pour la protection de la propriété dûment acquise en France des dessins et modèles industriels.

Art. VIII. Les tribunaux compétents en Suisse, soit pour les réparations civiles, soit pour la répression des délits, appliqueront, sur tout le territoire de la Confédération, au profit des propriétaires en France de dessins ou modèles industriels, les dispositions de l'article qui précède et des articles qui suivent.

Il est entendu, sous réserve toutefois des garanties stipulées à l'article XIV, que ces propositions pourront être remplacées par celles de la législation que les autorités compétentes de la Suisse viendraient à consacrer, en matière de propriété industrielle, sur la base de l'assimilation des étrangers aux nationaux.

Art. IX. Le dépôt prescrit par l'article V pour l'acquisition de la propriété des dessins et modèles industriels, se fera au département fédéral du commerce et de l'agriculture, à Berne.

Art. X. Le dépôt des dessins et modèles industriels, effectué conformément à l'article IX, assurera la propriété des déposants pour un, deux ou trois ans, suivant leur déclaration et à compter de sa date : mais la durée de ce droit pourra toujours être prorogée, pour une nouvelle période de trois ans, au moyen d'un nouveau dépôt.

Art. XI. Le déposant pourra faire son dépôt, soit ouvertement, certifié de sa signature et de son cachet, soit sous enveloppe cachetée. Dans ce dernier cas, l'enveloppe contenant le dessin ou l'échantillon ne pourra être ouverte qu'un an après l'acte de son dépôt.

Après ce terme, il sera permis de prendre inscription des dessins ou échantillons déposés. L'enveloppe pourra, à toute époque, être ouverte, soit sur la réquisition du déposant, soit, en cas de contestation, en vertu d'une ordonnance judiciaire.

Art. XII. Le dépôt sera considéré comme non avenu dans les cas suivants :

1° Si le dessin ou modèle n'est pas nouveau :

2° Si, antérieurement au dépôt, des produits fabriqués sur le dessin ou modèle déposé ont été livrés au commerce.

Art. XIII. La contrefaçon ainsi que le débit ou l'importation

sciemment opérés de dessins ou modèles contrefaits seront punis conformément aux dispositions de l'article suivant.

Art. XIV. Tout contrefacteur sera puni d'une amende de cent francs au moins et de deux mille francs au plus ; et le débitant, d'une amende de vingt-cinq francs au moins et de cinq cents francs au plus, et ils seront condamnés en outre à payer au propriétaire des dommages-intérêts pour réparation du préjudice à lui causé.

La confiscation des objets contrefaits sera prononcée tant contre le contrefacteur que contre l'introducteur et le débitant. Dans tous les cas, les tribunaux pourront, sur la demande de la partie civile, ordonner qu'il lui soit fait remise, en déduction des dommages-intérêts à elle alloués, des objets contrefaits.

Art. XV. La confiscation des produits, dessins ou modèles contrefaits pourra, même en cas d'acquiescement, être prononcée par le tribunal, ainsi que celle des instruments et ustensiles ayant spécialement servi à commettre le délit.

Art. XVI. Le propriétaire d'un dessin ou modèle industriel pourra faire procéder, en vertu d'une ordonnance de l'autorité compétente, à la désignation ou description détaillée, avec ou sans saisie, des produits qu'il prétendra contrefaits à son préjudice, en contravention aux dispositions de la présente Convention.

L'ordonnance sera rendue sur simple requête et sur la présentation du procès-verbal constatant le dépôt du dessin ou modèle industriel. Elle contiendra s'il y a lieu la nomination d'un expert.

Lorsque la saisie sera requise, le juge pourra exiger du requérant un cautionnement qu'il sera tenu de consigner avant de faire procéder à la saisie.

Il sera laissé copie au détenteur des objets décrits ou saisis, de l'ordonnance et de l'acte constatant le dépôt du cautionnement, le cas échéant, le tout à peine de nullité et de dommages-intérêts.

Art. XVII. A défaut par le requérant de s'être pourvu dans le délai de quinzaine, la prescription ou saisie sera nulle de plein droit, sans préjudice des dommages-intérêts qui pourraient être réclamés, s'il y a lieu.

Art. XVIII. La poursuite devant les tribunaux suisses pour les délits définis dans la présente Convention n'aura lieu que sur la demande de la partie lésée ou de ses ayants droit.

Art. XIX. Les actions relatives à la contrefaçon des dessins et modèles industriels seront portées, en Suisse, devant le tribunal du district, dans lequel la contrefaçon ou la vente illicite aura eu lieu.

Les actions civiles seront jugées comme matières sommaires.

Art. XX. Les peines établies par la présente Convention ne pourront être cumulées. La peine la plus forte sera seule prononcée pour tous les faits antérieurs au premier acte de poursuite.

Art. XXI. Le tribunal pourra ordonner l'affichage du jugement dans les lieux qu'il déterminera, et son insertion intégrale ou par extraits dans les journaux qu'il désignera, le tout aux frais du condamné.

Art. XXII. Les peines portées aux articles ci-dessus pourront être élevées au double, en cas de récidive. Il y a récidive, lorsqu'il a été prononcé contre le prévenu, dans les cinq années antérieures, une condamnation pour un délit de même nature.

Art. XXIII. Les tribunaux pourront, s'il existe des circonstances atténuantes, réduire les peines prononcées contre les coupables au-dessous du minimum prescrit, et même substituer l'amende à l'emprisonnement, sans qu'en aucun cas elles puissent être au-dessous des peines de simple police.

Art. XXIV. Les Hautes Parties contractantes sont convenues de soumettre les dispositions des articles IV à XXIII ci-dessus à une revision, si une nouvelle législation sur les dessins ou modèles, dans l'un ou l'autre Pays ou dans les deux Pays, la rendait désirable ; mais il est entendu que les stipulations desdits articles continueront à être obligatoires pour les deux Pays, jusqu'à ce qu'elles soient modifiées d'un commun accord.

Si les garanties accordées actuellement en France à la protection de la propriété des dessins ou modèles industriels venaient à être modifiées pendant la durée de la présente Convention, le Gouvernement fédéral suisse serait autorisé à remplacer les dispositions des articles IV à XXIII ci-dessus par les nouvelles dispositions édictées par la législation française.

Art. XXV. La présente Convention entrera en vigueur le 16 mai 1882 et restera exécutoire jusqu'au 1^{er} février 1892. Dans le cas où aucune des Hautes Parties contractantes n'aurait notifié, une année avant l'expiration de ce terme, son intention d'en faire cesser les effets, la Convention continuera d'être obligatoire encore une année, à partir du jour où l'une des Parties l'aura dénoncée.

Elle sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées à Paris, au plus tard le 12 mai 1882, en même temps que celles du Traité de commerce conclu à la date de ce jour.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double expédition, à Paris, le 23 février 1882.

(L. S.) C. DE FREYCINET.

(L. S.) KERN.

(L. S.) P. TIRARD.

(L. S.) LARDY.

(L. S.) M. ROUVIER.

Convention entre la France et la Suisse, sur les rapports de voisinage et sur la surveillance des forêts limitrophes, signée à Paris, le 23 février 1882.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,
Et

LE CONSEIL FÉDÉRAL DE LA CONFÉDÉRATION SUISSE,

Désirant assurer et régler entre la France et la Suisse les rapports de voisinage et de surveillance des forêts limitrophes, ont résolu de conclure dans ce but une Convention spéciale, et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :

M. C. DE FREYCINET, Sénateur, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères ;

M. TIRARD, Député, Ministre du Commerce,

M. MAURICE ROUVIER, Député, ancien ministre du Commerce et des Colonies ;

Et

LE CONSEIL FÉDÉRAL DE LA CONFÉDÉRATION SUISSE :

M. J. C. KERN, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de la Confédération Suisse à Paris ;

M. CHARLES-ÉDOUARD LARDY, Docteur en droit, Conseiller de la Légation de Suisse à Paris ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. Pour faciliter l'exploitation des biens-fonds et forêts limitrophes des frontières, sont affranchis de tous droits d'importation, d'exportation ou de circulation : les céréales en gerbes ou en épis, les foin, la paille et les fourrages verts, les produits bruts des forêts, bois, charbons ou potasses, ainsi que les engrais, les semences, plantes, perches, échalas, animaux et instruments de toute sorte servant à la culture des propriétés situées dans une zone de dix kilomètres, de chaque côté de la

frontière, sous réserve du contrôle réglementaire existant dans chaque Pays pour la répression de la fraude.

Art. II. Dans le même rayon et sous les garanties énoncées à l'article précédent, sont également affranchis de tous droits d'importation, d'exportation ou de circulation, les grains ou bois envoyés, par les habitants de l'un des deux Pays, à un moulin ou à une scierie situés sur le territoire de l'autre, ainsi que les farines ou planches en provenant.

La même faculté est accordée aux nationaux des deux Pays pour l'extraction de l'huile des semences recueillies sur leurs biens-fonds, le blanchiment des fils et toiles écrus, fabriqués avec les produits de la terre qu'ils cultivent, ainsi que pour la filature à façon du lin et du chanvre récoltés dans ledit rayon.

Art. III. Les produits agricoles ou forestiers seront transportés sur les chemins publics, sans autre indemnité que celles imposées par les lois du Pays aux habitants de la localité.

Les chemins limitrophes qui suivent la frontière ou qui passent, suivant la configuration du terrain, d'un territoire à l'autre, ne pourront, dans aucun cas, être barrés ou fermés à la circulation desdits produits.

Art. IV. Dans chacun des deux Pays, lorsqu'une forêt ou tout autre immeuble exploité par un étranger se trouvera à l'état d'enclave, un passage sera ouvert sur les propriétés voisines, à charge d'une indemnité qui sera réglée par les tribunaux, si les Parties ne se sont pas entendues à l'amiable.

Art. V. Les propriétaires ou cultivateurs français en Suisse, et réciproquement, les propriétaires ou cultivateurs suisses en France jouiront généralement, quant à l'exploitation de leurs biens, des mêmes avantages que les nationaux habitant la même localité, à la condition qu'ils se soumettront à tous les règlements administratifs ou de police applicables aux ressortissants du Pays.

Art. VI. Les dispositions précédentes ne dérogent à aucune des Conventions qui pourraient exister entre les municipalités frontières.

Art. VII. Lorsqu'une forêt appartenant, soit à l'État, soit à une commune, soit à un établissement public, soit à un particulier français, sera située sur le territoire suisse, ou réciproquement, des gardes pourront être désignés par les propriétaires pour la surveillance desdites forêts.

Ces gardes devront remplir les conditions de nationalité et de capacité exigées par les lois et règlements du Pays où la forêt sera située; ils seront commissionnés par l'autorité compétente de ce même Pays et assermentés.

Leurs pouvoirs et leurs obligations seront les mêmes que ceux des gardes des forêts dont les propriétaires ne sont pas étrangers.

Les frais nécessités par leur nomination et l'exercice de leurs fonctions seront à la charge des propriétaires des forêts.

Art. VIII. Pour mieux assurer la répression des délits et contraventions qui se commettent dans les forêts, sur la frontière, les Hautes Parties contractantes s'engagent à poursuivre ceux de leurs ressortissants qui auraient commis ces infractions sur le territoire étranger, de la même manière et par application des mêmes lois que s'ils s'en étaient rendus coupables dans les forêts de leur Pays même.

La poursuite aura lieu sous la condition qu'il n'y ait pas eu jugement rendu dans le Pays où l'infraction a été commise, et sur transmission officielle du procès-verbal, par l'autorité compétente de ce Pays, à celle du Pays auquel appartient l'inculpé.

L'État où la condamnation sera prononcée percevra seul le montant des amendes et des frais ; mais les indemnités seront versées dans les caisses de l'État où les infractions auront été commises.

Les procès-verbaux dressés régulièrement par les gardes assermentés dans chaque Pays feront foi, jusqu'à preuve contraire, devant les tribunaux étrangers.

Art. IX. Pour donner plus d'efficacité à la surveillance des propriétés forestières, tous les gardes forestiers qui constateront un délit ou une contravention dans la circonscription confiée à leur surveillance pourront suivre les objets enlevés, même de l'autre côté de la frontière, sur le territoire de l'État voisin, jusque dans les lieux où ils auraient été transportés, et en opérer la saisie.

Ils ne pourront, toutefois, s'introduire dans les maisons, bâtiments, cours adjacentes et enclos, si ce n'est en présence d'un fonctionnaire public, désigné à cet effet par les lois du Pays dans lequel la perquisition aura lieu.

Les autorités compétentes, chargées de la police locale, sont tenues d'assister les gardes dans leurs recherches, sans qu'il soit nécessaire de réclamer la permission d'un fonctionnaire supérieur.

Les administrations compétentes de chacun des deux États se feront connaître réciproquement les noms des agents forestiers chargés de la surveillance des forêts limitrophes.

Art. X. Dans le cas où des modifications dans la législation criminelle de l'un ou de l'autre État seraient jugées nécessaires

pour assurer l'exécution des articles 8 et 9, les deux Hautes Parties contractantes s'engagent à prendre, aussitôt que faire se pourra, les mesures nécessaires à l'effet d'opérer ces réformes.

Art. XI. La présente Convention entrera en vigueur le 16 mai 1882 et demeurera exécutoire jusqu'au 1^{er} février 1892. Dans le cas où aucune des deux Hautes Parties contractantes n'aurait notifié, douze mois avant la fin de ladite période, son intention d'en faire cesser les effets, elle continuera à être obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année, à partir du jour où l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes l'aura dénoncée.

Art. XII. La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Paris avant le 12 mai 1882, et simultanément avec celles du Traité de commerce conclu à la date de ce jour.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double expédition, à Paris, le 23 février 1882.

(L. S.) C. DE FREYCINET.

(L. S.) KERN.

(L. S.) P. TIRARD.

(L. S.) LARDY.

(L. S.) M. ROUVIER.

Convention de raccordement du chemin de fer de Boissey-Veyrier à la gare de Genève signée à Paris, le 27 février 1882.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE, également animés du désir de procurer aux citoyens des deux Pays de nouvelles facilités de communication, ont résolu de conclure une Convention pour l'établissement d'un chemin de fer reliant la gare de Genève-Cornavin, par Carouge, à la station de Boissey-Veyrier, et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, M. Charles JAGERSCHMIDT, Ministre Plénipotentiaire de première classe, Officier de la Légion d'honneur, etc. etc. ;

ET LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE, M. Jean-Conrad KERN, Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de la Confédération suisse près le Gouvernement de la République française ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Art. 1^{er}. Le Gouvernement de la République française et le

Gouvernement fédéral suisse se reconnaissent réciproquement le droit de raccorder le réseau des chemins de fer suisses au réseau des chemins de fer de la Haute-Savoie par une ligne qui, partant de la gare de Genève-Cornavin et passant par Carouge, se reliera à la gare de Bossey-Veyrier, sur la ligne d'Annemasse-Collonges.

Le Gouvernement fédéral suisse pourra, en tout temps et à sa convenance, commencer les travaux de la partie de cette ligne située sur le territoire suisse, en informant le Gouvernement de la République française de l'époque du commencement desdits travaux et de celle fixée pour leur achèvement.

Le Gouvernement de la République française s'engage, de son côté, à assurer l'exécution de la partie de cette ligne située sur le territoire français, de telle sorte que cette section, d'environ cent mètres, soit ouverte à l'exploitation en même temps que la section suisse.

Art. II. Le raccordement à la frontière des deux sections française et suisse sera effectué conformément aux plan et profil joints aux procès-verbaux des conférences tenues à Genève les 12 septembre et 8 octobre 1881, lesquels, ainsi que lesdits procès-verbaux, sont approuvés par les Hautes Parties contractantes et déclarés définitifs.

Toutefois, si, dans le délai de quinze années à partir de l'échange des ratifications de la présente Convention, les travaux de construction de la ligne de Cornavin à Bossey-Veyrier n'avaient pas reçu un commencement d'exécution, les deux Hautes Parties contractantes se réservent la faculté de procéder, s'il y a lieu, d'un commun accord, à la revision des plan et profil joints au procès-verbal de la Conférence du 8 octobre 1881, en ne modifiant que les conditions techniques du raccordement.

Art. III. Chacun des deux Gouvernements arrêtera et approuvera les projets relatifs à la construction, sur son territoire, des deux tronçons du chemin de fer dont il s'agit.

La largeur de la voie entre les bords intérieurs des rails sera, dans les deux Pays, de 1^m 44 au moins et de 1^m 45 au plus.

Les tampons des locomotives et des wagons seront établis de telle manière qu'il y ait concordance avec les dimensions adoptées sur les chemins de fer en exploitation dans les deux Pays.

Les terrains seront achetés pour deux voies, et les ouvrages d'art et terrassements seront exécutés pour une seule voie, la seconde voie ne devant être établie que si les nécessités de l'exploitation l'exigent.

Dans le cas où la seconde voie serait établie, la largeur de

l'entrevoie sera de 2 mètres entre les bords extérieurs des rails.

En pleine voie, les courbes auront au moins 300 mètres de rayon, et les déclivités ne dépasseront pas 0^m020 par mètre.

Art. IV. Les deux Gouvernements rechercheront les moyens d'obtenir que la section comprise entre les stations-frontières des deux chemins de fer français et suisse, et située partie sur le territoire français et partie sur le territoire suisse, soit exploitée par une seule Compagnie ou Administration.

Ils permettront que les Compagnies ou Administrations chargées de l'exploitation des lignes sur les deux territoires s'entendent à ce sujet. En cas d'accord à cet égard, accord qui sera soumis à l'approbation des Hautes Parties contractantes, les deux Gouvernements se réservent de s'entendre ultérieurement, en ce qui concerne cette exploitation, par voie de correspondance.

Art. V. Toute Administration à laquelle sera confiée l'exploitation commune des parties française et suisse du chemin de fer sera tenue de désigner, tant en France qu'en Suisse, un agent spécial et un domicile d'élection où devront être dressés les ordres, les communications et les réquisitions que les Gouvernements respectifs et les autorités compétentes auront à faire parvenir à cette Administration.

Cette élection de domicile entraînera compétence judiciaire. Les instances civiles dirigées contre la Compagnie chargée de l'exploitation commune, à raison de faits survenus sur la portion de territoire de l'un des deux Pays comprise entre les stations-frontières, pourront être portées devant la juridiction du domicile élu dans ce Pays.

Art. VI. Les deux Gouvernements s'engagent à faire rédiger les règlements de police pour ce chemin de fer, autant que possible, d'après les mêmes principes, et à faire organiser l'exploitation, autant que faire se pourra, d'une manière uniforme.

Les individus légalement condamnés pour crimes ou délits de droit commun et pour contravention aux lois ou règlements en matières de douane ou de péages, ne pourront pas être employés entre les stations de jonction.

Il n'est, d'ailleurs, dérogé en rien aux droits de souveraineté appartenant à chacun des États sur la partie du chemin de fer située sur son territoire.

Art. VII. Les deux Gouvernements feront, d'un commun accord, en sorte que, dans les stations dans lesquelles, tant en France qu'en Suisse, ce chemin de fer sera relié avec ceux déjà existants entre les deux Pays, il y ait, autant que possible, correspondance entre les départs et les arrivées des trains les plus

directs. Ils se réservent de déterminer le minimum des trains destinés au transport des voyageurs, minimum qui ne pourra, dans aucun cas, être moindre de trois par jour dans chaque direction.

Art. VIII. Sur tout le parcours du chemin de fer, il ne sera pas fait de différence entre les habitants des deux États quant au mode et au prix de transport et au temps de l'expédition. Les voyageurs et les marchandises passant de l'un des deux États dans l'autre ne seront pas traités, sur le territoire de l'État dans lequel ils entreront, moins favorablement que les voyageurs et les marchandises circulant à l'intérieur de chacun des deux Pays.

Art. IX. Les deux Gouvernements conviennent réciproquement que les formalités à remplir, le cas échéant, pour la vérification des passeports et pour la police concernant les voyageurs seront réglées de la manière la plus favorable que le permet la législation de chacun des deux États.

Art. X. Pour favoriser autant que possible l'exploitation du chemin de fer, les deux Gouvernements accorderont aux voyageurs, à leurs bagages et aux marchandises transportés, en ce qui concerne les formalités d'expédition en douane, toutes les facilités compatibles avec les lois douanières et les règlements généraux des deux États, et spécialement celles qui ont déjà ou seront ultérieurement accordées sur tout autre chemin de fer traversant la frontière de l'un des deux États.

Les marchandises et bagages transportés de l'un dans l'autre des deux Pays, à destination de stations autres que celles situées à la frontière, seront admis à passer outre jusqu'au lieu de leur destination sans être soumis aux visites de la douane dans les bureaux de la frontière, pourvu qu'à ce lieu de destination se trouve établi un bureau de douane, qu'il soit satisfait aux lois et règlements généraux, et pour autant que, dans certains cas, d'après ces lois et règlements, la visite ne soit pas jugée nécessaire ailleurs.

Les deux Gouvernements se confèrent respectivement le droit de faire escorter par leurs employés de douane les convois circulant entre les stations-frontières des deux Pays.

Art. XI. La voie ferrée de Genève-Cornavin à Boissey-Veyrier sera considérée comme route internationale ouverte, pour les deux Pays, à l'importation, à l'exportation et au transit des marchandises non prohibées, ainsi qu'au transport des voyageurs, tant de jour que de nuit, sans distinction de jours ouvrables et fériés, pour ce qui concerne les trains prévus à l'horaire.

Art. XII. Les Compagnies ou Administrations chargées de l'ex-

exploitation du chemin de fer seront tenues, en ce qui concerne le service des postes entre et dans les stations-frontières, de remplir les obligations dont l'indication suit :

1° Transporter gratuitement, par chaque convoi pour voyageurs, les voitures de la poste des deux gouvernements, avec leur matériel de service, les lettres et les employés chargés du service ;

2° Transporter gratuitement, tant que les deux Gouvernements ne feront pas usage de la faculté mentionnée au paragraphe précédent, les malles de la poste et les courriers qui convoient les malles, dans un ou deux compartiments d'une voiture ordinaire de 2^e classe ;

3° Accorder aux employés de l'Administration postale la libre entrée des voitures destinées au service de la poste et leur laisser la faculté de prendre et de remettre les lettres et les paquets ;

4° Mettre à la disposition des Administrations postales des deux États, dans les stations qui seront désignées à cet effet, un emplacement sur lequel pourront être établis des bâtiments ou hangars nécessaires au service de la poste et dont le prix de location sera fixé de gré à gré ou à dire d'experts ;

5° Établir, autant que faire se pourra, entre l'exploitation du chemin de fer et le service du transport des lettres, la conformité qui sera jugée nécessaire par les deux Gouvernements pour obtenir un transport aussi régulier et aussi prompt que possible.

Les Administrations des postes des deux États s'entendront entre elles relativement à l'emploi du chemin de fer pour le service postal entre les stations-frontières.

Art. XIII. Les deux Gouvernements consentent à ce qu'il soit établi des télégraphes électro-magnétiques pour le service du chemin de fer.

Des télégraphes électro-magnétiques pour le service international et public pourront également être établis le long du chemin de fer par les soins des deux Gouvernements, chacun sur son territoire.

Les Administrations française et suisse auront droit au transport gratuit du personnel voyageant pour le service et du matériel nécessaire à l'établissement, à l'entretien et à la surveillance des lignes établies par chacune d'elles le long du chemin de fer, entre les deux gares les plus rapprochées de la frontière.

Art. XIV. La présente Convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées à Paris, aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et l'ont revêtue de leurs cachets.

Fait, en double expédition, à Paris, le 27 février 1882.

(L. S.) C. JAGERSCHMIDT.

(L. S.) KERN.

Convention de raccordement du chemin de fer de Thonon au Bouveret par Saint-Gingolph, signée à Paris, le 27 février 1882.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE et le CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE, également animés du désir de procurer aux citoyens des deux Pays de nouvelles facilités de communications, ont résolu de conclure une Convention pour l'établissement d'un chemin de fer de Thonon au Bouveret, par Saint-Gingolph, et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, M. Charles JAGERSCHMIDT, Ministre Plénipotentiaire de première classe, Officier de la Légion d'honneur, etc. etc ;

Et LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE, M. Jean-Conrad KERN, Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de la Confédération suisse près le Gouvernement de la République française ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Art. 1^{er}. Le Gouvernement de la République française s'engage, dans les limites de la concession accordée à la Compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée, à assurer l'exécution d'un chemin de fer de Thonon à la frontière suisse, dans la direction du Bouveret.

De son côté, le Gouvernement fédéral suisse s'engage, dans les limites de la concession accordée par lui à la Compagnie des chemins de fer de la Suisse Occidentale et du Simplon, à assurer l'exécution d'un chemin de fer du Bouveret à la frontière française, dans la direction de Thonon.

Les travaux seront dirigés, sur les deux territoires, de telle sorte que la ligne puisse être ouverte à l'exploitation au plus tard le 1^{er} octobre 1885.

Art. II. Le raccordement à la frontière des deux sections française et suisse sera effectué conformément aux plan et profil joints au procès-verbal de la conférence tenue à Genève, le 8 oc-

tobre 1881, lesquels, ainsi que ledit procès-verbal, sont approuvés par les Hautes Parties contractantes.

Le Gouvernement français assurera l'exécution du pont sur la Morge à la frontière des deux États.

À défaut d'entente entre les Administrations des chemins de fer limitrophes, au sujet de la répartition des frais de construction dudit pont, cette répartition sera faite par les deux Gouvernements.

Art. III. Chacun des deux Gouvernements arrêtera et approuvera les projets relatifs à la construction, sur son territoire, des deux tronçons du chemin de fer dont il s'agit.

La largeur de la voie entre les bords intérieurs des rails sera, dans les deux Pays, de 1^m44 au moins et de 1^m45 au plus.

Les tampons des locomotives et des wagons seront établis de telle manière qu'il y ait concordance avec les dimensions adoptées sur les chemins de fer en exploitation dans les deux Pays.

Les terrains seront achetés pour deux voies, et les ouvrages d'art et de terrassements seront exécutés pour une seule voie, la seconde voie ne devant être établie que si les nécessités de l'exploitation l'exigent.

Dans le cas où la seconde voie serait établie, la largeur de l'entrevoie sera de 2 mètres entre les bords extérieurs des rails.

En pleine voie, les courbes auront au moins 300 mètres de rayon et les déclivités ne dépasseront pas 0^m020 par mètre.

Art. IV. Les deux Gouvernements rechercheront les moyens d'obtenir que la section comprise entre les stations-frontières des deux chemins de fer français et suisses, et située partie sur le territoire français et partie sur le territoire suisse, soit exploitée par une seule Compagnie ou Administration.

Ils permettront que les Compagnies ou Administrations chargées de l'exploitation des lignes sur les deux territoires s'entendent à ce sujet. En cas d'accord à cet égard, accord qui sera soumis à l'approbation des Hautes Parties contractantes, les deux Gouvernements se réservent de s'entendre ultérieurement, en ce qui concerne cette exploitation, par voie de correspondance.

Art. V. Toute administration à laquelle sera confiée l'exploitation commune des parties française et suisse du chemin de fer sera tenue de désigner, tant en France qu'en Suisse, un agent spécial et un domicile d'élection où devront être adressés les ordres, les communications et les réquisitions que les Gouvernements respectifs et les autorités compétentes auront à faire parvenir à cette administration.

Cette élection de domicile entraînera compétence judiciaire.

Les instances civiles dirigées contre la Compagnie chargée de l'exploitation commune, à raison de faits survenus sur la portion de territoire de l'un des deux Pays comprise entre les stations-frontières pourront être portées devant la juridiction du domicile élu dans ce Pays.

Art. VI. Les deux Gouvernements s'engagent à faire rédiger les règlements de police, pour ce chemin de fer, autant que possible d'après les mêmes principes, et à faire organiser l'exploitation, autant que faire se pourra, d'une manière uniforme.

Les individus légalement condamnés pour crimes ou délits de droit commun et pour contraventions aux lois ou règlements en matière de douane ou de péage ne pourront pas être employés entre les stations de jonction.

Il n'est, d'ailleurs, dérogé en rien aux droits de souveraineté appartenant à chacun des États sur la partie du chemin de fer située sur son territoire.

Art. VII. Les deux Gouvernements feront, d'un commun accord, en sorte que, dans les stations dans lesquelles, tant en France qu'en Suisse, ce chemin de fer sera relié avec ceux déjà existants dans les deux Pays, il y ait, autant que possible, correspondance entre les départs et les arrivées des trains les plus directs. Ils se réservent de déterminer le minimum des trains destinés au transport des voyageurs, minimum qui ne pourra, dans aucun cas, être moins de trois par jour dans chaque direction.

Art. VIII. Sur tout le parcours du chemin de fer, il ne sera pas fait de différence entre les habitants des deux États quant au mode et au prix de transport et au temps de l'expédition. Les voyageurs et les marchandises passant de l'un des États dans l'autre ne seront pas traités, sur le territoire dans lequel ils entreront, moins favorablement que les voyageurs et les marchandises circulant à l'intérieur de chacun des deux Pays.

Art. IX. Les deux Gouvernements conviennent réciproquement que les formalités à remplir, le cas échéant, pour vérification des passeports et pour la police concernant les voyageurs, seront réglées de la manière la plus favorable que le permet la législation de chacun des deux États.

Art. X. Pour favoriser autant que possible l'exploitation du chemin de fer, les deux Gouvernements accorderont aux voyageurs, à leurs bagages et aux marchandises transportés, en ce qui concerne les formalités d'expédition en douane, toutes les facilités compatibles avec les lois douanières et les règlements généraux des deux États, et spécialement celles qui sont déjà ou

seront ultérieurement accordées sur tout autre chemin de fer traversant la frontière de l'un des deux États.

Les marchandises et bagages transportés de l'un dans l'autre des deux Pays, à destination de stations autres que celles situées à la frontière, seront admis à passer outre jusqu'au lieu de leur destination, sans être soumis aux visites de la douane dans les bureaux de la frontière, pourvu qu'à ce lieu de destination se trouve un bureau de douane, qu'il soit satisfait aux lois et règlements généraux, et pour autant que, dans certains cas, d'après ces lois et règlements, la visite ne soit pas jugée nécessaire ailleurs.

Les deux Gouvernements se confèrent respectivement le droit de faire escorter par leurs employés de douane les convois circulant entre les stations-frontières des deux Pays.

Art. XI. La voie ferrée de Thonon au Bouveret par Saint-Gingolph sera considérée comme route internationale ouverte, pour les deux Pays, à l'importation, à l'exportation et au transit des marchandises non prohibées, ainsi qu'au transport des voyageurs, tant de jour que de nuit, sans distinction de jours ouvrables et fériés, pour ce qui concerne les trains prévus à l'horaire.

Art. XII. Les Compagnies ou Administrations chargées de l'exploitation du chemin de fer seront tenues, en ce qui concerne le service des postes entre et dans les stations-frontières, de remplir les obligations dont l'indication suit :

1° Transporter gratuitement, par chaque convoi pour voyageurs, les voitures de la poste des deux Gouvernements, avec leur matériel de service, les lettres et les employés chargés du service ;

2° Transporter gratuitement, tant que les deux Gouvernements ne feront pas usage de la faculté mentionnée au paragraphe précédent, les malles de la poste et les courriers qui convoient les malles, dans un ou deux compartiments d'une voiture ordinaire de 2^e classe ;

3° Accorder aux employés de l'Administration postale la libre entrée des voitures destinées au service de la poste et leur laisser la faculté de prendre et de remettre les lettres et les paquets ;

4° Mettre à la disposition des Administrations postales des deux États, dans les stations qui seront désignées à cet effet, un emplacement sur lequel pourront être établis les bâtiments ou hangars nécessaires au service de la poste et dont le prix de location sera fixé de gré à gré ou à dire d'experts ;

5° Établir, autant que faire se pourra, entre l'exploitation du chemin de fer et le service du transport des lettres, la confor-

mité qui sera jugée nécessaire par les deux Gouvernements pour obtenir un transport aussi régulier et aussi prompt que possible.

Les Administrations des postes des deux États s'entendront entre elles relativement à l'emploi du chemin de fer pour le service postal entre les stations-frontières.

Art. XIII. Les deux Gouvernements consentent à ce qu'il soit établi des télégraphes électro-magnétiques pour le service du chemin de fer.

Des télégraphes électro-magnétiques pour le service international et public pourront également être établis le long du chemin de fer par les soins des deux Gouvernements, chacun sur son territoire.

Les Administrations française et suisse auront droit au transport gratuit du personnel voyageant pour le service et du matériel nécessaires à l'établissement, à l'entretien et à la surveillance des lignes établies par chacune d'elles le long du chemin de fer, entre les deux gares les plus rapprochées de la frontière.

Art. XIV. La présente Convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées à Paris, aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et l'ont revêtue de leurs cachets.

Fait, en double expédition, à Paris, le 27 février 1882.

(L. S.) CH. JAGERSCHMIDT.

(L. S.) KERN.

GRANDE-BRETAGNE — PORTUGAL

Convention supplémentaire entre la Grande-Bretagne et le Portugal, au Traité de Commerce et de Navigation, signé à Lisbonne le 3 juillet 1842, signée à Lisbonne, le 22 mai 1882.

S. M. LA REINE DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE ET S. M. LE ROI DU PORTUGAL, également animés du désir de resserrer les liens d'amitié qui unissent les deux Pays et de placer sur une meilleure base les relations commerciales des deux États, ont résolu de conclure une Convention supplémentaire au Traité signé à Lisbonne le 3 juillet 1842. A cet effet, ils ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

S. M. la Reine du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande : Sir Charles LENNOX WYKE, Chevalier grand'croix de l'Ordre Très Distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, Chevalier Commandeur du Très Honorable Ordre du Bain, Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de S. M. Britannique à la cour de S. M. T. Fidèle, etc. etc.

Et S. M. le Roi du Portugal et des Algarves, le sieur Charles DE SERPA PIMENTEL, Conseiller d'État, Pair du Royaume, Ministre et Secrétaire d'État des Affaires Étrangères, grand'croix de l'Ordre Royal et Distingué de Charles III d'Espagne, et de l'Ordre des Saints-Maurice-et-Lazare d'Italie, etc. etc.

Après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs trouvés en bonne et due forme, sont convenus et ont arrêté les articles suivants :

Art. 1^{er}. Les Hautes Parties contractantes conviennent d'étendre de suite et sans contradiction l'une à l'autre dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande et au Portugal et dans ses possessions respectivement, les avantages, droits, faveurs, immunités, exceptions, privilèges et réductions de Tarifs en ce qui concerne l'importation et l'exportation de marchandises qui auront été concédés par l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes à un autre Pays étranger.

Néanmoins, le Portugal se réserve le droit de concéder des avantages spéciaux au Brésil seulement, auxquels la Grande-Bretagne ne sera pas admise à jouir, quoique étant traitée sur le pied de nation la plus favorisée.

Art. II. Les sujets de S. M. Britannique au Portugal seront placés sur le même pied que les nationaux Portugais en ce qui concerne le droit du *décime industriel*, ou son équivalent la *contribution industrielle*.

Art. III. La Présente Convention devra être ratifiée et les ratifications en seront échangées à Lisbonne le plus tôt que faire se pourra.

Elle entrera en vigueur aussitôt l'échange des ratifications fait, et y demeurera avec le Traité du 3 juillet 1842, moins les modifications de celui-ci, pendant un délai de dix années. Dans le cas où l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes n'aurait pas donné avis, un an à l'avance, à l'autre de son intention de mettre fin au Traité, celui-ci demeurera en vigueur pendant encore une année, et ainsi de suite.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Lisbonne, le vingt-deuxième jour de mai de l'an du Seigneur mil huit cent quatre-vingt-deux.

(L. S.) CH. LENNOX WYKE. (L. S.) ANT. DE SERPA PIMENTEL.

QUATRIÈME PARTIE

CORRESPONDANCE DIPLOMATIQUE

ENTRE LES ÉTATS-UNIS ET LA GRANDE-BRETAGNE

relativement

AU PROJET DU CANAL DE PANAMA

N° 1. — M. Blaine à M. Lowel.

(Communiqué au comte de Granville par M. Lowel, le 12 juillet.)

Washington, 24 juin 1881.

Sir,

Le Président a fait remarquer que les grandes Puissances de l'Europe envisageaient la possibilité de garantir conjointement la neutralité du canal interocéanique projeté à travers l'isthme de Panama.

Les États-Unis reconnaissent qu'une garantie convenable de neutralité est essentielle pour effectuer avantageusement une route à travers l'isthme de Panama, et, au siècle dernier, le Gouvernement avait fait toutes les démarches qu'il avait jugées nécessaires dans ce but. L'urgence d'un appel possible à l'exercice actuel de pouvoir était prévue et il y a été pourvu longtemps à l'avance.

En 1846, un Traité mémorable et important fut négocié et signé entre les États-Unis d'Amérique et la République de la Nouvelle-Grenade, aujourd'hui les États-Unis de la Colombie. Par l'article XXXV de ce Traité, en échange de certaines concessions faites aux États-Unis, nous avons garanti « positivement et efficacement » la parfaite neutralité de l'isthme et de toutes communications qui pourraient y être établies pour le maintien du libre passage de mer à mer ; et nous avons également garanti les droits de souveraineté et de propriété des États-Unis de la Colombie sur le territoire de l'isthme comme étant inclus dans les frontières de l'État de Panama.

Le Président estime que cette garantie donnée par les États-Unis n'exige ni renfort, ni augmentation, ni acquiescement d'aucune autre Puissance. Dans plus d'une circonstance, ce Gouvernement a été appelé à défendre la neutralité ainsi garantie, et on ne prévoit ni appréhende aucun cas où cette défense ne serait pas au pouvoir de la Nation.

Il n'y a jamais eu le moindre doute, de la part des États-Unis, sur l'utilité et l'étendue de l'obligation assumée alors. Elle devenait une garantie pour le libre transit du commerce de l'univers, sur n'importe quelle route de terre ou de mer, qui pourrait être pratiquée de mer à mer, ainsi que pour la protection des droits territoriaux de la Colombie, contre toute agression ou intervention quelconque. Aussi l'étendue des avantages et des bénéfices, naturellement dus à leur position géographique et à leurs relations politiques sur le Continent occidental, que les États-Unis ont obtenus du possesseur du territoire de l'isthme en échange de cette garantie étendue et responsable, n'a-t-elle jamais été discutée.

Si l'action figurée des Puissances Européennes venait à prendre une forme tangible, il serait à propos de soumettre à Lord Granville les stipulations du Traité de 1846 et spécialement l'article XXXV, et de lui donner à entendre que tout mouvement ayant pour but de suppléer à la garantie qui est contenue, serait nécessairement considéré, par ce gouvernement, comme une intrusion inopportune sur le terrain où les intérêts locaux et généraux des États-Unis doivent être considérés avant ceux de toute autre Puissance, excepté des États-Unis de la Colombie qui ont déjà obtenu et qui continuent à tirer de si grands avantages de garantie de ce Gouvernement.

Le Président considère que la loyauté lui fait un devoir d'être plus explicite à ce sujet et de développer les vues du Gouvernement des États-Unis avec quelque détail, à seule fin qu'aucune incertitude ne puisse subsister quant à l'intégrité de nos motifs et à la netteté de notre but.

Les États-Unis n'ont ni le désir ni l'intention d'intervenir dans aucune entreprise commerciale dans laquelle des sujets de n'importe quel Pouvoir étranger jugeront à propos de s'embarquer sous un privilège légal. Le fait que les actions et les libérés du canal de Panama ou du chemin de fer de Panama sont détenus, en grande partie ou entièrement, en Europe n'est pas plus un sujet de plainte de la part des États-Unis que ne l'est la certitude que les actions d'une partie de ces grandes lignes de chemins de fer sont, pour la plupart, retenues à l'étranger. Cette propriété, avec tous les droits qui en dépendent, est amplement assurée aux États-Unis par les lois du Pays, et sur l'isthme elle est doublement assurée par les lois locales de la Colombie sous la garantie supérieure des États-Unis. En temps de paix, les États-Unis ne chercheront pas à obtenir des privilèges exclusifs accordés aux vaisseaux Américains, en raison de leur présence

ou de leur privilège, dans la traversée du canal interocéanique, pas plus qu'elles n'ont demandé de semblable privilège pour les marchandises Américaines en transit par le chemin de fer de Panama sous le contrôle exclusif d'une Compagnie Américaine. L'étendue des privilèges accordés aux citoyens et aux vaisseaux Américains est en rapport de ceux des citoyens et des vaisseaux de la Colombie, par le Traité de 1846. Notre plus sérieux désir et notre espoir seraient de voir le commerce du monde entier jouir en paix du même traitement juste, libéral et rationnel.

Le contrôle politique d'un semblable canal est si différent de son règlement purement administratif ou commercial, que le Président croit devoir s'en expliquer avec droiture et énergie. Pendant toute guerre à laquelle les États-Unis d'Amérique ou les États-Unis de la Colombie pourraient être intéressés, le passage de vaisseaux armés d'une nation hostile à travers le canal de Panama ne serait pas plus admissible que ne le serait le passage des forces armées d'une nation hostile sur les lignes ferrées unissant les rives de l'Atlantique et du Pacifique aux États-Unis ou à la Colombie. Les États-Unis de l'Amérique insisteront sur le droit de prendre toutes les précautions nécessaires pour que le passage de l'isthme ne puisse, en aucun cas, être employé offensivement contre ses intérêts, sur terre ou sur mer.

Les deux républiques entre lesquelles existe la garantie de neutralité et de possession ont une situation analogue relativement à l'étendue de leur territoire. Toutes deux ont sur chaque océan une longue ligne de côtes à protéger aussi bien qu'à améliorer. Les possessions des États-Unis sur les côtes du Pacifique sont capitales en étendue et en croissance extraordinaire. Même dans leur degré actuel de développement, elles fourniraient la plus large part du trafic qui aurait les avantages du canal en vue. Les États Californiens et d'Orégon, et le territoire de Washington d'une superficie plus étendue que la France et l'Angleterre, produisent pour l'exportation plus d'une tonne de blé par habitant, et tous les chargements demandant un transport par eau pour l'Orient, qui sont déjà énormes, augmentent chaque année dans une proportion relative. Pendant que la population et les produits de la côte du Pacifique augmentent ainsi sur une vaste échelle, le chemin de fer reliant le golfe du Mexique avec l'intérieur et avec les grands lacs s'étend rapidement, offrant ainsi de nouvelles facilités pour étendre le commerce à la ligne des côtes du Pacifique, dont le canal projeté de Panama fera partie, et sera une voie de communication aussi sûre entre l'Orient et l'Occident, que nos chemins de fer transcontinentaux. C'est la

perception de l'usage indigène de ce canal, entre les deux mers confinant à la République, qui a fait considérer ce projet comme d'une importance vitale par ce Gouvernement. L'histoire de l'entreprise est marquée, dès l'origine, par de nombreuses expéditions, envoyées à grands frais par les États-Unis, pour explorer les différentes routes et faciliter ainsi le travail quand le moment serait opportun et que le vaste capital nécessaire à l'exécution serait prêt.

Si le canal proposé était une voie de communication près des entrées de l'ancien Continent, il serait juste d'insister pour que l'influence des Puissances Européennes fût proportionnée à leurs intérêts. Les États-Unis n'auraient à faire aucune objection à l'exercice de cette influence, surtout s'ils étaient assurés d'une participation égale dans la paisible jouissance des facilités commerciales ainsi procurées. Mais le cas ici est tout différent, et une convention entre les États Européens, pour garantir conjointement la neutralité, et par le fait, contrôler le caractère politique d'une grande route commerciale, éloignée d'eux et proche de nous, formant une partie substantielle de notre ligne côtière et promettant de devenir le principal moyen de transport entre les États de l'Atlantique et ceux du Pacifique, serait envisagée, par ce Gouvernement, avec la plus grave inquiétude.

La politique des États-Unis est une politique de paix et de cordiales relations avec chaque Gouvernement et chaque peuple. Cette disposition est franchement avouée; elle est, en outre, suffisamment prouvée, en ce que nos armements, sur terre et sur mer, sont maintenus dans des limites qui ne peuvent donner lieu à aucun soupçon de menace à d'autres Nations. La garantie acceptée par ce Gouvernement, en 1846, était manifestement en faveur de la paix, et la nécessité, imposée par les circonstances, aux États-Unis d'Amérique, de veiller sur une route, entre les deux rives, était si impérieuse, que la garantie qui en résultait était de la plus équitable justice envers les intérêts souverains qu'elle concernait. Toute tentative d'annuler cette garantie par une Convention entre les Puissances Européennes qui entretiennent de grandes armées et surveillent la mer au moyen d'immenses flottes, et dont les intérêts ne sauraient avoir la même vitalité et la même importance que les nôtres, cette Convention, dis-je, prendrait les apparences d'une alliance contre les États-Unis et serait considérée, par ce Gouvernement, comme l'indice d'un sentiment hostile. Ce serait répondre d'une façon bien incomplète à la bonne volonté que nous leur témoignons et à notre attentive et constante reconnaissance de leurs propres droits de

police domestique, aussi bien que de ceux qui sont le résultat de la proximité d'intérêts avoisinants.

Les Grandes Puissances Européennes se sont souvent alliées pour des Conventions telles que des garanties de neutralité concernant la position politique d'États comme le Luxembourg, la Belgique, la Suisse et certaines parties de l'Orient, dont les localités étaient adjacentes, et dont les intérêts en question les concernaient de très près et profondément. Reconnaisant ces faits, les États-Unis n'ont jamais offert de prendre part à ces Conventions ou de faire des Conventions supplémentaires. En observant ainsi la plus stricte neutralité relativement aux complications du dehors, le Gouvernement a, depuis longtemps, la conviction arrêtée, que, toute extension à nos rives du système politique, par lequel les Grands Pouvoirs ont contrôlé et déterminé les événements en Europe, serait un danger pour la paix et pour la prospérité de ce Pays.

Le Gouvernement des États-Unis n'ayant pas l'intention de prendre l'initiative d'une discussion sur ce sujet, il est bon que vous soyez préparé, dans le cas d'une action concertée d'une conférence ou d'un échange d'opinions entre les Grands Pouvoirs de l'Europe, à communiquer au Gouvernement près duquel vous serez accrédité les opinions du Président aussi franchement et aussi complètement qu'elles sont exprimées ici : et, en temps opportun, dans vos relations personnelles et amicales avec vos collègues du Corps Diplomatique à Londres, vous pourrez, quand vous le trouverez à propos, exprimer discrètement la politique et les motifs de votre Gouvernement, tels qu'ils sont exposés.

Vous aurez soin, dans toutes les conversations que vous pourrez avoir, de ne pas représenter la situation des États-Unis comme le développement d'une politique nouvelle ou l'inauguration de mesures agressives ou avancées à prendre par le Gouvernement. Ce n'est rien de plus que l'adhésion exprimée par les États-Unis aux principes dès longtemps énoncés, par la plus haute autorité du Gouvernement, et maintenant fermement ancrée dans le jugement du Président, comme une partie intégrale et importante de notre politique nationale. Lors de son investiture, le Président, dans son adresse, a distinctement proclamé l'attitude que désire prendre le Gouvernement des États-Unis dans cette question, et, si les Cabinets Européens n'avaient pas dûment observé la déclaration qui leur a été faite alors, il serait bon, à l'occasion, que vous attiriez l'attention du Ministre des Affaires Étrangères sur le langage tenu par le Président.

Je suis, etc.

Signé : JAMES G. BLAINE.

N° 2. — Le Comte de Granville à M. Hoppin.

Foreign Office, 10 novembre 1881.

Sir,

Vous savez sans doute que M. Lowell a laissé dans ce département, le 12 juillet dernier, la copie d'une dépêche qui lui avait été adressée par M. Blaine le 24 juin, et dans laquelle le Secrétaire d'État appelle l'attention sur le droit et le devoir imposés au Gouvernement des États-Unis, par le Traité de 1846, entre les États-Unis d'Amérique et la République de la Nouvelle-Grenade, aujourd'hui États-Unis de la Colombie, pour garantir la neutralité du canal interocéanique qui est projeté à travers l'isthme de Panama. M. Blaine fait, en outre, ressortir l'intérêt spécial qu'il y a pour les États-Unis à maintenir cette neutralité et à empêcher l'usage du canal, à leur propre détriment, durant toute guerre à laquelle les États-Unis de la Colombie pourraient prendre part. Mais le point sur lequel on insiste plus spécialement dans cette dépêche, c'est l'objection entretenue par le Gouvernement des États-Unis à toute action concertée des Puissances Européennes, dans le but de garantir la neutralité du canal et de déterminer les conditions de son emploi.

J'ai donc l'honneur de vous déclarer que, bien qu'un certain temps se soit écoulé depuis que le Gouvernement des États-Unis a communiqué ses vues sur la question, au Gouvernement de Sa Majesté, il n'a pas manqué de leur accorder toute la considération que comporte l'importance du sujet, et, s'il n'y a pas répondu plus tôt, c'est simplement à cause de l'incertitude qui a existé si longtemps sur l'issue de la triste tragédie du 2 juillet.

Le Gouvernement de Sa Majesté a pris, avec satisfaction, note de la déclaration de M. Blaine, qu'il n'y a aucune intention de la part du Gouvernement des États-Unis de prendre l'initiative d'une discussion sur ce sujet, et je propose à présent, dans le même esprit, d'entrer dans une discussion détaillée en réponse aux observations de M. Blaine.

Je désirerais donc, pour cela, uniquement vous faire remarquer que la position de la Grande-Bretagne et des États-Unis relativement au canal, — indépendamment de l'importance des relations commerciales de ce dernier Pouvoir, avec des contrées pour lesquelles il formera, si elles sont complétées, la grande route, — est déterminée par des engagements consentis par eux respectivement dans la Convention signée à Washington le 19 avril 1850

et généralement connue sous le nom de Traité de Clayton-Bulwer; et le Gouvernement de Sa Majesté se repose, avec confiance, sur l'observance de tous les engagements de ce Traité. J'ai, etc.

Signé : GRANVILLE.

N° 3. — M. Blaine à M. Lowell.

(Communiqué au comte de Granville par M. Lowell.)

Washington, 19 novembre 1881.

En continuation des prémisses posées dans ma note circulaire du 24 juin de cette année, concernant la détermination de ce Gouvernement, par rapport à la garantie de neutralité pour le canal interocéanique de Panama, il est de mon devoir d'appeler votre attention sur la Convention du 19 avril 1850, entre la Grande-Bretagne et les États-Unis, généralement connue sous le nom de Traité de Clayton-Bulwer.

Selon les articles de cette Convention, les Hautes Parties contractantes, en référence à un canal interocéanique à travers Nicaragua, ont convenu « que ni l'une ni l'autre n'obtiendra ou ne maintiendra pour elle-même un contrôle exclusif sur ledit canal navigable, et qu'aucune d'elles n'érigera ou ne maintiendra jamais aucunes fortifications sur le même, ou dans son voisinage ». Dans un paragraphe concluant, les Hautes Parties contractantes s'accordent à étendre leur protection, par des stipulations de Traité, à toutes autres communications praticables, soit par canal ou par chemin de fer, à travers l'isthme... qu'on propose d'établir maintenant par voie de Tehuantepec ou Panama.

Cette Convention a été faite, il y a plus de trente ans, sous des conditions exceptionnelles et extraordinaires, qui ont depuis longtemps cessé d'exister, — conditions qui étaient temporaires par leur nature même, et qui ne peuvent se reproduire. Le remarquable développement des États-Unis sur la côte du Pacifique a créé, depuis lors, de nouveaux devoirs à ce Gouvernement et lui a transmis de nouvelles responsabilités dont le plein et entier accomplissement demande, selon l'opinion du Président, quelques modifications essentielles du Traité de Clayton-Bulwer. Les intérêts du Gouvernement de Sa Majesté compris dans cette question, autant qu'ils peuvent être jugés par un pouvoir ami, sont si peu considérables comparés avec ceux des États-Unis, que

le Président espère qu'on pourra arriver à un remaniement des termes du Traité, dans un esprit d'amitié et de concorde.

Le respect dû au Gouvernement de Sa Majesté exige que les objections à la perpétuité de la Convention de 1850, telles qu'elles existent à présent, soient déclarées formellement et en toute franchise. Parmi les plus saillantes et les plus palpables, il faut mentionner ce fait, que l'opération du Traité concède à la Grande-Bretagne le contrôle de tout canal qu'on pourrait construire. Or, la situation insulaire du *Home Government*, avec ses grandes possessions coloniales, impose à l'Empire Britannique le maintien de grandes forces navales, que n'exige pas notre solidité continentale, et qu'en temps de paix nous ne créerons jamais.

Si les États-Unis s'engagent à ne pas fortifier sur terre, l'Angleterre, dans le cas possible d'une lutte, pour le contrôle du canal, aura dès le début un avantage qui pourra être décisif, et qui ne saurait être contrebalancé que par une dépense de trésor et de forces. Le but présumé du Traité était de placer les deux Pouvoirs sur un plan de parfaite égalité ; mais, dans la pratique, c'est, ainsi que je l'ai indiqué, purement illusoire, et le canal serait au contraire, sinon dans la forme, du moins dans le fait, livré au contrôle de la Grande-Bretagne.

Le Traité condamne les États-Unis à n'employer leurs forces militaires dans aucune mesure de précaution, alors qu'il laisse le pouvoir naval de la Grande-Bretagne parfaitement libre et illimité, prêt dans un moment d'urgence à saisir les deux extrémités du canal et à faire de son occupation militaire sur terre une question entièrement au pouvoir du Gouvernement de Sa Majesté. La puissance militaire des États-Unis, ainsi que le prouve la récente guerre civile, est sans limites, et dans tout conflit sur le continent américain, elle est absolument irrésistible. Le Traité de Clayton-Bulwer commande à ce Gouvernement de ne pas employer un simple régiment de ses troupes pour protéger ses intérêts par rapport au canal interocéanique, mais d'en livrer le passage à la tutelle et au contrôle de la marine Britannique. Si aucun soldat américain ne peut être installé sur l'isthme pour protéger les droits de ce Pays dans le canal interocéanique, par la loyale logique de la neutralité, il ne devrait certainement être permis à aucun vaisseau de la Grande-Bretagne de paraître dans les eaux qui commandent l'une et l'autre entrée du canal.

Une objection plus compréhensible au Traité est exprimée par ce Gouvernement. Ses stipulations sont mal interprétées quant aux positions respectives de la Grande-Bretagne et des États-Unis,

par rapport aux intérêts de chacun des Gouvernements en question, sur ce continent. Le Gouvernement des États-Unis n'a aucun motif de désavouer une disposition agressive. Toute sa politique établit son caractère pacifique, et une de ses principales aspirations est de cultiver les relations les plus amicales et les plus intimes avec ses voisins indépendants ou coloniaux. En même temps, ce Gouvernement ne consentira pas, vis-à-vis des autres États de l'Europe, à perpétuer un Traité qui met obstacle à votre droit légitime et dès longtemps établi, à la priorité sur le continent américain.

Les États-Unis cherchent simplement à user, pour la défense de leurs intérêts propres, de la même prévoyance et des mêmes précautions que le Gouvernement de Sa Majesté emploie pour la défense des intérêts de l'Empire Britannique. Pour garder les possessions orientales, pour assurer le plus rapide transport de ses troupes et de ses munitions de guerre, et pour empêcher toute autre nation d'avoir des facilités égales dans la même direction, la Grande-Bretagne maintient et fortifie tous les points stratégiques qui commandent la route des Indes. A Gibraltar, à Malte, à Chypre, ses forts lui donnent l'empire de la Méditerranée. Elle a un intérêt de contrôle dans le canal de Suez, et, par ses forts à Aden et sur l'île de Périm, elle exclut toutes les autres Puissances de la mer Rouge et en fait ainsi une *mare clausum*. Il ne serait donc pas plus déraisonnable pour les États-Unis, selon l'opinion du Président, de demander une part dans ces fortifications ou leur absolue neutralité, que pour l'Angleterre de faire la même demande à perpétuité aux États-Unis relativement au passage à travers le continent américain. Les possessions que la Grande-Bretagne garde si soigneusement dans l'Est, n'ont pas plus d'importance pour elle que n'en a pour les États-Unis la versant du Pacifique avec son développement actuel et son accroissement assuré.

Les États et territoires appartenant à l'Océan Pacifique et qui en dépendent pour leur débouché commercial et qui sont par là même intéressés au canal, comprennent une surface de 800.000 milles carrés, d'une étendue plus grande que celle de l'Empire Germanique et des quatre pays Latins réunis. Cette vaste région commence seulement à établir son développement prospère. Six mille milles de chemin de fer sont déjà construits dans ses limites, et c'est faire une appréciation modérée en prédisant que dans la décade courante le nombre de milles sera au moins doublé. Très prochainement la valeur de son excédent pour l'exportation sera aussi grande que celle des Indes Britanniques, et peut-être plus.

Il ne doit pas être oublié non plus que l'Inde n'est qu'une colonie éloignée de la Grande-Bretagne, pendant que la région du Pacifique est une partie intégrante de notre Union-Nationale.

Les habitants de l'Inde sont des alliés de l'Angleterre par leur race, leur langage et leur religion. Les citoyens de la Californie, de l'Orégon et de la Nevada, avec ceux des territoires adjacents, sont de notre sang et de notre famille, les os de nos os, la chair de notre chair.

La Grande-Bretagne apprécie l'avantage et peut-être la nécessité de maintenir au moyen de grands établissements militaires et maritimes la route intérieure la plus proche des Indes, pendant que toute Nation, ayant des intentions hostiles serait obligée de prendre la route la plus longue et de faire bien des milliers de milles en plus à travers des mers dangereuses. Il est à peine concevable que la Grande Puissance qui se considère justifiée à prendre ces précautions pour la sécurité d'une Colonie située au loin, sur un autre continent, puisse s'opposer à ce que les États-Unis adoptent des mesures similaires, mais beaucoup moins démonstratives pour la protection des rives éloignées de son propre territoire, afin de réunir les extrémités de l'Union par des liens plus étroits d'intérêt et de sympathie ; et à garder la tranquille détermination d'une honorable défense personnelle, le contrôle absolu de la grande voie maritime qui unira les deux océans et que les États-Unis persisteront toujours à considérer comme une partie de leur ligne côtière.

Si un mouvement hostile était jamais fait contre la côte du Pacifique, menaçant son peuple d'un danger ou ses propriétés d'une destruction, le Gouvernement des États-Unis sentirait qu'il a été infidèle à son devoir et négligent envers ses concitoyens s'il se permettait d'être lié par un Traité conférant à un vaisseau de guerre errant dans un but de destruction, le même droit de passage à travers le canal, que celui qui est réservé à sa propre marine naviguant pour la défense de notre côte et la protection de la vie de notre peuple. Et, l'Angleterre insistant, par la puissance de son Pouvoir, sur ce que ses ennemis, en guerre, ne peuvent frapper ses possessions Indiennes qu'en doublant le Cap de Bonne-Espérance, les États-Unis insisteront également pour que la route intérieure du canal, plus rapide et plus sûre, lui soit réservée, pendant que nos ennemis, si jamais nous sommes assez malheureux pour en avoir, seront renvoyés au voyage autour du Cap Horn.

Une considération de l'influence du contrôle dans cette question est la conviction bien arrêtée, de la part de ce Gouver-

nement, que ce n'est que par la surveillance exercée par les États-Unis que les canaux de l'isthme seront définitivement, et en tous temps, assurés contre les interventions et difficultés ordinaires à la guerre. Une simple Convention de neutralité sur papier entre les grandes puissances de l'Europe pourrait être inefficace à protéger le canal en temps d'hostilité. Le premier coup de canon, dans une guerre européenne générale, annulerait, selon toute probabilité, le Traité de neutralité, et la situation stratégique du canal l'exposerait à être retenu par la première Puissance maritime qui pourrait s'en emparer. S'il en était ainsi, les États-Unis subiraient un si grand dommage et une telle perte dans leur commerce indigène que le devoir s'imposerait à eux d'entreprendre une guerre défensive et de protection dans le simple but de conquérir ce contrôle qui, ils insistent d'avance là-dessus, est dû à sa position et exigé par ses nécessités.

Je ne veux pas soutenir ou supposer qu'une guerre générale ou toute autre guerre soit imminente en Europe. Mais il ne faut pas oublier que, durant les vingt-cinq dernières années, toutes les grandes puissances ont été engagées dans la guerre, la plupart d'entre elles plusieurs fois. Dans une seule circonstance pendant les cent années écoulées, les États-Unis ont échangé des hostilités avec une puissance européenne, et il est de la plus haute improbabilité que cette expérience se renouvelle dans les cent ans à venir.

Il devient, dès lors, évident que le moyen le plus concluant pour préserver le canal de l'isthme des troubles ou des destructions possibles de la guerre, c'est de le placer sous le contrôle du Gouvernement le moins exposé à une guerre, et capable en toute circonstance d'exercer la tutelle qu'il a assumée. Pour la protection de leurs propres intérêts, les États-Unis revendiquent, par conséquent, premièrement leur droit de contrôle sur le passage de l'isthme. Et, secondement, ils offrent, par ce contrôle, l'absolue neutralité du canal, visée par les Puissances étrangères, et qui autrement ne pourrait être atteinte ni assurée d'une manière durable.

Une autre considération suggère, forcément, la nécessité de modifier la Convention en question ; car, à l'époque où elle a été réglée, la Grande-Bretagne et les États-Unis étaient les seules nations proéminentes dans le commerce de l'Amérique centrale et celle du Sud. Depuis cette époque, d'autres grandes Nations continentales ont élargi le cercle de leurs relations commerciales avec ce Pays, et prétendent à la suprématie du commerce sur ces rives. Pendant les quatre dernières années, le nombre de vais-

seaux Français et Allemands qui a abordé les côtes de l'Amérique Centrale dépasse certainement de beaucoup le nombre de vaisseaux Anglais.

Ainsi, pendant que la Grande-Bretagne et les États-Unis s'entendront, aux termes de la présente Convention, à rester inactifs, une troisième Puissance, ou une quatrième, peut-être même une réunion de plusieurs Pouvoirs pourront entrer et donner suite au projet qui, si le Traité de Clayton-Bulwer est maintenu, se trouve sous le contrôle exclusif de deux Nations parlant la langue anglaise. En effet, si le projet actuellement à l'étude à Panama peut trouver un répondant, c'est la République Française; mais la neutralité imposée à ce Pays par le Traité de Clayton-Bulwer, s'il était appliqué au canal de Panama, paralyserait les États-Unis dans toute tentative d'établir les pleins droits que ce Gouvernement s'est acquis par un Traité solennel avec la république Colombienne, antérieur à la Convention de Clayton-Bulwer. De sorte que la modification du Traité de 1850, actuellement recherchée, non seulement affranchira les États-Unis d'engagements injustes et inégaux envers la Grande-Bretagne, mais elle autorisera ce Gouvernement à traiter avec toutes les autres Nations qui voudront prendre pied dans l'isthme sur la même base de justice impartiale et indépendante.

Un des motifs qui, dans l'origine, ont amené ce Gouvernement à consentir au Traité de Clayton-Bulwer — n'est pas exprimé dans l'acte, mais peut être néanmoins déduit de chacune de ses lignes, — c'est l'aide qu'on attendait du capital britannique pour la construction du canal de Nicaragua. Cet espoir n'a pas été réalisé, et le changement des conditions de ce Pays, qui s'est opéré depuis 1850, a diminué sinon entièrement éloigné l'espérance qu'un avantage quelconque puisse dériver de cette source. Lorsque le Gouvernement des États-Unis jugera le temps propice pour la construction du canal Nicaraguien, il n'aura besoin d'avoir recours qu'à ses propres ressources et à son peuple, et, tout en acceptant volontiers le capital étranger, celui-ci ne saurait entrer désormais dans la détermination de ce problème comme un agent essentiel.

Le Président espère sérieusement que ces considérations auront sur le Gouvernement de Sa Majesté l'influence qu'elles méritent, et que les modifications du Traité réclamées par les États-Unis seront concédées dans le même esprit de cordialité qui les leur fait demander. Ce qui suit est le résumé des changements nécessités pour répondre aux vues de ce Gouvernement.

1° Toute clause du Traité défendant aux États-Unis de fortifier le canal et d'y exercer leur contrôle politique conjointement avec le Pays où il est situé, devra être annulée.

2° Toute clause du Traité par laquelle la Grande-Bretagne et les États-Unis s'engagent à ne point faire d'acquisition territoriale dans l'Amérique centrale restera en vigueur. Dans l'origine, ce Gouvernement ne voulut pas admettre que la Grande-Bretagne et les États-Unis pussent être placés sur la même base, même négativement, par rapport aux acquisitions de territoire sur le continent américain, et il était peu disposé à établir un tel précédent, sans une complète explication. Mais le Traité contient cette stipulation relativement à l'Amérique centrale, et, si les États-Unis cherchaient à l'annuler, cela pourrait donner lieu à des appréhensions erronées et préjudiciables, chez un peuple avec lequel le Gouvernement désire rester dans les meilleurs termes. Les États-Unis ont saisi une occasion particulière d'assurer à la République Hispano-Américaine que nous n'avons nullement l'intention, ni le désir, de traverser ses frontières ou de porter atteinte, en aucune façon, à son intégrité territoriale, et que nous n'encourons pas volontairement une mésintelligence par l'annulation de clauses du Traité de Clayton-Bulwer qui défendent une semblable démarche vis-à-vis de l'Amérique centrale. L'acquisition de stations militaires et maritimes nécessaires pour la protection du canal et volontairement cédées aux États-Unis par les États de l'Amérique centrale, ne pourra être considérée comme une violation de la clause précédente.

3° Les États-Unis n'ont aucune objection au maintien de la clause qui envisage l'établissement d'un port libre à chaque extrémité de n'importe quel canal on construira, si l'Angleterre désire la maintenir.

4° La clause par laquelle les deux Gouvernements ont convenu de faire des stipulations de Traité en vue d'un protectorat mixte de tout chemin de fer, ou de tout canal qui pourrait être construit à Tehuantepec ou à Panama, n'a jamais été effectuée. Aucune stipulation de Traité n'a jamais été suggérée dans ce but, par l'une ou l'autre Partie, bien que des citoyens des États-Unis aient depuis longtemps construit un chemin de fer à Panama et qu'ils en fassent un actuellement à Tehuantepec. Le Président pense qu'il serait juste que cette stipulation soit considérée par les deux Gouvernements comme tombée en désuétude.

5° La clause définissant la distance de chaque extrémité du canal où, en temps de guerre, des captures pourraient être faites par l'un ou l'autre des belligérants, en pleine mer, a été laissée

incomplète, et la distance n'a jamais été déterminée. Selon l'avis du Président, parlant dans l'intérêt du commerce possible, cette distance devrait être faite aussi libérale que possible et pourrait, comme question de pleine mer commune à toutes les Nations, faire l'objet d'une stipulation entre les Grandes Puissances du monde.

En assumant, comme une nécessité, le contrôle politique de tous les canaux qui pourraient être construits dans l'isthme, les États-Unis agiront en complète harmonie avec les Gouvernements dans le territoire desquels ces canaux seront établis. Entre les États-Unis et les autres Républiques Américaines il ne saurait y avoir ni hostilité, ni jalousie, ni rivalité, ni défiance. Ce Gouvernement n'entretient aucun dessein, en connection avec ce projet, pour son propre avantage, qui ne soit en même temps un avantage égal ou plus grand encore pour le Pays directement et immédiatement intéressé.

Les États-Unis ne cherchent pas non plus un avantage commercial exclusif. Ils reconnaissent franchement et déclareront, par une proclamation publique, en temps opportun, conjointement avec la République sur le sol de laquelle le canal pourra être établi, que les mêmes droits et privilèges, les mêmes péages et obligations seront appliqués avec une impartialité absolue à la marine marchande de chaque Pays du globe. De même, en temps de paix, la paisible jouissance du canal sera librement accordée aux vaisseaux de guerre des autres Nations. En temps de guerre, à part l'usage défensif qui en sera fait par le Pays dans lequel il est construit, et par les États-Unis, le canal sera impartialement fermé pour tous les vaisseaux de guerre des belligérants. C'est le désir et la détermination des États-Unis que le canal ne soit employé que pour le développement et l'accroissement du commerce parmi toutes les Nations, et qu'il ne soit pas considéré comme un point stratégique qui, pendant la guerre, pourrait tenter les agressions des belligérants ou être saisi sous la contrainte de nécessités militaires par l'un ou l'autre des Grands Pouvoirs qui pourraient avoir des contestations dans lesquelles les États-Unis ne seraient point en jeu et auxquelles ils ne prendraient aucune part.

Si on demande pourquoi les États-Unis s'opposent à l'approbation, par les Gouvernements Européens, des termes de la neutralité pour l'opération d'un canal, je répondrai que le droit d'approbation implique le droit d'improbation, et qu'ainsi toute la question, étant considérée comme question internationale, serait ouverte aux contestations. L'intention arrêtée des États-

Unis est d'en faire strictement et uniquement une question Américaine qui devra être discutée et décidée par le Gouvernement Américain.

En soumettant nos vues à Lord Granville, vous profiterez de l'occasion pour lui dire que le Gouvernement des États-Unis a choisi spécialement cette époque comme très opportune et favorable à la discussion de cette question. Jamais depuis la conclusion de paix en 1783, les relations entre le Gouvernement Anglais et celui des États-Unis n'ont été aussi cordiales et aussi amicales qu'aujourd'hui, et je suis sûr que le Gouvernement de Sa Majesté trouvera dans les propositions qui lui sont faites une nouvelle preuve du désir qu'a ce Gouvernement d'éloigner tout sujet de polémique entre deux Nations qui ont tant d'intérêts communs et tant de raisons de maintenir une paix honorable et de longue durée.

Vous saisissez la première occasion pour faire comprendre à Lord Granville le dessein de votre Gouvernement, relativement au Traité de Clayton-Bulwer, et vous insisterez sur l'importance des intentions des États-Unis. Je m'abstiens de vous recommander de laisser une copie de cette instruction à Sa Seigneurie, parce qu'en analysant la situation, j'ai nécessairement été obligé, dans mes éclaircissements sur la politique Anglaise, de m'exprimer un peu librement dans l'*argumentum ad hominem*. Cette manière de raisonner dans une instruction à notre Ministre est tout à fait légitime et juste, mais elle pourrait sembler discourtoise adressée directement au Gouvernement Anglais. Vous voudrez bien donner à propos cette explication à Lord Granville, et si ensuite il désire avoir une copie de cette instruction, vous la lui fournirez naturellement.

Je suis, etc.

JAMES G. BLAINE.

N° 4. — M. Blaine à M. Lowell.

Washington, 19 novembre 1881.

Sir,

Une semaine après vous avoir expédié mon instruction le 19 courant concernant la présentation au Gouvernement de Sa Majesté d'une proposition tendant à modifier la Convention du 19 avril 1850, entre les deux Pays, — mieux connue sous le nom de Traité de Clayton-Bulwer, — j'ai reçu le n° 218 de M. Hoppin

du 11 courant contenant la réponse de Lord Granville à ma note circulaire du 24 juin dernier, relative à la neutralité de tout canal à travers l'isthme de Panama. Je regrette que M. Hoppin ne m'ait point avisé par télégraphe de la teneur de la réponse de Sa Seigneurie d'une façon plus complète ; car cela m'aurait mis à même de présenter les arguments de ma dépêche du 19 courant sous une forme plus détaillée et comme une conclusion positive plutôt que comme la discussion générale d'un sujet qui est considéré depuis trente ans sous le même jour par l'opinion publique aux États-Unis. Il est bon, cependant, de donner, dès à présent, en réponse à la note de sa Seigneurie du 11 novembre, un résumé des objections historiques au Traité de Clayton-Bulwer et des différences très tranchées d'opinion auxquelles son interprétation a donné lieu entre les deux Gouvernements.

J'ai à peine besoin de vous rappeler la circonstance bien connue que, même à l'époque de la conclusion du Traité de Clayton-Bulwer, une opposition très considérable s'est manifestée de la part d'hommes très compétents dans la vie publique, et qui ont apprécié très exactement les complications que pourraient occasionner les termes vagues de ce Contrat. Il a été habilement soutenu en congrès que ses stipulations n'étaient pas suffisantes, même alors, pour répondre aux questions émises relativement à la garantie de neutralité de tout l'isthme américain, sur des bases s'accordant avec les intérêts nationaux des États-Unis, et les différences d'interprétation devinrent bientôt assez marquées pour justifier la proposition excessive, du Gouvernement de Sa Majesté, de les soumettre à l'arbitrage d'une Puissance amie.

La justesse de ces doutes devint encore plus évidente six ans plus tard, lorsque les prétentions mises en avant par le Gouvernement de Sa Majesté, à l'égard d'une protection territoriale, sinon d'un contrôle absolu de certaines parties du Nicaragua et des îles extérieures du golfe, soulevèrent la question précise de savoir jusqu'à quel point les stipulations du Traité de Clayton-Bulwer, pourraient empêcher le mouvement projeté, et, là-dessus on s'aperçut que les interprétations respectives de cet acte, par les États-Unis et la Grande-Bretagne, étaient en flagrante contradiction. La tentative faite dans le Traité de Clarendon-Dallas, négocié le 17 octobre 1856, pour concilier ces contestations opposées et établir la souveraineté absolue et indépendante du Nicaragua sur son territoire d'une manière non susceptible de méprise, vis-à-vis des États-Unis et de la Grande-Bretagne, ne fut point complétée, à cause du rejet, par le Gouvernement de Sa Majesté, d'un amendement introduit par le Sénat dans le projet de Cla-

rendon-Dallas. Depuis lors, l'impossibilité d'un accord entre les deux Gouvernements, sur une interprétation commune de la lettre et de l'esprit du Traité de Clayton-Bulwer, peut être acceptée comme un fait historique.

Dans les discussions entre les deux Gouvernements, qui ont suivi l'échec du Traité de Clarendon-Dallas, l'attitude des États-Unis par rapport au Traité de Clayton-Bulwer a été amplement définie. Déjà, le 12 mars 1857, je trouve que le général Cass, alors secrétaire d'État, pendant une conférence avec Lord Napier, le Représentant de Sa Majesté « a fait quelques réflexions sur le Traité de Clayton-Bulwer; il l'avait voté, et, en le faisant, il croyait que le Traité abrogerait toute intervention de la part de l'Angleterre sur le territoire de l'Amérique centrale. Mais le Gouvernement avait donné une interprétation différente au Traité, et il a regretté d'avoir voté en sa faveur. » (Dépêche de Lord Napier au comte Clarendon, 12 mars 1857.) Le 6 mai, le Président Buchanan, dans une audience accordée à Lord Napier, et en réponse à la suggestion que lui fit Sa Seigneurie, que si la tentative de régler le différend entre les deux Gouvernements par le Traité de Clarendon-Dallas venait à échouer, il faudrait revenir au Traité de Clayton-Bulwer, caractérisa ce contrat par des termes plus vigoureux encore que ceux qu'avait employés le général Cass. Et, pour citer les paroles de Lord Napier : « Le Président a dénoncé le Traité de Clayton-Bulwer comme une source de malentendus et de surprises depuis le commencement; il a été conclu dans le sens le plus opposé par les Parties contractantes. Si le Sénat avait imaginé qu'on pût lui donner l'interprétation que lui accorde la Grande-Bretagne, il ne l'aurait pas voté. Si le Président avait fait partie, à cette époque, du Sénat, le Traité n'aurait jamais été sanctionné. » (Dépêche de Lord Napier au comte Clarendon, 6 mai 1857.) Le Traité de Clayton-Bulwer, conclu dans l'espoir qu'il mettrait fin aux différends qui se sont élevés entre les États-Unis et la Grande-Bretagne, relativement aux affaires de l'Amérique centrale, avait été rendu inefficace dans quelques-unes de ses stipulations les plus essentielles, par les explications différentes que lui ont données réciproquement les deux Parties. Et on ne s'aventure pas trop en disant que, si on avait pu prévoir que le Traité serait interprété par le Gouvernement Anglais comme il l'a été, et comme il l'est encore, il n'aurait pas été négocié, sous les instructions d'un Pouvoir Exécutif des États-Unis, ni ratifié par la branche du Gouvernement à laquelle est confié le pouvoir de le faire.

La publicité de ces déclarations et le sentiment véhément qui dominait alors, dans toutes les régions, que le Traité de Clayton-Bulwer était insuffisant à concilier les vues opposées de la Grande-Bretagne et des États-Unis, par rapport à l'Amérique centrale, amenèrent à la conviction absolue que le Traité devrait être abrogé. Lord Napier reflétait cette impression croissante, lorsque le 22 juin 1857, il écrivait à Lord Clarendon « qu'il était probable que si la discussion pendante, relativement à l'Amérique centrale, n'était pas close durant l'été, une tentative serait faite, dans la prochaine session du Congrès, pour mettre de côté le Traité de Clayton-Bulwer... Il ne saurait y avoir aucun doute sur les opinions du Président et du Cabinet à ce sujet. »

Néanmoins, avant que cette tendance pût trouver son expression dans un acte officiel, une démarche du Gouvernement de Sa Majesté donna un nouvel aspect à toute l'affaire. Sir William Gore Ouseley fut envoyé, le 30 octobre 1857, comme Ministre extraordinaire, dans le double but de conclure, avec l'Amérique centrale et spécialement avec Guatemala et les Honduras, un règlement des questions relatives aux Iles de la Baie, au territoire de Mosquito, et aux frontières Anglaises des Honduras, puis de visiter Washington en chemin et de conférer avec le Secrétaire d'État des États-Unis afin de préciser les intentions de son Gouvernement et d'établir une parfaite entente « avec les États-Unis relativement aux différends qui ont existé jusqu'alors entre les deux Pays ». Parmi ces différends venait se surajouter, à la question territoriale de Mosquito et des Iles, la question qui aujourd'hui nous concerne le plus — celle de la communication interocéanique, — qui avait été pendant quelque temps l'objet d'une correspondance entre le général Cass et Lord Napier, et au sujet de laquelle le général écrivait, le 20 octobre 1857, ce qui suit :

« Je me suis efforcé de reconnaître les loyales suggestions de Votre Seigneurie en exposant de nouveau, avec une droiture correspondante, la politique générale des États-Unis à l'égard des Gouvernements et des transits interocéaniques de l'Amérique centrale ; mais puisque Votre Seigneurie considère le Traité de Clayton-Bulwer comme « un moyen harmonieux d'action et de conseil entre les Parties contractantes dans le règlement des intérêts de l'Amérique centrale, vous me pardonnerez de rappeler à Votre Seigneurie que les différends que ce Traité devait régler, entre les États-Unis et la Grande-Bretagne, demeurent sans solution, parce que le Traité lui-même

est devenu le sujet de nouvelles et embarrassantes complications. »

Antérieurement à l'arrivée de Sir William Ouseley aux États-Unis, Lord Napier avait eu une entrevue importante, avec le Président Buchanan, le 19 octobre 1857, dans le but d'obtenir une nouvelle explication des opinions du Président relativement au remaniement du Traité de Clayton-Bulwer. « A cette occasion Lord Napier déclara qu'il pensait que l'intention du Gouvernement de Sa Majesté, en envoyant Sir William Ouseley, était de faire exécuter le Traité (de Clayton-Bulwer) selon le sens général de l'interprétation que lui donnent les États-Unis ; mais de le faire par une négociation particulière avec les Républiques de l'Amérique centrale, au lieu d'un engagement avec le Gouvernement Fédéral, » et il demanda que pendant que Sir Ouseley remplirait la mission qui lui était confiée « aucune proposition d'annuler le Traité de Clayton-Bulwer ne soit sanctionnée ou encouragée. » Le Président y consentit avec empressement et promit de modifier en conséquence les déclarations de son Message annuel au Congrès et de n'encourager, dans aucun cas, une tentative quelconque contre le Traité de Clayton-Bulwer dans le Congrès. Les affaires ainsi réglées, avec la mission de Sir Ouseley annoncée, et l'attitude bienveillante des États-Unis assurée à cet égard, Lord Napier, le 27 octobre 1857, dans une conférence avec le général Cass, ramena par hasard, comme une alternative éloignée de son Gouvernement, la proposition antérieurement faite, de référer les questions discutées à un arbitrage.

Le général répondit en faisant remarquer, « dit Lord Napier écrivant au comte de Clarendon, » qu'il ne répudiait pas le principe de l'arbitrage en toutes circonstances ; qu'il l'avait lui-même invoqué et le ferait encore, là où ce principe lui semblerait justement applicable ; mais, dans cette affaire, le Gouvernement américain le déclinait pour les raisons suivantes : — Le langage du Traité est tellement clair que, selon lui, il ne devrait pas y avoir deux opinions à cet égard ; — puis, c'est une simple interprétation de la langue Anglaise, et il estime qu'un Gouvernement étranger serait moins compétent pour trancher une telle question que les États-Unis et l'Angleterre, qui possèdent cette langue en commun.

Le comte de Clarendon répondit en approuvant Lord Napier d'avoir suggéré à nouveau la question d'arbitrage, et l'autorisa à renouveler formellement, par écrit, l'offre de référer les questions contestées à la décision d'une Puissance européenne (In-

struction du 13 novembre 1857), ce qui fut fait par Lord Napier dans une note au général Cass, datée du 30 novembre 1857. Dans son message annuel au Congrès, en décembre 1857, le Président Buchanan, après avoir raconté la négociation et l'échec du Traité de Clarendon-Dallas, dit :

« Le fait est que, lorsque deux Nations comme la Grande-Bretagne et les États-Unis, mutuellement désireuses, comme elles le sont et comme elles le resteront, j'espère, ont malheureusement conclu un Traité, dans un sens directement opposé, le parti le plus sage est d'abroger ce Traité par un consentement mutuel et de le recommencer. Tout en entretenant ces sentiments, je ne refuserai pas néanmoins de contribuer à un remaniement des questions relatives à l'Amérique centrale, pourvu qu'il ne soit pas incompatible avec l'interprétation américaine du Traité. Des ouvertures ont été faites récemment à cet égard, par le Gouvernement anglais, dans un esprit de concorde auquel je réponds cordialement.

En même temps, le comte de Clarendon avait recommandé, sous la date du 19 novembre 1857, à Sir William Ouseley de n'engager le Gouvernement de Sa Majesté dans aucune démarche par rapport aux Iles du Golfe, jusqu'à ce que les intentions des États-Unis, relativement au Traité de 1850, fussent clairement précisées.

La situation alors, à la fin de 1857, présentait un triple dilemme. Les États-Unis s'étaient engagés à ne rien faire en vue de l'abrogation du Traité, jusqu'à ce qu'on pût voir quelle interprétation de ses clauses ressortirait de la mission de Sir William Ouseley. Sir William avait reçu des instructions positives lui enjoignant de ne rien faire jusqu'à ce que les États-Unis eussent décidé s'ils voulaient, ou non, abroger le Traité ; et il était défendu à Lord Napier de tenter une démarche jusqu'à ce que les États-Unis eussent répondu à la proposition d'arbitrage. Les instructions de Lord Clarendon à Lord Napier, le 22 janvier 1858, contenaient ces mots : « Nous sommes, décidément, d'avis qu'il serait incompatible avec notre dignité et avec nos intérêts de faire au Gouvernement des États-Unis une proposition, avant d'avoir reçu une réponse officielle à notre offre formelle d'arbitrage. Dans le cas où l'offre serait refusée, nous donnerons une preuve, à peine justifiable, de l'esprit de conciliation dont nous sommes animés, si nous nous montrons ensuite disposés à abroger le Traité de Clayton-Bulwer ; mais il ne faut pas trop se presser. » Dans le but évident de trancher ce nœud gordien, Lord Napier écrivit au général Cass, le 17 février 1858, que : « quelque chose

comme une alternative était ainsi offerte au Cabinet américain. Si la proposition d'arbitrage était adoptée, une grande partie du devoir de Sir William Ouseley se reporterait sur d'autres moyens. Si l'arbitrage était décliné, on espérait que les efforts de l'émissaire de Sa Majesté arriveraient à une solution agréable aux États-Unis en ce qu'il ferait exécuter, dans ses parties essentielles, le Traité de 1850, d'une manière pratiquement conforme à l'interprétation américaine de cet acte.

Le 10 mars 1858, le comte de Malmesburg, qui avait succédé à Lord Clarendon au *Foreign Office*, avertit Lord Napier que, à moins de recevoir une réponse à la proposition d'arbitrage, « aucune nouvelle démarche ne devait être faite au sujet de cette question, par le Gouvernement de Sa Majesté, auprès des États-Unis ; » qu'en outre, « une fois ce point éclairci, le Gouvernement de Sa Majesté, en admettant que le Gouvernement Américain déclinât l'arbitrage, aurait à déterminer s'il entamerait une proposition d'abrogation du Traité de Clayton-Bulwer, ou s'il adopterait un autre parti que les circonstances sembleraient devoir recommander alors. »

Il semble, néanmoins, que la proposition d'abroger le Traité que Lord Malmesburg se réservait le droit de produire, avait déjà été communiquée au Gouvernement des États-Unis par Lord Napier, d'après les instructions de Lord Clarendon. Dans une dépêche du 22 mars 1858, Lord Napier écrivait : « Le Comte de Clarendon m'autorise à informer le général Cass, que le Gouvernement de Sa Majesté ne déclinerait pas de prendre en considération une proposition d'abroger le Traité, d'un commun accord.... J'ai, par conséquent, informé le général Cass, en deux occasions, que, si le Gouvernement des États-Unis avait toujours la même intention et continuait à désirer l'abrogation du Traité de 1850, il serait agréable au Gouvernement de Sa Majesté s'il voulait bien insérer une proposition, à cet effet, dans sa réponse à ma note sur l'arbitrage. » Lord Napier rapporte plus loin, en détail, la conversation qu'il a eue avec le général Cass, sur le meilleur moyen d'effectuer une telle abrogation, si elle était acceptée.

En réponse à cette dépêche de Lord Napier, le Comte de Malmesburg l'avisa, le 8 avril 1858, qu'il approuvait son action et qu'il se bornerait à insister pour une réponse à sa proposition d'arbitrage. Sa Seigneurie ajouta ces paroles significatives : — « Le Gouvernement de Sa Majesté, si l'initiative lui est encore laissée, par le mauvais vouloir des États-Unis à proposer eux-mêmes l'abrogation, désire conserver une entière liberté quant

au mode et à la forme dans lesquels une proposition de ce genre devrait être soumise de sa part au Cabinet de Washington.... Le Traité de Clayton-Bulwer a été une source d'embarras incessants pour ce Pays, et le Gouvernement de Sa Majesté, s'il était assez heureux pour se dégager de ces difficultés, ne se laisserait plus entraîner directement ou indirectement dans de semblables complications à l'avenir. »

La réponse du général Cass aux différentes propositions de Lord Napier fut brève ; il déclarait que, pendant qu'on attendait les résultats de la mission de sir William Ouseley aux États de l'Amérique centrale, les États-Unis ne pourront adopter l'alternative de l'arbitrage, « même si elle n'avait pas été rejetée deux fois auparavant, » et que si « le Président ne se hâtait pas d'admettre l'alternative de la révocation du Traité de 1850, c'est parce qu'il ne veut pas prévoir d'avance l'échec de la mission de Sir William Ouseley et qu'il est disposé à donner au Gouvernement de Sa Majesté une nouvelle preuve de son sincère désir de conserver les relations amicales qui subsistent heureusement à présent entre les deux Pays ». (Général Cass à Lord Napier, 6 avril 1858.)

Dans cet état des affaires, le Comte de Malmesburg écrivit à Sir William Ouseley d'entamer des négociations directes avec les États de l'Amérique centrale, et le 18 août, il pria Lord Napier d'informer le Gouvernement des États-Unis des intentions et du but du Gouvernement de Sa Majesté dans les prémisses. Sa Seigneurie ajoutait : — « Modification, arbitrage, et abrogation du Traité de Clayton-Bulwer ont été *nettement rejetés* » (les italiques sont de moi). La Grande-Bretagne et le Nicaragua sont sur le point de traiter comme des États indépendants. »

J'ai accentué la phrase « nettement rejetés » en vue d'une instruction subséquente du comte de Malmesburg à lord Napier, le 8 décembre 1858, où il disait : — Je crois que vous auriez mieux fait, si vous n'aviez pas trop positivement fait ressortir, devant le Gouvernement des États-Unis, la pensée que le Gouvernement Anglais envisagerait favorablement une proposition, d'abroger le Traité de Clayton-Bulwer.

Il n'est pas difficile en suivant ce récit de discerner que le général Cass avait un nouveau motif de décliner, précisément alors, la proposition d'abroger le Traité de Clayton-Bulwer. Il ne voulait pas, par la proposition d'une semblable abrogation, indiquer qu'il fût bien disposé à voir conclure des Traités par Sir William Ouseley avec les États séparés de l'Amérique centrale, qui ne sont point renfermés dans les clauses du Traité de

Clayton-Bulwer, défendant l'extention du pouvoir britannique dans cette région. Le général Cass, avec sa prudence et sa sagesse accoutumées, s'apercevait clairement que, pour les États-Unis, proposer des abrogations de Traité à la veille même de la mission de Sir William Ouseley, mènerait à des déductions injurieuses et impliquerait des conclusions que les États-Unis n'étaient pas préparés à admettre. Tout blâmable que le général Cass jugeât le Traité de Clayton-Bulwer, il pensa qu'il valait mieux encore que de donner le consentement de son Gouvernement pour que la Grande-Bretagne obtint ces Traités que la force de son pouvoir pourrait s'assurer dans l'Amérique centrale. La note subséquente de lord Malmesburg — qui n'a pas été interprétée dans un sens peu charitable — jette une nouvelle lumière sur cette question et confirme la sagesse du général Cass en déclinant de proposer l'abrogation à cette époque.

Et, en outre, le général Cass désirait évidemment maintenir ces mêmes clauses du Traité de Clayton-Bulwer, auxquelles, dans ma dépêche du 19, je propose d'adhérer de la part du Gouvernement.

Je me suis étendu un peu longuement sur cet épisode historique particulier, en partie parce qu'il dépeint admirablement l'esprit avec lequel les deux Gouvernements ont envisagé le Traité de Clayton-Bulwer, dès le début, et en partie parce qu'il a un rapport plus direct avec la question de garantie de transit dans l'isthme que toute autre discussion de cette époque. En parcourant la volumineuse correspondance, non imprimée aussi bien qu'imprimée, et soumise alors au Congrès et au Parlement, je suis plus que jamais frappé par le caractère élastique du Traité de Clayton-Bulwer, et l'admirable usage qui en a été fait, en dernier ressort, par l'un des Gouvernements pour empêcher les projets appréhendés dans l'Amérique centrale de la part de l'autre, — bien que tout le temps il fut franchement admis, des deux parts, que les engagements du Traité avaient été conclus d'une façon contradictoire, qu'ils étaient imparfaitement compris, diversement interprétés, et mutuellement vexatoires.

Je suis, je dois le confesser, confirmé dans cette impression par cette circonstance que, dans sa réponse à ma dépêche du 24 juin dernier, le comte Granville part de ce principe que la position de la Grande-Bretagne et des États-Unis relativement au canal projeté de Panama, est déterminée par le Traité de Clayton-Bulwer. Il ne semble point probable que les engagements de ce Traité puissent s'étendre, en réalité, à l'isthme de Panama sous les stipulations de l'article VIII, dans la

même acception précise qu'elles ont par rapport au canal Nicaragien projeté. Car il sera observé que cet article n'étend les garanties et les restrictions de l'article I^{er} ni sur la route de Tehuantepec à travers le territoire mexicain, ni sur la route de Panama à travers le territoire Colombien. C'est dans les termes une convocation d'étendre la protection des deux Pays, par des stipulations de Traité à toutes les routes navigables et à tous les chemins de fer d'Océan à Océan, à travers l'isthme, en dehors de Nicaragua, Costa-Rica, la côte de Mosquito, ou toute autre partie de l'Amérique centrale. Autant que la Convention commencée est applicable désormais au transit de Panama, j'ai amplement démontré dans ma dépêche du 19 courant, que les obligations acceptées par les États-Unis en concluant la Convention antérieure avec la Nouvelle-Grenade (maintenant la Colombie) en 1846, exigent que les États-Unis soient affranchis d'obligations inégales et injustes envers la Grande-Bretagne dans le contrat vague et encore imparfait de 1850.

Mon principal but en écrivant cette instruction a été de vous fortifier contre toute discussion qui pourrait surgir désormais sur les avantages du Traité de Clayton-Bulwer et sur l'intérêt mutuel des deux Pays à le conserver comme base de toutes les contestations entre eux, relativement aux questions de l'isthme de l'Amérique centrale. On verra que, depuis la conclusion de ce Traité, en 1850, ses stipulations ont été trois fois l'objet d'une proposition d'arbitrage quant à leur signification; que sa modification et son abrogation ont aussi été fortuitement envisagées : et que son caractère vexatoire et imparfait a été constaté à plusieurs reprises des deux parts.

La proposition actuelle de ce Gouvernement est de l'affranchir de ces formes embarrassantes et d'en faire pour toujours, — comme c'était l'intention des contractants, — un plein et parfait règlement de tous les événements possibles entre les États-Unis et la Grande-Bretagne, au sujet de l'Amérique centrale. Si dans votre conférence avec lord Granville, il semblait nécessaire que vous fissiez un libre usage des précédents que j'ai cités, et si, usant du pouvoir illimité que vous confie la fin de ma dépêche, à cet égard, vous en aviez donné copie à Sa Seigneurie, vous aurez également la liberté de lui en donner copie, avec la même explication, que c'est un Document à votre usage et non une note officielle à communiquer au Gouvernement de Sa Majesté.

J'ai, etc.

JAMES G. BLAINE.

N° 5. -- Le comte de Granville à M. West.

Foreign-Office, 7 janvier 1882.

Sir,

Dans ma dépêche du 13 ultimo, je vous ai informé que le Ministre des États-Unis, à cette Cour, m'avait communiqué la substance d'une dépêche qu'il avait reçue de M. Blaine alors Secrétaire d'État, au sujet de la Convention du 19 avril 1850. Voyant que M. Lowell était autorisé à me donner une copie de cette dépêche, si je le désirais, je l'ai prié de le faire, et je vous en ai déjà expédié une pour votre instruction.

Le Gouvernement de Sa Majesté a soigneusement examiné les vues exprimées dans ce Document. Il est entièrement d'accord sur la déclaration à faire, quant aux cordiales relations qui existent si heureusement entre les deux Pays, et à l'occasion qu'offre cet état de choses d'exposer franchement les vues de l'un et l'autre Gouvernement, sans risques de fausse interprétation. Je n'hésite donc pas à procéder à l'examen des principes que M. Blaine met en avant pour obtenir une modification de la Convention.

Les principes sur lesquels repose toute l'argumentation de la dépêche, autant que j'en puis juger, sont nouveaux dans une loi internationale. Si une discussion au sujet des principes de droit commun était jugée opportune, il ne serait point difficile de citer des passages de publicistes d'une autorité notoire, dans les deux Pays, à l'appui de cette thèse. Mais, pour différentes raisons, il vaut mieux traiter la question du côté des considérations pratiques qu'elle renferme : ce qui n'empêchera pas de revenir, si c'est nécessaire, aux autres aspects de la question.

Le Gouvernement de Sa Majesté ne peut admettre que l'analogie qu'on cherche à déduire de la conduite de la Grande-Bretagne, par rapport au canal de Suez, soit exacte ou justifiée par des faits. Elle n'a fait aucune tentative pour fortifier l'île de Chypre ou en faire une position armée sur un bassin important, quoiqu'elle ait un droit imprescriptible de le faire. La forteresse de Gibraltar, l'île de Malte et l'Établissement Militaire d'Aden appartenaient à l'Angleterre longtemps avant que la Méditerranée et la mer Rouge fussent considérées comme la route militaire des Indes. Bien des années plus tard, toute la masse des renforts pour les Indes a été expédiée par la voie du cap de Bonne-Espérance.

L'île de Perim n'a été en aucune façon transformée en position fortifiée, quoiqu'elle soit à même, par sa situation, de com-

mander les détroits de Bab-El-Mandeb. Le fort et la garnison de l'île sont, par le fait, suffisants pour la protection du phare qui y a été érigé au profit général de la navigation, et contre une attaque possible de pillards Arabes.

Le département maritime des États-Unis ne doit pas ignorer que le Gouvernement de Sa Majesté n'a jamais cherché à empêcher ni même à restreindre l'usage du canal aux forces navales des autres Pays et que, même pendant la récente guerre entre la Turquie et la Russie, quand le canal lui-même formait une part du territoire de l'un des belligérants, que le lieu du conflit était proche et que les intérêts Britanniques sous bien d'autres rapports ont été presque menacés, le Gouvernement s'est contenté d'obtenir une assurance que la sphère d'opérations ne s'étendrait pas au canal.

Le Gouvernement de Sa Majesté approuve cordialement ce qu'expose M. Blaine sur le développement sans exemple des États-Unis, sur la Côte du Pacifique et les conditions où ils se trouvent pour prospérer encore. Ce développement a été observé, dans ce Pays, avec admiration et intérêt, et il continuera à être considéré ainsi. Mais quoique par la rapidité de ses progrès il ait dépassé les calculs les plus optimistes, le Gouvernement de Sa Majesté ne peut pas envisager cette prospérité comme un événement inattendu ou supposer qu'elle n'était pas entrée dans les prévisions des hommes d'État intéressés des deux côtés au Traité de Clayton-Bulwer. Les déclarations du Président Monroe et de son Cabinet, en 1823 et 1824, quel que soit la manière d'envisager leur but, leurs tendances et l'admissibilité des principes qu'elles renferment ou qu'on cherche à en déduire, montrent du moins qu'à cette époque — vingt-six ans avant le Traité actuellement discuté — il y avait une claire prévision du grand avenir réservé à la Côte du Pacifique. Dans l'opinion du Gouvernement de Sa Majesté, il est inadmissible que la régulière et favorable opération de causes si évidentes alors, et si irréprouvables dans leur nature puissent être considérées comme ayant complètement changé la condition des affaires au point d'avoir vicié les fondements d'une Convention qu'on ne saurait soupçonner d'avoir été conclue sans réflexion et sans délibération.

Tout en reconnaissant à quel point les États-Unis sont intéressés dans tout Canal qui pourra être construit dans l'Isthme de Panama, le Gouvernement de Sa Majesté manquerait à son devoir s'il ne faisait ressortir que la Grande-Bretagne a des possessions coloniales très étendues et de grands intérêts commerciaux, que, par conséquent, toute voie facile et rapide de l'Atlan-

tique dans les Océans Pacifiques du Nord et du Sud, est pour elle d'une très haute importance.

Le développement et les intérêts de ces possessions ont continué à suivre leur cours régulier, moins rapidement peut-être, mais dans une proportion en rapport même avec celui des États du Pacifique.

Le Gouvernement de Sa Majesté ne veut pas méconnaître la part que d'autres Nations ont acquise dans le commerce de l'Amérique du Centre et du Sud, et ne refuse pas de prendre en considération l'intérêt de ces Pays dans tout canal qu'on fera à travers l'Isthme. Son opinion est qu'un tel canal, comme voie maritime entre deux grands Océans reliant l'Europe à l'Asie Orientale, est une œuvre qui ne concerne pas uniquement les États-Unis, mais tout le monde civilisé. Cette manière de voir trouve son expression dans l'article VI du Traité de 1850. Le Gouvernement de Sa Majesté désire, autant que les États-Unis, que toutes les Nations aient part aux bénéfices qu'on pourra espérer de l'entreprise, et qu'aucune Nation en particulier n'acquière une influence prédominante ou un contrôle sur un pareil moyen de communication; il ne décline aucune discussion ayant pour but d'assurer sur une base générale et internationale, l'usage universel et sans restriction du Canal. Avec toute déférence due aux considérations qui ont inspiré les propositions contenues dans la dépêche de M. Blaine, le Gouvernement de Sa Majesté ne peut pas croire qu'elles atteindront ce but ou qu'elles soient avantageuses en elles-mêmes. Les relations des États-Unis avec les Pouvoirs Européens sont heureusement d'une nature à ne faire naître aucun sentiment de suspicion ou d'alarme, et la tendance générale de leur politique étrangère donne l'espoir qu'elles continueront ainsi. Mais si, d'un côté, on doit prendre des mesures en vue d'un changement dans l'état des affaires, il faut s'attendre à ce que la marche ainsi indiquée trouve de l'autre sa contrepartie logique et naturelle. Le Gouvernement de Sa Majesté ne conçoit pas un spectacle plus triste qu'une rivalité entre les Nations qui tiennent les Possessions Orientales des Indes et d'autres sur le continent de l'Amérique du Centre et du Sud, nécessitant la construction de fortifications pour obtenir de commander le canal et ses approches dans le cas où une occasion se présenterait pour une telle mesure. Il ne peut pas croire qu'il serait agréable ou commode à un État de l'Amérique du Sud, à travers lequel passerait le canal, d'avoir à admettre une Puissance étrangère qui construirait sur son territoire une succession de forteresses

d'une importance croissante, destinées à résister à des tentatives analogues, quand même le Pouvoir en question serait un voisin, situé sur le même continent. Et cette prétention est accompagnée d'une déclaration que les États-Unis insisteront toujours pour traiter le cours d'eau qui unira les deux Océans « comme une partie de sa ligne côtière », il est difficile d'imaginer que les États auxquels appartient le territoire, qui s'étend entre le cours d'eau et les États-Unis, puissent pratiquement conserver une position aussi indépendante que celle dont ils jouissent actuellement.

Telles sont, c'est la conviction du Gouvernement de Sa Majesté, les conséquences qui résulteraient de la prétention des États-Unis, d'assumer la suprême autorité sur le canal et toute la responsabilité de son contrôle. Le Gouvernement de Sa Majesté estime, au contraire, que les principes qui ont guidé les négociateurs de la Convention de 1850 étaient réellement judicieux et qu'ils continuent à être applicables à l'état actuel des affaires. Notre désir serait de voir donner à ces principes le développement pratique qu'on avait en vue dans le temps, et de voir effectuer cette partie du Traité qui demande que les Parties Contractantes invitent tous les autres États, avec lesquels ils ont des relations amicales, à contracter avec elles des engagements similaires.

Un certain progrès a été fait dans ce sens par la conclusion de Conventions avec les Honduras et le Nicaragua par la Grande-Bretagne en 1856 et 1860, et par les États-Unis en 1864 et 1867, puis, par le Nicaragua avec la France en 1859, dans le but de maintenir les principes généraux contenus dans le Traité. Durant la période où il y avait encore des questions à régler par rapport à Grey Town, les îles du golfe, la frontière Anglaise des Honduras et la protection des Indiens Mosquito, et où la construction d'un canal semblait encore un projet plus ou moins douteux et éloigné, il n'était pas étonnant qu'on laissât dans l'oubli l'engagement de faire un appel à d'autres Puissances; mais le projet du canal a pris, maintenant, une forme suffisante pour qu'un tel appel soit raisonnable et opportun.

Le Gouvernement de Sa Majesté croit qu'une nouvelle invitation aux États Maritimes de participer à un règlement basé sur les clauses de la Convention de 1850 préviendrait toute objection qui pourrait être soulevée sous prétexte que, dans son état actuel, le Traité ne répondrait plus au but en vue duquel il a été conclu. Cette ligne de conduite formait la base de la proposition de M. Fish au Dr Cardenas, le Ministre du Nicaragua en 1877, et le Gouvernement de Sa Majesté verrait avec satisfaction

les États-Unis prendre de nouveau l'initiative d'une invitation aux Puissances, à laquelle il est tout disposé à répondre, ou qu'il soutiendra de la façon qu'on jugera convenable, pourvu qu'elle ne soit pas en opposition avec le Traité de Clayton-Bulwer.

Vous êtes autorisé à lire cette dépêche au Secrétaire d'État et à lui en donner copie s'il le désirait.

Je suis, etc.

GRANVILLE.

N° 6. — Le comte de Granville à M. West.

Foreign-Office, 14 janvier 1882.

Sir,

Dans ma dépêche du 31 ultimo, je vous ai transmis la copie d'une dépêche de M. Blaine au Ministre des États-Unis à cette Cour, contenant de nouvelles observations à l'appui de ses arguments et de ses propositions en faveur d'une modification du Traité du 19 avril 1850, entre ce Pays et les États-Unis. Dans cette dépêche, M. Blaine donne des extraits de la correspondance qui a été échangée entre les deux Gouvernements de 1856 à 1858 au sujet de différends qui se sont élevés quant à l'interprétation à donner à certaines clauses du Traité. M. Blaine cherche à établir, d'après ces extraits, que « le caractère vexatoire et imparfait du Traité a été reconnu à différentes reprises des deux côtés », et il ajoute que la proposition actuelle du Gouvernement des États-Unis a pour but « de l'affranchir de sa forme embarrassante et d'en faire, comme c'était l'intention des contractants, un règlement parfait et permanent de tous les différends possibles entre les États-Unis et la Grande-Bretagne, par rapport à l'Amérique centrale ».

La correspondance en question a été soumise au Parlement, en 1860, et les principaux Documents qu'elle renfermait ont aussi été publiés dans le *State Papers* de Hertslet. Il sera nécessaire de se reporter aux passages cités par M. Blaine pour apprécier la signification qu'il leur a attribuée.

Dans des circonstances où les détails d'une Convention internationale ont fait surgir des difficultés et des discussions assez graves pour amener, un jour, les Parties contractantes à envisager son abrogation ou sa modification comme une alternative possible, et où il aura été jugé préférable encore d'arriver à une solution de ces détails plutôt que de sacrifier la base générale de l'engagement, un tel fait, il faut l'avouer, loin d'être un argument contre cette invitation, est, au contraire, nettement en sa faveur. Il

est également clair que celle des Parties Contractantes qui aura abandonné sa querelle pour préserver la Convention dans son entier, aurait lieu de se plaindre, si les différends réglés par sa concession étaient ensuite invoqués comme une raison de modifier essentiellement les autres stipulations pour le maintien desquelles elle avait fait ce sacrifice. Une courte revue de cette correspondance suffira, je crois, pour prouver que ces deux arguments sont applicables à la circonstance présente.

Le Traité de 1850 fut conclu (comme le déclare l'Article VIII) dans le désir « non seulement d'accomplir un objet particulier », mais aussi d'établir un principe général relativement à la protection, par des stipulations de Traité, de toute communication praticable soit par canal, soit par chemin de fer à travers l'Isthme qui unit l'Amérique du Nord à celle du Sud.

La Préface et l'article I du Traité s'expriment ainsi qu'il suit : « Sa Majesté Britannique et les États-Unis d'Amérique, désireux de consolider les relations d'amitié qui existent si heureusement entre eux, en établissant et en fixant par une Convention leurs vues et intentions relativement aux moyens de communication, par un canal navigable qui pourrait être construit entre les Océans Atlantique et Pacifique, par la voie de la Rivière de Saint-Jean de Nicaragua et l'un ou les deux Lacs de Nicaragua ou Managua pour tout port ou place sur l'Océan Pacifique.

« Art. I. Le Gouvernement de la Grande-Bretagne et des États-Unis déclarent ici que, ni l'un ni l'autre n'obtiendra jamais, pour lui-même, un contrôle exclusif sur le susdit canal navigable ; ils s'engagent à ne jamais ériger ou maintenir aucune fortification la commandant ou dans son voisinage ; à n'occuper, fortifier, coloniser, assumer ou exercer aucune Souveraineté sur Nicaragua, Costa Rica, la Côte de Mosquito, ou toute autre partie de l'Amérique centrale ; ni l'un ni l'autre ne fera usage de la protection qu'il peut ou pourrait fournir, ni d'aucune alliance qu'il peut ou pourrait contracter avec ou contre un État ou un Peuple dans le but d'ériger ou de maintenir une fortification quelconque, ou en occupant, fortifiant ou colonisant Nicaragua, Costa Rica, la Côte de Mosquito, ou toute autre Partie de l'Amérique centrale d'assurer ou d'exercer une domination sur les mêmes. »

Peu après la signature du Traité, des discussions variées se sont élevées sur l'interprétation à appliquer aux clauses qui défendaient à l'une et à l'autre des deux Parties Contractantes d'occuper, de fortifier, de coloniser, d'assumer ou d'exercer au-

cune domination sur Nicaragua, Costa Rica, la côte de Mosquito, ou toute autre Partie de l'Amérique centrale, etc.

La Grande-Bretagne étant à cette époque possesseur de Ruatan et d'autres Iles de la côte de Honduras, et ayant un Protectorat sur les Indiens de Mosquito, situé sur la côte de Nicaragua, une longue correspondance s'engagea sur la manière d'effectuer le Traité à cet égard ainsi qu'à l'égard des frontières Britanniques de Honduras. Un Traité fut signé éventuellement par Lord Clarendon et M. Dallas pour le règlement des différentes questions en discussion, le 17 octobre 1856 : mais, cette Convention ne fut pas accueillie favorablement par le Sénat des États-Unis et le nouveau Gouvernement du Président Buchanan, qui, entré en fonctions en mars 1857, déclina de la confirmer sans certaines modifications. Le Gouvernement Anglais proposa de nouveaux amendements qui ne furent pas jugés acceptables par celui des États-Unis, et le Traité ne fut jamais officiellement ratifié.

Pour montrer à quel point cette partie de la discussion appartient par quelques-uns de ses côtés à un état de choses maintenant passé, une des objections faites par le général Cass au Traité dans sa forme modifiée, fut qu'il renfermait une reconnaissance par les États-Unis d'un Traité entre la Grande-Bretagne et les Honduras pour la cession des Iles du Golfe, dans laquelle il était stipulé que l'esclavage ne devrait jamais y être toléré. Le général Cass déclara « qu'un Traité avec une semblable clause ne serait jamais reconnu par un Sénat Américain ». (Lord Napier à Lord Clarendon, 3 mai 1857.)

Je vais maintenant procéder à l'examen des extraits que donne la dépêche de M. Blaine.

La première lettre citée est de Lord Napier à Lord Clarendon, datée du 12 mars 1857.

Le seul passage cité est le suivant :

« Le général Cass échangea alors quelques réflexions sur le Traité de Clayton-Bulwer; il l'avait voté, et en agissant ainsi il croyait abroger toute intervention de la part de l'Angleterre sur le territoire de l'Amérique centrale. Le Gouvernement avait donné une interprétation différente au Traité et il regretta d'avoir voté en sa faveur. »

Mais la dépêche continue en disant :

« Il ne prétendait pas, néanmoins, que le Gouvernement Britannique dût abandonner, sans conditions, les Mosquitos avec lesquels il entretenait d'anciennes relations, il était donc juste et en rapport avec les usages des États-Unis, que ces Indiens jouissent en sécurité dans la possession de terrains séparés,

dont la vente serait prohibée, et dans la jouissance de droits et de franchises, bien que dans une condition de dépendance et de protection. Le Gouvernement Anglais a déjà écarté un des obstacles à l'exécution du Traité de Clayton-Bulwer, en cédant ses droits sur Ruatan ; restaient deux difficultés à résoudre, — la frontière de Belize, et la délimitation et le règlement de la tribu des Mosquitos. Une fois la frontière tracée, et les Mosquitos en jouissance de leur territoire par un Traité entre la Grande-Bretagne et Nicaragua, dans lequel les concessions et garanties de ce dernier Pays, en faveur des Indiens, soient assimilées à la reconnaissance de la Éouveraineté de Nicaragua — j'ai ainsi compris le Général — *alors le Traité de Clayton-Bulwer pourrait être un règlement permanent et satisfaisant entre les Parties Contractantes.* Les États-Unis ne désiraient rien de plus qu'une entière et absolue neutralité et indépendance de la région de l'Amérique Centrale, libre de l'exercice d'une influence excessive ou d'un pouvoir quelconque.

La citation suivante est d'une autre dépêche de Lord Napier, datée du 6 mai 1857, et elle est ainsi conçue :

« Le Président a dénoncé le Traité de Clayton-Bulwer comme un tissu de malentendus et de surprises, dès le principe : il a été conclu sous les interprétations les plus opposées, par les Parties Contractantes. Si le Sénat avait pu imaginer qu'on pût lui donner l'interprétation que lui prête la Grande-Bretagne, il n'aurait jamais été voté et le Sénat alors ne l'aurait jamais sanctionné. »

Mais le Président Buchanan continue en disant :

« Relativement à l'arbitrage (que Lord Napier donnait comme une suggestion venant de lui), le Président ne pouvait, quant à présent, émettre une opinion. Il se prononçait lui aussi contre l'excès de Traité, affirmant qu'ils sont plus souvent un sujet de querelle que d'harmonie et que, n'étaient les communications interocéaniques, il ne voyait pas qu'un Traité fût nécessaire, relativement à l'Amérique Centrale. »

Il semble, par conséquent, que la condamnation du Traité de Clayton-Bulwer par le Président était principalement fondée sur l'interprétation que lui a donnée, dans le temps, la Grande-Bretagne, et elle s'applique aussi, dans une certaine mesure, par ses objections aux Traités en général, quoiqu'il admit, cependant, que la question des relations interocéaniques rendit une telle Convention nécessaire.

M. Blaine cite ensuite la note suivante de M. Cass à Lord Napier, le 29 mai 1857 :

Le Traité de Clayton-Bulwer, conclu dans l'espoir qu'il met-

trait fin aux différends qui s'étaient élevés entre les États-Unis et la Grande-Bretagne, avait été rendu inefficace par les différentes interprétations qui lui avaient été réciproquement attribuées par les deux Parties. Et, on peut se hasarder à dire que, si l'interprétation que donne au Traité le Gouvernement Anglais, et qui est maintenue, avait été prévue, il n'aurait pas été négocié par un Exécutif des États-Unis ni ratifié par la branche du Gouvernement qui a le pouvoir de le faire.

Mais que dit le Général ensuite ? Il continue ainsi :

« Une discussion prolongée, dans laquelle le sujet fut épuisé, faillit réconcilier les vues opposées des Parties ; et en dernier ressort, on entama une négociation dans le but de conclure un Traité supplémentaire qui devait écarter, si c'était possible, tout empêchement à leur bonne entente mutuelle, et rendre inutile une nouvelle discussion des clauses controversées du Traité de Clayton-Bulwer.

C'est pour atteindre ce but que le Gouvernement des États-Unis consentit à entreprendre la négociation qui s'est terminée par le Traité du 17 octobre 1856, et, bien que les stipulations de ce contrat, même avec les amendements proposés par le Sénat, rencontrassent des objections dans le Sénat aussi bien que chez le Président, *ils considéraient un règlement satisfaisant de cette question si compliquée, comme tellement important*, qu'ils abandonnèrent leurs objections et sanctionnèrent, par leur rectification, la Convention même amendée. Elle fut ensuite transmise à Londres, pour être examinée par le Gouvernement de Sa Majesté, et, n'ayant point été approuvée, elle a été renvoyée non ratifiée. Les Parties Contractantes sont revenues ainsi au Traité de Clayton-Bulwer et à sa phraséologie controversée et ses interprétations contradictoires ; et après un laps de sept ans, aucune des questions relatives à la condition politique de l'Amérique Centrale, que les États-Unis espéraient voir résoudre par la Convention, n'a encore été réglée.

Ce n'est pas, par conséquent, aux principes ou à la base de l'arrangement (dont l'importance a été pleinement reconnue), mais à la phraséologie défectueuse d'une seule partie du Traité, qu'on a trouvé des objections.

M. Blaine faisant alors allusion à la mission de Sir Gore Ouseley, dont le but était de régler les points contestés d'une manière pratiquement satisfaisante pour les États-Unis de l'Amérique Centrale, après en avoir préalablement conféré avec le Gouvernement à Washington, cite un passage d'une lettre du général Cass à Lord Napier, du 20 octobre 1857, ainsi qu'il suit :

« J'ai fait en sorte de reconnaître les franches suggestions de Votre Seigneurie, en exposant avec une loyauté correspondante la politique générale des États-Unis par rapport aux États et aux transits interocéaniques de l'Amérique Centrale ; mais, puisque Votre Seigneurie a fait allusion au Traité de Clayton-Bulwer de 1850, comme envisageant un « harmonieux moyen d'action et de conseil entre les Parties contractantes, dans le règlement des intérêts de l'Amérique Centrale », vous me pardonnerez de rappeler à Votre Seigneurie que les différends que ce Traité devait régler, entre les États-Unis et la Grande-Bretagne, ne sont point résolus, et que le Traité lui-même est devenu le sujet de nouvelles et embarrassantes complications. »

Il sera utile de se reporter à la précédente partie de cette note pour faire voir quelle était cette déclaration de « la politique générale des États-Unis » à laquelle on faisait ainsi allusion, et jusqu'à quel point cette politique correspond aux propositions actuelles de M. Blaine. La note commence ainsi : « J'ai l'honneur de recevoir la communication de Votre Seigneurie, du 19 courant, relative aux relations existantes entre Nicaragua et Costa Rica, et je l'ai soumise à l'appréciation du Président.

Ces relations ont attiré la sérieuse attention du Président, non seulement par l'importance du transit de Saint-Jean au commerce du monde, mais à cause de l'intérêt que portent naturellement les États-Unis aux Républiques circonvoisines de ce Continent. C'est pourquoi le Président a constaté, avec la plus grande satisfaction, le rétablissement de la paix à Nicaragua et à Costa Rica, et il espère sincèrement qu'elle ne sera plus troublée par la calamité de la guerre civile, ni par l'invasion d'autres contrées sur son territoire. Leur sécurité et leur prospérité ne pourront que s'accroître encore par un règlement juste et amical, entre eux, de leurs mutuelles frontières et de leur juridiction ; et j'ai à peine besoin d'ajouter qu'un tel arrangement serait considéré avec satisfaction par les États-Unis. Le Gouvernement, néanmoins, n'a jamais admis les prétentions de Costa Rica à un contrôle égal à celui de Nicaragua, sur la rivière de Saint-Jean, mais il considère la souveraineté de la rivière et par conséquent du transit interocéanique, par cette voie, comme appartenant de droit à la République de Nicaragua.

« La Grande-Bretagne semble avoir, sur cette question, une manière de voir similaire ; et, quels que puissent être les droits de Costa Rica relativement au libre passage de ses propres produits par la rivière à l'Océan, il vaut mieux sans doute que ce qui a été ainsi accepté et qui a mené, en outre, à d'importants

contrats et responsabilités, ne soit pas dérangé à présent. Mais, dans aucun cas, les Nations commerciales du monde, en vue des grands projets qui leur appartiennent, ne sauraient permettre que les passages interocéaniques de l'Isthme soient rendus inutiles par suite de la négligence ou de l'incapacité des États à travers les territoires desquels ces cours d'eau pourraient passer. *Les États-Unis, comme j'ai eu l'occasion de l'assurer à Votre Seigneurie, ne demandent aucun privilège exclusif dans ces passages ; mais ils emploieront toujours leur influence à assurer, en paix et en guerre, au commerce du monde l'usage libre et illimité de ces cours d'eau. »*

Dans une autre note de Lord Napier, du 8 novembre 1858, le général Cass établit, plus clairement encore, le but dans lequel a été conclu le Traité, et les motifs qui ont donné lieu aux contestations entre les deux Gouvernements. Il dit :

« Depuis que Votre Seigneurie a annoncé, en octobre 1857, la mission spéciale de Sir William Ouseley, le Président a attendu, bien moins une nouvelle proposition pour l'arrangement des questions de l'Amérique Centrale, que l'exposé détaillé de la méthode par laquelle Sir William Ouseley devait effectuer la proposition antérieure du Gouvernement britannique. Pour rendre ceci plus clair, Votre Seigneurie me pardonnera de faire une courte allusion à ce qui s'est passé entre les deux Gouvernements relativement à l'Amérique centrale, depuis la ratification du Traité de Clayton-Bulwer en 1850.

« Quoique le but déclaré de cette Convention eût pour objet la construction d'un canal navigable par la voie de Saint-Jean et les lacs de Nicaragua et de Managua depuis l'Océan Atlantique jusqu'à l'Océan Pacifique, elle n'en avait pas moins clairement un principe général se rapportant à toutes les communications praticables à travers l'Isthme, et établissait une politique distincte par laquelle la mise en œuvre pratique de ce principe devait s'exercer libre de toute entrave. Le principe était que toutes les routes interocéaniques resteraient sous la domination des États qu'elles traversaient et seraient neutres et libres pour toutes les Nations également. Sa politique consistait à empêcher tout Gouvernement, en dehors de ces États, d'obtenir un contrôle ou une influence injustes sur ces transits interocéaniques en leur interdisant d'ériger et de maintenir aucune fortification commandant le canal ou son voisinage, et d'occuper, de fortifier, de coloniser, d'assumer et d'exercer aucune domination sur Nicaragua, Costa Rica, Mosquito ou toute autre partie de l'Amérique Centrale.

En ce qui concernait les États-Unis et la Grande-Bretagne, ces stipulations étaient exprimées en termes qui n'étaient point susceptibles de méprise, et, à l'égard d'autres Nations, il fut établi que « les Parties Contractantes inviteraient chaque État avec lequel, les d'eux ou l'un d'eux entretenaient des relations amicales, à prendre avec eux des engagements similaires à ceux qu'ils avaient conclus l'un avec l'autre.

A cette époque, les États-Unis n'avaient aucune possession quelconque dans l'Amérique Centrale et n'y exerçaient aucune domination. A l'égard de ce Gouvernement, les stipulations de l'Article I ne pouvaient avoir, par conséquent, qu'une action restrictive pour l'avenir; mais la Grande-Bretagne exerçait sa domination sur presque toute la côte orientale de ce Pays, et, relativement à elle, cet article avait un effet actuel aussi bien que futur. Elle devait abandonner l'occupation qu'elle avait déjà dans l'Amérique Centrale et ne devait y faire aucune acquisition, ériger aucune fortification ou exercer aucune souveraineté à l'avenir. En d'autres termes, elle devait se placer, relativement aux possessions et à la souveraineté de l'Amérique Centrale, dans la situation que devaient y occuper les États-Unis, et que les deux Parties Contractantes voulaient essayer de faire occuper à d'autres Nations.

« Voici ce Traité, tel que le comprenaient et l'acceptaient les États-Unis, et tel qu'il est encore compris par ce Gouvernement. »

Il récapitule ensuite les discussions et les négociations avortées qui étaient la conséquence des différentes interprétations du Traité par les deux Gouvernements, et après avoir critiqué la dernière communication que lui a fait Lord Napier, et en avoir exprimé son désappointement, il conclut ainsi :

« Il est très important pour les États-Unis comme pour la Grande-Bretagne que les contestations entre les deux Pays soient à jamais closes. J'avais été amené à espérer que, sur quelques-unes de ces questions et sur la politique générale qui devrait être appliquée à toute la région de l'Isthme, on avait rencontré un terrain commun d'accommodement. La neutralité des routes interocéaniques et leur affranchissement de toute influence supérieure et du contrôle de tout Gouvernement, les principes sur lesquels le Protectorat de Mosquito pourrait être réglé équitablement, aussi bien que la souveraineté de Nicaragua et des tribus Indiennes; la cession des Iles de la Baie sous certaines conditions au profit du commerce et de la protection de leurs possesseurs Anglais; enfin la délimitation de frontières anglaises de Belize : —

sur toutes ces questions, il n'y a aucun désaccord apparent, si ce n'est au sujet des concessions dont dépendra l'abandon des Iles de la Baie et des limites qui seront fixées aux colonies de Belize. Est-il possible que, si on abordait ces deux questions controversées, dans un esprit de conciliation et de cordialité, elles ne seraient point susceptibles d'être réglées à l'amiable ? Croire ceci, ce serait méconnaître l'importance de l'arrangement, et l'appréciation intelligente de cette importance que doivent entretenir les deux Nations. Ce qu'il faut aux États-Unis dans l'Amérique Centrale, outre le bonheur de son peuple, c'est la sécurité et la neutralité des routes interocéaniques qui la traversent, c'est aussi le désir de la France et du monde commercial entier. Si les principes et la politique du Traité de Clayton-Bulwer venaient à être effectuées, ce but serait atteint.

« Quand, par conséquent, Lord Malmesbury invite le Gouvernement à de nouvelles ouvertures, sur l'idée qu'il a rejeté la proposition renfermée dans la mission de Sir William Ouseley pour une modification des questions de l'Amérique Centrale par des Traités séparés avec les Honduras, Nicaragua et Guatemala, sur des termes matériellement d'accord avec la teneur générale de l'interprétation Américaine du Traité, j'ai à répondre à votre Seigneurie, que cette même modification est tout ce qu'a jamais désiré le Président et que, loin d'avoir rejeté cette proposition, il en avait exprimé sa cordiale acceptation et qu'il en avait espéré les résultats les plus satisfaisants. »

Plus loin, dans une dépêche à M. Lamar du 25 juillet 1858, subséquemment communiquée à Lord Malmesbury par M. Dallas le 19 avril 1859, le général Cass dit :

« Ces grandes voies de communication réciproque sont d'un assez grand intérêt pour toutes les Puissances commerciales, pour qu'elles s'entendent afin de s'en assurer la liberté et l'usage contre les dangers auxquels elles sont exposées par des agressions ou des outrages de l'extérieur ou de l'intérieur des territoires à travers lesquels elles passent. »

Il est difficile de concevoir une déclaration plus claire de l'adhésion aux principes généraux du Traité de Clayton-Bulwer, ou un désaveu plus positif de la politique renfermée dans les propositions actuelles de M. Blaine, que ce qui est contenu dans les passages que je viens de citer.

J'en reviens, cependant, aux extraits de la dépêche de M. Blaine. Celui-ci fait allusion à une importante entrevue qu'aurait eue Lord Napier avec le Président Buchanan le 19 octobre 1857, dans laquelle Lord Napier demandait que, pendant

la négociation confiée à Sir W. Gore Ouseley, aucune proposition d'annuler le Traité de Clayton-Bulwer ne soit sanctionnée ou encouragée par le Président ou les membres du Gouvernement des États-Unis. Voici, d'après Lord Napier, le compte rendu du langage du Président :

Le Président commença par faire allusion au Traité de Clayton-Bulwer comme à une source fertile de malentendus entre les Parties Contractantes. Sous ce Traité, les États-Unis et la Grande-Bretagne auraient, depuis longtemps, pu coopérer à la prospérité de l'Amérique centrale. Ce Traité n'avait jamais paru acceptable au peuple des États-Unis et n'aurait pas obtenu un vote au Sénat s'il avait existé le moindre soupçon sur le sens que lui prêtait la Grande-Bretagne ; cependant si le Gouvernement de Sa Majesté avait l'intention de l'exécuter maintenant selon l'interprétation Américaine, nous n'en demanderions pas davantage.

Et après avoir rendu compte de ce qui s'était passé dans l'entrevue relative aux Iles de la Baie et aux Honduras, Lord Napier continua :

« Je poursuivis alors, en faisant remarquer le danger d'un mouvement dans le prochain Congrès, qui mettrait obstacle à la négociation de Sir William Ouseley, observant que si le Président dans son message devait faire allusion à la position des deux Pays relativement à l'Amérique Centrale, et si, par suite des réflexions de Son Excellence on venait à proposer une Résolution pour l'abrogation du Traité de Clayton-Bulwer, une telle mesure ne ferait pas seulement manquer le but de la mission de Sir William Ouseley, mais elle aurait une influence désastreuse sur les relations futures de l'Angleterre et des États-Unis. Je serais donc heureux, s'il m'était donné de persuader à Votre Seigneurie que, pendant la négociation confiée à Sir William Ouseley, aucune proposition d'annuler le Traité ne soit sanctionnée ou encouragée par Son Excellence ou par les membres de son Gouvernement.

« Le Président répondit en déclarant que c'était certainement son intention de donner dans son Message un exposé de tout ce qui s'était passé entre les deux Gouvernements relativement au Traité de Clarendon Dallas. Il sembla donner à entendre que l'effet de cet exposé serait de faire envisager la manière d'agir de la Grande-Bretagne sous un jour défavorable, et il ajouta que le passage où il critique ses transactions est déjà préparé ; mais Son Excellence continua à affirmer avec emphase que, si les résolutions du Gouvernement de Sa Majesté étaient telles qu'il l'avait

dit, et si réellement il songeait à exécuter le Traité de Clayton-Bulwer selon les interprétations Américaines, et désirait lui faire, dans ce sens, avant la réunion du Congrès, une communication dont il pourrait faire usage, il annulerait ce qu'il avait écrit et insérerait un autre passage relatif à la mission de sir William Ouseley, et que rien ne lui causerait une plus vive satisfaction que d'y ajouter l'expression de son sincère désir et de son ardent souhait pour le maintien des relations amicales entre les deux Pays. »

« Son Excellence déclara tout aussi nettement que dans les circonstances décrites ici, qu'aucune tentative contre le Traité au Congrès ne recevrait, de lui, un encouragement quelconque. Il lui était indifférent que la concession envisagée par le Gouvernement de Sa Majesté soit consignée dans une Convention directe entre l'Angleterre et les États-Unis, ou dans des Traités entre la première et les Républiques de l'Amérique Centrale : cette dernière méthode lui serait, à certains égards, plus agréable, et il pensait qu'il conviendrait mieux au Gouvernement de Sa Majesté qui pourrait céder plus facilement aux réclamations du parti le plus faible. »

Je passe sur quelques passages, cités dans la dépêche de M. Blaine, qui ne semblent appeler aucune remarque ; je ferai seulement observer que la proposition d'arbitrage dont il est fait mention dans la note de Lord Napier au général Cass du 17 février 1858, ne s'appliquait qu'aux points contestés, et non à l'acte entier. M. Blaine renvoie à une conversation avec le général Cass, racontée par Lord Napier dans une dépêche du 22 mars 1858, dans laquelle il est fait allusion à l'idée d'une abrogation du Traité. Il serait bon de donner un plus grand extrait de cette dépêche, parce que les remarques de Lord Napier, bien que déclarées comme étant personnelles et non officielles, montrent sa façon d'envisager la forme que prendrait une telle abrogation. Il dit :

« J'ai conséquemment informé le général Cass, en deux occasions, que si le Gouvernement des États-Unis était toujours dans la même intention et continuait à désirer l'abrogation du Traité de 1850, il serait agréable au Gouvernement de Sa Majesté qu'il veuille bien insérer une proposition à cet effet, dans sa réponse à ma note relativement à l'arbitrage et à celle dans laquelle j'expliquais le caractère et les motifs de la mission confiée à l'émis-saire de Sa Majesté dans l'Amérique Centrale.

« Il s'ensuivit une conversation concernant la manière dont serait effectuée la dissolution du Traité, et la condition dont elle

pourrait être accompagnée, expliquant que les vues exprimées étaient entièrement spontanées et personnelles, car je n'étais pas informé des intentions du Gouvernement de Sa Majesté et je savais seulement qu'il accueillerait une proposition d'annuler les engagements de 1850 émanant des États-Unis.

« Je déclarai qu'à mon avis, le Traité en question ne pouvait être révoqué que par un nouveau Traité dans les formes usuelles, et il serait à désirer qu'un tel Traité ne se bornât pas à un simple article annulant celui qui le précède. Pour des considérations de commerce et de politique, je recommande l'insertion de stipulations renfermant une expression de politique commune dans l'Amérique Centrale et le désaveu de tous les projets de monopolisation exclusive. J'ajoutai que je croyais qu'un Traité pouvait être formé de trois articles.

« Le premier déclarerait le désir des deux Parties Contractantes à encourager et à protéger l'organisation des routes de transit dans la région interocéanique et d'empêcher ces Parties de négocier, en vue d'obtenir des États de l'Amérique du centre, des droits ou des privilèges de transit d'un caractère préférentiel ou exclusif auxquels d'autres Nations ne pourraient pas être admises au même titre, établissant ainsi le principe d'une jouissance égale de ces routes commerciales, pour tous les Pays de l'univers.

« Le second article pourait reconnaître la juridiction de la route de transit par la rivière de Saint-Jean comme étant située dans le Gouvernement de Nicaragua. Ceci avait déjà été reconnu par les États-Unis dans un Traité négocié avec cette république, mais n'avait pas été définitivement affirmé par la Grande-Bretagne et pourrait sembler en opposition avec les droits du Roi de Mosquito à des possessions territoriales et à une autorité dans ces régions. Je pensais néanmoins que, en vue des opinions exprimées dernièrement par le Gouvernement de Sa Majesté dans le cours d'une négociation récente, par rapport à la nécessité d'obtenir un Traité convenable avec Nicaragua, et pour se mettre d'accord avec la marche suivie par les États-Unis, le Gouvernement de Sa Majesté pourrait, sur ce chef, accéder à un article qui restreindrait d'une façon pratique son Protectorat dans la Mosquitie, et préviendrait ainsi toute imputation d'intervention de sa part, dans le territoire traversé par la rivière et, conséquemment, par la route de transit.

Finalement je suggérai que l'article III du Traité devait simplement déclarer que les stipulations du Traité de 1850 sont nulles et sans effet; j'ajoutai que la question des acquisitions territoriales dans l'Amérique du centre serait exposée aux États-

Unis; que d'autre part, le Gouvernement de Sa Majesté conserverait la colonie de Honduras dans les proportions qui pourront lui être accordées par les arrangements du Traité avec Guatemala. De fait, j'ai affirmé, toujours d'après mon opinion personnelle, mais d'une façon très positive, que dans le cas de l'abrogation du Traité de Clayton-Bulwer, les Iles de la Baie ne seraient point cédées par le Gouvernement de Sa Majesté. Je croyais devoir faire cette déclaration, ayant observé dans certaines régions une impression que le Gouvernement de Sa Majesté pourrait être disposé non seulement à l'abrogation du Traité ouvrant ainsi une issue à une annexion éventuelle de l'Isthme à l'Union Fédérale, mais aussi d'abandonner les Iles de la Baie; opinion qui ne saurait être fondée sur aucun des avis qui m'ont été envoyés jusqu'ici du Foreign-Office et qui, à mon avis, ne saurait être conciliée avec les intérêts de l'Angleterre. »

Lord Napier ajoute qu'il tient particulièrement à faire remarquer que toutes les opinions qu'il a énoncées relativement au Traité, sont les siennes exclusivement. M. Blaine ne donne qu'un court extrait de la dépêche de Lord Malmesbury, du 8 avril 1858. Il serait bon de la citer plus au long. Lord Malmesbury dit :

« Le Gouvernement de Sa Majesté, si l'initiative lui est encore laissée, par la répugnance des États-Unis à proposer eux-mêmes l'abrogation, désire garder une entière liberté quant à la manière et à la forme dont une telle proposition devra être soumise au Cabinet de Washington, mais, sans exprimer une opinion définitive à présent, je crois qu'il est bon de faire remarquer à Votre Seigneurie que l'effet d'un tel article, ainsi qu'il est suggéré dans votre dépêche, pourrait être, ainsi que le second, de perpétuer un embarras avec le Gouvernement des États-Unis, et de placer ce Gouvernement dans une situation à mettre en question ou à contrôler la liberté d'action du Gouvernement de Sa Majesté dans tout ce qui est relatif à l'Amérique centrale. Le Traité de Clayton-Bulwer a été une source d'embarras incessants pour ce Pays, et le Gouvernement de Sa Majesté, s'il était assez heureux pour sortir des difficultés qu'il lui a suscitées, ne s'exposerait plus directement ni indirectement à de semblables complications à l'avenir.

« Le Gouvernement de Sa Majesté n'aurait aucune objection à contracter avec les États-Unis un engagement aussi désintéressé que celui que suggère votre premier Article, et par lequel les deux Parties renonceraient à tout l'avantage d'employer exclusivement une des routes interocéaniques, et s'engageraient mutuellement à ne pas intervenir dans le libre transit. Un tel

Article remplacerait convenablement le Traité de Clayton-Bulwer, car il assurerait à l'égard des Parties Contractantes, le but avoué de ce Traité, — la liberté des communications interocéaniques.

« En outre, le Gouvernement de Sa Majesté, comme j'en suis avisé, n'est pas préparé à contracter un engagement remplaçant le Traité de Clayton-Bulwer, et à partir de l'abrogation de ce contrat, si elle a lieu, il entend conserver sa liberté d'action relativement à l'Amérique Centrale, de la façon qui pourra être la plus favorable aux intérêts britanniques, tout comme si le Traité n'avait jamais été conclu.

« Votre Seigneurie a donc parfaitement agi en employant un langage aussi ferme que celui qui est mentionné dans votre dépêche, relativement aux Iles de la Baie, et si jamais la question d'abrogation du Traité est discutée en votre présence, vous ferez comprendre clairement au Gouvernement des États-Unis, qu'abroger le Traité, c'est retourner au *statu quo ante* de 1850 ; que le Gouvernement de Sa Majesté n'a aucune espèce de jalousie relativement à la Colonisation Américaine dans l'Amérique Centrale, que cela aiderait à civiliser ; et que nous ne demandons ou ne désirons aucun privilège exclusif quelconque dans ces régions. »

Telles étaient alors les seules conditions auxquelles le Gouvernement serait prêt à envisager le Traité de Clayton-Bulwer. Et cette alternative fut critiquée dans une note du général Cass à Lord Napier du 6 avril 1858, dans laquelle, tout en déclinant la proposition d'arbitrage des parties contestées du Traité, il faisait allusion à l'expression d'une opinion personnelle qu'il avait émise en faveur d'une renonciation, sans conditions, du Traité, et où il appelait l'attention sur les sérieuses conséquences qui pourraient résulter de son abrogation, si aucune stipulation n'était faite, en même temps, pour la modification des questions qui y ont amené. Il conclut alors avec le passage cité par M. Blaine, disant que « si le Président ne se hâte pas d'examiner l'alternative de la révocation du Traité de 1850, c'est parce qu'il ne veut pas prévoir l'échec de la mission de Sir William Ouseley, et qu'il est disposé à donner au Gouvernement de Sa Majesté une nouvelle preuve de son sincère désir de conserver les relations amicales, qui existent si heureusement entre les deux Pays. »

Mais des événements postérieurs nous obligent à nous étendre encore sur cette partie de la discussion, car la question a été réglée par l'accomplissement pratique de ce que le Gouvernement des États-Unis considérait comme la solution la plus satisfaisante.

C'est ici que se terminent les extraits et les rapports de Monsieur Blaine, juste au point où commence l'épisode le plus important. La continuation de la correspondance établit que le 30 avril 1859, un Traité a été conclu entre la Grande-Bretagne et Guatemala, pour le règlement de la question des frontières de Belize ; que le 28 novembre 1859, un autre Traité a été conclu entre ce Pays et Honduras pour le transfert des Iles de la Baie à cette République, aussi bien que pour le règlement d'autres questions relatives aux Indiens de Mosquito et des droits des sujets Anglais, y compris le retrait du Protectorat Britannique : et que le 28 janvier 1860 un troisième Traité a été conclu entre ce Pays et Nicaragua également au sujet des Indiens de Mosquito et des droits des sujets Britanniques.

Des copies de ces trois Traités ont été officiellement communiquées au Gouvernement des États-Unis, avec l'expression de l'espoir du Gouvernement de Sa Majesté qu'on laisserait finalement reposer les questions relatives à l'interprétation du Traité de Clayton-Bulwer qui avait été l'objet de tant de complications entre ce Pays et les États-Unis.

Dans son message au Congrès du 3 décembre 1860, le Président Buchanan déclarait que les dangereuses questions du Traité de Clayton-Bulwer ont été honorablement modifiées à l'amiable. Les interprétations contradictoires du Traité de Clayton-Bulwer entre les deux Gouvernements avaient pris un aspect menaçant à différentes périodes de la discussion, mais avaient trouvé leur solution *dans un règlement définitif entièrement satisfaisant pour le Gouvernement.*

J'ai été obligé de citer longuement les extraits ci-dessus, et je dois m'abstenir d'y ajouter d'autres passages qui les expliqueraient. Il suffira de les parcourir, je pense, pour prouver :

1° Que les différends qui se sont élevés entre les deux Gouvernements à l'égard du Traité et qui ont occasionné dans le temps une grande irritation, mais qui ont été depuis longtemps heureusement résolus, ne se rapporteraient pas aux principes généraux à observer relativement aux moyens de communications interocéaniques à travers l'Isthme, mais avaient leur source dans une stipulation que M. Blaine propose encore de maintenir en grande partie. Il désire que chaque stipulation du Traité, par laquelle la Grande-Bretagne et les États-Unis s'engagent à ne faire aucune acquisition de terrains dans l'Amérique Centrale, reste en pleine vigueur, pendant qu'il désire annuler les parties du Traité qui défendent aux États-Unis de fortifier le canal et d'en tenir le contrôle politique avec le Pays où il est situé.

2° Que les déclarations du Gouvernement des États-Unis, pendant la contestation, étaient évidemment en opposition avec une proposition comme celle-ci. Il désavoue tout désir d'obtenir un contrôle exclusif ou préférentiel sur le canal. Son unique contestation était que la Grande-Bretagne se trouvait liée par le Traité à céder les positions sur le continent aux Iles adjacentes, qui, à son avis, étaient à même de lui fournir les moyens de ce contrôle. Il n'a pas non plus cherché à limiter de quelque façon que ce soit l'application des principes exposés dans le Traité de Clayton-Bulwer de façon à en exclure le territoire Colombien ou Mexicain, comme le suggère maintenant M. Blaine, ni déclaré qu'une telle application serait incompatible avec la Convention de 1846, entre les États-Unis et la Nouvelle-Grenade. Au contraire, il était prêt à donner à ces principes toute leur extension.

3° Qu'à une époque où le Gouvernement Britannique avait été amené, par la durée des contestations, à envisager l'abrogation du Traité, il n'y a consenti qu'à la condition de revenir au *statu quo ante* sa conclusion en 1850; solution qui était possible alors — quoique, comme le fait justement remarquer le Gouvernement des États-Unis, cela aurait pu avoir des dangers pour les bonnes relations entre les deux Pays, — mais qui est maintenant rendue impossible par les événements subséquents.

4° Qu'une meilleure et plus conciliante conclusion qui était restée incontestée pendant vingt ans, a été effectuée par l'action volontaire et indépendante de la Grande-Bretagne. Ce Pays a pratiquement abandonné les points discutés, et la controverse s'est terminée d'une manière que le Président Buchanan a déclaré amiable et honorable, et qui est le résultat d'un règlement définitif entièrement satisfaisant pour le Gouvernement des États-Unis.

Vous êtes autorisé à lire cette dépêche au Secrétaire d'État des États-Unis et à lui offrir une copie s'il le désirait, de la même manière dont m'a été offerte une dépêche de M. Blaine.

Je suis, etc.

GRANVILLE.

CINQUIÈME PARTIE

DOCUMENTS DIPLOMATIQUES

ALLEMAGNE

Rescrit de l'Empereur concernant les droits de la couronne.

Berlin, 7 janvier 1882.

Le droit du Roi de diriger la politique de la Prusse selon son bon plaisir est limité par la Constitution, mais n'est pas supprimé par elle. Les actes du Roi ont besoin d'être contresignés par un Ministre, et même avant la promulgation de la Constitution, ils entraînent la responsabilité ministérielle, mais ils n'en restent pas moins des actes du Gouvernement du Roi, des résolutions de qui elles émanent et qui manifeste par eux sa volonté, conformément à la Constitution.

Il ne saurait donc être permis de représenter l'exercice des droits du Roi comme émanant non pas du Roi, mais du Ministre responsable, parce que cette interprétation obscurcirait les droits que le Roi tient de la Constitution.

La Constitution prussienne est l'expression de la tradition Monarchique de ce Pays dont le développement repose sur les rapports vivaces entre ses Rois et le peuple. Ces rapports ne sauraient être transportés sur des Ministres nommés par le Roi, car ils sont liés à la personne du Roi ; leur maintien est une nécessité politique pour la Prusse.

Je veux, par conséquent, ajoute Sa Majesté, qu'en Prusse aussi bien que dans les Assemblées législatives de l'Empire, il ne reste pas le moindre doute sur mon droit constitutionnel, ainsi que sur celui de mes successeurs, de diriger personnellement la politique de mon Gouvernement, et qu'on réfute sans cesse l'opinion d'après laquelle soit l'inviolabilité traditionnelle de la personne du Roi proclamée par l'article 43 de la Constitution, soit l'obligation du contrescoring d'un Ministre responsable aurait élevé à mes actes de Gouvernement le caractère de résolutions spontanées émanées du Roi.

Il est du devoir de mes Ministres de défendre mes droits constitutionnels contre tout doute ou toute contestation. J'attends la même chose de tous les fonctionnaires qui m'ont prêté serment.

Je suis loin de vouloir influencer les élections. Mais ceux des

fonctionnaires qui sont chargés de l'exécution de mes actes gouvernementaux, et qui, en vertu de la loi disciplinaire, pourraient être révoqués, leur devoir, constaté par leur serment, exige qu'ils représentent la politique de mon Gouvernement, même dans les élections.

Je serai reconnaissant à tous les fonctionnaires de l'accomplissement loyal de ce devoir, et j'attends d'eux tous que, se souvenant de leur serment, ils s'abstiendront de toute agitation contre mon Gouvernement, même pendant les élections.

Discours du Trône à l'ouverture du Landtag prussien.

Berlin, le 14 janvier.

M. de Puttkamer, ministre de l'intérieur, a lu le discours du trône suivant.

Sérénissimes, nobles et honorés Messieurs des deux
Chambres du Landtag,

S. M. l'Empereur et Roi a daigné me charger d'ouvrir en son nom le Landtag de la Monarchie.

La situation financière de l'État accuse une nouvelle amélioration comparativement à celle de l'année dernière. L'année budgétaire qui vient de finir a fourni un excédent de près de 20 millions de marcs, provenant en majorité de l'administration des lignes de chemins de fer rachetées par l'État, et les résultats de l'exploitation, comme aussi le produit des taxes fédérales qui suit une progression constamment croissante, font espérer de nouveaux excédents pour l'année prochaine.

Malgré les dépenses supplémentaires, parmi lesquelles l'élévation des contributions matriculaires figure au premier rang, le budget pour 1882-83 se présente sous des apparences plus favorables que pour les trois exercices précédents.

Cette situation a permis de donner une large satisfaction aux besoins qui se sont manifestés dans presque toutes les branches de l'administration. Malgré cela, l'émission d'un emprunt d'un chiffre d'ailleurs modéré devra vous être proposée pour développer les intérêts économiques de l'État et principalement des sources de production.

Outre le budget, vous recevrez un projet de loi ayant pour objet d'assurer et d'améliorer la situation des veuves et des orphelins des fonctionnaires, en prenant pour base les dispositions législatives adoptées dans ce but pour l'Empire dans le courant de l'année dernière; un contre-projet vous sera soumis

dans le but de régler plus favorablement la situation des fonctionnaires qui devront être soumis à la retraite après un temps de service plus ou moins long. Malheureusement le Gouvernement se voit, à son grand regret, forcé de renoncer pour le prochain exercice à l'augmentation, pourtant reconnue urgente, des traitements des fonctionnaires ; mais il s'occupera sérieusement de consacrer à cette destination toutes les ressources dont il dispose et qui ne laissent pas d'être importantes, et il espère que le développement du système des contributions indirectes dans l'Empire permettra bientôt sur ce point tous les *desiderata*.

Le projet de loi, resté pendant lors de la dernière session, qui consacre aux dégrèvements des impôts directs et des charges communales les excédents provenant des impôts d'espèce nouvelle, créés ou augmentés, vous sera de nouveau présenté. Parmi les distinctions à donner à ces dégrèvements, le projet désigne au premier rang la réduction des charges de l'enseignement primaire par la suppression de la rétribution scolaire et par l'élévation des traitements des instituteurs.

La loi d'Empire sur les nouveaux droits de timbre est entrée en vigueur depuis notre dernière réunion ; pour la première fois il y aura lieu de décider de l'emploi des revenus que cette source procurera au Trésor prussien. Un nouveau projet financier vous sera remis à cet effet.

Dans le cours de la présente session, on fera également, dans une large mesure, appel à votre concours pour la solution de la question des chemins de fer. Encouragé par les résultats favorables déjà obtenus, par l'attribution à l'État de plusieurs grands chemins de fer privés, et confirmé dans la conviction que la réalisation complète, obtenue avec votre concours, du système des chemins de fer de l'État, répond au plus haut point aux intérêts du Pays, le Gouvernement s'est efforcé d'assurer à l'État la possession d'une nouvelle série de voies privées. En les faisant rentrer dans le réseau des chemins de fer de l'État, on augmentera considérablement le profit résultant pour le Pays de l'unité d'administration. Les Traités conclus avec les Compagnies faciliteront la réunion des sommes nécessaires pour la construction de voies nouvelles, depuis longtemps désirées, ainsi que de bâtiments considérables et de constructions de toute sorte qu'exige l'exploitation de jour en jour plus active.

On soumettra de nouveau à vos délibérations les projets de loi qui n'ont pu être votés dans la session précédente et qui

ont trait aux garanties relatives aux résultats économiques et financiers du système des chemins de fer de l'État.

Le Gouvernement est constamment préoccupé d'améliorer les voies navigables : témoin la demande de crédits nouveaux pour la continuation, conforme au plan, de la régularisation du cours des fleuves ; un mémoire sur la régularisation du cours de plusieurs rivières navigables, et un mémoire sur la situation actuelle des projets relatifs aux canaux prussiens. Le Gouvernement a l'espoir de pouvoir commencer sans retard la construction de la première grande section du canal du Rhin au Weser et à l'Elbe, destiné à relier les districts industriels du Rhin et de la Westphalie avec les ports allemands de la mer du Nord. Il présentera à ce sujet, dans la session qui s'ouvre, un projet de loi.

A la grande joie du Gouvernement de Sa Majesté, il a été possible de rétablir dans plusieurs évêchés catholiques une administration régulière, de répondre à des besoins pressants sur le terrain des fonctions ecclésiastiques, de faciliter et d'étendre l'activité des congrégations hospitalières : au cours de la pacification des rapports entre l'État et l'Église, entreprise dans l'intérêt de la population catholique, il vous sera soumis un nouveau projet qui remettra en vigueur la loi du 14 juillet 1880, en tant que ses dispositions ont cessé d'être applicables à la fin de l'année 1881, et qui la complétera sur des points importants. Les relations amicales avec le Chef actuel de l'Église catholique nous mettent en état de répondre à un besoin en rétablissant les rapports diplomatiques avec la Curie romaine.

On vous demandera les moyens nécessaires pour cela. Les projets d'organisation des cercles et des provinces de Hanovre qui seront soumis, manifestent la ferme volonté du Gouvernement de terminer la réforme de l'administration commencée par la loi relative aux cercles, en date du 23 décembre 1872, continuée et développée par les lois d'organisation subséquentes, et de la terminer en l'étendant au territoire prussien tout entier, tout en tenant compte du besoin de revision de quelques-unes de ses dispositions que peuvent avoir révélé les expériences des dernières années.

Messieurs, les deux Chambres du Landtag sont réunies probablement pour la dernière fois dans la période législative actuelle. Puissent vos délibérations, inspirées par un esprit de fidélité et de dévouement à la Patrie, être bénies et favorables aux intérêts moraux et matériels du peuple.

Au nom de S. M. l'Empereur et Roi, je déclare ouvert le Landtag de la Monarchie.

Clôture du Landtag prussien.

(M. de Puttkamer a prononcé le 11 mai la clôture de la session du Landtag.)

« Le ministère d'Etat a prié S. M. le Roi de daigner décréter la clôture de la session actuelle de la Diète.

« Grâce à l'entente entre la représentation du Pays et le Gouvernement, d'importantes améliorations pour le bien-être du Pays ont pu être apportées dans beaucoup de branches de l'administration et sur le terrain de la Législation dans le cours de cette période législative ; le Gouvernement cependant n'a pas réussi dans la dernière partie de sa session à obtenir tout ce qu'il avait espéré.

« Le ministère d'Etat est toujours d'avis que l'achèvement de tous les projets de loi qui ont été présentés à la Diète avec l'assentiment de S. M. le Roi, eût contribué à augmenter le bien-être du Pays.

« Cela est vrai particulièrement du projet de loi sur l'emploi des excédents de recettes provenant de la réforme des impôts de l'Empire et dont une partie sera attribuée à la Prusse. Mais ce projet n'a pas rencontré dans la Chambre la délibération minutieuse que le Gouvernement désirait et qui tendait à bien faire connaître le but que le Gouvernement voulait atteindre. Aussi le ministère d'Etat n'a-t-il pas cru qu'il eût meilleure chance de réussite en continuant la discussion des autres projets de loi.

« Dans cet état de choses, le ministère d'Etat a cru ne pas devoir remettre plus longtemps la clôture de la session. J'ai donc le devoir de communiquer, suivant l'ordre de Sa Majesté, aux deux Chambres de la Diète le message suivant :

« Nous, Guillaume, par la grâce de Dieu, roi de Prusse, etc.,
« avons ordonné, selon l'article 77 de la Constitution du 31 janvier 1850, au Vice-Président de notre ministère, M. de Puttkamer, de clore, le 11 de ce mois, en notre nom, la session
« présente des deux Chambres de la Diète de notre Monarchie. »

« Le Ministre déclare en conséquence la session close au nom du Roi. »

Ouverture du Reichstag. — Message impérial.

Le 27 avril 82.

Messieurs,

S. M. l'Empereur et Roi a daigné me charger d'ouvrir la session du Reichstag. Les travaux législatifs qui vous réclament vous ont déjà été recommandés par le message du 17 novembre 1881.

La Législation de l'Empire a entrepris de remédier aux maux sociaux, comme le recommandait le message impérial, par le projet de loi sur l'assurance ouvrière contre les accidents. Les délibérations du Reichstag à ce sujet ont amené les Gouvernements confédérés à modifier le projet de loi qu'ils avaient élaboré. Les craintes suscitées par l'institution d'une banque d'assurances impériales auront pour effet de faire baser l'assurance des ouvriers sur l'organisation des corps de métier des diverses industries. Le projet de loi accorde aux Sociétés et aux Corporations industrielles une autonomie tendant à subvenir aux accidents professionnels. Il part du principe de localiser autant que possible les comités exécutifs et d'étendre au contraire le plus possible la base financière de l'entreprise.

Les mesures qui vous seront proposées sur ces matières seront complétées par des règlements nouveaux imposés aux Caisses de secours, et par l'extension de l'assurance contre les maladies. Il vous sera proposé de rendre cette dernière assurance inconditionnellement obligatoire.

Les Gouvernements confédérés ont également l'intention de vous soumettre un projet de loi qui modifiera la loi sur les métiers de façon à diminuer les inconvénients causés par la nécessité de permettre à certains ouvriers d'exercer des métiers ambulants. Sur le terrain de la réforme fiscale, le message du 17 novembre a proposé l'abolition d'impôts directs abusifs et des contributions additionnelles par lesquelles les communes sont exposées à souffrir davantage de la charge inégale et dure des contributions directes. Ces vues ne peuvent être réalisées que si l'Empire, en élevant le produit de ses contributions indirectes, arrive à pouvoir se passer des quotes-parts des divers États, et puisse même allouer à quelques-uns de ces derniers des sommes pouvant les mettre à même de diminuer leurs charges communales et particulières. Les Gouvernements confédérés estiment que les communes éprouvent le besoin de ces dégrèvements, et sont convaincus qu'on ne peut y subvenir qu'en augmentant le produit des contributions indirectes de l'Empire.

Parmi les objets propres à être frappés d'un impôt impérial est en première ligne le tabac. L'opinion, d'accord sur ce point général, ne diffère que sur les divers modes dont on pourrait imposer plus fortement cet article de luxe, et c'est là-dessus qu'aura à se prononcer le Reichstag.

La majorité des Gouvernements confédérés estime que le mode du monopole est celui qui lèse le moins les intérêts des consommateurs et des cultivateurs de tabac et celui dont le rendement dépasse ceux des autres formes d'impôt. Le Gouvernement ne proposera un autre impôt que le monopole qu'au cas où il aura perdu tout espoir de voir la Représentation nationale voter ce dernier. Si le Gouvernement impérial ne pouvait obtenir d'aucune façon une augmentation des revenus de l'Empire, elle devrait renoncer pour le moment avec regret et à la douleur de S. M. l'Empereur aux réformes fiscales qu'il projetait, soit pour l'Empire, soit pour les divers États particuliers, réformes que tous les Gouvernements depuis des années ont reconnues comme réclamées par la population et qui ont été promises par S. M. l'Empereur dans le message du 17 novembre.

Les expériences faites dans l'application de la loi des Tarifs ont démontré l'opportunité de faciliter à la meunerie les moyens d'exportation, et de modifier les articles du Tarif pour différentes autres industries. Il vous sera par conséquent soumis un projet de loi à cet effet.

Le Traité consulaire signé entre l'Empire d'Allemagne et l'Empire du Brésil sera, conformément à la Constitution, soumis à votre approbation.

Les relations de l'Empire avec les puissances étrangères continuent à tous égards à justifier la confiance en la durée de la paix, exprimée dans le message du 17 novembre dernier.

Plus les travaux qui vous attendent, messieurs, sont nombreux et importants, plus les Gouvernements confédérés espèrent que, grâce à votre zèle et avec l'aide de Dieu, vous réussirez à amener la tâche grandiose qui vous incombe à une solution heureuse pour la consolidation de nos institutions nationales et le développement de notre Patrie.

Au nom des Gouvernements confédérés, je déclare, par ordre de S. M. l'Empereur et Roi, la session du Reichstag ouverte.

Discours du Trône à l'ouverture du Landtag prussien.

14 novembre.

Illustres, nobles et honorés membres des deux Chambres du Landtag,

En saluant la Représentation de la Monarchie à l'ouverture d'une nouvelle période législative, mon cœur éprouve le besoin de remercier ici, encore une fois, mon peuple, de l'expression unanime d'affection et de dévouement qu'il m'a offerte à moi et à ma famille, lors de la naissance de mon arrière-petit-fils.

L'élan donné par la Législation de l'Empire à l'industrie et les bonnes récoltes que le Pays a eues donnent lieu d'espérer que le bien-être de toutes les classes de la population continuera de se développer.

La disproportion qui existe entre les besoins et les ressources de l'État, disproportion qui, depuis plusieurs années, a déterminé mon Gouvernement à proposer de nouveaux impôts indirects, persiste encore aujourd'hui, par suite du rejet de presque toutes ces propositions.

Cette disproportion est si considérable qu'il sera impossible de la faire disparaître sans recourir finalement à ces ressources. Déjà les dépenses restreintes qui rentrent dans le cadre du budget de l'État n'ont pu être couvertes sans créer des ressources extraordinaires qui seront encore nécessaires pour le budget de l'année prochaine et qu'il faudra se procurer en recourant au crédit de l'État. Un projet d'emprunt vous sera présenté à cette fin, en même temps que le budget.

En ce qui concerne les autres besoins de l'État, mon Gouvernement s'efforcera d'obtenir, en faveur de projets de loi spéciaux tendant à diminuer les dépenses scolaires et les dépenses communales et à améliorer le traitement des fonctionnaires, l'assentiment des Chambres, qu'il n'a malheureusement pu obtenir pour le projet de loi concernant l'emploi des excédents, projet qui a été présenté à maintes reprises. Espérons que l'on finira par reconnaître ce besoin et à en déterminer l'étendue d'accord avec vous, afin que dès lors, la Législation de l'Empire puisse être, avec plus de succès, invoquée à titre de remède.

Sur un seul point, cette voie trop lente ne peut être choisie. Je veux parler de l'allègement des charges qui pèsent sur les classes pauvres de la population. J'ai la conviction qu'il faut supprimer, sans retard, la charge résultant de l'impôt de classe. Je désire

voir disparaître, à bref délai, les exécutions pénibles qu'entraîne la perception de cet impôt, exécutions qui en aggravent le fardeau. Il vous sera donc présenté un projet de loi supprimant immédiatement et complètement les quatre catégories inférieures de l'impôt de classe. Dans le même projet, le Gouvernement proposera des mesures tendant à compenser provisoirement cette diminution de recettes.

Le système des chemins de fer d'État, qui est actuellement appliqué dans la grande partie de la Monarchie, justifie déjà, à ma grande satisfaction, par les résultats obtenus, les espérances que l'on avait rattachées à cette mesure. Il vous sera présenté un projet de loi ayant pour but la construction d'une nouvelle série de chemins de fer importants dans différentes Parties du Pays.

Le projet de loi tendant à construire la première section d'un canal destiné à relier entre eux les grands cours d'eau de la Partie occidentale du royaume, projet qui n'a pu aboutir au cours de la dernière session, sera de nouveau soumis à l'approbation du Landtag.

Le Gouvernement présentera également des projets de loi tendant à simplifier l'organisation de l'administration et qui vous permettront d'achever la réforme commencée et de l'étendre à tout le Pays.

Vous serez, en outre, saisis d'un projet ayant pour but de rendre plus douces les formes de la procédure relatives aux expropriations foncières.

Le rétablissement des relations diplomatiques avec la Curie romaine a favorisé, à ma vive satisfaction, la consolidation de nos rapports amicaux avec le Chef de l'Église catholique, et j'ai l'espoir que les sentiments pacifiques que le Gouvernement ne cessera pas de manifester exerceront aussi, à l'avenir, une influence favorable sur la situation politico-religieuse. En attendant, mon Gouvernement continuera, en se basant sur les lois existantes, de tenir compte, sur le terrain religieux, des besoins de la population catholique qui sont compatibles avec les intérêts généraux de l'État.

Je suis particulièrement heureux de pouvoir vous faire savoir que les rapports de l'Empire allemand avec tous les Gouvernements étrangers me donnent la conviction que les bienfaits de la paix nous demeureront assurés.

Messieurs, une fois de plus, un vaste champ d'activité est ouvert à la Représentation du Pays. J'ai la confiance que dans cette nouvelle session, comme dans la précédente, vos efforts et

l'appui spontané que vous donnerez à mon Gouvernement auront des résultats féconds.

BRÉSIL

Discours du Trône à l'ouverture de la session parlementaire.

17 janvier 1882.

Augustes et très dignes Représentants de la Nation,

Je me félicite avec vous de la première réunion de l'Assemblée générale, dont les lumières et le patriotisme doivent inspirer la plus entière confiance.

Je suis heureux de pouvoir faire savoir que ma très chère fille, la Princesse Impériale, a donné le jour, le 9 août de l'année dernière, à Paris, à un Prince, qui a reçu le nom d'Antoine. Elle est de retour au Brésil depuis le mois de décembre, accompagnée de son époux, le comte d'Eu, et des Princes, leurs fils.

A l'occasion de la visite que j'ai faite aux provinces de Parana et de Minas-Geraes pendant les mois de mai et juin 1880 et les mois de mars, d'avril et d'août derniers, j'ai pu constater les éléments de prospérité qui, convenablement mis en œuvre, doivent leur assurer un avancement progressif.

J'ai été très touché du bon accueil dont j'ai été l'objet, ainsi que l'Impératrice, dans ces provinces.

La tranquillité publique se maintient d'une façon complète. L'état sanitaire est meilleur, et le Gouvernement continue à employer tous ses efforts afin de donner satisfaction aux exigences de l'hygiène publique. J'espère que vous vous occuperez de cette question, pour que les mesures les plus efficaces puissent être adoptées.

Nos relations avec les autres Nations étrangères se maintiennent en parfaite amitié, et se resserrent de plus en plus par le développement des intérêts communs.

Un Traité d'extradition a été signé avec la Hollande, et il est déjà promulgué.

La paix entre le Chili et les républiques du Pérou et de Bolivie n'est malheureusement pas encore rétablie. Je fais des vœux pour que la guerre prenne fin et que les belligérants se réconcilient.

La loi du 9 janvier de l'année dernière, qui a réformé le système électoral, a été mise en vigueur dans tout l'Empire. Ses prescriptions ont été remplies impartialement et fidèlement, le scrutin s'étant accompli sans aucun désordre.

Cet heureux résultat, auquel le Gouvernement a contribué par tous les moyens en son pouvoir, a confirmé les espérances que la Nation attachait à cette réforme.

Il vous sera soumis des mesures sur l'organisation judiciaire et l'organisation de la police, ainsi que sur l'institution de tribunaux correctionnels.

L'instruction publique, que je vous recommande tout particulièrement, continue à mériter les soins assidus du Gouvernement.

Les sages mesures adoptées par le Pouvoir Législatif pendant la dernière législature ont amené non seulement l'équilibre du budget pour 1880-1881, mais aussi la réalisation d'un excédent, qui diminuera l'importance des opérations du crédit autorisé pour la continuation des chemins de fer et pour d'autres améliorations importantes.

Augustes et très dignes Représentants de la Nation, la première session de la législature actuelle commence sous les plus heureux auspices.

J'ai la confiance que vous répondrez aux aspirations nationales en adoptant des mesures qui permettront au Brésil d'atteindre ses hautes destinées.

La session est ouverte.

Discours du Trône à l'ouverture de l'Assemblée générale.

20 mai 1882

Augustes et très dignes Représentants de la Nation,

C'est toujours avec un nouveau plaisir que je me retrouve au milieu de vous à l'occasion de la réunion de l'Assemblée générale.

J'espère que vous poursuivrez la tâche commencée dans la session qui vient de se terminer et que vous vous occuperez avec la même sollicitude des mesures à prendre pour le bien du Pays.

La tranquillité publique continue à être parfaite.

Je me plais à vous déclarer que l'état sanitaire est excellent dans tout l'Empire.

Les grandes pluies du mois de février et mars ont occasionné des inondations sur divers points et causé de grands préjudices matériels ainsi qu'un grand nombre de morts.

Nos relations avec les Nations étrangères continuent à être très amicales.

La guerre se poursuit malheureusement entre la République

du Chili et celle du Pérou et de la Bolivie : je continue à faire des vœux pour le rétablissement de la paix.

J'ai la confiance que vous vous occuperez assidûment des mesures à prendre pour le développement de l'Enseignement public, afin que des réformes nécessaires soient introduites dans cette branche importante de l'administration.

Le Gouvernement compte qu'il obtiendra votre concours éclairé dans la question de l'amélioration de l'Organisation judiciaire et de la Législation pénale des armées de terre et de mer.

Les questions qui ont rapport à la situation financière et économique du Pays ont une très grande importance : assurer l'équilibre du budget par de sages économies et un contrôle sévère, et pourvoir à l'urgente nécessité d'améliorer notre marché monétaire et les responsabilités de l'État relativement aux charges de la Dette publique, sont des affaires qui sollicitent de votre part un examen approfondi.

Les circonstances critiques que traverse l'agriculture nécessitent également toute votre attention, ainsi que la convenance d'établissements de crédit destinés à lui venir en aide.

Je vous félicite de l'intérêt que vous avez pris à la discussion des lois annuelles, ainsi qu'au projet de loi relatif aux Compagnies et aux Sociétés anonymes, comme à l'examen des défauts observés pendant l'application de la loi sur la réforme électorale.

Augustes et très dignes Représentants de la Nation,

J'ai la plus ferme espérance que, pendant la session qui s'ouvre, vous travaillerez pour le bien et la prospérité du Brésil.

Je déclare close la première session et ouverte la seconde de la présente législature.

D. PEDRO II,

Empereur constitutionnel et défenseur
perpétuel du Brésil.

Clôture de la session législative.

Le 28 octobre 1882.

Il m'est agréable de vous annoncer que, durant la présente session législative, rien n'est venu altérer nos bonnes relations avec les Puissances étrangères et que le Gouvernement cherche à les maintenir dans les conditions de la plus grande cordialité.

Le Traité d'amitié, commerce et navigation avec la Chine, conclu

le 3 octobre 1881, et la Convention consulaire signée avec l'Empire d'Allemagne, le 10 janvier dernier, ont été promulgués.

La lutte dure malheureusement encore entre les Républiques du Chili, du Pérou et de la Bolivie.

Sur aucun point de l'Empire l'ordre n'a été troublé.

Je vous remercie de l'utile assistance que vous avez prêtée au Gouvernement en décrétant les moyens nécessaires pour faire face aux dépenses qu'exigent les diverses branches du service public : vous avez ainsi permis au Gouvernement de donner un plus grand développement à plusieurs d'entre elles, sans crainte de nuire à l'équilibre indispensable du budget.

Le passage de l'état anormal dont se ressentent les lois financières d'un grand nombre de provinces, au régime constitutionnel, ne peut manquer de diminuer les revenus dont elles ont besoin. Pendant la prochaine session vous prendrez sans doute des mesures définitives à ce sujet en faisant une meilleure répartition des impôts. Vous avez donné une preuve de votre zèle en améliorant notre Législation sur les Sociétés anonymes et sur les privilèges industriels et brevets d'invention. Ce même zèle se retrouve dans le vote de la loi, modifiant celle du 9 janvier de l'année dernière dans la partie relative à la confection des rôles pour les élections, dans le but d'éviter la fraude.

Vous avez également montré votre sollicitude en faisant des changements réclamés depuis longtemps dans la loi de l'avancement pour la marine et en facilitant au Gouvernement la réforme et l'augmentation du matériel de notre marine de guerre.

J'ai la satisfaction de reconnaître que vous avez eu en vue les intérêts du Brésil en autorisant le Gouvernement à développer les chemins de fer et à réaliser d'autres améliorations dont dépend la prospérité du Pays.

GRANDE-BRETAGNE

Ouverture du Parlement. — Discours de la Reine.

7 janvier 1882.

Mylords et Messieurs,

C'est avec beaucoup de satisfaction que je vous demande de nouveau vos conseils et votre aide pour diriger les affaires publiques.

J'ai approuvé le mariage de mon fils, le prince Léopold, duc d'Albany, et de S. A. Sérénissime la princesse Hélène de Wal-

deck et Pyrmont. J'ai tout lieu de croire que cette union sera heureuse.

Je continue d'entretenir des relations cordiales avec toutes les Puissances étrangères.

Les clauses principales du Traité concernant la cession de la Thessalie au royaume de la Grèce ont été exécutées.

La transmission de la souveraineté et de l'occupation a été effectuée d'une façon honorable pour toutes les Parties intéressées.

De concert avec le Président de la République française, j'ai consacré une soigneuse attention aux affaires de l'Égypte, où les arrangements existants m'ont imposé des obligations spéciales. J'userai de mon influence pour maintenir dans un sens favorable à une bonne administration du Pays et à un sage développement de ses institutions, les droits déjà établis, soit par les firmans du Sultan, soit par différentes Conventions internationales.

J'ai le plaisir de vous informer que le rétablissement de la paix au delà de la frontière nord-ouest de l'Inde, joint au maintien de la tranquillité à l'intérieur, à d'abondantes récoltes et à une augmentation des revenus, a mis dans cet Empire mon Gouvernement en état de reprendre les travaux d'utilité publique qui avaient été suspendus et de consacrer son attention à des mesures tendant à améliorer encore la situation des populations.

La Convention conclue avec le Transvaal a été ratifiée par l'Assemblée représentative, et je n'ai aucune raison pour renoncer, ne fût-ce qu'en partie, aux espérances que j'ai basées sur les heureux effets de cette Convention.

Je dois cependant constater à regret que si les hostilités n'ont pas été renouvelées au Pays des Basoutos, la situation n'est pas encore définie bien clairement.

Messieurs de la Chambre des Communes,

Les crédits pour le service de l'administration de l'année courante sont en bonne voie d'élaboration et ne tarderont pas à vous être soumis.

Vous serez invités à examiner différents projets de loi tendant à accorder aux comtés d'Angleterre et du Pays de Galles, l'autonomie locale dont jouissent depuis si longtemps les villes ; ainsi que des pouvoirs plus larges pour leur administration, en connexion avec certains changements financiers, qui vous fourniront l'occasion d'examiner, tant au point de vue des villes qu'à celui des comtés, quels devront être le montant et la forme la plus équitable et la plus sage des impôts à prélever sur le budget impérial pour alléger les charges locales. Ces projets, en

tant que financiers, seront applicables à l'ensemble de la Grande-Bretagne. Il sera nécessaire de réserver le cas de l'Irlande pour un examen spécial.

Quant à l'administration locale en général, j'ai invité le Gouvernement à préparer et à vous soumettre une mesure législative tendant à réformer l'antique et respectable corporation de Londres et à étendre à la métropole le Gouvernement municipal. Il vous sera soumis en outre des projets de loi qu'il a été impossible de discuter dans la dernière session, malgré la longueur de sa durée et votre zèle incessant.

De ce côté notamment, le projet de loi concernant la banqueroute, celui punissant la corruption électorale et celui concernant la police fluviale et les moyens de prévenir les inondations. Il vous sera soumis également des mesures ayant pour but l'élaboration d'un code pénal et la réforme des lois sur les brevets.

Les intérêts du Royaume-Uni ont souffert particulièrement dans ces dernières années par le nombre et l'importance des affaires publiques qui ont absorbé votre temps et vos forces. Mais j'espère que pendant cette session vous pourrez examiner les mesures législatives qui vous seront présentées relativement à la loi de substitution, à la loi sur les fondations scolaires en Écosse et à la loi sur l'éducation dans le pays de Galles.

Je recommande avec confiance ces projets de loi à votre sollicitude et je vous souhaite de tout mon cœur que votre sagesse et votre énergie suffisent, grâce à la bénédiction divine, aux besoins variés et sans cesse croissants de notre vaste Empire.

Mylords et Messieurs,

Mes négociations avec la France, relativement au nouveau Traité de commerce, ne sont pas encore terminées. Je les continuerai, vu que je vous ai communiqué mon désir d'arriver à la conclusion d'un Traité favorable à des relations étendues entre les deux Pays, à l'amitié intime desquels j'attache une si haute valeur.

Depuis quelque temps le commerce intérieur et extérieur de l'Angleterre a fait des progrès, et la douceur de la saison d'hiver a été très propice aux travaux d'agriculture. J'ai la confiance que des perspectives plus favorables s'ouvriront ainsi pour les classes dépendant plus directement de l'agriculture.

Les revenus publics qui sont presque toujours liés à la situation de l'industrie et du commerce n'ont pas encore pris un développement proportionné à l'activité croissante.

La situation de l'Irlande, comparée à celle que je vous expo-

sais au commencement de l'année dernière, montre une certaine amélioration et permet d'espérer que la persévérance que vous avez développée jusqu'à présent sera finalement récompensée par les heureux résultats qui sont si vivement désirés. La justice a été administrée avec une efficacité plus grande, et le système d'administration mis en œuvre pour empêcher les fermiers de remplir leurs obligations et de profiter des dispositions de la loi votée dans le courant de la dernière session tend à diminuer de plus en plus.

La Providence qui, dans sa bonté, a accordé à cette partie du Royaume-Uni une récolte abondante, a favorisé mes efforts. En dehors de l'exécution énergique des prescriptions de la loi commune, je n'ai pas hésité, sous la pression d'une pénible nécessité, à user largement des pouvoirs exceptionnels qui m'ont été confiés, pour la protection de la vie et de la propriété par deux lois votées pendant la dernière session.

Discours du Trône à la clôture du Parlement.

Samedi dernier le Parlement a été prorogé jusqu'au 15 février. Les deux Chambres se sont réunies à 4 heures.

Les membres de la Chambre des communes ayant été mandés à la barre de la Chambre haute, le lord chancelier a donné lecture du discours suivant de la Reine :

« Mylords et Messieurs,

« Après une session d'une durée remarquable, je puis enfin mettre un terme à vos travaux.

« Je continue à entretenir des relations d'amitié cordiale avec toutes les Puissances étrangères.

« Les négociations commerciales avec la France qui ont eu lieu au mois de février n'ont pas abouti à la conclusion d'un Traité ; mais le Gouvernement et la législature de ce Pays ont poursuivi une politique éclairée, et il n'y a pas eu, par conséquent, entre les deux Pays de diminution dans les échanges commerciaux qui, en même temps qu'ils augmentent leur bien-être matériel, fortifient les liens d'amitié qui heureusement les unit.

« Les opérations en Égypte, tant navales que militaires, qu'une sage libéralité m'a permis de conduire dans des conditions proportionnées aux besoins, et qui ont été poursuivies avec tant d'énergie et de bravoure par tous les Départements, ont abouti en peu de temps à un résultat plein de succès. Je saisis cette occa-

sion pour exprimer ma gratitude aux officiers capables qui ont commandé sur mer et sur terre et aux forces victorieuses dont notre armée indienne a fourni une part si considérable.

« Les récents événements d'Égypte ont augmenté mes obligations envers ses affaires dont je vous ai parlé au commencement de notre longue session.

« Je tâcherai de m'acquitter de mes devoirs de façon à maintenir les engagements internationaux, à maintenir et à consolider les privilèges qui ont été successivement acquis, à augmenter le bonheur du peuple, à assurer le « développement prudent de ses institutions » et à éviter toute mesure susceptible de troubler la tranquillité de l'Orient.

« Et je suis convaincue que mon but et le résultat de mes conseils se recommandent d'eux-mêmes à l'approbation des Puissances mes alliées, dans leurs relations diverses avec cette intéressante région.

« Messieurs de la Chambre des Communes,

« Je vous remercie pour les crédits que vous m'avez accordés afin de subvenir aux nombreux et vastes besoins du service public.

« Mylords et Messieurs,

« Après une série de saisons défavorables dans la plus grande partie du Royaume-Uni, les produits de la terre ont été, pendant l'année présente, pour la plus grande part, abondants, et le commerce est modérément actif.

« L'augmentation du revenu de l'État est toutefois sensiblement retardée par une cause qui doit par elle-même être envisagée avec satisfaction : à savoir une diminution dans les recettes de l'Échiquier du chef des droits sur les boissons alcooliques.

« Dans quelques parties de l'Irlande, je suis forcée de prévoir des misères pendant l'hiver prochain.

« J'ai aussi à constater avec une profonde douleur que d'horribles crimes d'assassinat ont été commis dans la ville métropolitaine de Dublin ; des devoirs spéciaux incombent par suite au pouvoir exécutif dans l'exercice fidèle et ferme des pouvoirs qui lui sont confiés.

« Toutefois, dans la condition sociale du Pays en général, j'ai la satisfaction de constater qu'il y a une amélioration marquée, et la loi a été appliquée avec une vigueur nouvelle sous les conditions que vous avez établies. J'ai le sincère espoir que cette amélioration se maintiendra et s'étendra.

« Je suis reconnaissante envers votre sagesse pour avoir voté les mesures que j'avais jugées indispensables pour rétablir la suprématie de la loi en Irlande et écarter les obstacles qui s'oppo-

saient à l'exécution large et progressive du *Land act* de 1881.

« Vous avez aussi voté de nombreuses mesures dont j'attends, dans leurs diverses sphères d'opération, de grands avantages pour mon peuple.

« J'aurais certainement pu désirer de vous féliciter à l'heure présente d'avoir été en mesure de combler les besoins du Pays au point de vue de l'établissement d'une Législation pratique et efficace sur de nombreuses questions bien connues et importantes, d'un grand intérêt pour de vastes parties de la communauté sur quelques-unes desquelles j'ai appelé votre attention à l'ouverture de la session.

« Après les vacances vous reprendrez vos travaux, dans des circonstances, qui je l'espère, seront plus favorables à leur accomplissement que celles de l'année courante, et je me repose avec confiance sur votre énergie et votre sagesse pour l'exécution, avec la bénédiction de la Providence, des devoirs de lourde responsabilité qui toujours incomberont au Parlement de mon Empire. »

GRÈCE

Note sur la question des postes grecques en Turquie.

Monsieur le Ministre,

Vous connaissez déjà, par mes dépêches télégraphiques, la fermeture de nos bureaux de poste en Turquie. La Sublime Porte, se faisant un mauvais prétexte de la suppression du bureau de poste turc à Larissa, effectuée lors de l'installation des autorités helléniques en cette ville, s'est arrogé le droit d'user de ce chef de représailles contre la Grèce. Après avoir exigé la fermeture des bureaux de poste helléniques fonctionnant dans l'Empire Ottoman au même titre que les bureaux similaires des autres Puissances européennes, elle a fait exécuter par la force une mesure à laquelle le Gouvernement du Roi ne pouvait consentir sans se déposséder de son propre gré des avantages du traitement de la Nation la plus favorisée, accordé à la Grèce par le Traité de Canlidja. Le Gouvernement hellénique, en pleine conscience des droits que devait lui assurer, dans une question d'intérêt général, la solidarité existant entre les Puissances européennes en Turquie, s'est adressé aux Cabinets de l'Europe en les priant de vouloir bien exercer à Constantinople leur haute autorité, dans le but de faire revenir la Porte sur une décision

injustifiable et de vider ainsi un incident, dont les suites pourraient influencer d'une manière désagréable les relations amicales qui existent entre la Grèce et la Turquie.

Malheureusement, à en juger par l'attitude que le Gouvernement ottoman continue de garder en cette occurrence regrettable, l'action des Ambassadeurs des grandes Puissances à Constantinople ne s'est pas encore fait sentir sur le Divan. Loin de paraître disposé à rapporter la mesure qu'elle a prise, la Sublime Porte semble au contraire vouloir la justifier aux yeux de l'Europe. En alléguant que le droit d'entretenir des bureaux de poste ne découle d'aucun engagement pris par la Turquie envers les Puissances Européennes, le Gouvernement ottoman prétend que le traitement de la Nation la plus favorisée ne pourrait être applicable à la Grèce dans le cas dont il s'agit. Répondant à la protestation que M. Coundouriotis a été invité d'adresser au Ministre des Affaires Etrangères de la Porte, contre la fermeture de nos bureaux, Assim-Pacha déclare que la mesure prise par le Gouvernement ottoman lui a été dictée par le sentiment de sa dignité et de son droit; que la Sublime Porte n'a eu recours à cette extrémité qu'après avoir en vain tâché de la prévenir; et que c'est le Gouvernement hellénique qui l'a provoquée, en faisant fermer par la force la poste ottomane de Larissa, pendant que des pourparlers étaient entamés à ce sujet entre les deux Cabinets.

Vous savez, par ma dépêche du 20 novembre /2 courant, que cette dernière assertion du Gouvernement turc n'est rien moins que fondée. Les bureaux de poste turcs existant, avant l'annexion, à Larissa, à Arta et à Trikala ont été fermés aussitôt après l'occupation de ces villes par l'armée hellénique. Les directions postales ottomanes de ces endroits se sont rendues en cette occasion aux représentations, très justes d'ailleurs, de nos autorités. Aucune mesure de violence n'a été appliquée. Le Gouvernement n'a fait aucune objection contre la fermeture des bureaux d'Arta et de Tricala, ni n'est entré en pourparlers avec le Gouvernement royal, avant la suppression de celui de Larissa, pour obtenir une concession, qui d'ailleurs n'aurait pu lui être accordée. Ce n'est que plus tard que la Légation ottomane d'Athènes faisait des démarches auprès du Gouvernement royal pour la réouverture du bureau de poste de Larissa. Si le Gouvernement du Roi y a répondu, à son grand regret, par un refus, c'est que les lois du Royaume ne lui permettaient pas d'agir autrement.

Quant à l'allégation de la Porte que le Gouvernement ottoman

n'a jamais pris d'engagement autorisant les Puissances européennes à entretenir des bureaux de poste en Turquie, et que par conséquent la Grèce ne pouvait se prévaloir en cette occasion du traitement de la Nation la plus favorisée, nous ne pouvons mieux y répondre qu'en mentionnant « le règlement ottoman pour les objets passibles de douane arrivant par la poste impériale et royale austro-hongroise », daté du 1/13 juillet 1870. Ce règlement, qui, d'après les termes de l'article 9, est applicable « tant à Constantinople que dans les autres villes de l'Empire où existe une poste austro-hongroise », a reconnu formellement à l'Autriche-Hongrie le droit d'avoir des bureaux de poste en Turquie ; il fait plus, il règle le service de ces bureaux dans leurs relations avec les autorités douanières ottomanes. Ainsi la Porte n'aurait aucune raison spéciale pour refuser à la Grèce ce qu'elle a accordé et qu'elle accorde encore aujourd'hui à une autre Puissance européenne.

Ces explications suffiront, j'espère, pour démontrer que la mesure prise et exécutée par la Porte ne pourrait avoir aucune justification.

En nous adressant de nouveau aux grandes Puissances et en les priant de vouloir bien prendre cette question en considération sérieuse et de l'envisager sous son point de vue européen, nous aimons à croire qu'elles voudront bien donner à leurs Représentants à Constantinople les instructions nécessaires, afin d'amener la Porte, par une démarche commune et énergique, à rapporter une mesure qui ne pourrait être maintenue sans compromettre gravement les relations des deux États.

Vous voudrez bien donner lecture de la présente à S. Exc. Monsieur le Ministre des Affaires Étrangères et lui en laisser copie, s'il le demande.

Veuillez agréer, Monsieur, etc.

Athènes, le 5/17 décembre 1881.

Signé : COUMOUNDOUROS.

ITALIE

Discours du Trône à l'ouverture de la législature.

Messieurs les Sénateurs,

Messieurs les Députés,

Je salue en vous avec joie et orgueil les Représentants de la Patrie renforcée par le libre concours de toutes les classes de la Nation.

L'admirable transformation préparée par le désir de mon glorieux père, et que moi, en accomplissant mes promesses, j'ai complétée, nous donne la consolante certitude que le peuple italien est mûr pour la discipline de la liberté et nous impose le devoir de mener à terme les conquêtes pacifiques qui nous donneront la grandeur vraie et nous confirmeront le respect du monde civilisé.

J'ai confiance que, devant la manifeste volonté du Pays, les dissensions politiques s'arrêteront, et que vous pourrez consacrer tous vos soins à perfectionner l'ordre administratif de l'État, à en rendre l'action plus simple et plus facile, en ouvrant un champ plus libre à la salubre activité sociale, dans laquelle seulement on peut trouver les remèdes efficaces aux maux qui sont en grande partie l'héritage du passé.

Les dernières législatures resteront mémorables dans l'histoire parlementaire. Elles ont donné une assiette stable aux finances de l'État, allégé les impôts les plus pesants, assuré le remède au désordre de la circulation monétaire, réglé avec une sage prévoyance le développement de tous les modes de communication, donné un puissant secours au développement des forces économiques du Pays par un nouveau Code de commerce ; et enfin l'honneur revient aux dernières législatures d'avoir amélioré grandement l'organisation des forces militaires du Royaume. Les armées de terre et de mer, je peux l'attester avec la plus vive satisfaction, se montrent dignes des soins du Parlement, de l'affection et de l'admiration que, avec moi, l'Italie unanime leur accorde.

Les enquêtes sur l'état de notre industrie, sur les conditions des classes agricoles et de la marine marchande et sur l'exploitation des chemins de fer, imposent à mon Gouvernement l'obligation d'obtenir des savants travaux qui ont été élaborés par la commission du Parlement, les conclusions les plus urgentes et les plus pratiques.

Je recommande à votre sollicitude les projets de loi qui vous seront présentés sur ces matières.

D'autres projets les accompagneront, déjà étudiés plusieurs fois, pour l'organisation des communes et des provinces ; c'est une réforme dont l'urgence est universellement reconnue et qui ne doit plus être ajournée.

Dans toutes les parties du royaume se manifeste une féconde activité : les épargnes augmentent, et, grâce aux institutions de prévoyance, elles sont devenues une garantie de la fortune publique. Tout persuade que la revanche économique ne manquera

pas de suivre, comme une noble récompense, la restauration politique. Mais ce relèvement des forces productives a besoin de sécurité et de paix. Ce sera la tâche de mon Gouvernement de protéger avec fermeté la tranquillité publique, de maintenir saines et sauves les institutions nationales, et de défendre, avec l'administration de la justice, la liberté de tous et de chacun.

On vous présentera des projets de loi pour consolider les règles protectrices de la sécurité publique, et pour donner à toute l'Italie un seul code pénal ; et pour cela on étudiera la question difficile de l'organisation judiciaire, pour rendre plus prompts et plus sûrs les jugements, et pour élever la magistrature à la hauteur qui répond à sa noble mission.

Mon Gouvernement vous présentera des propositions qui rendront plus complète la réorganisation de l'instruction publique, et établiront dans les écoles populaires des études gymnastiques et une éducation plus pratique, afin de préparer à la Nation des citoyens et des soldats.

On vous présentera de nouvelles études sur les institutions de bienfaisance, afin d'appliquer, par une administration sobre et sévère, au bénéfice des vrais indigents, le riche patrimoine que nos pères ont laissé pour le soulagement des misères humaines, et pour substituer à la charité débilitante, et parfois humiliante, l'assistance paternelle qui reconforte et encourage.

Les désastres qui dans quelques provinces ont détruit en partie les promesses d'une bonne récolte ont donné l'occasion d'une manifestation solennelle de charité et de solidarité nationales. Les revenus du Trésor, augmentés au delà des prévisions, nous permettent de venir, sans dommage, au secours des populations qui furent le plus durement frappées, spécialement dans une région glorieuse par la constance avec laquelle elle est demeurée fidèle aux destinées de la Patrie.

Nos relations avec les Gouvernements étrangers sont amicales et cordiales : de tous nous recevons des assurances de sympathie et de bienveillance, auxquelles, de notre part, nous répondons par l'observation scrupuleuse des Traités, et en apportant aux conseils des puissances une politique toujours nette et toujours loyale, guidée par l'intention de contribuer à la conservation de la paix et de concilier les intérêts nationaux avec les intérêts généraux de l'Europe.

Le mariage de mon bien-aimé cousin le duc de Gênes avec une princesse qui appartient à une des plus antiques et plus illustres dynasties de l'Allemagne sera un nouveau gage d'amitié entre les deux Peuples.

Messieurs les Sénateurs,
Messieurs les Députés,

Ce qui me reste à dire, je le renfermerai dans un souvenir. Personne ne peut nier de quel point est parti le mouvement du relèvement italien. Quand il semblait une folie d'invoquer la force et d'espérer dans les armes pour conquérir le droit national, un admirable instinct de la génération qui nous a précédés, et de qui je vois toujours avec respect les derniers survivants, a commencé l'épopée de la délivrance nationale, en invoquant la science et la charité. Les congrès savants, les comices agraires, les caisses d'épargne, les Sociétés de secours mutuels, les asiles pour l'enfance, les collèges d'instruction, les écoles pour les pauvres, voilà les armes qui ont fondé la conscience italienne, qui ont encouragé aux sacrifices, qui nous ont préparé la victoire.

Alors tout paraissait contrarier les généreuses aspirations du patriotisme : maintenant, les destinées de l'État sont dans vos mains.

Victor-Emmanuel, à qui vous avez décerné le titre, qui ne pourra jamais être égalé, de Père de la Patrie, a pu guider le peuple italien à la conquête de la libération nationale, et vous a donné l'indépendance, l'unité, la force d'être libres, la possibilité d'être grands.

Il n'y a plus aucune force étrangère qui, au dedans ou au dehors, vous ravira la liberté pleine de vos actes. Vous pouvez, avec une âme sereine et assurée, étudier et résoudre les grands problèmes civils et sociaux de notre siècle. Ainsi, aux antiques et incomparables gloires de l'Italie romaine, nous pourrons ajouter les gloires pacifiques et bénies de la nouvelle Italie.

MEXIQUE

Discours du Président à l'ouverture du Congrès

Le 1^{er} avril.

Messieurs les Députés,
Messieurs les Sénateurs,

... La bonne harmonie qui s'est établie depuis quelque temps entre le Mexique et les Puissances étrangères avec lesquelles il est en relations se conserve et se fortifie ; et, de même que nous leur donnons, nous recevons d'elles de nombreux témoignages de sentiments amicaux...

Nos difficultés avec le Guatemala sont à peu près dans le même

état qu'en septembre dernier. Les intérêts en jeu sont tellement considérables qu'il est sage, sans les négliger, de laisser le temps exercer cette influence heureuse qui amène parfois la solution des questions difficiles. En attendant, il est de mon devoir, pour votre édification, pour celle du peuple mexicain et des Gouvernements du Centre-Amérique, d'exposer clairement et simplement les aspirations de mon administration dans nos différends avec le Guatemala, espérant que, pour les réaliser, votre concours indispensable ne me fera pas défaut.

Quelques-unes des Républiques groupées au centre de notre continent ont fait autrefois partie de la Nation mexicaine ; cette circonstance, peut-être, a fait supposer que stimulé par son état actuel de tranquillité et de progrès, le Mexique prétend récupérer en tout ou en partie ces entités politiques, aujourd'hui souveraines et indépendantes, et là les annexer à son propre territoire. C'est une erreur lamentable, qui pourrait nous aliéner la sympathie de ces Peuples dont aucun conflit ne nous sépare et avec lesquels nous désirons entretenir et resserrer même, s'il est possible, l'amitié la plus désintéressée.

Lorsque nous possédons un territoire des plus riches, baigné par deux océans et sur lequel peuvent vivre et prospérer cent millions d'habitants, il serait insensé de rêver la conquête de ces contrées, dont une grande distance nous séparerait et d'où nous repousserait sans cesse le juste sentiment de liberté et d'indépendance aussi enraciné chez elles qu'il l'est sur notre propre sol. Mon administration, — je le déclare solennellement devant le Congrès et la Nation qu'il représente, — a pour seul mobile, dans les difficultés actuelles avec la voisine république du Sud, la protection de nos Nationaux, la défense du territoire et la dignité du Mexique ; le but spécial qu'elle poursuit est la désignation de limites bien définies de commun accord entre le Mexique et le Guatemala. Si le Gouvernement de ce Pays renonce à l'idée irréalisable de récupérer Chiapas et Soconusco, ou d'obtenir une indemnité pour de prétendues spoliations, on verra bientôt la sincérité de la politique dont j'ai cru devoir vous donner une légère esquisse...

...A l'ombre de la paix dont jouit la République, les améliorations matérielles du ressort du Ministère des Travaux publics ont continué à se développer sur toute l'étendue du territoire.

Les voies ferrées actuellement en construction dans notre Pays sont tellement nombreuses qu'il serait trop long d'énumérer les travaux et les progrès de chacune d'elles, je me bornerai donc à vous entretenir des plus importants.

La Compagnie du chemin de fer Central a déjà mis en exploitation le tronçon de Mexico à Queretaro, et l'on a tout lieu d'espérer que sa ligne principale atteindra Leon bien avant le terme fixé par la loi. La capitale et le centre le plus peuplé de la République seront de la sorte reliés avec le premier de ses ports. Suivant toutes les probabilités, en septembre prochain, ou avant, la Compagnie aura également terminé le tronçon de Paso del Norte à Chilhuahua, et considérablement avancé les travaux de celui de Tampico à San Luis Potosi.

L'immigration étrangère a commencé à se développer sous la protection du Gouvernement. Trois colonies italiennes comptant ensemble 1,728 personnes sont déjà établies dans les États de Vera-Cruz, de Puebla et de Moretas. Une autre colonie, composée de familles tyroliennes, doit s'établir dans l'État de San Luis Potosi. En conséquence, je recommande au Congrès l'expédition du projet de loi que je vous ai soumis sur l'importante branche de la colonisation.

Pour ce qui concerne le ministère des finances, l'Exécutif a l'honneur de porter à votre connaissance que les revenus fédéraux ont suffi pour continuer à couvrir régulièrement les dépenses publiques. Il est heureux de déclarer que ces revenus, et tout particulièrement les produits des douanes maritimes, ont considérablement augmenté. Conformément aux comptes reçus, que le Trésor a déjà probablement vérifiés en grande partie, le montant total a été, pendant le premier semestre du présent exercice, de 13,783,929 piastres, tandis que dans la période correspondante de l'année antérieure, il ne s'est élevé qu'à 10,411,603. D'où il résulte, même en déduisant les sommes perçues pendant ledit semestre pour prix des actions du chemin de fer mexicain, une augmentation de deux millions de piastres en faveur de la première moitié de la présente année économique.

L'espoir que cette augmentation se soutiendra paraît fondé ; on peut même croire qu'elle prendra de plus grandes proportions, grâce à l'influence salubre que la tranquillité publique, l'extension des lignes ferrées et l'accroissement de l'activité mercantile viennent de concert exercer sur la prospérité du Pays et l'amélioration de ses conditions économiques.

La Compagnie du chemin de fer de Sonora a achevé le tronçon de Guaymas à Hermosillo. Le nombre de kilomètres de voie armée s'élève à 195.

La Compagnie « Constructora Mexicana » active ses travaux sur le tronçon de Mexico à Toluca, et a mis en exploitation, après l'autorisation voulue, celui de Nuevo Laredo à Rio-Salado. En

outre, elle a achevé sept kilomètres sur la ligne de Matamoros à Monterey, vingt sur celle de Zacatecas à San Luis et quatre sur celle du Salto à Maravatto, dont elle a acquis les concessions par transfert !!!

Le réseau télégraphique fédéral augmente progressivement et considérablement. La ville de Guadalajara est déjà mise en communication avec la capitale et les ports de Manzanillo et de San Blas. L'Exécutif est heureux d'annoncer au Congrès que la Compagnie télégraphique mexicaine a tendu un câble entre Vera-Cruz et Coatzacoalcos. Une ligne terrestre, qu'elle construit actuellement sur notre isthme et qui doit rejoindre ce câble et celui qu'on submerge en ce moment dans le Pacifique, mettra en communication, probablement avant le milieu de cette année, la République avec les Nations du centre et du Sud-Amérique. La même Compagnie a annoncé qu'elle allait prolonger son câble dans le golfe jusqu'à Galveston.

Discours du Président de la République à l'ouverture du 11^e congrès constitutionnel, le 16 septembre 1882.

Messieurs les Députés,
Messieurs les Sénateurs,

Le court espace de temps qui s'est écoulé depuis la fermeture de votre dernière session a été remarquablement fécond en événements importants, aussi bien pour nos relations internationales que pour nos affaires intérieures. Si je ne craignais que le tableau de notre prospérité ne vous parût intentionnellement exagéré, je dirais sans hésiter que chaque jour parcouru a vu se réaliser quelque progrès positif.

La rapide esquisse que je vais vous faire de l'état dans lequel se trouvent les branches confiées à la direction de l'Exécutif vous fera connaître les progrès déjà obtenus et les nécessités publiques qui réclament le plus votre attention, et vous permettra d'entrevoir dès ce moment l'avenir flatteur qui se présente pour la République, si, comme il y a lieu de l'espérer, elle continue à marcher dans la voie d'ordre et d'amélioration dans laquelle elle s'est engagée avec autant de foi que de constance.

Les relations amicales qui nous unissent avec une grande partie des Nations de l'ancien continent se fortifient de plus en plus, grâce au caractère de sincérité qui les distingue. Quelques-unes de ces Nations nous ayant invités à divers Congrès scienti-

figues, l'Exécutif a répondu à cette courtoisie en y envoyant ses Représentants.

Eu égard à son importance pour les deux Pays, je recommande au Sénat de vouloir bien reviser, le plus tôt qu'il sera possible, le Traité d'extradition passé avec l'Espagne, et qui lui a été soumis dans ce but au mois de novembre de l'année dernière.

L'Amérique du Sud a l'intention de faire cesser l'état d'isolement réciproque qu'elle a malheureusement gardé jusqu'à ce jour vis-à-vis du Mexique. Le Chili a accrédité, il y a quelques jours, près de ce Gouvernement un Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire, qui a été reçu comme il convient à son caractère élevé et avec une satisfaction générale. La Bolivie et l'Uruguay ont établi dernièrement des consulats généraux dans la capitale de la République.

Nos difficultés avec le Guatemala sont à la veille d'une solution amicale et promettent de s'aplanir complètement. Le Président de cette République avec le dernier Ministre des relations extérieures du même Pays, et son Ministre Plénipotentiaire à Mexico d'un côté, et notre représentant à Washington de l'autre, ont signé à New-York, le 21 août dernier, des préliminaires qui doivent servir de base au Traité de limites, lequel doit être signé à Mexico dans le délai de six mois. Dans ces préliminaires, le Guatemala renonce formellement, sans indemnité d'aucune espèce, aux droits qu'il croyait avoir sur Chiapas et Soconusco. Le principal obstacle qui s'opposait au règlement final de la vieille question de limites étant ainsi écarté, il faut espérer qu'elle aura bientôt une solution honorable.

Notre Légation dans le Centre-Amérique a reçu l'ordre de se transporter à Nicaragua, et elle se trouve déjà dans la capitale de cette République. Les vues de l'Exécutif sont de faire résider son Représentant temporairement dans les divers États de cette partie du continent, afin d'élargir nos relations avec eux, en les assurant des sentiments de sympathie fraternelle du Peuple et du Gouvernement du Mexique.

Le Gouvernement des États-Unis d'Amérique, Pays auquel nous unissent d'autres intérêts outre ceux du voisinage, nous a donné et a reçu de nous des marques sincères d'estime. Ce Gouvernement ayant sollicité, vers la fin de 1880, l'autorisation pour que ses troupes puissent passer sur le territoire mexicain à la poursuite des Indiens sauvages et l'Exécutif ayant été postérieurement autorisé à accorder cette permission, il a été signé à Washington, le 29 juillet dernier, conformément aux bases ap-

prouvées par le Sénat mexicain, une Convention aux termes de laquelle les troupes fédérales de l'un ou de l'autre Pays pourront poursuivre les sauvages sur le territoire de l'autre Partie contractante. Avec cette Convention, nos troupes ont poursuivi les Indiens d'une manière si active et si efficace, en mettant notre propre territoire et le territoire américain à l'abri de nouvelles dévastations, qu'elles ont été l'objet de chaleureuses félicitations de la part des hauts fonctionnaires et de chefs militaires de la République voisine.

D'un autre côté, le Gouvernement américain s'est prêté de bonne grâce à passer une Convention pour la nomination d'une Commission mixte internationale, afin de rétablir les monuments qui marquent la ligne de division entre les deux Pays et que les sauvages ou d'autres malfaiteurs intéressés ont détruits ou détériorés. La Convention signée à Washington le 29 juillet dernier, et ratifiée par le Sénat des États-Unis d'Amérique le 8 août suivant, sera dès maintenant soumise à l'approbation du Sénat mexicain.

Au nombre des réclamations dont la sentence, prononcée par la Commission mixte établie à Washington en vertu de la Convention du 4 juillet 1863, a été contraire au Mexique, il s'en trouve deux de telle nature, que l'arbitre même qui est intervenu a exprimé le désir qu'elles fussent nouvellement revisées. Après six années d'efforts continuels, qui paraissaient stériles, on est enfin parvenu à ce résultat, que les Plénipotentiaires des deux Gouvernements ont signé, le 13 juillet dernier, une Convention dans ce but. Cette Convention, qui a déjà obtenu un rapport favorable à la Chambre haute des États-Unis, sera prochainement remise au Sénat. Si, comme on doit l'espérer, on nous fait justice en revisant les réclamations frauduleuses, des sommes considérables seront économisées au profit du Trésor, et l'on aura établi un précédent très utile pour l'avenir.

Enfin, l'administration actuelle de ce Pays, avec autant de bon sens que d'impartialité, a mis fin aux difficultés existantes, en notifiant au Gouvernement du Guatemala, suivant des rapports qui ont été communiqués au nôtre, que le Président n'offrira sa médiation, dans la question de limites avec le Mexique, que sur la demande et l'accord préalable des deux Parties intéressées.

Je ne dois pas terminer ce rapport sur nos relations avec l'extérieur sans vous annoncer que la réunion du Congrès de la paix, qui devait s'installer à Washington au mois de novembre prochain, et auquel notre République devait être représentée, a

été indéfiniment ajourné, les circonstances actuelles n'étant pas propices pour que ses travaux eussent eu l'effet désiré.

Passant à l'intérieur, j'ai la satisfaction de vous annoncer que les élections pour le renouvellement du pouvoir législatif fédéral ont eu lieu dans tous les États avec le plus grand ordre et dans les délais prescrits par la loi. Les légères difficultés qui se sont élevées dans l'exercice de ce droit important du peuple seront portées à la connaissance des deux Chambres.

L'Exécutif a conservé la meilleure harmonie dans ses rapports politiques avec les États, et la marche administrative de ces derniers a poursuivi son cours normal. Je dois mentionner cependant, comme une exception regrettable, l'État de Zacatecas, dans lequel un conflit s'est dernièrement élevé entre les pouvoirs Législatif et Exécutif. L'Exécutif fédéral a cru de son devoir de se tenir étranger à ce conflit, et s'est borné à assurer la paix publique, seule ligne de conduite que nos préceptes constitutionnels lui tracent dans les cas semblables. La correspondance officielle échangée à l'occasion de ce déplorable incident a été opportunément portée à la connaissance de la Commission permanente du Congrès.

Depuis le 27 mai dernier, le Gouverneur provisoire, nommé pour réorganiser l'administration dans l'État de Jalisco, a pris possession du Pouvoir Exécutif. Cet important État reprendra bientôt la marche politique que lui trace sa Constitution particulière.

Les questions pendantes entre les États de Durango et de Coahuila, relativement à la jouissance des eaux de la rivière Nazas, n'ont pas encore pris fin ; mais elles n'ont heureusement provoqué pendant ces derniers mois aucun conflit entre ces deux États. Cela est dû autant à la prudence qui a guidé les Gouvernements respectifs de ces deux Parties de la Fédération, qu'à l'influence conciliatrice de l'Exécutif fédéral, qui, entre autres mesures, a nommé une Commission d'ingénieurs chargés de visiter les lieux et de rendre un rapport sur les causes qui ont donné lieu au litige. Ce rapport a déjà été remis, et il faut espérer qu'il servira à éclairer l'autorité chargée de résoudre la question.

Grâce à la paix solide dont la République jouit depuis quelque temps dans toute son étendue, la sécurité des habitants a pu être garantie avec peu d'efforts et le plus grand succès. L'Exécutif désirant améliorer cette importante branche de l'Administration publique, s'occupe actuellement de réformer les règlements de la police urbaine, afin d'augmenter l'influence de ces utiles institutions.

Le déboisement inconsidéré des forêts a appelé sans cesse l'attention de l'Exécutif. Dans le but d'éviter les funestes résultats qu'il peut produire s'il continue comme jusqu'à ce jour, on a lancé diverses circulaires qui n'ont eu aucun effet. L'adoption de quelques mesures législatives paraissant donc nécessaire pour couper le mal, le Ministère des Travaux publics les soumettra à votre jugement. En attendant on a veillé, et l'on veillera en tout cas, indirectement, à la conservation des forêts. Le même Département a nommé une Commission *ad hoc*. Elle est chargée d'étudier les bases sur lesquelles doit se fonder la Législation relativement aux dépôts de charbon minéral, dans le District Fédéral et le territoire de la Basse-Californie.

Plusieurs Commissions scientifiques explorent le territoire national sur divers points, quelques-unes d'entre elles ayant pour but principal l'étude des mines de charbon de terre. Leurs travaux contribuent non seulement à stimuler l'intérêt particulier, en lui signalant de nouveaux champs d'entreprise, mais aussi à la réunion de données fort importantes pour la formation des cartes géographiques et géologiques de la République.

Outre les initiatives dont j'ai déjà fait mention, le Ministère des Travaux publics vous en adressera quelques autres que je considère importantes; l'une d'elles est un projet de loi réglementaire pour la livraison des brevets d'invention; une autre se rapporte aux rivières navigables, et une troisième à l'acquisition par les étrangers de certaines propriétés. Qu'il me soit permis de recommander au Congrès l'étude des initiatives qui ont déjà été présentées relativement à la colonisation et à l'adoption définitive du système métrique décimal.

Quant à l'État des finances publiques, j'ai l'honneur de déclarer aux Chambres que les entrées du Trésor ont atteint une augmentation aussi rapide que satisfaisante. Le produit annuel des revenus fédéraux pendant les dix années qui ont suivi la restauration de la République en 1876 a été de dix-sept millions de piastres. Il s'est élevé à vingt-quatre millions, seulement dans les exercices économiques de 1878 à 1881, tandis que pendant le dernier, qui s'est terminé le 30 juin de cette année, les revenus ont atteint trente millions de piastres. Les droits d'importation seuls ont rapporté une somme qui dépasse dix-sept millions, et qui excède, par conséquent, celle que produisaient annuellement toutes les branches du revenu pendant la décade qui a commencé en 1867.

Cette situation prospère, sans précédent dans l'histoire de nos finances, sujettes autrefois à de fréquentes et funestes vicissi-

tudes, est la conséquence naturelle des progrès matériels du Pays ; elle vient offrir au Pouvoir public de précieux éléments pour rétablir le crédit national et équilibrer les budgets fédéraux. L'Exécutif étudie avec attention ces questions d'une transcendance vitale, et il compte sur le concours éclairé du Congrès pour qu'elles soient résolues dans le sens le plus conforme à la prospérité de la République.

Les dépenses de la Nation ont été couvertes régulièrement, sans excepter celles causées par des subventions à vingt-cinq Compagnies de chemins de fer, qui ont livré au Gouvernement, pendant la dernière année économique, mille kilomètres de voie. Elles ont émarginé environ huit millions de piastres pour subventions ; ces dernières continuent à être régulièrement payées, conformément aux lois respectives de concession.

La Trésorerie générale, organisée conformément aux prescriptions de la loi du 30 mai 1881, a mené à bon terme les comptes de l'année économique antérieure, et a fait également la revision préalable des comptes partiels de toutes les administrations du revenu, ainsi que de ceux de chacun des employés publics. Ce sont là des travaux d'une importance notoire, dont on s'occupe pour la première fois ; et cela malgré les difficultés inhérentes à un changement subit de système de comptabilité.

Au jour désigné par la loi, l'Exécutif soumettra à l'examen de la Chambre des députés les comptes du Trésor fédéral pour l'année économique qui s'est terminée le 30 juin dernier. Le complément de notre comptabilité sera la revision définitive dont la Cour des comptes est chargée. Cette opération offrira dès cette année une facilité inusitée, la revision préalable ayant déjà été faite. En conséquence, il y a lieu d'espérer qu'elle sera pratiquée avec la célérité désirable.

Le bureau des liquidations, établi aussi conformément aux prescriptions de la loi du 30 mai 1881, a organisé et poursuit ses travaux avec fruit, quoique avec la lenteur rendue inévitable par les vides et les défauts des comptes antérieurs qui doivent être remplis et corrigés au fur et à mesure. Il a déjà soldé tous les comptes de la période dont la liquidation est à sa charge, et il y a lieu d'espérer que ses travaux produiront des résultats satisfaisants, entre autres celui de préparer l'établissement d'un service régulier et méthodique de la dette publique.

L'Exécutif ayant été autorisé à réorganiser les bureaux de l'Administration des finances, a introduit dans le personnel et les travaux du Département les innovations indiquées par les exigences du service. On a érigé en section séparée celle du cré-

dit public qui est chargée de l'expédition des affaires relatives à la dette publique, des institutions de crédit et de quelques autres affaires importantes; on a également établi, en augmentant le nombre des employés, la section de statistique fiscale, chargée de réunir les données et renseignements, dont la connaissance doit influencer sur la sagesse des dispositions administratives.

La Banque nationale américaine poursuit sans obstacles ses opérations et a commencé à établir des succursales et des agences sur divers points de la République. Quant à la Banque hypothécaire mexicaine, qui doit s'établir conformément à la loi de concession du 22 mai dernier, il y a lieu de croire que dans quelques mois elle pourra inaugurer ses opérations. Elle a déjà présenté son projet de statuts et le ministère des finances s'occupe de son étude.

L'Exécutif désirant favoriser l'esprit d'entreprise par les moyens compatibles avec les intérêts publics, a passé un contrat pour l'établissement d'une caisse d'épargne, et un autre pour la création d'une Banque commerciale; les deux contrats seront prochainement soumis à l'examen du Congrès.

Dans le but d'arrêter les bases de notre Législation sur les banques, l'Exécutif a nommé une Commission dont les travaux lui permettront de présenter prochainement au Congrès une initiative sur cette grave matière.

Il a également nommé une autre Commission pour qu'elle étudie et propose les modifications à introduire dans notre Législation douanière, imparfaite en grande partie à cause des changements qu'apporte avec lui le trafic des chemins de fer internationaux. L'Exécutif a la certitude que dans le délai que lui a fixé le Congrès, et conformément aux bases établies et déjà favorablement accueillies par les centres commerciaux, il pourra promulguer un nouveau Tarif qui répondra aux besoins croissants du trafic et assurera en même temps la perception régulière des droits du fisc.

Conformément aux prescriptions du budget des entrées, on a édicté les dispositions convenables pour la perception, à partir du 1^{er} novembre, de l'impôt mis sur les métaux précieux, au lieu du droit d'exportation dont ils sont grevés.

Obéissant aux prescriptions contenues dans l'article 12 du budget des entrées, on a promulgué un nouveau Tarif d'octroi dans le district fédéral: une grande quantité de cotes ont été réduites, on a augmenté la liste des effets libres d'entrée et l'on a supprimé les escales et le transit. Je me plais à déclarer au

Congrès que ces dispositions ont produit jusqu'à présent les meilleurs résultats.

Pour terminer cette partie de mon rapport, je recommande à votre examen l'initiative que j'ai eu l'honneur de vous soumettre, et par laquelle je propose qu'il soit fixé un terme définitif pour la prescription du droit de la Fédération à revendiquer la valeur des biens nationalisés, dépendant d'adjudication ou de recouvrement.

Abordant maintenant le Département de la guerre et de la marine, je dois commencer par faire une mention spéciale de la discipline, de la loyauté et de la bravoure avec lesquelles l'armée a rempli sa haute mission de gardienne des institutions et de conservatrice du repos public, soit en poursuivant et en châtiant les barbares dans les États de Chihuahua, de Sonora, de Coahuila et du Yucatan, soit en étouffant quelques émeutes locales dans ceux de Michoacan, de Puebla, de Guerrero et d'Oajaca, soit enfin en assurant la tranquillité des habitants de Chiapas et en empêchant les invasions venant du Guatemala, et jadis trop fréquentes. La poursuite des sauvages dans des terrains du district de Cholula, État de Puebla, avec quelques-unes des familles italiennes qui étaient déjà établies dans d'autres colonies, mais qui désiraient vivre sous un climat plus doux. On établira également sur les mêmes lieux cinquante autres familles qui vont bientôt arriver d'Italie. Quant aux autres colonies déjà fondées, on y poursuit les travaux nécessaires pour assurer le bien-être des familles qui les composent. L'Exécutif pense que les efforts qu'il fait pour augmenter la population de la République ne seront pas stériles. On remarque chaque jour de plus grandes facilités pour la venue des colons; il a fallu ajourner l'acceptation de propositions d'envoi d'émigrants de divers Pays, afin d'assurer leur installation dans les conditions les plus propices.

Les dénonciations de terrains en friche ont augmenté d'une façon notable. Pour donner une idée du développement de cette branche de l'Administration, il suffit de vous dire que, depuis le commencement de cette année, il a été délivré par le Ministère des Travaux publics, conformément à la loi, trois cent soixante-seize titres de propriété, comprenant une superficie de deux cent quatre-vingt-quatorze mille hectares, et qui représentent autant de propriétés rustiques qu'il y a de titres délivrés.

Le Congrès ayant décrété que les institutions, établissements d'enseignement et de propagande agricole et de mines et les affaires qui s'y rattachent dépendraient à l'avenir du ministère des

Travaux publics, ce Département s'est chargé de ces affaires avec tout l'intérêt qu'elles réclament, et a provoqué à cet effet la création d'une section d'agriculture et de mines, qui fonctionne déjà en vertu de la loi.

L'une des questions les plus importantes, relativement à ces branches, est la réorganisation des écoles d'enseignement théorique et pratique. Dans le but de mettre ces dernières à la hauteur des progrès les plus récents, on prépare les règlements qui doivent régir en matière d'études ; on a fait la commande d'instruments scientifiques, de machines, d'animaux et de plantes, et l'on a acheté ces terrains pour les annexer à l'École d'agriculture.

On a commencé à introduire dans la République quelques plantes utiles. Quarante mille sarments de vigne ont été distribués dans divers États ; et la plus grande partie d'entre eux ayant pris racine, on en a commandé un nouvel envoi. On a également envoyé dans les États de Campêche et de Tabasco de la graine de *jute*, plante qui se développera et prospérera dans ces États, il faut l'espérer.

Le même Département a mis à l'étude une importante initiative sur le développement de centres industriels d'enseignement métallurgique, et a provoqué la formation d'une association de mines qui se ramifiera dans toute la nation et contribuera au progrès de l'industrie des mines.

La Commission nommée pour étudier les réformes indispensables au service des postes est près d'achever les travaux. Elle n'a pu les finir plus tôt, parce que l'Exécutif a soumis à ses lumières une réforme radicale, impérieusement exigée par l'imperfection de notre service actuel et pour le développement croissant de nos communications postales. L'abaissement du port des lettres, la sécurité, la rapidité et la fréquence de nos communications seront autant d'autres améliorations d'une réalisation immédiate.

L'attention qu'il a portée aux diverses branches qui ont un intérêt général pour la République n'a pas fait oublier à l'Exécutif les besoins particuliers du District Fédéral ; au contraire, il s'est occupé avec beaucoup de soin de l'organisation municipale, de l'amélioration de la police et du progrès de la bienfaisance.

Il aura bientôt la satisfaction de rendre compte aux Chambres du résultat qu'auront eu les travaux entrepris, en vertu de la faculté qui lui a été accordée, pour réformer et codifier les ordonnances municipales et les édits de police en vigueur. Il

rendra également compte des innovations qu'il juge indispensables pour le meilleur service de la police urbaine.

Quant aux établissements de bienfaisance, on a effectué d'importantes améliorations, tant dans leur administration économique qu'en ce qui concerne la plus grande commodité pour l'assistance des malheureux qui y trouvent asile.

Le Mont-de-Piété national poursuit avec succès ses opérations qui se sont étendues récemment aux villes de Queretaro et de San Luis Potosi, où des succursales de cette bienfaisante institution ont été fondées.

Pour ce qui regarde la justice, je me borne à vous recommander la prompte expédition des initiatives proposées au sujet d'un code de commerce, d'une loi sur les mines et de lois organiques des articles 96, 101 et 102 de la Constitution.

En ce qui concerne le Département de l'instruction publique, il y a eu lieu de mentionner que l'Exécutif ayant reçu la faculté de réorganiser le Conservatoire national de Musique, il a déjà nommé un Directeur et l'a chargé d'élaborer un plan d'organisation. Celui-ci ne pourra, toutefois, être mis en vigueur que l'année prochaine, parce que son étude exige quelque temps, et parce que les cours de l'année courante sont déjà trop avancés.

J'ai une satisfaction particulière à vous annoncer qu'on ouvrira bientôt au service public le somptueux édifice de la Bibliothèque nationale, les travaux ayant été achevés une Commission a été nommée pour recevoir l'œuvre. Le monument en lui-même et la quantité considérable de livres qui y sont déposés sont certainement dignes d'une ville éclairée.

C'est un plaisir pour moi de communiquer au Congrès les progrès notables qu'on a réalisés dans les diverses branches qui dépendent du ministère des Travaux publics. Je tâcherai de les énumérer d'une façon aussi concise que possible, en laissant à votre haut jugement l'appréciation de leur importance et de l'influence qu'ils exerceront sur l'avenir de la République.

La branche qui appelle le plus l'attention en ce moment, parce que ses bienfaits se font sentir de la manière la plus inconstable, c'est, à n'en pas douter, celle des chemins de fer, dont j'indiquerai brièvement les progrès. Parmi les Compagnies qui travaillent aujourd'hui dans la République, celle du « Chemin de fer central » mérite une mention spéciale; car, non seulement elle a achevé le tronçon d'ici à Leon, qui, aux termes de son contrat, ne devait être fini que le 31 décembre prochain, mais encore celui de Paso del Norte à Chilhuahua. Au lieu des quatre cents kilomètres qu'elle s'était engagée à livrer

tous les deux ans, elle achevé plus du double ; les lignes qu'elle a mises en exploitation et celles qu'elle a construites dans ces derniers temps dépassent déjà en étendue neuf cents kilomètres. Il faut espérer que la même activité régnant, le système des lignes qu'elle s'est engagée à construire sera terminé bien avant les délais prescrits.

Après ces travaux, les plus importants sont ceux de la « Compagnie *Constructora* Nationale », qui a ouvert au trafic, en surmontant parfois des difficultés énormes, les tronçons de Mexico à Toluca et de Nuevo Laredo à Monterey. L'étendue des lignes que la Compagnie a achevées actuellement, aussi bien celles de son contrat spécial que celles qu'elle a obtenues par transfert, atteint plus de cinq cents kilomètres.

On doit citer en troisième lieu la Compagnie de Sonora, qui a déjà livré trois cents kilomètres, et ensuite, l'entreprise qui construit les lignes de Mexico à Los Reyes et Irolo, et de ce point à Puebla, et qui a achevé quatre-vingt-seize kilomètres de voies. La Compagnie d'Alfata à Culiacan a achevé cinquante-deux kilomètres, et celle de San Marcos à Puebla quarante-sept. Telles sont les entreprises qui se sont fait le plus remarquer pour la rapidité avec laquelle elles ont exécuté leurs travaux, sans pour cela que celles qui poursuivent, quoique sur une moindre échelle, la construction des lignes qui leur ont été concédées ne soient dignes de la considération du Congrès. Pour que les Chambres se forment une idée du progrès qu'ont atteint les voies ferrées dans le Pays, il suffira de dire qu'en ce moment il y a un peu plus de trois mille kilomètres de chemins de fer construits et en exploitation. Ce chiffre peut paraître faible eu égard aux besoins du Pays et à son étendue, mais il mérite d'être mentionné, parce que deux mille kilomètres ont été construits en moins de deux ans, et dans certaines parties il y a eu à vaincre de grandes difficultés de terrain.

Quant aux chemins de propriété nationale, j'ai la satisfaction de dire que celui de Puebla à San Martin Texmelucan a été achevé, et que celui de Tehuacan à La Esperanza a fait retour au Gouvernement, en vertu de la résiliation du contrat de location avec le particulier qui l'exploitait.

Le 2 juin de l'année courante, le chemin de fer interocéanique de l'isthme de Tehuantepec devait être achevé, aux termes de la loi de concession du 2 juin 1879 ; mais la Compagnie concessionnaire, alléguant des causes de force majeure, a sollicité diverses prorogations des détails stipulés ; aussi bien pour l'achèvement de toute la voie que pour celui des tronçons d'une étendue déter-

minée qu'elle devait livrer chaque année. Quatre fois l'Exécutif a accordé la prorogation de ces délais, en vertu de la faculté que lui accordait la loi; mais, voyant que malgré cela les travaux avançaient très lentement, et ayant averti en temps opportun la Compagnie qu'on ne considérerait plus comme cause de force majeure celles qu'elle avait constamment alléguées, l'Exécutif, conformément à la même loi, a déclaré la concession frappée de caducité. En échange, et usant de l'autorisation que lui a accordée le Congrès par le décret du 30 mai dernier, il a décidé que cette importante route serait construite et exploitée pour le compte de la Nation. Une Commission d'ingénieurs se trouve déjà à cet effet dans l'isthme, faisant le tracé de la voie ferrée, et les matériaux de construction ont été commandés.

En vertu de l'autorisation que l'art 2^e du Décret du 15 novembre de l'année dernière a accordée à l'Exécutif, on a réformé quelques contrats relatifs à la Construction de chemins de fer. Il en sera rendu compte au Congrès en temps opportun, ainsi que des contrats que le ministère des travaux publics a passés pour la construction de nouvelles lignes, et qui demandent l'approbation des Chambres. Les uns et les autres sont en très petit nombre; car l'Exécutif est d'avis qu'on ne doit plus donner que les concessions strictement nécessaires, et en termes tels, que s'il y a lieu à subvention, celle-ci puisse être payée sans occasionner aucune difficulté au Trésor.

Les progrès qu'ont faits les lignes télégraphiques fédérales ne sont pas moins intéressants.

L'étendue de ces lignes qui, à fin de l'année 1880, était de onze mille trois cents kilomètres, s'est augmentée de quatre mille trois cents kilomètres, ce qui forme un total de quatre mille lieues environ.

Au commencement du mois de juillet dernier, l'extrémité du câble qui unit notre République avec l'Amérique Centrale et l'Amérique du Sud a été fixée à Cruz. Cette nouvelle voie de communication a mis le Mexique en rapport avec toutes les Nations du Globe reliées entre elles au moyen du fil électrique.

On a également réalisé quelques améliorations dans les ports. Dans ceux de Mazatlan et La Paz on a construit de nouveaux quais, et l'on a terminé les phares de Tampico et de Frontera. Les plans et devis des travaux du port de Vera-Cruz ayant été approuvés, on a inauguré, le 10 du mois d'août dernier, les travaux de construction.

Accordant à l'importante branche de la colonisation toute l'attention qu'elle mérite, l'Exécutif a fondé une nouvelle colonie

sur les États du Nord a été si habile et si fructueuse, que le 12 juillet dernier, le secrétaire d'État des États-Unis d'Amérique a informé notre Ministre à Washington que de l'avis du Ministre de la guerre et du général en chef de l'armée, le Gouvernement et les troupes mexicaines méritaient un vote de remerciements.

Ainsi que je l'ai déjà dit, une Convention ayant été passée entre le Gouvernement Américain et celui du Mexique pour le passage réciproque de troupes, le Ministre de la guerre a communiqué les instructions voulues aux généraux en chef des 1^{re}, 2^e et 3^e zones militaires et au chef des armes en Sonora. La Convention a été mise en vigueur le 18 août dernier.

Le vapeur qui transporte le bassin, les machines et les ateliers pour l'arsenal du Pacifique à Acapulco, est déjà parti de New-York ; à la fin de ce mois, l'arsenal sera installé. Il est également parti du même port pour Lerma, dans l'État de Campêche, deux navires à voiles transportant le quai flottant. A Lerma, on a achevé l'installation des machines pour l'arsenal.

Les bâtiments qui composent notre petite marine de guerre ont été l'objet de toutes les réparations nécessaires à leur bon service.

Le personnel du corps médical a été augmenté par Décret du 3 juillet dernier, proportionnellement aux besoins du service. La construction du collège militaire à Chapultepec est très avancée, ainsi que celle de l'école de tir à San-Lazaro. L'établissement de la photographie militaire est presque achevé.

Le personnel du corps d'administration a été augmenté d'un sous-commissaire, chargé de tout ce qui est relatif à la comptabilité de la marine. La section de comptabilité d'artillerie a été établie avec son personnel et elle fonctionne déjà. Enfin, et ces faits sont d'une importance indéniable, l'ordonnance générale de l'armée est achevée, et l'impression du code de justice militaire est sur le point de l'être.

Messieurs les Députés,

Messieurs les Sénateurs,

Six années, non complètes encore, d'une paix ininterrompue dans la République, ont rendu tellement évidents et inestimables les bienfaits qu'elle répand, qu'il est devenu bien difficile, sinon impossible, que personne puisse l'altérer profondément : chaque jour qui s'écoule laisse entrevoir de nouveaux et vastes horizons à notre commerce, à notre industrie ; chaque jour qui passe apporte un nouvel encouragement à la Nation entière.

Si, comme il ne faut pas en douter, le bon sens pratique du peuple ne se laisse plus égarer, et les administrations qui succéderont à la présente continuent à marcher dans la même voie de

progrès, avec la même foi et de meilleurs éléments, il ne semblera peut-être pas aventureux de prédire que la jeune génération, à peine capable aujourd'hui d'assister aux écoles ou de prononcer le nom de la patrie, célébrera en 1921 le premier centenaire de notre indépendance, avec le même orgueil légitime avec lequel nos voisins du Nord ont célébré le leur en 1876.

SAINT-SIÈGE

Lettre du Pape aux Archevêques et aux Evêques des provinces ecclésiastiques de Milan, de Turin et de Verceil.

LÉON XIII, PAPE

Vénérables Frères , Salut et Bénédiction Apostolique.

Nous connaissons votre sagesse et votre zèle vigilant en toutes choses, ainsi que le dévouement admirable pour ce Siège Apostolique dont souvent, et l'année dernière encore, vos lettres si affectueuses et vos protestations de vive voix Nous ont apporté de nouvelles preuves, et Nous sommes particulièrement heureux que les travaux de votre ministère épiscopal produisent, avec l'aide de Dieu, des fruits abondants. Aussi Nous adressons à chacun de vous nos félicitations, et Nous nous plaisons à vous décerner publiquement les éloges qui vous sont dus.

Toutefois, Vénérables Frères, Nous trouvons, dans vos provinces mêmes, le sujet de quelque sollicitude. On y voit, en effet, apparaître quelques germes de dissentiment qui pourraient, s'ils n'étaient promptement étouffés, aboutir à de plus grands maux. Nous voulons donc appeler sur ce point votre sérieuse attention, afin que nos soins et votre zèle écartent les causes de division et maintiennent l'harmonie des pensées et des volontés qui est, dans toute société et surtout dans l'Eglise, l'élément le plus solide et le plus puissant de prospérité.

Or, il est à craindre que cette concorde des esprits ne vienne à être détruite par le fait des luttes de partis auxquelles donnent sujet un des journaux de la Lombardie et la doctrine d'un homme illustre dont le nom est célèbre parmi les philosophes de notre temps.

En ce qui regarde le premier point, vous avez, dans vos provinces, des journaux dont les rédacteurs soutiennent les principes du vrai et du juste et défendent vaillamment les droits sacrés de l'Eglise et la majesté du Siège Apostolique et du Pontife Romain. De tels journaux sont dignes de la plus grande faveur, et il faut

faire tout ce qui est possible non seulement pour que de tels écrivains aient la bienveillance et le soutien du public, mais pour que partout il leur naisse des imitateurs, qui repoussent les assauts quotidiens des méchants et rachètent, par la défense de l'honnêteté et de la religion, la licence impunie que tant d'autres se permettent dans leurs écrits. C'est pourquoi Nous avons plus d'une fois approuvé leur dévouement et Nous les avons vivement exhortés à continuer de soutenir par leur plume la justice et la vérité sans se laisser détourner de leur œuvre par aucun obstacle.

Mais, dans une cause grave et noble, il convient d'employer un genre de défense noble et grave, au delà duquel il ne faut pas aller. Il est beau, pour ceux qui défendent dans leurs écrits quotidiens la cause catholique, de montrer un amour ferme et intrépide de la vérité ; mais il faut aussi qu'ils ne se permettent rien qui puisse déplaire avec raison à un homme de bien et qu'ils ne se départent en aucune manière de la modération qui doit être la compagne de toutes les vertus. En ce point, aucun esprit sage n'approuvera ni un style violent à l'excès, ni les insinuations malveillantes, ni quoi que ce soit qui s'écarterait témérairement du respect et de l'indulgence pour les personnes.

Avant tout, que le caractère des évêques soit sacré pour les écrivains catholiques : comme ils sont placés au degré supérieur de l'autorité, ils ont droit à un honneur en rapport avec leur dignité et leur charge. Que les particuliers ne se croient pas permis de discuter ce que les évêques ont décidé dans leur autorité ; autrement, il s'ensuivrait un grand désordre et une confusion intolérable. Et ce respect auquel il n'est permis à personne de manquer, il est nécessaire qu'il brille surtout chez les rédacteurs catholiques de journaux et qu'il y paraisse comme en exemple. Car les journaux, faits pour être propagés au loin, tombent chaque jour aux mains du premier venu et ne sont pas de peu d'influence sur les opinions et les mœurs de la multitude.

En ce qui regarde le second point, Nous avons déjà déclaré sur les pas de quel maître Nous croyons qu'il faut marcher en matière de philosophie. Notre Lettre Encyclique du 4 août 1879, adressée à tous les évêques, dit clairement que nous souhaitons et désirons que la jeunesse soit instruite dans la doctrine de saint Thomas, qui a toujours eu la plus grande efficacité pour la bonne formation des esprits et qui est admirablement propre à la réfutation des fausses doctrines qui ont déjà égaré tant d'hommes, au péril de leur salut et au grand préjudice de la société.

La teneur de Notre Lettre pouvait facilement maintenir d'accord tous les esprits, à condition d'exclure toute subtilité excessive d'interprétation et d'observer une juste mesure dans les questions sur lesquelles les hommes doctes des deux côtés, par zèle pour la recherche de la vérité, ont l'habitude de discuter, sans dommage pour la foi et la charité.

Mais comme Nous voyons, non sans inquiétude, que la passion des partis s'est enflammée plus que de raison dans la dispute, il est de l'intérêt public d'imposer quelque modération à cette ardeur des esprits. C'est pourquoi, comme la maturité de la réflexion et le calme du jugement manquent le plus souvent aux écrits qui sont quotidiens, il est à souhaiter que les rédacteurs des journaux s'abstiennent de traiter des questions de ce genre.

D'ailleurs le Siège Apostolique, dont la sollicitude, en raison de sa charge, s'exerce sur les causes graves, surtout lorsqu'elles intéressent la pureté et la doctrine, ne néglige pas de tourner son attention et sa vigilance vers les controverses qui renaissent et prennent de la recrudescence, et il y apporte cette prudence de conseil en laquelle il est juste que tout catholique se repose.

Toutefois Nous ne voulons pas dire qu'il résulte de là aucun dommage pour la religieuse association dite *de la Charité*. Elle a, selon le but de son institution, utilement employé jusqu'ici ses travaux au soulagement du prochain, et il est désirable qu'elle continue de prospérer et de donner chaque jour des fruits plus abondants.

Et maintenant, Vénérables Frères, c'est à vous qu'il appartient de travailler à ce que nos conseils soient suivis et de ne rien négliger de ce qui peut affermir la concorde. Cette concorde, en effet, est d'autant plus nécessaire, vous le comprenez, que les ennemis qui menacent les intérêts catholiques se montrent plus nombreux et plus acharnés ; il faut diriger contre eux toutes les forces, accrues par l'union et non point brisées par la division. A cet effet, comptant beaucoup sur votre prudence, votre vertu et votre autorité, Nous vous avons donné affectueusement dans le Seigneur, à vous tous, Vénérables Frères et aux peuples confiés à votre sollicitude, la Bénédiction Apostolique comme gage des dons célestes et comme témoignage de Notre particulière bienveillance.

Donné à Rome, près Saint-Pierre, le 25 janvier 1882, la quatrième année de Notre pontificat.

Signé : LÉON XIII, PAPE.

**Allocution du Pape aux jeunes gens du cercle catholique
de Saint-Pierre de Rome.**

Nous voyons avec la plus vive satisfaction les jeunes gens du cercle de Saint-Pierre, que la favorable occasion du renouvellement des charges amène aujourd'hui en Notre présence. Avec une égale satisfaction, Nous accueillons les sentiments et les protestations par lesquels le cercle de Saint-Pierre Nous exprime son respect et son dévouement illimités envers Notre personne et envers ce Siège apostolique. La jeunesse a toujours été pour nous l'objet des soins les plus tendres et les plus empressés ; mais aujourd'hui elle réclame plus spécialement l'affectueuse sollicitude de notre cœur, et parce que nous la voyons plus particulièrement circonvenue et assiégée, et parce que c'est sur elle que se fondent en grande partie les espérances de l'avenir. Tout le monde sait, en effet, que les ennemis du nom chrétien profitent de l'inexpérience de la jeunesse pour en flatter les passions et pour abuser des belles qualités qui la distinguent. Ils se sont efforcés d'abord d'en énerver l'esprit par la corruption des mœurs et de répandre dans les jeunes cœurs la semence funeste de l'incrédulité et de l'indifférence religieuse. Ils ne se bornent pas d'ailleurs à l'êtreindre dans leurs filets ; mais ils se proposent aussi de se servir de la jeunesse comme d'un instrument docile dans la guerre acharnée qu'ils dirigent contre la religion et contre ses saintes institutions.

C'a été par conséquent une sage et sainte pensée de réunir les jeunes gens dans une Société où ils pourront trouver le secours voulu pour conjurer les périls qui les menacent, en même temps que l'occasion de donner leur concours à la défense des intérêts religieux. Cette Société, déjà bénie par Notre glorieux prédécesseur et par Nous-même, encouragée par les pasteurs spirituels, a porté les fruits précieux qu'on en attendait. Votre cercle, en particulier, fortifié par le patronage de l'invincible Prince des apôtres, dont il a même voulu porter le nom, a entrepris beaucoup d'œuvres utiles qui l'ont rendu bien méritant de la cause de la religion. Nous aimons à rappeler avec une véritable satisfaction l'assistance qu'il a prêtée avec tant de zèle aux catholiques italiens et étrangers, à l'occasion de leurs divers pèlerinages. Nous rappelons aussi l'œuvre des cuisines économiques au moyen desquelles pendant les années de plus grande misère, le cercle de Saint-Pierre est venu en aide à la classe pauvre.

Nous rappelons, enfin, l'institution des dortoirs publics, où l'on fournit un asile sûr à ceux qui n'ont point de toit pour s'abriter, les délivrant ainsi des périls, les instruisant et leur facilitant l'accomplissement de leurs devoirs de chrétiens. C'est en raison de ces souvenirs que nous voulons rendre publiquement au cercle de Saint-Pierre des éloges mérités.

Mais, en même temps, c'est aussi notre intention de vous animer et de vous exciter, bien chers jeunes gens, à persévérer dans les œuvres entreprises, à ne laisser jamais refroidir dans vos cœurs l'ardeur de votre zèle et à l'enflammer chaque jour davantage, ainsi que l'exigent les nécessités urgentes de notre époque. Vous connaissez, bien chers jeunes gens, les attaques que l'on dirige tous les jours et de mille manières contre la religion. Vous connaissez notre situation et les sauvages desseins de nos ennemis. Eh bien ! que cela vous suffise pour ranimer votre courage, pour affermir votre constance et pour vous grouper tous étroitement dans une sainte et parfaite union.

La bonne jeunesse romaine, Nous en sommes certain, ne failira pas à ces devoirs, même dans les moments les plus difficiles ; mais, pour cela, il est nécessaire que votre cercle conserve intact et plein de vigueur l'esprit qui l'animait au moment de sa fondation. Il est nécessaire que vous vous teniez prêts aux sacrifices que la défense de la cause catholique pourra un jour exiger de vous. Il est nécessaire d'unir vos efforts à ceux des autres Sociétés catholiques, qui, bien que par des voies différentes, visent à un même et très noble but. Et afin que ces désirs reçoivent leur plein accomplissement, pour votre bien et pour celui de tous, nous implorons de Dieu l'abondance des célestes faveurs. De ces grâces, ainsi que de la spéciale affection que nous vous portons, ayez un gage dans la bénédiction apostolique que, du fond du cœur, Nous accordons à vous, Monsieur le Cardinal, en votre qualité de protecteur du cercle, et à vous tous, très chers jeunes gens, ainsi qu'à vos familles.

Lettre encyclique du pape Léon XIII aux archevêques, aux évêques et aux autres ordinaires de l'Italie.

Vénérables Frères, Salut et Bénédiction Apostolique,

Bien que l'autorité et l'étendue du devoir apostolique Nous fassent entourer tout le monde chrétien et chacune de ses provinces de tout l'amour et de toute la vigilance qui est en Notre

pouvoir, l'Italie, à l'heure présente, attire particulièrement Nos sollicitudes et Nos pensées. Ces pensées et ces sollicitudes portent plus haut que les choses humaines ; car c'est le salut éternel des âmes qui Nous occupe et Nous rend anxieux, intérêt qui s'impose à Notre zèle et le doit tout entier concentrer à proportion que Nous le voyons exposé à de plus grands périls. Ces périls, si jamais ils furent menaçants en Italie, c'est surtout aujourd'hui, alors que la condition même de l'État civil est un fléau pour la Religion. Nous en sommes d'autant plus affecté qu'une intime alliance Nous unit à l'Italie, où Dieu a placé la demeure de son Vicaire, le magistère de la vérité et le centre de l'unité catholique. Ailleurs, Nous avons averti les peuples de prendre garde, et les individus de comprendre quels devoirs leur incombent en de si funestes circonstances. Néanmoins les maux s'aggravent, et Nous voulons, Vénérables Frères, les signaler à votre plus diligente attention, afin qu'ayant reconnu la pente des choses publiques, vous fortifiez avec plus de vigilance l'esprit des peuples et l'entouriez de tous les secours, de peur que le plus précieux trésor, la Foi catholique, ne leur soit arraché.

Une secte pernicieuse, dont les auteurs et les chefs ne cachent ni ne voilent leurs volontés, a pris position depuis longtemps en Italie ; après avoir déclaré la guerre à Jésus-Christ, elle s'efforce de dépouiller le peuple des institutions chrétiennes. Jusqu'où déjà sont allées ses audaces, il Nous est d'autant moins nécessaire de le dire, Vénérables Frères, que les graves atteintes et les ruines que les mœurs et la Religion ont à déplorer s'étalent sous vos yeux.

Au milieu des peuples de l'Italie, toujours si constamment fidèles à la foi de leurs pères, la liberté de l'Église est de toute part atteinte ; chaque jour, on redouble d'efforts pour effacer des institutions publiques cette forme, cette empreinte chrétienne qui a été toujours et à bon droit le sceau des gloires de l'Italie. Les maisons religieuses supprimées, les biens de l'Église confisqués, des unions conjugales formées en dehors des lois et des rites catholiques, le rôle de l'autorité religieuse effacé dans l'éducation de la jeunesse : elle est sans fin et sans mesure, cette cruelle et déplorable guerre déclarée au Siège apostolique, cette guerre pour laquelle l'Église est sous le poids d'inexprimables souffrances, et le Pontife Romain se trouve réduit aux plus extrêmes angoisses. Car, dépouillé du Principat civil, il lui a fallu tomber à la merci d'un autre pouvoir.

Mais Rome, cité la plus auguste des cités chrétiennes, est une place ouverte à tous les ennemis de l'Église ; de profanes nou-

veautés la souillent ; çà et là, des temples et des écoles y sont consacrés à l'hérésie. On dit même qu'elle va recevoir, cette année, les députés et les chefs de la secte la plus acharnée contre le Catholicisme, qui s'y sont donné rendez-vous pour une solennelle assemblée. Les raisons qui ont déterminé le choix de ce théâtre ne sont point un mystère : ils veulent, par cette outrageante provocation, assouvir la haine qu'ils nourrissent contre l'Église et approcher au plus près leurs torches incendiaires du Pontificat Romain en l'attaquant dans son siège même.

L'Église, sans aucun doute, enfin victorieuse, déjouera les menées impies des hommes ; il est pourtant acquis et d'expérience que leurs complots ne tendent à rien de moins qu'à renverser tout le corps de l'Église avec son Chef, et, s'il était possible, à éteindre la religion.

Rêver de tels projets, pour de prétendus amis de l'honneur italien, paraît chose incroyable ; car la ruine de la foi catholique tarirait pour l'Italie la source des biens les plus précieux. Si, en effet, la religion chrétienne a créé pour tous les Peuples les meilleures garanties de la prospérité, la sainteté des droits et la tutelle de la justice ; si, par son influence, elle a partout dompté les passions aveugles et téméraires, elle, la compagne et la protectrice de toute honnêteté, de toute noblesse, de toute grandeur ; si partout elle a rappelé à une paix durable et à la parfaite harmonie toutes les classes et les divers membres de la société, l'Italie a reçu de ces bienfaits une plus riche part que toute autre nation. C'est, en vérité, la honte d'un grand nombre d'oser dénoncer l'Église comme nuisible au salut et à la prospérité de la chose publique et de regarder le Pontificat Romain comme l'ennemi de la grandeur du nom italien. Mais les monuments du passé ont facilement raison de semblables querelles et d'aussi absurdes calomnies. C'est à l'Église et aux Pontifes Romains que l'Italie doit surtout d'avoir propagé sa gloire chez tous les Peuples, de n'avoir point succombé aux agressions réitérées des barbares, d'avoir opposé des armes victorieuses à l'invasion des Turcs, d'avoir conservé longtemps en bien des choses une mesure légitime de juste liberté, d'avoir enrichi ses cités de nombreux et immortels monuments de la science et des arts. Ce n'est certes pas la dernière gloire des Pontifes Romains d'avoir conservé unies dans une commune foi les Provinces de l'Italie différentes de mœurs et de génie, et de les avoir délivrées des plus funestes discordes. Plusieurs fois, dans des temps troublés et calamiteux, la chose publique allait courir les der-

niers risques, si le Pontificat Romain ne l'eût préservée par sa puissance salulaire.

Son influence ne sera pas moins utile dans l'avenir si la malice des hommes ne vient en intercepter la vertu ou en étouffer la liberté. Cette force bienfaisante, qui est propre aux institutions, parce qu'elle en découle comme naturellement, est immuable et perpétuelle. De même que pour le salut des âmes la Religion catholique embrasse toutes les contrées sans limite de temps et d'espace, ainsi partout et toujours elle se présente et se répand au profit de la cause civile.

A tant de biens perdus succèdent des maux suprêmes : car les ennemis de la sagesse chrétienne, quelles que soient leurs prétentions contraires, conduisent la société à sa ruine. Rien de plus efficace que leur doctrine pour allumer dans les âmes des flammes violentes et attiser les passions les plus pernicieuses. Dans le domaine de la science, ils répudient les célestes lumières de la Foi ; or, ce flambeau éteint, l'esprit humain est d'ordinaire entraîné dans l'erreur, né voit plus le vrai, et vient aisément sombrer dans les bas fonds d'un abject et honteux matérialisme. — En matière de mœurs ils rejettent dédaigneusement l'éternelle et immuable raison, et méprisent Dieu souverain législateur et suprême vengeur ; or, ces fondements arrachés, il ne reste plus aux lois de sanction suffisante ; la règle de la vie ne relève que de la volonté et de l'arbitre de l'homme. Dans la société, la liberté sans mesure, qu'ils prônent et poursuivent, engendre la licence, et la licence se fait suivre de près par le renversement de l'ordre, le plus funeste fléau de la chose publique. De fait, on n'a pas vu de société plus hideuse et plus misérable que celles où de pareils hommes et de pareilles doctrines ont pu prévaloir un moment. Si de récents exemples n'en faisaient foi, on se refuserait à croire que des hommes, dans l'emportement d'une audace furieuse et criminelle, aient pu se précipiter dans de pareils excès, et, en retenant comme par dérision le nom de liberté, se livrer à des saturnales de meurtre et d'incendie. — Si l'Italie n'a point encore éprouvé de pareilles terreurs, nous le devons attribuer d'abord à une singulière protection de Dieu, mais Nous devons reconnaître ensuite pour expliquer cette préservation que les peuples de l'Italie, fidèles pour l'immense majorité à la Religion catholique, n'ont pu être dominés par le vice des doctrines honteuses que Nous avons dénoncées. Que si les remparts élevés par la Religion viennent à crouler, l'Italie tombera, elle aussi, dans ces mêmes abîmes dont les plus grandes et les plus florissantes Nations ont été quelquefois victimes. Les mêmes doctrines doivent entraîner

les mêmes conséquences, et puisque les germes sont infectés du même poison, il ne se peut qu'ils ne produisent les mêmes fruits.

Bien plus, l'Italie paierait peut-être plus cher son apostasie, parce que chez elle l'ingratitude mettrait le comble à la perfidie et à l'impiété. Ce n'est pas par harsard ou par un caprice de la volonté humaine qu'il a été, dès l'origine, donné à l'Italie d'être associée au salut conquis par Jésus-Christ, de posséder dans son sein la chaire de Pierre, et de jouir, pendant un longs cours de siècles, des bienfaits incomparables et divins dont la Religion catholique est la source naturelle. Elle devrait donc grandement redouter pour elle-même ce que l'apôtre Paul annonçait avec menace à des peuples ingrats :

« La terre, qui, abreuvée des fréquentes eaux du ciel, donne des fruits utiles à ceux qui la cultivent, reçoit la bénédiction de Dieu ; celle, au contraire, qui ne porte que des ronces et des épines, celle-là est réprouvée, voisine de la malédiction qui se consume dans le feu. »

Que Dieu écarte un si épouvantable malheur ! Que tous donnent une intention sérieuse aux périls qui en partie nous affligent et en partie nous menacent du côté de ceux qui, servant des projets sectaires et non pas l'intérêt public, ont voué à l'Église une guerre à mort.

Malheureux, s'ils étaient sages, s'ils portaient à leur patrie un véritable amour, loin de tenir l'Église en défiance et de s'efforcer, sous l'empire d'injurieux soupçons, de lui ravir sa liberté nécessaire, mieux inspirés ils s'emploieraient de tout leur pouvoir à la défendre, à la protéger, et pourvoiraient d'abord à remettre le Pontife Romain en possession de ses droits.

En effet, plus la lutte engagée contre le Siège Apostolique nuit à l'Église, plus elle est funeste à la cause de l'Italie.

Nous en avons ailleurs ouvert notre pensée :

« Dites que la chose publique en Italie ne saura prospérer, ni prendre une consistance assurée et tranquille, si l'on ne pourvoit à la dignité du Siège Romain et à la liberté du Pontife suprême, ainsi que tous les droits le réclament. »

Aussi bien, comme Nous n'avons rien plus à cœur que le salut des intérêts chrétiens, et tout ému que Nous sommes du péril où se trouvent, à l'heure présente, les peuples d'Italie, Nous vous exhortons, Vénérables Frères, plus ardemment que jamais, à unir aux Nôtres vos soins et votre amour pour trouver le remède à tant de maux.

Et d'abord, efforcez-vous de faire comprendre à vos peuples de quel prix est pour eux la foi catholique et combien chère-

ment il la faut défendre. Mais, comme les ennemis et les assaillants du nom catholique usent de mille pratiques et de mille feintes pour séduire plus aisément ceux qui ne sont pas sur leurs gardes, il importe souverainement de démasquer, de traduire au grand jour leurs secrets conseils, afin qu'après avoir ouvert les yeux sur leurs desseins, les catholiques sentent se réveiller l'ardeur de leurs âmes, et se décident à défendre ouvertement et intrépidement l'Église, le Pontife Romain, c'est-à-dire leur salut.

Jusqu'à présent, soit par inexpérience du nouvel état des choses, soit faute de s'être suffisamment rendu compte de l'étendue du péril, le courage de plusieurs, dont on pouvait beaucoup attendre, n'a pas paru se déployer avec toute l'activité et toute la vigueur que demandait une si grande cause à soutenir.

Mais, maintenant que Nous avons appris par expérience en quels temps Nous sommes, rien ne serait plus funeste que de supporter avec une lâche inertie la malice des méchants qui jamais ne se lasse, et de leur laisser le champ libre pour persécuter l'Église jusqu'à pleine satisfaction de leur haine.

Plus prudents que les fils de la lumière, ils ont déjà beaucoup osé ; inférieurs en nombre, plus puissants par la ruse et la richesse, ils ont eu vite fait d'allumer au milieu de nous un vaste incendie de malheurs. Que tous les amis du nom catholique comprennent donc enfin qu'il est temps d'oser quelques efforts et de s'arracher à tout prix à une languissante insouciance, car on n'est pas plus promptement opprimé qu'en dormant dans une lâche sécurité. Qu'ils voient comment le noble courage de leurs ancêtres n'a connu aucune crainte ni aucun repos ; comment, par leurs infatigables travaux et au prix de leur sang, la Foi catholique a grandi dans le monde.

Mais vous, Vénérables Frères, réveillez les endormis, stimulez les hésitants ; par vos exemples et votre autorité, formez-les tous à remplir avec constance et courage les devoirs qui sont l'action de la vie chrétienne. — Pour entretenir et développer ce courage ressuscité, il faut pourvoir à faire fleurir, croître en nombre, en harmonie et en fécondité les associations dont la fin principale doit être de conserver et d'exciter le zèle de la Foi chrétienne et des autres vertus. Telles sont les associations de jeunes gens, d'ouvriers ; tels sont les comités organisés par les catholiques avec réunions périodiques ; telles les institutions destinées à soulager l'indigence, à protéger la sanctification des jours de fête, à instruire les enfants du peuple, et plusieurs autres du même genre. — Et comme il est d'intérêt suprême,

pour la question chrétienne, que le Pontife Romain soit et paraisse bien, dans le gouvernement de l'Église, libre de tout péril, de toute vexation, de toute entrave, il faut, pour procurer ce résultat, employer l'action, les pétitions, mettre tout en œuvre, autant que possible, dans les limites de la loi, et ne se donner nul repos qu'on ne Nous ait rendu en réalité et point en apparence cette liberté à laquelle non seulement le bien de l'Église, mais la prospérité de l'Italie et la paix des Nations chrétiennes se rattachent par des liens nécessaires.

Il importe ensuite souverainement de publier et de répandre partout une presse salubre. — Ceux qu'une haine mortelle sépare de l'Église savent combattre avec la plume et s'en faire une arme redoutable pour le mal. De là, ce déluge de mauvais livres ; de là, ces journaux de désordre et d'iniquité, dont les lois sont impuissantes à refréner les excès, et la pudeur à contenir les tristes débordements. Tout ce que ces dernières années ont vu de troubles et de séditions, ils entreprennent de les justifier ; ils dissimulent ou corrompent la vérité ; ils poursuivent avec hostilité l'Église et le Pontife suprême de malédictions quotidiennes et d'accusations calomnieuses ; et il n'est pas d'opinions si absurdes et si nuisibles qu'ils ne s'efforcent de propager. Ce mal immense gagne tous les jours du terrain ; il faut en arrêter la violence. Vous devez, par de graves et sévères avertissements, amener les fidèles à se tenir sur leurs gardes et à mettre une religieuse prudence dans le choix de leurs lectures. De plus, aux écrits il faut opposer les écrits : que cet instrument si puissant pour la ruine devienne puissant pour le salut des hommes, et que le remède découle de la source même du poison. — Dans ce but, il est à désirer qu'au moins dans chaque province on crée quelque organe d'enseignement pour instruire le peuple des graves devoirs qui incombent à tous les chrétiens à l'égard de l'Église, par le moyen de publications fréquentes, et, s'il est possible, quotidiennes.

Que l'on y mette surtout en lumière les mérites que la religion catholique s'est acquis auprès de tous les Peuples ; que l'on montre combien son influence est heureuse et salutaire pour les intérêts privés et publics ; que l'on établisse de quel prix il est de replacer promptement l'Église dans la société au poste d'honneur que réclament sa divine grandeur et l'intérêt des nations. Pour cela, il est nécessaire que ceux qui se dévoueront à écrire observent plusieurs points : Que tous aient le même but devant les yeux ; qu'ils déterminent avec une sage précision les mesures opportunes et qu'ils les exécutent ; qu'ils ne passent sous silence

rien de ce qui peut être utile ou avantageux à connaître ; dans un langage grave et modéré, qu'ils reprennent les erreurs et les vices, sans aigreur dans le reproche, avec égard pour les personnes ; puis qu'ils usent d'une manière de dire claire et facile, à la portée de tout le monde.

Quant à tous ceux qui vraiment et de tout cœur veulent voir fleurir la Religion et la Société, défendues par le talent et par la presse, que ceux-là protègent de leurs libéralités la fécondité de la presse et du génie, chacun proportionnant ses largesses à sa fortune. Les soldats de la presse ont un absolu besoin de ces secours, sans lesquels leurs travaux n'auraient pas de fruits, ou n'auraient que des fruits incertains et chétifs. Dans cette œuvre, si quelques vexations attendent Nos fils dévoués, s'il leur faut soutenir le combat, qu'ils osent descendre dans l'arène ; un chrétien ne saurait souffrir pour une plus juste cause que pour préserver la Religion d'être déchirée par les méchants. L'Église a engendré et élevé des fils ; ce n'était pas pour qu'aux heures difficiles elle ne pût en attendre aucun secours, mais bien pour qu'à son repos et à d'égoïstes intérêts chacun préférât le salut des âmes et l'intégrité de la cause chrétienne.

Mais vos sollicitudes principales, Vénérables Frères, doivent avoir pour objet de former de dignes ministres de Dieu. Si les évêques doivent mettre tous leurs soins et leur zèle à former la jeunesse, ils les doivent multiplier en faveur des clercs qui grandissent pour l'espoir de l'Église, et seront un jour associés aux plus saints ministères.

De graves raisons, qui sont de tous les temps, demandent que les prêtres soient ornés de grandes et fortes vertus ; toutefois les temps où nous vivons exigent plus encore. En effet, la défense de la Foi catholique, qui revient surtout aux prêtres et qui est aujourd'hui si nécessaire, réclame une doctrine qui ne soit point vulgaire ni médiocre, mais éminente est variée ; une doctrine qui n'embrasse pas seulement la science philosophique : riche enfin de toutes les découvertes physiques et historiques.

Il faut déraciner les multiples erreurs de ceux qui s'attachent à saper chacun des fondements de la sagesse chrétienne. Souvent il faut lutter avec des adversaires très préparés, opiniâtres dans la controverse, qui empruntent perfidement des armes à toutes les branches de la science. De même aujourd'hui, vu la profondeur et l'étendue de la corruption qui règne, les prêtres ont besoin d'un surcroît particulier de constance et de vertu. Ils ne peuvent éviter le commerce des hommes ; les devoirs de leur charge les mettent en relations intimes avec les Peuples, et cela

au milieu des villes où il n'est presque pas de passion qui ne puisse se donner libre carrière jusqu'en ses excès les plus effrénés. D'où il suit que la vertu du clergé doit avoir, en ce temps, une trempe assez forte pour rester elle-même inébranlable, pour vaincre les séductions du plaisir, et dominer, sans en recevoir aucune atteinte, la contagion des exemples. De plus, les lois que l'on a portées au détriment de l'Église ont çà et là diminué les vocations sacerdotales ; de sorte que les élus de la grâce divine pour les ordres sacrés doivent doubler leur tâche et compenser le petit nombre par l'excellence du dévouement, du zèle et de la piété. Ils n'y sauraient suffire, s'ils n'acquièrent une âme résolue, mortifiée, incorruptible, ardente de charité, prête à porter avec joie toutes les souffrances pour le salut éternel des hommes.

Or une pareille tâche demande une longue et diligente préparation ; de si grandes choses ne s'improvisent pas. Ceux-là auront un sacerdoce saint et fécond qui s'y seront exercés dès leur jeunesse, à qui la discipline aura fait faire de tels progrès que les vertus dont Nous avons parlé paraîtront en eux moins une conquête qu'une seconde nature.

C'est pourquoi, Vénérables Frères, les séminaires réclament à juste titre la meilleure part de votre cœur, de votre zèle et de votre vigilance. Quant aux mœurs et à la vertu, votre sagesse n'ignore pas de quels préceptes et de quels enseignements la jeunesse des clercs veut être entourée. Pour les hautes sciences Nos Lettres Encycliques *Æterni Patris*, en ont tracé la voie et la meilleure méthode. Mais comme un grand nombre d'esprits distingués ont réalisé plusieurs inventions sages et utiles, qu'il conviendrait d'autant moins d'ignorer que les impies ont coutume de se saisir avidement de tous les progrès que chaque jour apporte pour s'en faire des armes nouvelles et les tourner contre les vérités révélées, donnez, Vénérables Frères, tous vos soins à ce que la jeunesse cléricale non seulement s'applique plus que par le passé à l'étude des sciences naturelles, mais soit aussi pleinement instruite dans les matières qui touchent à l'interprétation ou à l'autorité des Écritures sacrées. Nous n'ignorons pas, certainement, que bien des choses doivent concourir à la perfection de bonnes études, dont pourtant les séminaires d'Italie, par suite de lois fâcheuses, sont privés en tout ou en partie. Aussi, pour sauvegarder cet intérêt, faut-il aujourd'hui que, par leur sagesse ou leur munificence, Nos fidèles s'étudient à bien mériter de la Religion catholique. La pieuse générosité de nos ancêtres avait admirablement pourvu à tous ces besoins.

L'Église, à force de prudence et d'économie, avait pu se dispenser de recommander à la charité de ses enfants la tutelle et l'entretien des choses sacrées. Mais son patrimoine légitime et sacro-saint, que les injures des siècles avaient épargné, la tempête de nos jours l'a dissipé. C'est pourquoi les circonstances présentes invitent les amis du nom catholique à continuer les libéralités de leurs ancêtres. La France, la Belgique, d'autres Nations encore, dans une cause à peu près semblable, Nous offrent d'illustres exemples de générosité, auxquels la postérité paiera le même tribut d'admiration que les contemporains. Nous ne doutons pas que les Peuples d'Italie, émus par la considération des mêmes nécessités, ne se montrent, dans la mesure de leurs ressources, dignes de leurs pères, émules des exemples de leurs frères.

Nous fondons, Vénérables Frères, sur les œuvres que Nous venons de signaler, les meilleures espérances de consolation et de salut. Toutefois, en tous conseils, en ceux surtout qui ont pour objet le salut public, les forces humaines ont besoin d'être soutenues par le secours du Dieu tout-puissant, qui tient dans sa main les volontés des individus comme le cours et la fortune des Empires.

Il faut donc l'invoquer par d'ardentes prières, le supplier de jeter les yeux sur cette terre d'Italie, enrichie par lui de bienfaits déjà si nombreux, d'y garder toujours le bien suprême, la Foi catholique, après avoir dissipé toutes les menaces de périls. Pour la même fin, il faut implorer l'Immaculée Vierge Marie, l'auguste Mère de Dieu, aide et protectrice des bons conseils, avec son très saint époux Joseph, gardien et patron des Nations catholiques. Dans le même sentiment, conjurons les grands apôtres Pierre et Paul de conserver intacts, au milieu des peuples d'Italie, les fruits de leurs travaux, et de transmettre saint et sans tache, à la dernière postérité, le nom catholique dans lequel ils engendrèrent nos pères au prix de leur sang.

Confiant en ces célestes patronages, Nous vous accordons de grand cœur, dans le Seigneur, Vénérables Frères, à vous et aux peuples confiés à votre garde, la bénédiction apostolique comme gage des bénédictions divines et témoignage de Notre particulière bienveillance.

Donné à Rome, auprès de Saint-Pierre, XV février, an MDCCCLXXXII, de notre Pontificat la quatrième année.

Signé : LÉON P. P. XIII.

Discours du Pape Léon XIII à une députation irlandaise.

5 mai.

Nous étions bien sûr que Nos fils d'Irlande auraient accueilli avec une satisfaction particulière et une vive joie la promotion de l'archevêque de Dublin, primat d'Irlande, à l'honneur du cardinalat. Nous en avons, en effet, le gage certain dans l'amour et l'estime dont il est universellement entouré. Néanmoins Nous aimons vous entendre témoigner publiquement votre commune satisfaction et exprimer, par les paroles que vous venez de Nous adresser, votre profonde reconnaissance.

En élevant aux honneurs de la pourpre le digne successeur du regretté cardinal Cullen sur le siège de Saint-Laurent, Nous Nous sommes proposé non seulement de reconnaître et de récompenser ses nombreux et signalés services, mais aussi d'honorer l'Irlande et de lui donner un nouveau gage de l'amour et de la sollicitude paternelle que les Pontifes Romains ont toujours eus pour elle ; amour et bienveillance que l'Irlande a mérités par sa constance et fermeté à toute épreuve dans la foi catholique, et par l'attachement sincère qui l'a toujours tenue étroitement unie et dévouée à l'Église romaine et à la chaire de saint Pierre. Nous avons eu pour très agréable le souvenir, rappelé tout à l'heure, de quelques-uns des glorieux champions qui ont le plus illustré votre patrie et l'ont maintenue fidèle à la religion de ses aïeux.

Mais l'Irlande se trouve actuellement aux prises avec de très graves difficultés, et il ne manque pas de gens qui essaient de la pousser dans une voie pleine d'écueils et de périls. Nous ne doutons pas cependant qu'elle ne se montre animée de l'esprit de modération et de sagesse et qu'elle ne se rende de la sorte de plus en plus digne de Notre affection et de celle de nos successeurs.

Dans des moments si difficiles, les évêques irlandais n'ont pas manqué de tracer aux catholiques la voie qu'ils doivent suivre ; et pour l'honneur et pour l'utilité même de leur cause, ils n'ont cessé de rappeler que la juste et louable intention d'améliorer le sol de la Patrie ne doit jamais être séparée de l'amour de la justice et de l'emploi de moyens légitimes. Leur parole sage et modérée a produit sur les âmes de salutaires effets, qui seront à l'avenir d'autant plus abondants que le clergé irlandais se montrera plus prompt et plus docile à seconder les intentions prévoyantes de ses pasteurs et qu'on le verra exemplaire dans sa vie, sage

dans les conseils donnés au Peuple et tout occupé de l'exercice du saint ministère.

Dans ces conditions, nous aimons à espérer que les désordres et les agitations ayant un peu cessé, l'Irlande jouira de nouveau des fruits de la paix et de la tranquillité désirées.

En appelant ce moment de nos vœux et de nos prières, nous faisons, Monsieur le Cardinal, les meilleurs souhaits pour votre heureux et bon retour dans votre Patrie, et nous désirons vivement que lorsque vous y serez arrivé, vous redisiez à Nos fils bien-aimés les sentiments de bienveillance et d'affection que nous ressentons pour eux.

En attendant, Monsieur le Cardinal, nous vous donnons du fond du cœur, à vous et à vos vénérables Collègues, au clergé irlandais, à tous ceux qui sont ici présents, à leur famille et à toute la catholique Irlande, la bénédiction apostolique.

**Lettre du Pape Léon XIII aux Archevêques, Evêques
et aux autres Ordinaux de Sicile.**

LÉON XIII, PAPE

Vénérables Frères et chers Fils, Salut et bénédiction
Apostolique.

Au milieu des attentats et des machinations de ceux qui méditent depuis longtemps la ruine de la religion catholique, apparaît visiblement le dessein de soulever contre les Souverains Pontifes la haine des peuples; dessein qui de jour en jour se manifeste avec plus d'évidence. Ils saisissent en effet avidement toute occasion qui leur est offerte de censurer les Papes, et si elle ne s'offre pas, ils la provoquent; ils sèment des affirmations mensongères, sans aucun souci des monuments irréfragables de l'histoire, et ils lancent, comme autant de traits empoisonnés, des calomnies, se montrant d'autant plus audacieux qu'ils sont plus assurés de l'impunité.

Outre l'intention d'outrager, il y a dans ces attaques répétées un autre but : ces hommes pervers visent à ce résultat, que de la personne des Papes l'outrage rejaillisse sur l'institution divine de la Papauté et que, les Chefs suprêmes de l'Eglise étant devenus un objet de mépris, l'Eglise elle-même tombe, s'il est possible, sous la réprobation publique.

De ces criminelles pratiques, vous avez vu, Vénérables Frères

et chers Fils, un triste exemple se produire, vers la fin du mois de mars, dans la ville de Palerme. Votre indignation n'a pu se taire, et vous nous avez fait parvenir, dans une respectueuse lettre, une noble et éclatante protestation, telle qu'on devait l'attendre de l'épiscopat contre des outrages si immodérés qu'il semble que la réunion de Palerme n'eût pas d'autre but que de couvrir d'opprobre les Pontifes Romains. On n'a même pas eu le moindre respect pour la religion, que les Siciliens conservent avec un soin jaloux depuis les temps les plus reculés, et elle a été en butte à d'abominables insultes dont la brutale grossièreté a révolté tous les honnêtes gens. La douleur dont ces faits nous ont pénétré, chacun de vous peut en juger par sa propre douleur. Rien, en effet, de plus déplorable que la licence laissée d'insulter publiquement la majesté et la sainteté de l'Église; rien de plus odieux et de plus indigne que des outrages adressés par des Italiens à la mémoire des Souverains Pontifes.

Le monde entier est juge et témoin de tout ce que les Papes ont fait pour le bien de l'Italie, de sorte que Nous n'avons rien à craindre de l'opinion des hommes sages et impartiaux pour la réputation de Nos prédécesseurs. Mais dans les accusations dont Nous parlons, ce qui Nous émeut, c'est l'indignité même de la chose, et en second lieu, le danger qu'il y a pour la foule des gens peu instruits, lesquels peuvent être plus facilement induits en erreur.

Et ce serait une grande erreur que de juger un événement de six cents ans sans dégager sa pensée des mœurs et des temps actuels. Il est nécessaire de reporter ses regards vers les institutions et les lois de l'époque, et surtout de se rappeler le droit des gens sous lesquels on vivait alors. Quelles qu'aient été l'origine et la nature de ce droit, il est certain qu'à cette époque l'autorité des Pontifes Romains pesait d'un grand poids même dans les choses politiques, et cela non seulement sans l'opposition des Princes et des Peuples, mais avec l'assentiment et l'agrément des Princes et des Peuples. Et comme la protection du Vicaire de Jésus-Christ était réputée désirable, il arrivait souvent, surtout en Italie, que des États recouraient à lui comme au père commun et se plaçaient volontairement sous son patronage. La religion régnant sur les âmes, le Siège Apostolique était regardé comme le boulevard de la justice et le rempart des faibles contre les injures des forts. Le bien public en retirait de grands avantages, car on vit souvent, grâce à l'intervention des Souverains Pontifes les contestations conciliées, les tumultes apaisés, les discordes éteintes, les guerres terminées.

Cependant dans l'exercice de cette haute souveraineté et de cette sorte de dictature sur les peuples, nul ne pourra accuser avec raison les Pontifes Romains d'avoir visé à l'accroissement de leur pouvoir ou à l'agrandissement de leurs États. Toute leur autorité s'employa au bien des peuples, et l'Italie dut plus d'une fois à leur action et à leurs bons offices de voir les incursions des ennemis du dehors repoussées et les ambitions tumultueuses des ennemis du dedans comprimées. Vous avez sagement et opportunément rappelé à ce propos, Vénérables Frères et chers Fils, les noms de Grégoire VII, d'Alexandre III, d'Innocent III, de Grégoire IX, d'Innocent IV, Nos prédécesseurs, qui avec une sagesse et une énergie sans pareilles, repoussèrent la domination des Peuples étrangers, menaçant fréquemment l'indépendance de l'Italie.

Pour ce qui concerne votre Pays de Sicile, la fidélité et l'amour qu'il a montrés envers ce Siège Apostolique ont trouvé largement leur récompense dans la bienveillance paternelle que les Papes lui ont témoignée en échange. Si, en effet, les Siciliens ont échappé au joug des Sarrasins, c'est en grande partie à l'action et à la vigilance des Souverains Pontifes que le mérite en revient. Des Papes Innocent IV et Alexandre IV la Sicile obtint une heureuse et juste liberté, lorsque après la mort de l'empereur Conradin elle pratiqua le régime communal. Si Clément IV donna ensuite à Charles d'Anjou l'investiture du royaume, il n'y a point lieu d'accuser pour cela ce Pontife. Il usa de son droit, et il en usa pour faire ce qu'il jugeait le meilleur pour la Sicile, confiant le Gouvernement de ce Pays à un noble et puissant Prince, qui paraissait capable de faire régner l'ordre à l'intérieur et de résister aux ambitions des étrangers ; d'ailleurs, les exemples domestiques des plus hautes vertus donnaient droit d'attendre de lui un règne juste et sage.

On ne peut non plus raisonnablement blâmer Urbain ni Clément pour avoir offert le sceptre de la Sicile à une dynastie étrangère. Indépendamment de ce que l'histoire offre, avant et après cette date, des exemples semblables, les Siciliens eux-mêmes, en cette même année, se soumirent de leur propre volonté à un Prince étranger. Dès que Charles se laissa aller à gouverner moins justement, les affaires publiques tournant à la ruine, principalement par la faute de ses Ministres, les Pontifes Romains n'épargnèrent ni la charité des conseils ni la sévérité des remontrances. Tout le monde sait combien d'efforts déployèrent Clément IV et Nicolas III pour le ramener à l'équité et à la justice. Leur sollicitude eût peut-être réussi à vaincre l'obs-

mination du Prince, si la fureur sanglante de la multitude n'avait ouvert tout à coup une voie à un nouvel état de choses.

Après ce carnage inhumain, dont les propres auteurs eurent honte dès que l'accès de fureur fut tombé, la conscience du devoir poussa Martin IV à se montrer sévère pour les Siciliens et pour Pierre d'Aragon. Toutefois Martin lui-même, Honorius IV, Nicolas IV, Boniface VIII mitigèrent cette sévérité par la douceur et l'indulgence; et ces mêmes Pontifes n'eurent pas de repos qu'ils n'eussent assuré, de la meilleure façon possible, le bonheur et la légitime liberté de la Sicile, après avoir, par lettres et par Légations, apaisé toutes les querelles.

Ces faits montrent avec évidence la vérité de ce que vous avez justement affirmé, Vénérables Frères et chers Fils, savoir : que l'on ne peut, sans une souveraine injustice, désigner les Pontifes Romains comme fauteurs d'une domination injuste ou comme provocateurs de la fureur populaire. Sous ce rapport, Nos prédécesseurs trouvèrent plus d'impartialité et de justice dans les Siciliens eux-mêmes, qui, peu de temps après le massacre, implorèrent avec pleine confiance la protection du Siège Apostolique.

Nous avons voulu rappeler ces souvenirs afin de protester publiquement contre tant et de si graves injures dirigées contre l'Eglise et contre la Papauté, et afin d'attester en même temps combien Nous avons eu pour agréable la lettre collective par laquelle vous unissiez vos plaintes aux nôtres. Cette lettre contient un témoignage de la vertu épiscopale qui rendra peut-être la postérité plus indulgente pour la témérité de ceux qui ont osé déchirer par des paroles sacrilèges le Pontificat Romain, c'est-à-dire la plus pure et la plus haute gloire de l'Italie.

Au reste, vous comprendrez de plus en plus par là avec quelle vigilance, comme nous le disions au mois de février dernier, il faut travailler à ce que, en cette perversité des temps, la foi catholique se conserve en Italie. Continuez donc, Vénérables Frères et chers Fils, continuez à combattre courageusement pour les droits de l'Eglise, à confondre le mensonge, à démasquer les fraudes, à maintenir tous les Siciliens dans la fidélité et l'amour de ce Siège Apostolique, d'où a rayonné sur eux, par le bienfait des Apôtres, la lumière de la sagesse chrétienne.

Comme présage des dons divins et comme témoignage de Notre spéciale bienveillance, Nous vous donnons très affectueusement dans le Seigneur, à vous, Vénérables Frères et chers Fils, ainsi qu'aux Peuples confiés à votre foi et à votre sollicitude, la bénédiction apostolique.

Donné à Rome, près Saint-Pierre, le 22 avril 1882, la cinquième année de Notre pontificat.

Signé : LÉON XIII, PAPE.

Lettres apostoliques du Pape Léon XIII, concernant la réforme de l'Ordre de saint Basile le Grand, chez les Ruthènes, en Galicie.

LÉON XIII, PAPE.

Ad futuram rei memoriam.

L'Église catholique a toujours reconnu qu'une force et un honneur particuliers lui viennent de ces hommes qui, désireux d'acquérir la perfection de la sainteté chrétienne, renoncent avec une généreuse ardeur aux biens de ce monde et se consacrent à Jésus-Christ. Dans les commencements, ces hommes choisissaient leur habitation loin des villes, afin d'être plus librement à Dieu, et leur préférence était pour un genre de vie où ils n'eussent pas la charge des fonctions sacerdotales ; mais, dans la suite, la charité pour le prochain et quelquefois aussi l'autorité des évêques les amenèrent à s'établir dans les villes et à ne pas refuser les fonctions du sacerdoce.

Parmi eux brilla merveilleusement, dès les premiers siècles de l'Église, ce grand saint Basile, évêque de Césarée en Cappadoce, théologien et orateur presque sans pareil, qui non seulement pratiqua toutes les vertus, mais appela autour de lui de nombreux imitateurs, à qui il donna les règles les plus sages pour la pratique en commun de la vie religieuse et qu'il rassembla dans des monastères. Habités à la mortification et au travail, ils partageaient utilement leur temps entre la louange divine et l'étude des sciences sacrées, et, entre autres avantages, ils obtinrent de la sorte de pouvoir, par leur mérite, honorer la religion et, selon ses besoins, la défendre.

Aussi, à l'époque où cet Ordre illustre périt dans la catastrophe du schisme Photien, une source abondante de biens tarit avec lui. Mais dès qu'il ressuscita, avec le retour des Ruthènes à l'Église catholique, et que le zèle de saint Josaphat, archevêque de Plock, martyr invincible, lui-même enfant de cet Ordre, l'eut rétabli dans sa dignité primitive, les Ruthènes ressentirent promptement les bienfaits de la Société renaissante. Ses membres se proposaient en effet principalement de maintenir l'union des Ruthènes avec l'Église romaine, d'instruire le

peuple, de travailler à l'éducation de la jeunesse, d'exercer le ministère paroissial, d'accomplir, en un mot, tous les offices qui se rapportent à la culture des âmes, surtout là où le clergé séculier ne pourrait suffire, par le nombre ou par le zèle aux besoins des temps.

C'est pourquoi ils furent l'objet d'une si universelle bienveillance et de tant d'estime et de faveur, que les évêques ou les archimandrites n'étaient choisis que parmi les Basiliens (1). Dans le concile provincial de Zamosk, dont le Saint-Siège confirma les décrets, on avait décidé que nul ne serait élevé à l'épiscopat qu'il n'eût fait profession dans l'Ordre des Basiliens, et que nul ne serait admis à faire profession qu'il n'eût passé une année de probation dans l'enceinte d'un monastère et qu'il n'eût étudié pendant six semaines les lois et coutumes de saint Basile (2). Aussi vit-on, non seulement les évêques Ruthènes, mais les Pontifes romains, Nos prédécesseurs, tenir en grand honneur l'Institut de saint Basile, le combler de louanges et l'entourer de la plus vive sollicitude; car ils savaient qu'il avait beaucoup contribué, dans le passé, à la prospérité de l'Eglise catholique chez les Ruthènes et qu'il en serait de même dans l'avenir. On connaît le zèle et le soin que Clément VIII (3) et Grégoire XIII (4) ont mis à favoriser les Basiliens, que Benoît XIV (5) et plus récemment Pie VII (6) ont loués aussi de la façon la plus expresse. Enfin, dans ces derniers temps, ils ont reçu de Pie IX (7), d'heureuse mémoire, un éclatant témoignage, consigné dans les Lettres Apostoliques par lesquelles les honneurs des saints étaient décernés au bienheureux Josaphat.

Mais les monastères ayant cessé d'être unis par un lien commun, l'Ordre, autrefois très florissant, affaibli par diverses vicissitudes, a eu gravement à souffrir des maux inhérents à la misère humaine, surtout en nos temps où, par suite du délire des opinions et de la corruption des mœurs, la doctrine catholique devient partout un objet de haine. Ajoutons que la passion des nouveautés et les préoccupations profanes dominant les esprits, la charité de beaucoup de chrétiens s'est affaiblie, et on en trouve peu qui se décident à renoncer aux choses du monde pour suivre de plus près les traces de Jésus-Christ.

(1) Breve Bened. XIV diei 12 aprilis 1753 inc. *Inclutum quidem*.

(2) Syn Zamosc. Tit. VI de *Episcopis*.

(3) Clém. VIII. *Altissimi dispositione*, 23 sept. 1603.

(4) Greg. XIII, *Benedictus Deus*, 1 nov. 1579.

(5) Bened. XIV, *Inter plures*, 2 maii 1744. *Inclutum*, 12 apr. 1753. *Super familiam*, 30 mart. 1756.

(6) Pius VII. *Ea sunt Ordinis*, 30 julii 1822.

(7) Pius IX, *Splendidissimum orientalis Ecclesiae*, 29 jun. 1867.

Pendant que Nous déplorions le sort de l'Ordre des Basiliens et que Nous songions aux moyens de le relever de sa décadence, il est arrivé très à propos que les évêques et même les membres de cet Institut Nous ont exactement informé de l'état des choses. Bien plus ils ont imité avec raison ce que fit jadis Basile le Grand dans les difficultés que traversaient les Églises orientales, c'est-à-dire qu'ils ont imploré le secours du Siège Apostolique, et ils ont proposé, entre autres remèdes, ceux que saint Josaphat employa, dans une circonstance semblable, avec autant de sagesse que de succès. Nous avons eu pour très agréable le désir commun des évêques et des moines : il a contribué à adoucir la douleur de Notre âme au sujet des Ruthènes, auxquels Nous ne pouvons songer sans éprouver des sentiments d'angoisse. Nous ne saurions, en effet, Nous empêcher de déplorer les pertes que la foi catholique a subies, ni d'appréhender les périls présents. Mais Nous croyons aussi qu'il faut bien augurer de l'avenir si, avec l'aide de Dieu et sous ses auspices, ce grand Ordre monastique retrouve sa première prospérité qui assura celle de l'Église ruthène. On peut le comparer à un arbre séculaire, à la racine sacrée, dont on a droit d'attendre, en y greffant de nouvelles branches, des fruits abondants : et cela d'autant plus que l'on recourt à des ouvriers dont l'habileté pour l'accomplissement de cette œuvre a déjà fait ses preuves en d'autres lieux, c'est-à-dire aux religieux de la Compagnie de Jésus, en qui saint Josaphat et le métropolitain Velamin Rutski trouvèrent d'excellents auxiliaires.

Nous avons voulu que cette grave affaire, qui réclame Nos soins tout particuliers, fût mûrement étudiée par quelques-uns de Nos vénérables Frères, cardinaux de la sainte Église Romaine et membres de la Sacrée Congrégation de la Propagande pour les affaires orientales. Approuvant les résolutions qu'ils ont prises, Nous prescrivons, en vertu de Notre autorité apostolique, les règles suivantes, en vue d'organiser l'Ordre des Basiliens dans les monastères de la Galicie, et Nous ordonnons qu'elles soient religieusement observées.

Nous voulons que l'Ordre illustre de saint Basile le Grand soit rétabli de façon que ses membres, convenablement formés aux fonctions du sacerdoce, se livrent avec un zèle constant au soin du salut éternel de leur prochain. Et en cela, Nous désirons, avant tout, qu'ils travaillent à imiter leur autre père saint Josaphat et à se rapprocher le plus possible de son éminente charité. Dans ce but, Nous voulons que le collège des postulants ou *noviciat* soit, de droit légitime, établi dans le monas-

tère de Dobromil, au diocèse de Przémysl, et que l'église de ce monastère, les bâtiments attenants, tout l'ameublement, les droits et les revenus appartiennent au collège des postulants ou noviciat.

Nous ordonnons que ceux qui voudront entrer dans l'Ordre de saint Basile, en Galicie, fassent leur noviciat, pendant le temps voulu, dans le monastère de Dobromil : s'ils le font ailleurs, que leur profession religieuse soit nulle et non avenue.

Afin de pourvoir plus sûrement et plus fortement aux besoins de l'Ordre affaibli et dans le but d'exciter un plus grand nombre de jeunes gens à faire profession d'un état de vie si salutaire, Nous confirmons le privilège renouvelé ou concédé par Pie VII, Notre prédécesseur, dans ses Lettres Apostoliques *Ea sunt ordinis*, données en date du 30 juillet 1822, de telle sorte qu'on puisse admettre dans l'Ordre même des Latins, pourvu qu'ils n'aient pas encore reçu les ordres sacrés. Il leur sera permis de se conformer en tout au rite ruthène avant leur profession solennelle ; cette profession une fois faite, mais seulement alors, ils seront considérés comme ayant vraiment et complètement passé au rite ruthène, avec défense de retourner au rite latin.

L'entreprise de réformer cet Ordre présentant de nombreuses difficultés, qui exigent le conseil et l'autorité du Siège Apostolique, Nous nous en réservons, à Nous et aux Pontifes Romains, Nos successeurs, la direction, qui sera exercée par la, Sacrée Congrégation de la Propagande pour les affaires orientales, jusqu'à ce qu'il plaise au Saint-Siège d'en décider autrement.

Nous accordons à cette même Congrégation le droit et le pouvoir de nommer et d'élire, après avoir particulièrement pris l'avis des moines, le supérieur de l'Ordre dans la province de Galicie, Nous exemptons par conséquent et déclarons complètement exempte de l'autorité et de la juridiction ordinaire des évêques, et même du métropolitain des Ruthènes, cette partie de l'Ordre de saint Basile, sauf toutefois le pouvoir que le concile de Trente a attribué en la matière aux évêques, même en qualité de Délégués du Siège Apostolique.

Quant au collège des novices dont il est question plus haut, suivant l'exemple des anciens et en particulier de saint Josaphat et du métropolitain Velamin Rutski, Nous en confions l'établissement et la direction à la Compagnie de Jésus, tant que de l'Ordre de saint Basile ne seront pas sortis des hommes que le Saint-Siège juge devoir placer à la tête du monastère de Dobromil.

C'est pourquoi Nous ordonnons que quelques prêtres choisis

dans la Compagnie de Jésus prennent au plus tôt en main l'enseignement et le gouvernement du monastère de Dobromil et du noviciat. Mais ces prêtres continueront à être, comme ilssont maintenant, sous la dépendance ordinaire de leurs supérieurs, non seulement en ce qui concerne la discipline religieuse, mais encore en ce qui regarde le changement de fonctions. Le supérieur des Basiliens remettra à ces mêmes prêtres de la Compagnie de Jésus le monastère susdit, qui Nous a été spontanément offert, avec tous ses biens et revenus, le droit de propriété restant toujours aux Basiliens, et il sera rédigé un acte légal de cette remise. Les prêtres de la Compagnie de Jésus administreront ces biens et ces revenus, qui devront servir à l'entretien du monastère et des novices, sous l'autorité, non des moines Basiliens, mais de la Congrégation de la Propagande, à laquelle ils devront rendre tous les ans un compte exact des recettes et des dépenses et présenter un rapport fidèle sur l'état des noviciats et sur ceux qu'on y aura admis.

Le monastère de Dobromil, que Nous exemptons en attendant de l'autorité du supérieur de l'Ordre, recevra tous ceux du rite ruthène ou latin qui déclareront vouloir entrer dans l'Ordre de saint Basile. Mais on n'acceptera que ceux dont l'honnêteté et la capacité seront démontrées, non seulement par de légitimes certificats de bonnes vie et mœurs et par les témoignages de l'Ordinaire de leur lieu de naissance et de celui de leur domicile, mais encore par une épreuve de six mois attestant leur moralité et la constance de leur volonté, épreuve qu'ils devront subir dans l'enceinte du monastère, avant de revêtir l'habit des novices.

Les élèves ou novices de Dobromil seront formés à la piété et à la perfection religieuse d'après les règles de l'Ordre de saint Basile et la discipline instituée par saint Josaphat. Et comme Nous voulons absolument que les rites et les usages approuvés des Ruthènes soient inviolablement conservés, les Directeurs du monastère pourvoiront avec soin à ce que, dans la chapelle de la Maison, par le ministère de quelque prêtre ruthène, les divins offices soient célébrés et les sacrements administrés selon le rite ruthène; ils veilleront aussi à ce que les novices apprennent bien la liturgie et les cérémonies ruthènes. Les novices devront s'habituer à célébrer comme il convient les louanges divines; ils observeront les abstinences et les jeûnes prescrits par saint Josaphat. Il sera toutefois permis au Supérieur du monastère de les modérer prudemment. Nous voulons aussi qu'il puisse dispenser pour de justes causes ses subordonnés de l'observation des préceptes ecclésiastiques, et Nous lui accordons tous les autres pou-

voirs que le Saint-Siège a coutume de concéder aux Chefs des Ordres religieux.

Le maître des novices pourra entendre les confessions sacramentelles de ses élèves, même deux ans après qu'ils auront prononcé leurs vœux simples, et fût-il chargé de la direction du monastère; mais ils devront avoir pleine liberté de s'adresser à un confesseur extraordinaire toutes les fois qu'ils le voudront.

Après un an et six semaines de noviciat, il sera permis aux novices de prononcer des vœux simples, si les supérieurs jugent qu'ils en sont dignes et qu'ils possèdent les aptitudes voulues pour entrer dans l'Ordre. Ceux qui seraient reconnus ne pas remplir au degré suffisant ces deux conditions, eussent-ils fait des vœux dits *de dévotion*, en seront déliés par le Supérieur et recevront l'ordre de se retirer. Quant à ceux qui auront fait régulièrement des vœux simples, ils ne pourront être renvoyés que sur l'ordre du Saint-Siège, excepté le cas d'une nécessité urgente qui ne puisse souffrir de retard.

Les novices, après avoir prononcé les vœux simples, feront leurs humanités, sous l'enseignement des prêtres de la Compagnie de Jésus; ensuite ils seront instruits par les mêmes maîtres dans la philosophie et la théologie, et cela en suivant la doctrine de saint Thomas.

Trois ans après avoir émis les vœux simples, les novices pourront faire leur profession solennelle dans l'Ordre de saint Basile, en observant les règles établies par notre prédécesseur Pie IX, d'heureuse mémoire, principalement dans la Constitution *Ad universalis Ecclesiæ* du 7 février 1861.

Voilà ce que nous avons cru devoir ordonner. En attendant, on aura soin de prescrire des règles de vie ou des constitutions qui se rapprochent autant que possible de celles que saint Basile et saint Josaphat ont instituées. Mais nous voulons qu'elles soient reconnues et approuvées par notre autorité et celle de ce Siège apostolique. Nous avons la confiance que par ces moyens l'Ordre Basilien des Ruthènes en Galicie retrouvera, avec l'aide de Dieu, son ancienne gloire, et que, formé à toutes les vertus, il atteindra facilement le but que s'étaient proposé son fondateur saint Basile et son restaurateur saint Josaphat, c'est-à-dire conserver chez les uns la Foi catholique, la propager chez les autres, sauvegarder l'antique union de sa Nation avec l'Eglise romaine et procurer aux évêques catholiques ruthènes des auxiliaires doctes, habiles et animés d'un bon esprit.

Mais tout en travaillant à la prospérité de l'Ordre Basilien en Galicie, nous ne limitons pas nos soins à cet objet au point que

notre charité ne s'étende point aux membres de cette famille religieuse qui habitent hors de la Galicie. Car ceux-ci sont également dignes de notre intérêt et de notre bienveillance, principalement à cause des services qu'ils ont déjà rendus à l'Eglise et de ceux qu'on peut espérer pour l'avenir. En attendant, Nous tenons pour certain qu'ils ne perdront pas courage et qu'ils voudront travailler unanimement et de tout leur pouvoir à ce que l'Ordre de saint Basile conserve sa dignité et que par la bonté de Dieu, l'union désirée de tous les monastères soit enfin obtenue. Nous comptons, d'autre part, que nos vénérables frères, les évêques ruthènes qui ont si bien mérité de l'Ordre Basilien, accepteront de bon cœur les mesures que nous avons prises, non pas parce que nous avons cru devoir les décharger d'un fardeau, mais parce que les choses étant ainsi réglées par notre autorité, on peut légitimement attendre de l'Ordre des Basiliens le bien qui est dans les vœux de tous.

Puissent la Vierge Marie, mère de Dieu, ainsi que saint Michel Archange, patron de la Galicie, saint Basile le Grand et saint Josaphat, martyr, obtenir de Dieu l'heureux succès de notre entreprise ! Plaise à Dieu que par leur intercession toutes les classes de la société donnent beaucoup d'hommes qui se décident à expérimenter les bienfaits de cette réforme !

Ainsi nous voulons, mandons et concédons, déclarant nul et de nulle valeur tout ce qui pourrait être tenté par quelque autorité que ce soit, de bonne foi ou par malice, contre les mesures ci-dessus énoncées. Nonobstant toutes choses contraires, même dignes d'une mention spéciale et individuelle, auxquelles toutes et chacune, à l'effet seul des présentes, Nous dérogeons par notre autorité apostolique. Nous voulons, en outre, qu'on accorde aux exemplaires de ces lettres, même imprimés, signés de la main d'un notaire et munis du sceau de quelque personne constituée en dignité ecclésiastique, absolument la même foi, devant les tribunaux et ailleurs, qu'on accorderait aux présentes si elles étaient montrées ou produites.

Donné à Rome, près Saint-Pierre, sous l'anneau du Pêcheur, le 12 mai 1882, la cinquième année de notre pontificat.

Signé : LÉON XIII, PAPE.

Lettre du Pape à l'évêque de Przémysl (Galicie).

LÉON XIII, PAPE

Vénérable Frère, salut et bénédiction apostolique.

L'antique piété des Galiciens et leur dévouement signalé envers le Siège Apostolique viennent, comme ils l'avaient déjà fait plusieurs fois, de se manifester de nouveau dans une récente circonstance.

En effet, au mois de mai dernier, l'archevêque de Nicée, Nonce Apostolique auprès de notre cher Fils l'Empereur d'Autriche, s'étant rendu à Przémysl pour vous conférer, Vénérable Frère, la consécration épiscopale, il a été accueilli, tout le long de la route, par les plus grandes démonstrations de respect et d'affection. Les évêques et le clergé de l'un et de l'autre rite, les membres de la noblesse, la multitude accourue des villes et des campagnes ont en quelque sorte rivalisé de zèle pour lui rendre honneur. De leur côté, les autorités publiques, s'inspirant de la noble piété de leur Souverain, ont donné des preuves nombreuses de leur courtoisie et de leurs égards. Tout cela, vous le comprenez, Nous a causé une profonde joie, car les témoignages d'honneur rendus à notre représentant ont publiquement honoré la dignité du Souverain Pontife, et le culte qui vit dans les âmes s'est spontanément traduit au dehors.

Aussi Nous vous adressons à tous nos félicitations pour votre foi et votre piété, et dans notre paternelle affection, Nous souhaitons par-dessus tout au peuple galicien de persévérer toujours dans ces vertus, principalement en ce temps d'iniquité et de péril où un trop grand nombre d'hommes croient faire acte de sagesse à l'égard de la société civile en méprisant les institutions chrétiennes. Ils ne voient pas ce que démontrent pourtant les faits de chaque jour, savoir, que plus la force de la Religion est amoindrie, plus les garanties de stabilité et de prospérité pour l'État sont diminuées. Pour vous, vous avez montré avec une admirable unanimité combien vous savez apprécier ce rôle civilisateur de la Religion.

Nous espérons que vous conserverez en tout le reste la même union et que vous ne cesserez jamais de vous aimer d'une affection fraternelle. Rien n'est, en effet, plus désirable que la concorde, rien n'est préférable à la fraternité chrétienne. Si vous lui restez fidèles, vos provinces jouiront toujours, comme Nous

le désirons vivement, de la prospérité, de la tranquillité et du bonheur, biens qui font défaut aux Pays livrés à la dissension et à la discorde.

En terminant, Nous vous assurons, Vénérable Frère, de notre reconnaissance, et nous désirons que vous fassiez part de ces sentiments à votre peuple de Przémysl et, autant que possible, au reste des Galiciens, afin qu'ils comprennent tous que Nous les aimons d'une affection particulière et que Nous garderons toujours dans notre cœur le souvenir reconnaissant de leurs témoignages de vénération.

Enfin, comme gage des dons célestes et comme preuve de notre bienveillance, Nous vous accordons affectueusement dans le Seigneur, à vous, Vénérable Frère, aux évêques vos collègues, à tout le clergé et à tout le peuple, la bénédiction apostolique.

Donné à Rome, près Saint-Pierre, le 18 juin 1882, la cinquième année de notre pontificat.

Signé: LÉON XIII, PAPE.

**Discours du Pape aux évêques préconisés
dans le consistoire du 3 juillet.**

Nous saluons aujourd'hui en vous les nouveaux pasteurs choisis pour gouverner chacun une portion du troupeau de Jésus-Christ, et Nous Nous réjouissons en voyant le nombre de ceux qui sont appelés à partager avec Nous les soins du ministère apostolique.

Très vif est aujourd'hui le besoin d'avoir de saints et dignes pasteurs dans l'Église de Dieu; aujourd'hui où la malice et la puissance de tant d'ennemis acharnés à combattre la Religion et à perdre les âmes, et les difficultés continuelles qui s'opposent à l'action des ministres sacrés, exigent de ceux-ci toute la force d'un cœur vraiment sacerdotal, toute la prudence d'un esprit éclairé, toute la patience d'une âme pleine de charité et de l'amour du sacrifice.

Aussi la nomination des nouveaux évêques est-elle une de nos plus grandes sollicitudes; et l'une de nos prières les plus ferventes et les plus continuelles est *l'ostende quem elegeris*, par laquelle, à l'exemple du Collège Apostolique, nous demandons à Dieu de vouloir bien nous montrer quels sont ceux qu'il a choisis et qui sont le plus selon son cœur.

Nous avons la ferme confiance que le Seigneur s'est complu

cette fois encore à écouter notre humble prière ; tout Nous permet de compter que votre œuvre dans l'épiscopat aura pour effet la gloire de Dieu, le bien des âmes, l'honneur et la consolation de l'Église.

Nous voyons parmi vous l'excellent prélat que Nous avons élevé à la dignité de patriarche d'Antioche : cette dignité est la récompense d'une vie intègre et laborieuse dès les plus jeunes années ; c'est le prix de longs et importants services rendus à l'Église et au Siège Apostolique dans des charges multiples remplies avec le zèle le plus louable.

Pour tous ces motifs, il serait à désirer, très chers Fils, qu'on vous laissât la voie ouverte à la possession pacifique de vos sièges, comme le droit et la justice le réclament. Malheureusement, ce qui arrive depuis quelque temps en Italie Nous inspire à cet égard les plus graves et les plus pénibles appréhensions. Il y a encore beaucoup d'évêques nommés par Nous qui, depuis de longs mois ou même depuis plusieurs années, attendent qu'on lève l'obstacle qui les empêche de se rendre dans leurs propres diocèses !

Et ce n'est pas sans raison que Nous parlons d'obstacles et d'empêchements qui les arrêtent ; en effet, à moins que les nouveaux élus ne préfèrent se rendre dans leurs propres diocèses en forme absolument privée, dépourvus de tout subside, contraints de s'abriter dans la maison des autres, exposés au danger de voir les actes mêmes de la juridiction épiscopale non reconnus ou même incriminés, comme cela s'est produit à Chieti, le refus de leur accorder ce qu'ils ont droit d'avoir équivaut à les tenir éloignés des diocèses confiés à leurs soins. Or cela est vraiment déplorable ; car ce n'est pas seulement une indignité, eu égard aux éminentes qualités des personnes qui ont été choisies et contre lesquelles l'autorité politique elle-même n'a pu trouver aucun juste motif de plainte ; mais c'est aussi un très grave préjudice porté aux intérêts de la Religion et à la bonne administration des diocèses, qui sont forcés de rester longtemps privés de la direction de leurs chefs légitimes. — Ainsi sont frustrés les vœux des populations catholiques, qui désirent ardemment avoir au milieu d'elles leur propre pasteur, et qui l'accueillent avec joie et transport lorsqu'il leur est donné de le recevoir.

Bien plus encore, cette manière d'agir du pouvoir public attente gravement à l'une des libertés de l'Église les plus précieuses et les plus vitales, nonobstant les promesses contraires faites si amplement autrefois au Siège Apostolique. Aussi, en continuant de la sorte à ne pas faire raison aux droits des

évêques, on démontre avec évidence que l'on veut tenir l'Église, en Italie, dans un état d'oppression et d'esclavage et Nous mettre dans l'impossibilité de la bien gouverner.

Que dirait-on, en effet, si la suprême autorité politique, lorsqu'elle choisit pour l'armée les chefs réputés les plus aptes, pour les provinces les gouverneurs estimés les plus habiles, devait attendre, avant de les envoyer prendre en main le commandement, le bon plaisir d'une autre autorité, qui le refuserait ou le retarderait longtemps sans motif plausible ?

N'aurait-on pas raison de crier à l'usurpation, à l'abus ? Or c'est précisément ce qui Nous arrive dans les nominations aux évêchés d'Italie. Une vingtaine de diocèses attendent depuis longtemps et vainement encore leur pasteur. Cefait est pour notre cœur comme une cruelle épine, et Nous devons le dénoncer, pour que l'on sache de plus en plus combien le gouvernement de l'Église Nous est difficile et combien notre condition présente est intolérable.

Plaise au Seigneur de Nous tendre bientôt sa main secourable et de porter remède à ces maux ! En attendant, pour vous fortifier dans votre difficile mission, Nous vous accordons, chers Fils, du fond du cœur, la bénédiction apostolique.

Discours du Pape aux Représentants de la fédération Pie.

13 juillet.

L'affection de ses enfants est d'autant plus chère au cœur d'un père, que plus douloureuses et plus pénibles sont les circonstances au milieu desquelles cette affection se manifeste. Tel est précisément le caractère du témoignage d'amour et de dévouement que vous Nous offrez aujourd'hui, très chers Fils, en Nous présentant ces nouveaux volumes couverts de nombreuses signatures de Romains, comme une solennelle attestation de leur attachement inviolable à l'Église de Jésus-Christ et à son Chef visible.

Ces manifestations réitérés ont pour Nous une très haute signification, et elles infligent un démenti à ceux qui voudraient faire à la généralité des Romains l'affront de les croire peu dévoués à la cause de l'Église, ou indifférents à ce qui se fait contre elle dans les murs de leur ville.

Et, en vérité, cela apparaît impossible, car les faits auxquels

vous avez fait allusion et qui se sont succédé principalement depuis cette nuit funeste qui fut témoin, il y a un an, des offenses sacrilèges commises contre la dépouille vénérée de Notre glorieux prédécesseur, montrent avec évidence quelle guerre acharnée est faite à la Religion, à l'Église et à la Papauté, dans le but avoué de les ruiner et de les détruire, si c'était chose possible.

Rome est prise plus spécialement comme point de mire, parce qu'elle est le centre du catholicisme, parce qu'elle est le siège du souverain pontificat, et parce que la foi a pu, dès le principe, y jeter de profondes racines et s'y manifester dans toute sa splendeur.

Des hommes élevés dans la haine de la religion et qu'on a laissés croître librement en arrogance et en audace font ici, à Rome, leurs preuves. Il y a ici des journaux qui répandent largement et impunément l'impiété, qui blasphèment et maudissent les choses les plus saintes, qui lancent leurs offenses et leurs outrages contre la Divinité elle-même et, chose horrible à dire, adressent des hymnes à Satan !

Ici, on abat et on enlève du sommet du Capitole, où la foi des ancêtres l'avait placé en grand honneur, le signe auguste de la rédemption et du salut. Ici, l'on paie un tribut d'honneur à des hommes qui ont consacré toute leur vie à insulter la religion, à outrager le sacerdoce et l'Église. Ici, les sectes se préparent, aux applaudissements des partis les plus extrêmes, à tenir leurs assises, et elles ne dissimulent pas ce qu'elles entendent faire des églises, du Vatican, du Pape, le jour où elles auront en main le pouvoir.

A la vue d'un aussi funeste tableau, il est impossible pour un catholique de rester indifférent. Bien plus, il est nécessaire que tous ceux qui aiment d'un amour sincère la Religion et la Papauté se montrent désormais ouvertement tels qu'ils sont. Les auteurs de l'impiété dirigent leurs attaques à visage découvert ; il convient qu'à visage découvert aussi les catholiques se défendent, qu'ils se fassent les champions intrépides de leur propre foi et montrent que, pour aucun prix, ils ne sont disposés à la sacrifier.

Il en coûte, c'est vrai ; mais rappelez-vous, mes bien chers Fils, que toujours, aux époques les plus éprouvées de l'Église, la conservation de la Foi a été le fruit de généreux sacrifices et de lutttes soutenues avec un courage chrétien.

Nous avons souverainement à cœur, très chers Fils, que tous les bons catholiques de Rome s'inspirent de ces sentiments

et que, puisant dans l'exemple de leurs ancêtres la force de les imiter, maintenant entre eux un parfait accord, ils se tiennent étroitement unis à la pierre fondamentale de l'édifice catholique, contre laquelle, selon la promesse infaillible de son divin Fondateur, les puissances de l'enfer ne prévaudront jamais.

Vous cependant, très chers Fils, continuez avec joie et avec zèle les œuvres que vous avez entreprises, et surtout veillez soigneusement à maintenir dans le peuple de Rome l'amour de la foi catholique et le sentiment des devoirs que lui impose la condition si grave et si triste des temps présents.

Que le secours du Ciel, qui ne saurait vous manquer, soit votre soutien ! Puisse également vous fortifier la bénédiction apostolique que, dans l'effusion de notre cœur, Nous vous donnons à vous tous ici présents, à vos familles et à tous les catholiques de Rome !

**Lettre encyclique du Pape, à l'occasion du Centenaire
de saint François d'Assise.**

LÉON XIII, PAPE.

Vénérables Frères, salut et bénédiction apostolique.

Par une heureuse faveur, il est permis au peuple chrétien de célébrer, à des dates rapprochées, la mémoire de deux hommes qui, appelés dans le ciel aux récompenses éternelles de la sainteté, ont laissé sur la terre, comme des rejetons toujours renaissants de leurs vertus, une multitude de disciples. — En effet, après les solennités séculaires consacrées à la mémoire de saint Benoît, Père et Législateur des moines en Occident, l'occasion de rendre des honneurs publics à saint François d'Assise va pareillement être offerte par le septième centenaire de sa naissance. Ce n'est pas sans raison que Nous y voyons un dessein miséricordieux de la divine Providence. Car, en les invitant à célébrer le jour de naissance de ces illustres Pères, Dieu semble vouloir avertir les hommes qu'ils aient à se souvenir de leurs insignes mérites et à comprendre en même temps que les ordres religieux fondés par eux n'auraient aucunement dû être l'objet de si indignes violences, surtout dans les États où par leur travail, leur génie et leur zèle ils ont jeté les semences de la civilisation et de la gloire.

Nous avons la confiance que ces fêtes solennelles ne seront pas sans fruit pour le peuple chrétien, qui a toujours regardé avec raison les religieux comme des amis ; c'est pour cela

qu'après avoir honoré comme il l'a fait, avec amour et reconnaissance, le nom de saint Benoît, il rivalisera maintenant d'ardeur pour faire revivre par des fêtes publiques et de nombreux témoignages de piété la mémoire de saint François. Et le champ où cette noble rivalité de dévotion s'exercera n'est pas circonscrit dans la région où ce grand saint a vu le jour, ni dans les contrées voisines illustrées par sa présence ; mais elle s'étend à toutes les parties de la terre, partout où le nom de François est arrivé et où fleurissent ses institutions.

Certes, plus que personne Nous approuvons cette ardeur pour un si excellent objet, surtout parce que Nous sommes habitué à admirer François d'Assise et à lui rendre un culte particulier ; que Nous Nous faisons gloire d'être inscrit dans la famille franciscaine, et que plus d'une fois Nous avons gravi, par piété, avec empressement et avec joie, les sommets sacrés de l'Alvernia : là l'image de ce grand homme se présentait à Nous partout où Nous posions le pied, et cette solitude pleine de souvenirs tenait notre esprit en suspens dans une muette contemplation.

Mais, quelque louable que soit ce zèle, tout n'est pas là cependant. Car il faut estimer que les honneurs que l'on prépare à saint François seront surtout agréables à celui à qui on les rend s'ils sont fructueux pour ceux mêmes qui les rendent. Or, le fruit solide et durable consiste à acquérir quelque ressemblance avec celui dont on admire l'éminente vertu, et à s'efforcer de devenir meilleur en l'imitant. Si, Dieu aidant, on suit avec zèle cette pratique, on aura trouvé un remède opportun et très efficace pour les maux présents.

C'est pourquoi Nous voulons, Vénérables Frères, non seulement que ces lettres vous apportent le témoignage public de notre dévotion envers saint François, mais encore qu'elles excitent votre charité pour que vous travailliez avec Nous à sauver les hommes par le remède que Nous venons d'indiquer.

Le libérateur du genre humain, Jésus-Christ, est la source éternelle et perpétuelle de tous les biens, qui nous viennent de l'infinie bonté de Dieu ; de sorte que celui qui a une fois sauvé le monde est le même qui le sauvera dans toute la suite des siècles, « car il n'y a pas sous le ciel un autre nom donné aux hommes » par lequel nous devons être sauvés. » Si donc il arrive que par le vice de la nature ou par la faute des hommes, le genre humain tombe dans le mal et qu'un secours particulier paraisse nécessaire pour qu'il se relève, il est absolument indispensable de recourir à Jésus-Christ et de reconnaître en lui le plus puis-

sant et le plus sûr moyen de salut. Car sa divine vertu est si grande et elle a tant d'efficacité qu'elle est à la fois le refuge contre tous les périls et le remède pour tous les maux. Et la guérison est certaine si le genre humain revient à la profession de la doctrine chrétienne et aux règles de la vie données par l'Évangile.

Lorsque les maux dont Nous avons parlé viennent à se produire, dès que l'heure du secours providentiellement ménagé a sonné, Dieu suscite un homme, non pas pris dans la foule, mais éminent et unique, qui est préposé par lui à l'œuvre du salut public. C'est ce qui se produisit à la fin du ^{xii}^e siècle et dans les premières années qui suivirent : saint François fut l'ouvrier de cette grande œuvre.

On connaît assez cette époque, avec son caractère de vertus et de vices. La foi catholique était profondément enracinée dans les âmes, et c'était un beau spectacle que ce grand nombre d'hommes, enflammés par la piété, qui allaient en Palestine résolus à vaincre ou à mourir. Mais la licence avait fortement altéré les mœurs des peuples, et rien n'était plus nécessaire aux hommes que de revenir aux sentiments chrétiens. Or, la perfection de la vertu chrétienne, c'est cette généreuse disposition de l'âme qui affronte les choses ardues et difficiles ; elle a son symbole dans la croix, que ceux qui veulent suivre Jésus-Christ doivent porter sur leur épaule. Les effets de cette disposition sont d'avoir un cœur détaché des choses mortelles, de se commander pleinement à soi-même, de supporter avec douceur et résignation l'adversité. Enfin l'amour de Dieu et du prochain est la vertu maîtresse et souveraine de toutes les autres ; sa puissance est telle qu'elle efface toutes les peines qui accompagnent l'accomplissement du devoir et qu'elle rend non seulement supportables, mais agréables, les travaux les plus durs.

Il y avait pénurie de ces vertus au ^{xii}^e siècle, car un trop grand nombre d'hommes, asservis aux choses temporelles, ou convoitaient avec frénésie les honneurs et les richesses, ou vivaient dans le luxe et les plaisirs. Tout le pouvoir appartenait à quelques-uns, et leur puissance était presque devenue un instrument d'oppression pour la foule misérable et méprisée ; ceux-là mêmes qui auraient dû, par leur profession, servir d'exemple aux autres n'avaient pas évité les souillures des vices communs. L'extinction de la charité en divers lieux avait eu pour conséquence l'apparition de fléaux multiples et quotidiens : l'envie, la jalousie, la haine, et les esprits étaient si divisés et si ennemis, que pour la moindre cause, les cités voisines se fai-

saient la guerre et les particuliers s'armaient de fer les uns contre les autres.

C'est dans ce siècle que parut saint François. Avec une constance et une simplicité admirables, il entreprit, par ses paroles et par ses actes, de placer sous les yeux du monde vieillissant, l'image accomplie de la perfection chrétienne. En effet, de même que, à cette époque, le bienheureux Père Dominique Gusman défendait l'intégrité des célestes doctrines et dissipait, à la lumière de la sagesse chrétienne, les erreurs perverses des hérétiques, ainsi saint François, conduit par Dieu aux grandes œuvres, obtint la grâce d'exciter les chrétiens à la vertu et de ramener à l'imitation de Jésus-Christ des hommes qui avaient beaucoup et longtemps erré. Ce ne fut certainement pas un hasard qui apporta aux oreilles de l'adolescent ces conseils de l'Évangile : « N'ayez ni or ni argent, n'en portez point dans vos » bourses ; ne prenez ni besace pour le voyage, ni deux tuniques, » ni chausses, ni bâton. » Et encore : « Si vous voulez être par- » fait, allez, vendez ce que vous avez, et donnez-le aux pauvres... » et suivez-moi. » Considérant ces paroles comme étant adressées à lui directement, il se dépouille aussitôt de tout, change ses vêtements, adopte la pauvreté comme son associée et sa compagne pour tout le reste de sa vie, et de ces grandes maximes de vertu qu'il avait embrassées avec un noble et sublime esprit, il prend la résolution de faire les règles fondamentales de son ordre.

Depuis ce temps, au milieu de la mollesse si grande et de la délicatesse exagérée du siècle, on le voit marcher avec un extérieur négligé et repoussant, et quêter sa nourriture de porte en porte ; et les moqueries d'une populace insensée, celles qui sont réputées les plus pénibles, non seulement les supporter, mais en faire son aliment avec une admirable avidité. C'est qu'il avait embrassé la folie de la Croix de Jésus-Christ et qu'il la considérait comme la sagesse absolue. Après en avoir pénétré et compris les augustes mystères, il vit et jugea qu'il ne pouvait nulle part ailleurs mieux placer sa gloire.

Avec l'amour de la Croix, une ardente charité pénétra dans le cœur de saint François et le poussa à propager avec ardeur la foi chrétienne et à se dévouer à cette œuvre jusqu'à exposer sa vie à des périls certains. Il étendait à tous les hommes cette charité, mais les plus pauvres et les plus repoussants étaient l'objet de sa prédilection, de sorte qu'il semblait se plaire particulièrement avec ceux que les autres ont coutume d'éviter ou de mépriser orgueilleusement. Par là il mérita bien de cette frater-

nité rétablie et perfectionnée par Jésus-Christ, qui a fait de tout le genre humain comme une seule famille placée sous l'autorité de Dieu, le père commun de tous.

Au moyen de tant de vertus et surtout par cette austérité de vie, cet homme irréprochable s'appliqua à reproduire en lui, autant qu'il le pouvait, l'image de Jésus-Christ. Mais le doigt de la Providence se montra aussi en ce qu'il lui fut donné d'avoir des ressemblances, même dans les choses extérieures, avec le divin Rédempteur.

Ainsi, à l'exemple de Jésus-Christ, il arriva à saint François de naître dans une étable et d'avoir pour lit, tout petit enfant, comme autrefois Jésus, la terre couverte de paille. Et à ce moment, dit-on, des chœurs célestes d'anges et des chants entendus à travers les airs complétèrent la ressemblance. De plus, comme le Christ et ses apôtres, François s'adjoignit quelques disciples choisis, qu'il envoya parcourir la terre, messagers de la paix chrétienne et du salut éternel. Dénudé de tout, bafoué, répudié par les siens, il eut encore cela de commun avec Jésus-Christ qu'il ne voulut pas avoir un coin où reposer sa tête. Enfin, pour dernier trait de ressemblance, sur le mont Alvernia, comme sur son Calvaire, il reçut dans son corps, par un prodige inouï jusqu'alors, les sacrés stigmates et fut, pour ainsi dire, crucifié.

Nous rappelons ici un fait non moins éclatant par le miracle que rendu célèbre par la voix des siècles. Un jour que saint François était plongé dans la véhémence contemplation des plaies de Jésus crucifié, qu'il cherchait à faire passer en lui et à boire en quelque sorte ses poignantes douleurs, un ange descendu du ciel se montra tout à coup à lui ; une vertu mystérieuse ayant aussitôt rayonné, saint François sentit ses mains et ses pieds comme percés de clous et son côté traversé par une lance aiguë. Dès lors, il conçut dans son âme une immense ardeur de charité ; dans son corps, il porta les empreintes vivantes des plaies de Jésus-Christ.

De tels miracles, qui devraient être célébrés dans la langue des anges plutôt que par des lèvres humaines, montrent assez combien grand était cet homme et combien il était digne d'être choisi par Dieu pour rappeler ses contemporains aux mœurs chrétiennes. Assurément, c'était une voix plus qu'humaine que François entendit, près de l'église de Saint-Damien : « Va, soutiens ma maison chancelante. » Ce n'est pas un fait moins digne d'admiration que la vision céleste qui s'offrit aux regards d'Innocent III, quand il lui sembla voir saint François soutenir de ses épaules les murailles inclinées de la basilique de Latran. L'objet et le sens de ces prodiges sont manifestes : ils signifiaient que saint Fran-

gois devait être en ce temps-là un ferme appui et une colonne pour la chrétienté. Et, en effet, il se mit aussitôt à l'œuvre.

Les douze disciples qui s'étaient mis les premiers sous sa discipline furent comme une petite semence qui, par la grâce de Dieu et sous les auspices du Souverain Pontife, devint promptement une abondante moisson. Après les avoir saintement formés à l'école du Christ, saint François leur distribua, pour y prêcher l'Évangile, les diverses contrées de l'Italie et de l'Europe, et à quelques-uns d'entre eux il donna la mission d'aller jusqu'en Afrique. Point de retard : pauvres, ignorants, grossiers, ils se mêlent au peuple ; dans les carrefours et sur les places, sans appareil de lieu ni pompe de langage, ils se mettent à exhorter les hommes au mépris des choses terrestres et à la pensée du siècle futur. C'est une merveille de voir quels fruits produisit l'entreprise de ces ouvriers, en apparence insuffisants. Les multitudes accouraient à eux, avides de les entendre : on pleurait amèrement ses fautes, on oubliait les injures et on revenait, par l'apaisement des discordes, à des sentiments de paix.

On ne saurait dire avec quel attrait, avec quel entrainement la foule se portait vers saint François. Partout où il allait, un immense concours de peuple le suivait, et il n'était pas rare dans les petites villes, dans les cités les plus peuplées, que des hommes de toute condition vinssent lui demander de les admettre sous sa règle.

C'est la raison qui détermina le saint à instituer la confrérie du *Tiers-Ordre*, qui admettrait toutes les conditions, tous les âges, l'un et l'autre sexe, et n'obligerait point à rompre les liens de la famille et de la société. Il l'organisa sagement, moins avec des règles particulières que d'après les propres lois évangéliques, qui ne sauraient paraître trop dures à aucun chrétien. Ses règles sont, en effet, d'obéir aux commandements de Dieu et de l'Église, de s'abstenir des factions et des rixes, de ne rien détourner du bien d'autrui, de ne prendre les armes que pour la religion et la patrie ; de garder la modération dans la nourriture et le vêtement, de fuir le luxe, de s'abstenir des séductions dangereuses de la danse et du théâtre.

Il est facile de comprendre que d'immenses avantages ont dû découler d'une institution de cette nature, aussi salubre par elle-même qu'admirablement appropriée à cette époque. Son opportunité est suffisamment établie par la formation d'associations du même genre, sorties de la famille de saint Dominique et d'autres ordres religieux, et les faits eux-mêmes la confirment. En effet, depuis les rangs les plus humbles jusqu'aux plus élevés, il

y eut un puissant entraînement des esprits et une ardeur généreuse et empressée pour se faire affilier à cet ordre franciscain. Entre tous les autres, Louis IX, roi de France, et sainte Élisabeth de Hongrie recherchèrent cet honneur ; et dans le cours des siècles, plusieurs Souverains Pontifes, des cardinaux, des évêques, des Rois et des Princes ont pensé que les insignes franciscains n'enlevaient rien à leur dignité. Les associés du Tiers-Ordre montrèrent toujours autant de piété que de courage à défendre la religion catholique ; et si leurs vertus furent en butte à la haine des méchants, elles furent toujours approuvées par les gens de bien et les sages, ce qui est l'honneur le plus grand et le seul désirable. Bien plus, Grégoire IX, notre prédécesseur, loua publiquement leur foi et leur courage ; il n'hésita point à les couvrir de son autorité et, pour leur rendre hommage, à les appeler « soldats du Christ, nouveaux Machabées ». Cet éloge était mérité. Car le salut public trouvait un puissant appui dans cette corporation d'hommes qui, prenant pour guides les vertus et les règles de leur fondateur, s'appliquaient autant qu'ils le pouvaient à faire revivre et à remettre en honneur dans la cité les mœurs chrétiennes. Certes, grâce à eux et à leurs exemples, bien souvent les rivalités des partis furent étouffées ou apaisées, les armes furent arrachées des mains des furieux, les causes de procès et de querelles furent supprimées, des consolations furent apportées aux pauvres et aux abandonnés, et la luxure, ce gouffre des fortunes, cet instrument de corruption, fut réprimée. Aussi la paix domestique, la tranquillité publique, l'intégrité et la douceur des mœurs, l'usage légitime de la fortune privée et sa conservation, toutes choses qui sont les meilleurs fondements de la civilisation et de la stabilité sociale, sortent comme d'une racine du Tiers-Ordre franciscain ; et c'est en grande partie à saint François que l'Europe doit d'avoir conservé ces biens.

Cependant, plus qu'aucune autre Nation, l'Italie est redevable à saint François ; de même qu'elle fut le principal théâtre de ses vertus, de même elle sentit davantage ses bienfaits. Et, en effet, dans ce temps où la fréquence des torts multipliait les luttes privées, il tendit la main au malheureux et au vaincu ; riche malgré son extrême pauvreté, il ne manqua jamais de secourir la misère d'autrui, en oubliant la sienne. La langue nationale, à peine formée, fit entendre dans sa bouche des vagissements pleins de grâce ; il exprima tout à la fois la puissance de la charité et de la poésie dans des cantiques que le peuple apprenait et que la postérité lettrée n'a pas jugés indignes de son admiration. A la pensée de saint François, un souffle et une

inspiration surnaturelles excitèrent le génie de nos compatriotes, si bien que les plus grands artistes rivalisèrent d'habileté pour représenter les actions de sa vie par la peinture, la sculpture et le burin. En saint François, Alighierri trouva le sujet de ses chants à la fois sublimes et doux; Cimabuë et Giotto, des inspirations qu'ils transmirent à la postérité avec des couleurs dignes de Parrhasius; enfin, d'illustres architectes eurent l'occasion d'élever de magnifiques monuments, soit en construisant le tombeau de ce Pauvre, soit en édifiant l'église Sainte-Marie-des-Anges, témoin de si nombreux et si grands miracles. A ces sanctuaires, les peuples sont accoutumés à venir en foule pour vénérer François d'Assise, le père des pauvres, qui, après s'être dépouillé absolument de tous les biens terrestres, a vu affluer vers lui en abondance les dons de la divine bonté.

On voit donc quelle source féconde de bienfaits a découlé de ce seul homme sur la Société chrétienne et sur la Société civile. Mais puisque son esprit, si pleinement et si parfaitement chrétien, est si admirablement approprié à tous les lieux et à tous les temps, personne ne doutera que l'institution de saint François ne doive être grandement profitable à notre temps, d'autant plus que le caractère de l'époque actuelle se rapproche pour plusieurs raisons du caractère de ce temps-là. De même qu'au douzième siècle, l'amour des choses divines s'est beaucoup refroidi, et autant par ignorance que par négligence, il y a un grand relâchement dans l'accomplissement des devoirs chrétiens. Entraînés par un semblable courant des esprits et par des préoccupations semblables, la plupart des hommes passent leur vie dans la recherche du bien-être et dans la poursuite avide des plaisirs. Énergés par le luxe, ils dissipent leurs biens et convoitisent ceux d'autrui; ils exaltent la fraternité, mais ils en parlent plus qu'ils ne la pratiquent, car ils sont absorbés par l'égoïsme, et la vraie charité envers les petits et les pauvres s'affaiblit de jour en jour. En ce temps-là, l'erreur si répandue des Albigeois, en excitant les foules contre le pouvoir de l'Eglise, avait en même temps troublé l'État et ouvert la voie à une sorte de *socialisme*. De même, aujourd'hui, les fauteurs et les propagateurs du *naturalisme* se sont multipliés; ils nient obstinément qu'il faille se soumettre à l'Eglise et, s'avancant par degrés plus loin qu'on ne devait s'y attendre, ils s'attaquent même au Pouvoir civil: ils approuvent la violence et les séditions chez le peuple; ils flattent les passions des prolétaires et ils ébranlent les fondements de la famille et de l'État.

C'est pourquoi, au milieu de maux si nombreux et si graves,

vous comprenez certainement, Vénérables Frères, que l'on est en droit de placer de grandes espérances de soulagement dans l'institution franciscaine ramenée à son état primitif. Si elle florissait, la foi, la piété et tout ce qui fait l'honneur de la vie chrétienne fleuriraient aisément; cet appétit désordonné des choses périssables serait réprimé, et il n'en coûterait pas de dompter ses passions par la vertu, ce que la plupart des hommes regardent cependant comme le devoir le plus lourd et le plus insupportable. Unis par les liens d'une concorde vraiment fraternelle, les hommes s'aimeraient entre eux et auraient pour les pauvres et les malheureux ce respect qui leur est dû, à cause de leur ressemblance avec Jésus-Christ. En outre, ceux qui sont profondément pénétrés des idées chrétiennes savent, d'une science certaine, que c'est un devoir de conscience d'obéir aux autorités légitimes et de ne léser personne en quoi que ce soit. Rien n'est plus efficace que cette disposition d'esprit pour extirper radicalement tout vice de ce genre, la violence, les injustices, l'amour des révolutions, la haine entre les diverses classes de citoyens, toutes choses qui constituent les principes et les armes du *socialisme*.

Enfin, cette question de rapports des riches et des pauvres, qui préoccupe tant les hommes politiques, sera parfaitement résolue s'il est établi et si l'on se persuade que la pauvreté n'est pas exempte de dignité, que le riche doit être compatissant et généreux et le pauvre content de son sort et de son travail. parce que ni l'un ni l'autre ne sont nés pour ces biens changeants, mais pour arriver au ciel, celui-ci par sa patience, celui-là par sa bienfaisance.

Telles sont les raisons pour lesquelles Nous désirons depuis longtemps et de grand cœur que chacun s'applique, autant qu'il le peut, à imiter saint François d'Assise. C'est pourquoi, de même qu'auparavant Nous avons toujours porté un intérêt particulier au Tiers-Ordre franciscain, de même, aujourd'hui que la souveraine bonté de Dieu Nous a appelé à exercer le Pontificat suprême, profitant de l'occasion si favorable qui nous est offerte, Nous exhortons les chrétiens à ne pas refuser de se faire inscrire dans cette sainte milice de Jésus-Christ. — On compte de tous côtés un très grand nombre de personnes des deux sexes qui marchent avec ardeur sur les traces du Père Séraphique. Nous louons et Nous approuvons vivement leur zèle; mais Nous voudrions le voir grandir et gagner un plus grand nombre d'âmes, grâce surtout à vos efforts, Vénérables Frères. Et ce que Nous recommandons par-dessus tout, c'est que ceux qui auront revêtu

les insignes de la *pénitence* aient sous les yeux l'image de leur très saint fondateur et s'attachent à lui comme à leur modèle ; autrement, rien de ce qu'on en attend de bon ne se réaliserait. Appliquez-vous donc à vulgariser la connaissance du Tiers-Ordre et à le faire apprécier à sa valeur ; veillez à ce que ceux qui ont la charge des âmes enseignent avec soin ce qu'il est, combien il est facilement accessible pour chacun, quels grands et nombreux privilèges lui sont attachés pour le salut des âmes, et que d'avantages il promet aux particuliers et aux Nations. Il faut y travailler d'autant plus que les religieux des deux premiers ordres de saint François souffrent en ce moment de l'indigne persécution qui les a frappés. Plaise à Dieu que, par la protection de leur Père, ils sortent bientôt de cette tempête fortifiés et florissants. Plaise à Dieu que les Nations chrétiennes adoptent la règle du Tiers-Ordre avec autant d'ardeur et en aussi grand nombre que jadis elles mettaient d'empressement à accourir de toutes parts vers saint François lui-même ! Nous le demandons avec d'autant plus d'instance aux Italiens et Nous l'espérons d'eux avec d'autant plus de droit que les liens d'une Patrie commune et l'abondance particulière des bienfaits reçus les obligent à plus de dévotion et à plus de reconnaissance envers saint François. Ainsi, au bout de sept siècles, l'Italie et le monde chrétien tout entier se verraient ramenés du désordre à la tranquillité, de la ruine au salut par les bienfaits du saint d'Assise. Demandons cette grâce à saint François, surtout en ces jours, dans nos communes prières ; demandons-le à la Vierge Marie, Mère de Dieu, qui n'a cessé de récompenser la piété et la foi de son serviteur par sa protection céleste et des dons merveilleux.

En attendant, comme gage des faveurs célestes et en témoignage de Notre bienveillance toute particulière, Nous vous accordons affectueusement dans le Seigneur, à vous, Vénérables Frères, à tout le clergé et au peuple confié à chacun de vous, la bénédiction apostolique.

Donné à Rome, près Saint-Pierre, le 17 septembre 1882, la cinquième année de notre pontificat.

Signé : LÉON XIII, PAPE.

Circulaire du Cardinal Jacobini contre l'ingérence de l'autorité italienne dans les affaires intérieures du Vatican.

(Extrait.)

Rome, le 11 septembre 1882.

La décision des Tribunaux civils italiens prouve que la loi de garantie est insuffisante, comme le Saint-Siège n'a cessé de l'affirmer.

Cette loi est équivoque et contradictoire, attendu qu'en fait elle dénie au Pape l'immunité qu'elle prétend lui accorder.

La question soulevée dans l'affaire Martinucci n'a pas un caractère purement juridique ; elle est, avant tout, politique et internationale. Elle revient en somme à savoir si le Pape souverain et ses Ministres dépendent des autorités civiles de Rome.

La situation du Pape ne saurait être comparée à celle des Princes dépossédés. Le Pape est souverain, non seulement de *jure*, mais de *facto*, puisqu'il exerce effectivement sa souveraineté.

Les Puissances reconnaissent cette souveraineté en accréditant des envoyés auprès du Saint-Siège.

Or l'absolue immunité de la résidence est l'attribut réel de la souveraineté. Si le Pape ne possède pas cette immunité, il se trouve dans une situation inférieure à celle des ambassadeurs accrédités auprès de lui, car ceux-ci ne dépendent ni des tribunaux locaux ni des autorités civiles.

Cette prérogative du Pape doit nécessairement s'étendre à ses Ministres, ceux-ci ne relèvent que de lui et n'agissent qu'en son nom. Toute ingérence étrangère toucherait donc le Pape lui-même et annihilerait son indépendance.

Cette conclusion est si formelle que l'avocat du plaignant en a parfaitement compris la gravité, et que les juges se sont vus obligés à s'appuyer sur la thèse absurde et scandaleuse que le Pape est soumis à la juridiction des tribunaux du Royaume.

La comparaison avec la Maison royale qui est justiciable des tribunaux en ce qui concerne le personnel de la cour, est absurde, car dans ce cas les juges sont nommés par le Roi et non par un souverain étranger. Tout aussi absurde est l'objection que le cours de la justice serait entravé, si les affaires du Vatican pouvaient être jugées par des tribunaux personnels.

Tous ces faits se trouvent confirmés par l'histoire des douze dernières années. Depuis 1870, le domaine du Vatican a été res-

pecté par les conquérants, et le Pape a continué à y exercer tous les droits qu'il possédait avant le 20 septembre. Il est resté de droit le souverain de Rome et de tous les États pontificaux, et de droit comme aussi *de facto* souverain sur le territoire du Vatican qui, pendant ces douze années, n'a jamais été atteint, non par le fait du Gouvernement, mais à cause de la résistance armée, à cause de la protestation du maître légitime, à cause du *veto* de toute l'Europe et notamment à cause de la menace redoutée du départ du Pape, menace qui, si elle était exécutée, compromettrait l'existence du jeune État italien. Mais le droit international ne connaît point d'exercice de la juridiction « sur un territoire non occupé ».

Le Livre Vert distribué le 19 décembre 1870 prouve quelle émotion l'annexion de Rome a provoquée. Quelle impression n'aurait point éprouvée le monde catholique si le Pape, exilé et dépouillé, avait émigré en France ou en Allemagne ?

C'est pour cela que le Ministre des Affaires étrangères a signalé la résolution prise par le Pape de rester à Rome comme un événement favorable, et, pour rassurer les catholiques et les Princes, il a promis de sérieuses garanties de l'indépendance, de la sécurité et de la dignité du Pape, et il a déclaré, après le plébiscite, dans la note du 16 octobre 1870, que les Palais pontificaux auraient le privilège de l'extra-territorialité.

Toujours est-il que ces promesses ont été mal tenues : Il suffit de rappeler la loi de garantie qui, sous le semblant de la souveraineté, cachait l'oppression et l'abaissement du Pape. Le Pape a été constamment outragé pendant ces douze années ; on l'a dénoncé au peuple comme l'ennemi de la patrie. Qui ne se souvient des scènes de sauvagerie qui se sont passées lors de la translation des restes de Pie IX, scènes dont les auteurs ont été qualifiés, dans un Document diplomatique, de « nobles patriotes » ?

Mais, jusqu'à ce jour, on n'avait pas du moins soulevé l'absurde prétention d'exercer au nom du Roi une juridiction formelle sur le territoire et sur les habitants du Vatican. Le jugement rendu par le Tribunal civil de Rome est une violation du domaine du Vatican et un outrage non seulement aux Ministres du Pape, mais à la personne sacrée du Pontife, attendu qu'on y exprime l'intention de traiter le Pape comme un simple sujet du Roi soumis à la juridiction des tribunaux ordinaires.

Ce jugement rend la juridiction du Pape à l'intérieur de sa résidence encore plus difficile, car l'ingérence prépare des obstacles à une bonne administration.

Cette violation de l'immunité du Palais apostolique est une brèche morale dans les murs du Vatican et rend la position du Pape plus intolérable que jamais.

En conséquence, le cardinal secrétaire d'État donne, au nom du Pape, communication de ce nouvel outrage; il proteste contre la violation de ses immunités et de ses droits souverains et rend le Gouvernement italien responsable de toutes les conséquences de ses actes.

Lettre du pape Léon XIII aux Prélats d'Espagne.

Le Pape Léon XIII a récemment adressé aux évêques d'Espagne la lettre suivante, dont nous publions aujourd'hui la traduction :

A Nos Vénérables Frères et chers Fils les archevêques et évêques et autres ordinaires de la région d'Espagne.

LÉON PP. XIII

Vénérables Frères et chers Fils, salut et bénédiction apostolique,

Parmi toutes les qualités excellentes de la généreuse et noble Nation d'Espagne, celle qu'il convient de louer entre toutes, c'est, à travers les changements d'hommes et de choses qu'elle a subis, sa fidélité à conserver comme un antique patrimoine son amour de la foi catholique, à laquelle le salut et la grandeur de l'Espagne ont toujours paru attachés. Cette fidélité a été manifestée par de nombreuses preuves, et surtout l'insigne piété à l'égard du Siège apostolique, que les Espagnols ont attestée tant de fois, avec tant d'éclat, par toute espèce de signes, par leurs lettres, par leurs dons généreux, par les pèlerinages entrepris dans un but religieux. Le souvenir ne périra pas de ces temps encore récents, où l'Europe eut le spectacle du courage et de la piété de l'Espagne, alors que des événements contraires et funestes atteignirent le Siège apostolique. En toutes ces choses, Nos très chers Fils et Vénérables Frères, Nous connaissons, outre un bienfait particulier de Dieu, le fruit de votre vigilance, et aussi le louable dessein du peuple même qui, dans ces temps ennemis du nom catholique, demeure fidèlement attaché à la religion des ancêtres, et n'hésite pas à opposer à la grandeur des périls une égale grandeur dans la constance. Certainement, il n'est rien qu'on ne puisse légitimement espérer

de l'Espagne, tant qu'elle entretiendra de tels sentiments et qu'elle consolidera la durable concorde de ses volontés.

Mais, à ce sujet, Nous ne dissimulerons pas la vérité : en songeant à la manière d'agir adoptée par quelques catholiques d'Espagne, notre âme est saisie d'une douleur qui a quelque ressemblance avec l'anxiété inquiète de l'Apôtre saint Paul à l'égard des Corinthiens.

Autrefois, chez vous une concordance tranquille et sûre était établie non seulement parmi les catholiques entre eux, mais surtout entre les catholiques et leurs évêques; c'est à ce titre que Grégoire XVI, notre prédécesseur, louait à bon droit la Nation espagnole de ce qu'elle persévérât d'une manière insigne « dans son respect antique à l'égard des évêques et des pasteurs inférieurs canoniquement constitués ». Et pourtant, à présent, dans la division des partis, des traces de dissensions apparaissent qui partagent les âmes comme en des armées diverses, et apportent un trouble grave dans les Sociétés même constituées dans un but religieux. Il arrive souvent qu'auprès des hommes qui recherchent les meilleurs moyens de défendre le catholicisme, l'autorité des évêques ne garde pas toute la force convenable. Et même les conseils de l'évêque ou les décisions qu'il a prises en vertu de son pouvoir sont impatiemment supportés ou blâmés ouvertement : on les reçoit comme si l'on pensait que l'évêque a voulu favoriser les uns ou frapper les autres. Cependant, on voit clairement combien il importe de garder intacte l'union des âmes, d'autant plus que dans la licence universelle des opinions mauvaises, dans la lutte violente et perfide dirigée contre l'Église catholique, il est nécessaire que tous les chrétiens unissent leurs forces et allient étroitement leurs volontés pour résister, de peur que la ruse et l'impétuosité des adversaires ne les surprennent séparément et ne les écrasent.

Aussi, émus à la pensée de tels dangers, c'est à vous, chers Fils et Vénérables Frères, que nous faisons appel dans ces lettres et que Nous demandons instamment de vous faire les interprètes de nos salutaires avertissements et d'employer votre prudence et votre autorité à raffermir la concorde.

Il sera d'abord opportun d'avoir à l'esprit les rapports mutuels des affaires sacrées avec les affaires civiles, parce que beaucoup tombent dans une erreur contraire. Quelques-uns veulent non seulement distinguer la politique de la religion, mais les séparer et les diviser complètement, de sorte qu'il n'y a rien de commun entre elles, et ils pensent que l'une ne doit avoir aucune

influence sur l'autre. Ceux-là, certes, ne sont pas fort éloignés de ceux qui prétendent que l'État doit être constitué et administré en dehors du Dieu créateur et souverain de toutes choses, et leur erreur est d'autant plus fatale, qu'ils privent imprudemment l'État de la force la plus féconde de tout bien. Où la religion est supprimée, il faut nécessairement que devienne incertaine la stabilité des principes sur lesquels repose le salut public, qui tiennent de la religion la plus grande force et qui se résument surtout en ceci : commander avec justice et modération, obéir à la conscience du devoir, soumettre ses passions à la vertu, rendre à chacun ce qui lui appartient, ne pas toucher au bien d'autrui.

Mais, s'il faut décliner cette erreur impie, il faut éviter aussi l'opinion contraire de ceux qui mêlent la religion avec un parti politique et les confondent presque au point de décider que les membres d'un autre parti ont démérité le nom catholique. Cela revient à favoriser l'irruption des factions politiques dans le domaine auguste de la religion, à supprimer la concorde entre frères, à ouvrir la porte et l'accès à une foule d'inconvénients funestes. Il faut donc séparer dans l'opinion et dans le jugement le domaine religieux et le domaine politique, qui sont distincts par nature et par essence.

Car ces intérêts politiques, si légitimes et si honnêtes qu'ils soient, à les considérer en eux-mêmes, ne dépassent pas les limites de la vie qui s'écoule sur la terre. La religion, au contraire, fille de Dieu et rapportant tout à Dieu, a un essor plus large et touche jusqu'au ciel. Ce qu'elle recherche, ce qu'elle veut, c'est pénétrer l'âme, qui est la meilleure partie de nous-mêmes, de la connaissance et de l'amour de Dieu, et conduire sûrement tout le genre humain à la Cité future à laquelle nous aspirons. Aussi faut-il considérer la religion et tout ce qui est attaché à la religion par un lien spécial comme appartenant à un ordre supérieur. Il s'ensuit qu'étant le souverain bien, elle doit demeurer intacte, dans les vicissitudes des choses humaines et même dans les changements d'État ; car elle embrasse tous les temps et tous les lieux.

Il faut donc que les partisans des partis contraires, quand même ils seraient en désaccord sur tout le reste, s'entendent du moins pour maintenir intacte dans l'État la religion catholique. A ce but si noble et si nécessaire, tous ceux qui aiment le nom catholique doivent appliquer leur ardeur, après avoir passé à ce sujet une sorte de pacte, et, pour l'obtenir, imposer un peu de silence à leurs avis divers sur les causes politiques, auxquelles

ils peuvent cependant accorder en leur rang une honnête et légitime attention. L'Église ne condamne aucunement ce genre de préoccupations, pourvu qu'elles ne soient contraires ni à la religion ni à la justice ; mais, loin de tout le bruit des conflits, elle s'applique à donner ses soins à l'intérêt commun, elle embrasse tous les hommes dans sa charité maternelle, et ceux-là surtout dont la foi et la piété sont le plus solides.

Le fondement de cette concorde dont nous parlons est le même dans le Christianisme et dans tout État bien constitué : c'est l'obéissance à l'autorité légitime, qui par ses ordres, ses défenses et ses conseils maintient la concorde et l'harmonie dans les divers esprits. Sur ce sujet, Nous ne disons rien qui ne soit connu et éprouvé par tous ; mais ces préceptes ne doivent pas être seulement retenus par l'intelligence, il faut aussi les observer dans sa conduite et dans la pratique quotidienne comme une règle du devoir.

De même que le Pontife romain est le maître et le Prince de toute l'Église, les Évêques sont les directeurs et les chefs des églises dont ils ont reçu, suivant les règles, l'administration. Ils ont le droit, chacun dans leur diocèse, de commander, de conseiller, de corriger et de décider en général sur toute chose qui paraît appartenir aux affaires chrétiennes. Ils participent au pouvoir sacré que Notre-Seigneur le Christ a reçu de son Père et a laissé à son Église ; et c'est en ce sens que Grégoire IX, notre prédécesseur, a dit : « Nous ne doutons pas que ceux qui sont appelés à une part de surveillance ne soient les vicaires de Dieu. » Et ce pouvoir a été donné aux évêques pour le souverain avantage de ceux sur qui il s'exerce ; car par sa nature il regarde « l'édification du corps du Christ », et il fait de chaque évêque comme un lien qui par la communion de la foi et de la charité associe les chrétiens à qui il commande à la fois entre eux et au Souverain Pontife, les membres à la tête. Telle la grave pensée de saint Cyprien sur ce sujet : « Le peuple uni au prêtre, et le troupeau attaché à son Pasteur, voilà l'Église : et cette autre plus grave encore : « Vous devez savoir que l'Évêque, est dans l'Église et l'Église dans l'Évêque, et celui qui n'est pas avec l'Évêque, n'est pas dans l'Église. » Telle est la constitution chrétienne, immuable et perpétuelle ; si on ne l'observe rigoureusement, une extrême perturbation des droits et des devoirs est la conséquence nécessaire, ainsi que la dissociation des membres étroitement unis dans le corps de l'Église, « qui, soutenu et construit à l'aide de nœuds et d'attaches, grandit pour la gloire de Dieu. » Cela montre qu'il faut donner aux Evêques le respect conforme à la

dignité de leur charge, et leur obéir absolument dans les choses qui dépendent de leur pouvoir.

En voyant les sentiments qui animent beaucoup d'âmes, Nous exhortons les Espagnols, et Nous les adjurons vivement de se souvenir de ce grand devoir, et Nous Nous adressons particulièrement à ceux qui appartiennent au clergé, afin qu'ils s'efforcent de garder la modération et l'obéissance, eux dont les paroles et les actes s'imposent à tous comme exemple.

Les soins qu'ils prennent dans l'exercice de leurs fonctions seront, qu'ils le sachent bien, tout à fait profitables à eux et salutaires à leur prochain, s'ils se soumettent aux ordres et à la volonté de celui qui tient en main le gouvernement du Diocèse. Certes, il n'est pas conforme au devoir que les prêtres se livrent entièrement aux partis, de sorte qu'ils semblent avoir plus à cœur les choses humaines que les divines.

Ils doivent donc prendre garde de ne pas sortir de la gravité et de la mesure. En employant cette vigilance, nous sommes assurés que le clergé d'Espagne rendra chaque jour plus de services par sa vertu, sa doctrine, ses travaux, au bien de l'État non moins qu'au salut des âmes.

Nous estimons que le clergé reçoit une aide utile des Sociétés qui sont comme des cohortes auxiliaires pour le triomphe du nom catholique. Nous en approuvons l'institution et les travaux, et notre désir est qu'elles augmentent en nombre et en zèle, et produisent chaque jour des fruits plus grands. Mais comme elles se proposent la défense et les progrès des intérêts catholiques, et que les intérêts catholiques sont administrés en chaque diocèse par l'Évêque, il va de soi qu'elles doivent être soumises aux Évêques et faire la plus large part à leur autorité et à leurs auspices. D'abord, toute réunion d'hommes obéit à cette règle commune, que leur force et leur puissance proviennent de l'accord des volontés ; ensuite, il convient surtout aux associations de ce genre de faire briller la charité mutuelle, qui doit être la compagne de toutes les bonnes actions, qui doit distinguer les enfants du catholicisme comme un signe et une marque particulière. C'est pourquoi, comme les associés peuvent avoir des opinions diverses sur la politique, si l'on ne veut que la bonne harmonie ne soit dissoute par les préférences de partis, il faut se souvenir du but de ces Sociétés, qui tiennent leur nom même de la foi catholique, et qui doivent dans leurs résolutions n'avoir qu'un but unique, et se garder de paraître appartenir à un parti : elles doivent avoir à l'esprit la pensée divine de l'apôtre saint Paul : « Vous tous qui avez été baptisés dans le Christ. Il n'y a plus

de juif, de grec, d'esclave, d'homme libre : tous vous êtes un dans le Christ. » De là résultera cet avantage que tous les associés, et aussi les diverse Sociétés de ce genre rempliront leur but suprême, qui est la bonne et amicale harmonie dans les volontés. En mettant de côté, comme nous l'avons dit, les préférences de partis, on supprimera les principales causes de rivalités ennemies ; il s'ensuivra qu'une même cause accordera toutes les âmes, et la plus grande et la plus noble, celle pour laquelle il ne peut y avoir de dissentiment entre les catholiques dignes de ce nom.

Enfin il est très important que ceux-là se soumettent à cette discipline, qui combattent chaque jour dans leurs écrits pour l'intégrité de la religion. Nous connaissons leur zèle et le but de leurs efforts ; et Nous ne pouvons faire qu'ils ne reçoivent les justes éloges dus aux services qu'ils ont rendus au catholicisme. Mais la cause qu'ils ont embrassée est si excellente et si noble qu'elle exige beaucoup de choses auxquelles ne doivent pas manquer les défenseurs de la justice et de la vérité. Ils ne doivent pas, tandis qu'ils s'occupent d'une partie de leur devoir, négliger les autres. Les avertissements que Nous avons donnés aux Sociétés, Nous les donnons aux écrivains : Nous voulons qu'ils écartent tout dissentiment dans un esprit de douceur et de mansuétude, et qu'ils gardent l'union des âmes entre eux et à l'égard de la foule, car le travail des écrivains est très puissant dans les deux sens. S'il n'y a rien de plus contraire à la concorde que l'aigreur des paroles, la témérité des soupçons, l'iniquité des attaques, il faut donc avec le plus grand soin fuir et détester tout ce qui y ressemble. Il ne faut pas employer la dispute litigieuse pour les droits sacrés de l'Eglise et pour les doctrines catholiques, mais au contraire une discussion modérée et sobre, où le poids des raisons donne à l'écrivain le prix du combat, bien plus que la rudesse d'un style trop véhément.

Telles sont les règles de conduite que nous jugeons les plus efficaces pour écarter les causes qui empêchent la parfaite concorde des âmes. C'est à vous, chers Fils et Vénérables Frères, d'interpréter notre pensée auprès du peuple, et de donner vos soins à ce que tous règlent leur vie quotidienne sur Nos conseils. Nous sommes assurés que les Espagnols, tant par l'effet de leur fidélité éprouvée à l'égard du Siège Apostolique que par l'espérance des bienfaits de la concorde, feront en sorte de renouveler la mémoire des exemples donnés par leur Nation.

Qu'ils songent à leurs ancêtres, dont les courageux et illus-

tres exploits au dedans et au dehors ont été obtenus, non en disséminant les forces en des disputes, mais par l'accord des volontés et des âmes. Ce sont leurs sentiments de fraternelle charité et « leur mutuelle confiance » qui leur ont donné le triomphe sur la domination des Maures, sur l'hérésie, sur le schisme. Qu'ils suivent les traces de ceux dont ils ont reçu la foi et la gloire ; qu'ils les imitent de manière à se montrer les héritiers non seulement de leur nom, mais de leurs vertus.

Au reste, Nous pensons, chers Fils et Vénérables Frères, qu'il importe pour l'union des âmes et l'indépendance de la discipline, que ceux qui sont dans la même province confèrent entre eux et avec leur Archevêque pour des résolutions semblables, et se consultent sur les intérêts communs ; lorsqu'il en sera besoin, vous viendrez auprès de ce Siège Apostolique, d'où découlent l'intégrité de la foi, la force de la discipline, en même temps que la lumière de vérité. A ce dessein apporteront des occasions favorables les pèlerinages qui sont entrepris de diverses parties de l'Espagne. Car rien n'est plus efficace pour apaiser les dissensions et arrêter les controverses que la voix de Celui que Notre-Seigneur-Jésus-Christ, Prince de la paix, a établi comme vicaire de son pouvoir : et aussi l'abondance de grâces célestes qui coule si abondamment du sépulcre des apôtres.

Cependant, comme tout notre pouvoir vient de Dieu, priez Dieu de toutes vos forces, avec Nous-même, qu'il donne à nos conseils la vertu efficace, et qu'il rende l'esprit des peuples disposé à y obéir. Que l'auguste Mère de Dieu, la Vierge Marie Immaculée, patronne de l'Espagne, favorise nos entreprises communes. Que nous protègent l'Apôtre Jacques et Thérèse de Jésus, la Vierge législatrice, la grande lumière de l'Espagne, en qui l'amour de la concorde, la charité maternelle et l'obéissance chrétienne ont donné de si admirables exemples.

C'est pourquoi Nous vous donnons du fond du cœur, dans le Seigneur, la bénédiction apostolique, gage des grâces célestes et signe de notre bienveillance paternelle, à vous tous, chers Fils et Vénérable Frères, et à toute la Nation Espagnole.

Donné à Rome, auprès de Saint-Pierre, le 8 décembre, année 1882, cinquième de Notre pontificat.

Signé : LÉON PP. XIII.

ERRATA

Page 54, lignes 3 et 5 du n° 243 ; au lieu de « Pouvoirs, » lire « Puissances ».

Page 55, ligne 4 : au lieu de « satisfait », lire « satisfaisant ».

Page 55, ligne 25 : au lieu de « affaires », lire « offres ».

Page 103, ligne 31 : au lieu de « 13 fr. », lire « 28 ».

TABLE

PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE DES MATIÈRES

1881

Juin . . .	24	<i>Etats-Unis.</i> M. Blaine à M. Lowel, relativement au canal de Panama et au Traité de Clayton-Bulwer.	198
Novembre. 10		<i>Grande-Bretagne.</i> Le comte de Granville à M. Hop- pin en réponse à sa dépêche du 24 juin, relative au canal de Panama	204
—	19	<i>Etats-Unis.</i> M. Blaine à M. Lowel, au sujet du canal de Panama et du Traité de Clayton-Bulwer	205
—	19	<i>Etats-Unis.</i> M. Blaine à M. Lowell, relativement au canal de Panama : vices du Traité de Clayton- Bulwer.	213
—	29	<i>Grande-Bretagne — Italie.</i> Déclaration prolongeant jusqu'au 11 mai 1882 les Traités de commerce et de navigation	121
Décembre . 17		<i>Grèce.</i> Note sur la question des postes grecques en Turquie	260
—	31	<i>France — Grande-Bretagne.</i> Procès-verbal de la 37 ^e séance de la Commission Mixte, discussion rela- tive au régime de l'acier, sel, teintures dérivées du goudron, amidon, faïence, glaces, fils de jute, de coton, de bourre de soie ; guipures, dentelles, bon- neterie de laine, châles de coton, tissus d'alpaga, peaux non dénommées, coutellerie, huiles minérales brutes, surtaxes d'entrepôt, tissus de coton, cords et moleskins	6

1882

Janvier . .	2	<i>Portugal.</i> Discours du Roi à l'ouverture des Cortès.	
—	2	<i>France — Grande-Bretagne.</i> Procès-verbal de la 38 ^e séance de la Commission Mixte. Adoption du procès-verbal de la 37 ^e	24
—	4	<i>Belgique-France.</i> Déclaration interprétative annexée à la Convention, au 31 octobre 1881, pour la garan- tie réciproque de la propriété littéraire.	121
—	4	<i>Grande-Bretagne.</i> Le comte de Granville aux Com- missaires Royaux approuvant leur conduite	5
—	5	<i>Grande-Bretagne.</i> Le comte de Granville à M. Crowe, approuve son langage dans l'entrevue avec M. Rou- vier.	25
—	7	<i>Allemagne.</i> Rescrit de l'Empereur concernant les droits de la couronne.	243
—	7	<i>Grande-Bretagne.</i> Discours de la Reine à l'ouverture du Parlement.	255

Janvier. . .	7	<i>Grande-Bretagne</i> . Le comte de Granville à M. West, en réponse à la dépêche de M. Blaine du 19 novembre 1881, relative au canal de Panama.	223
—	9	<i>Grande-Bretagne</i> . Les Commissaires Royaux au comte de Granville. Déclaration générale de l'état actuel des négociations.	25
—	9	<i>Grande-Bretagne</i> . Commissaires Royaux au comte de Granville, insistant sur la question des huiles minérales et de l'acier mi-ouvré.	29
—	10	<i>Grande-Bretagne</i> . Comte de Granville à lord Lyons, transmettant les dépêches des Commissaires Royaux et approuvant leur conduite	31
—	10	<i>Grande-Bretagne</i> . Comte de Granville à lord Lyons, envoi du Mémoire, pour remettre au Gouvernement français.	31
—	12	<i>Grande-Bretagne</i> . Lord Lyons à M. Gambetta. Mémoire sur les tissus de coton, de laine, d'alpaga, cuirs, jute.	33
—	12	<i>Grande-Bretagne</i> . Lord Lyons au comte de Granville, lui annonçant qu'il a remis son Mémoire et que M. Gambetta a promis de l'examiner	39
—	13	<i>Grande-Bretagne</i> . Le comte de Granville à lord Lyons, approuvant la communication du 12 courant.	40
—	14	<i>Allemagne</i> . Discours du Trône à l'ouverture du Landtag prussien	244
—	14	<i>Grande-Bretagne</i> . Le comte de Granville à M. West en réponse à la dépêche de M. Blaine du 19 novembre 1881, relative au canal de Panama	227
—	17	<i>Bésil</i> . Discours du trône à l'ouverture de la session parlementaire	252
—	17	<i>Grande-Bretagne</i> . Lord Lyons au comte de Granville sur le contenu probable du Mémoire français, en réponse à celui du 12 courant.	40
—	21	<i>Grande-Bretagne</i> . Comte de Granville à lord Lyons, le pressant d'obtenir une réponse du Gouvernement français	41
—	21	<i>Grande-Bretagne</i> . Lord Lyons au comte de Granville; le retard provient de la crise politique	41
—	24	<i>Grande-Bretagne</i> . Le comte de Granville à lord Lyons. La présence de M. Crowe à Paris peut-elle être utile ?	42
—	24	<i>Grande-Bretagne</i> . Le comte de Granville à lord Lyons. Demande d'une réponse à M. Challemel-Lacour.	42
—	24	<i>Grande-Bretagne</i> . Lord Lyons au comte de Granville. M. Gambetta a promis de donner, avant peu, une réponse au Mémoire	43
—	25	<i>Grande-Bretagne</i> . Lord Lyons au comte de Granville, demandant la présence de M. Crowe à Paris	43
—	25	<i>Grande-Bretagne</i> . Lord Lyons au comte de Granville, transmettant le Mémoire français.	44
—	25	<i>France</i> . Note de M. Rouvier, en réponse au Mémoire de lord Lyons du 12 courant.	35

Janvier . . .	25	<i>Saint-Siège.</i> Lettre du Pape aux Archevêques et Evêques des provinces ecclésiastiques de Milan, Turin et Vercell, conseillant la concorde dans le parti catholique.	281
	26	<i>Grande-Bretagne.</i> Les Commissaires Royaux au comte de Granville, trouvant insuffisantes les réductions du Gouvernement Français	38
—	26	<i>Grande-Bretagne.</i> Le comte de Granville à lord Lyons, le priant d'insister sur les propositions faites dans sa dépêche du 11 courant.	50
—	26	<i>Grande-Bretagne.</i> Le comte de Granville à lord Lyons. Le temps qui reste pour négocier étant insuffisant, demander une prolongation ou le traitement de la Nation la plus favorisée	50
—	26	<i>Grande-Bretagne.</i> Lord Lyons au comte de Granville, lui transmettant une note de M. Crowe	51
—	26	<i>Grande-Bretagne.</i> M. Crowe à lord Lyons; remarques sur la note de M. Rouvier, du 25 janvier	51
—	28	<i>Grande-Bretagne.</i> Lord Lyons au comte de Granville, entrevue avec M. Gambetta au sujet de la prorogation du Traité.	54
—	28	<i>Grande-Bretagne.</i> M. Crowe à lord Lyons. Exposé des demandes anglaises, des offres françaises, et du <i>statu quo</i> , relativement aux cotons écrus, aux velours à côte, aux moleskins et aux laines	56
—	30	<i>Grande-Bretagne.</i> Lord Lyons au comte de Granville, annonçant la prolongation des Traités existants.	54
—	30	<i>Grande-Bretagne.</i> Lord Lyons au comte de Granville. Envoi du Mémoire de M. Crowe du 28 courant.	55
—	30	<i>France.</i> M. Gambetta à lord Lyons, l'informant du Décret de la Chambre qui autorise la prorogation des Traités	59
—	31	<i>Grande-Bretagne.</i> Lord Lyons au comte de Granville. La Chambre a voté la prorogation des Traités	57
—	31	<i>Grande-Bretagne.</i> Lord Lyons au comte de Granville. Envoi de la note de M. Gambetta du 30 courant.	58
—	31	<i>Grande-Bretagne.</i> Lord Lyons au comte de Granville. Demande d'instructions relativement à la signature probable d'une Déclaration	59
—	31	<i>France.</i> M. de Freycinet à lord Lyons, lui faisant connaître le vote du Sénat.	61
Février. . . .	1	<i>Grande-Bretagne.</i> Comte de Granville à lord Lyons, l'autorisant à signer une Déclaration.	60
—	1	<i>Grande-Bretagne.</i> Lord Lyons au comte de Granville. Le Sénat a ratifié le vote de la Chambre	60
—	1	<i>Grande-Bretagne.</i> Lord Lyons au comte de Granville. Sur une entrevue avec M. de Freycinet.	61
—	1	<i>Grande-Bretagne.</i> M. de Freycinet à lord Lyons; sur l'urgence de signer une Déclaration prorogant les Traités jusqu'au 1 ^{er} mars.	63
—	2	<i>France.</i> Loi prorogeant les Traités existants signés jusqu'au 1 ^{er} mars	69
—	2	<i>Grande-Bretagne.</i> Lord Lyons au comte de Granville.	

Février. . .	La conversation avec M. de Freycinet laisse peu d'espoir sur le résultat des négociations.	72
—	3 <i>Grande-Bretagne</i> . Le comte de Granville à lord Lyons. Sur la nécessité d'une Convention pour les marques de commerce.	62
—	3 <i>Grande-Bretagne</i> . Lord Lyons au comte de Granville, lui transmettant la note de M. de Freycinet	62
—	3 <i>Grande-Bretagne</i> . Lord Lyons au comte de Granville. Envoi du Mémoire de M. Crowe	64
—	3 <i>Grande-Bretagne</i> . Mémoire de M. Crowe, sur une conversation entre lord Lyons et M. Crowe d'une part, et M. de Freycinet et M. Tirard d'autre part, au sujet du Traité de Commerce	64
—	4 <i>Grande-Bretagne</i> . Lord Lyons au comte de Granville, lui annonçant la signature de la Convention	67
—	4 <i>France — Grande-Bretagne</i> . Déclaration prorogeant les Traités de Commerce existants jusqu'au 1 ^{er} mars 1882.	67
—	4 <i>Espagne — France</i> . Traité de Commerce et de Navigation avec les Tarifs des droits d'entrée et de sortie.	124
—	5 <i>Grande-Bretagne</i> . Le comte de Granville à lord Lyons, approuvant sa conduite	73
—	5 <i>Saint-Siège</i> . Allocution du Pape aux jeunes gens du Cercle catholique de Saint-Pierre de Rome sur les efforts de la révolution pour corrompre la jeunesse.	284
—	6 <i>Grande-Bretagne</i> . Le comte de Granville à lord Lyons, approuvant son langage.	68
—	6 <i>Grande-Bretagne</i> . Le comte de Granville à lord Lyons, approuvant ses démarches	68
—	8 <i>Grande-Bretagne</i> . Lord Lyons au comte de Granville. Envoi de la loi prorogeant les Traités	68
—	8 <i>Grande-Bretagne</i> . Lord Lyons au comte de Granville. Conversation avec M. de Freycinet. Demande, par ce dernier, d'un Mémoire indiquant les dernières divergences	69
—	8 <i>Grande-Bretagne</i> . Lord Lyons à M. de Freycinet. Mémoire résumant les dernières divergences existant entre les deux Gouvernements.	70
—	9 <i>Grande-Bretagne</i> . Lord Lyons au comte de Granville. Crainte de M. de Freycinet de ne pouvoir accéder aux demandes du Gouvernement anglais	74
—	11 <i>Grande-Bretagne — France</i> . Note de M. Tirard en réponse au Mémoire de lord Lyons du 8 février 1882.	117
—	13 <i>Grande-Bretagne</i> . Lord Lyons au comte de Granville, au sujet des retards de M. de Freycinet.	74
—	14 <i>Grande-Bretagne</i> . Lord Lyons au comte de Granville. Envoi de la note de M. de Freycinet.	75
—	14 <i>France</i> . M. de Freycinet à lord Lyons, lui transmettant les dernières concessions du Gouvernement français	75
—	15 <i>Grande-Bretagne</i> . Le comte de Granville à lord	

Février..	Lyons. Si le Gouvernement français ne peut faire de plus fortes concessions, il faudra négocier en vue d'obtenir le traitement de la Nation la plus favorisée.	76
—	15 <i>Grande-Bretagne</i> . Lord Lyons au comte de Granville, lui envoyant une lettre confidentielle de M. de Freycinet	78
—	15 <i>Grande-Bretagne</i> . Discours du Trône à la clôture du Parlement	258
—	16 <i>Grande-Bretagne</i> . Le comte de Granville à lord Lyons, le priant de demander le maintien temporaire des droits <i>ad valorem</i>	77
—	16 <i>Grande-Bretagne</i> . Lord Lyons au comte de Granville. Conversation avec M. de Freycinet au sujet du traitement de la Nation la plus favorisée	78
—	17 <i>Grande-Bretagne</i> . Lord Lyons au comte de Granville. Le Gouvernement français accorderait le traitement de Nation la plus favorisée, à la condition que le Tarif anglais ne serait pas modifié	80
—	17 <i>Saint-Siège</i> . Lettre encyclique du pape aux archevêques, évêques, etc., de l'Italie sur les effets de la révolution à Rome et en Italie.	285
—	18 <i>Grande-Bretagne</i> . Le comte de Granville à lord Lyons. Le Gouvernement britannique veut bien accepter le traitement de Nation la plus favorisée ou d'une durée limitée, mais sans aucun engagement de sa part.	81
—	18 <i>Grande-Bretagne</i> . Lord Lyons au comte de Granville. Le Gouvernement français veut bien accorder le traitement de la Nation la plus favorisée, à la condition que si l'Angleterre venait à modifier ses tarifs la France serait libre des siens.	83
—	21 <i>Grande-Bretagne</i> . Le comte de Granville à lord Lyons. Le Gouvernement britannique accepterait le traitement de la Nation la plus favorisée avec un avertissement de six mois.	85
—	21 <i>Grande-Bretagne</i> . Lord Lyons au comte de Granville. Refus d'accorder le traitement de la Nation la plus favorisée avec avertissement de douze mois	86
—	22 <i>Grande-Bretagne</i> . Lord Lyons au comte de Granville. Conversation avec M. de Freycinet, au sujet de l'avertissement de six mois et des marques de fabrique	87
—	23 <i>France</i> . M. de Freycinet à lord Lyons, au sujet du projet de loi accordant à la Grande-Bretagne le traitement de Nation la plus favorisée	90
—	23 <i>Grande-Bretagne</i> . Lord Lyons au comte de Granville. Envoi du projet de loi présenté à la Chambre. . . .	88
—	23 <i>Grande-Bretagne</i> . Le comte de Granville à lord Lyons, approuvant sa conduite	89
—	23 <i>Grande-Bretagne</i> . Lord Lyons au comte de Granville. Envoi d'une lettre de M. de Freycinet, du même jour.	89
—	23 <i>France — Suisse</i> . Traité de commerce et Protocole additionnel suivi des Tarifs des droits d'entrée et de	

Février. . .	sortie, des droits d'entrée (ohmgelder), établis dans les différents cantons suisses, du règlement relatif au pays de Gex — et de la Déclaration relative aux échantillons	141
— 23	<i>France — Suisse.</i> Traité sur l'établissement des Français en Suisse et des Suisses en France . . .	178
— 23	<i>France — Suisse.</i> Convention pour la garantie réciproque des marques de fabrique et de commerce, des noms commerciaux, etc.	180
— 23	<i>France — Suisse.</i> Convention entre la France et la Suisse sur les rapports de voisinage et sur la surveillance des forêts limitrophes	185
— 24	<i>Grande-Bretagne.</i> Le comte de Granville à lord Lyons, peu satisfait de la solution des négociations et attirant l'attention de lord Lyons sur la nécessité de stipulations au sujet de la position des sujets, des questions de navigation et des marques de fabrique.	90
— 24	<i>Grande-Bretagne.</i> Lord Lyons au comte de Granville. Le Gouvernement consentira à signer un Traité avant le 28 courant	92
— 25	<i>Grande-Bretagne.</i> Lord Lyons au comte de Granville. La Chambre a voté le projet de loi concédant le traitement à la Grande-Bretagne de Nation la plus favorisée	92
— 25	<i>Grande-Bretagne.</i> Lord Lyons au comte de Granville, réunion de M. Tirard, Crowe et moi pour régler les détails du nouveau Traité	92
— 26	<i>Grande-Bretagne.</i> Lord Lyons au comte de Granville, au sujet du rapport sur le projet de loi . . .	93
— 26	<i>France.</i> Dépôt et lecture du rapport du projet de loi relatif au régime douanier des marchandises anglaises	94
— 27	<i>France — Suisse.</i> Convention du raccordement de chemin de fer de Boisse-Veyrier à la gare de Genève	188
— 28	<i>France — Suisse.</i> Convention de raccordement du chemin de fer de Thonon au Bouveret par Saint-Gingolph	193
— 27	<i>Grande-Bretagne.</i> Lord Lyons au comte de Granville. Le projet de loi a été voté par le Sénat . . .	103
— 28	<i>Grande-Bretagne.</i> Lord Lyons au comte de Granville. Le Traité a été signé par les Plénipotentiaires français et moi	103
— 28	<i>Grande-Bretagne.</i> Lord Lyons au comte de Granville. Compte rendu de la séance du Sénat du 27 courant.	103
— 28	<i>France — Grande-Bretagne.</i> Convention réglant les relations commerciales et maritimes	105
— 28	<i>France — Grande-Bretagne.</i> Déclaration prorogeant au 15 mai 1882 les Traités de commerce, sauf ce qui concerne le régime des douanes	109
— 28	<i>Grande-Bretagne.</i> Lord Lyons au comte de Granville. Envoi du <i>Journal officiel</i> , contenant la loi applicable aux produits anglais	110

Février . . .	28	<i>France</i> . Loi relative au régime douanier applicable aux produits anglais lors de leur entrée en France.	110
—	28	<i>France</i> . Décret promulguant la Déclaration qui proroge les Traités franco-anglais existants jusqu'au 15 mars.	115
Mars	1	<i>Grande-Bretagne</i> . Lord Lyons au comte de Granville, lui envoyant par M. Baleman la Convention et la Déclaration	104
—	1	<i>Grande-Bretagne</i> . Lord Lyons au comte de Granville. Envoi du <i>Journal officiel</i> promulguant la Déclaration qui proroge les Traités existants	111
—	1	<i>Grande-Bretagne</i> . Lord Lyons au comte de Granville, envoi du <i>Journal officiel</i> , contenant l'annonce de la Convention réglant les relations commerciales.	112
—	1	<i>Grande-Bretagne</i> . Lord Lyons au comte de Granville, le remerciant de l'assistance de M. Crowe.	113
—	2	<i>Grande-Bretagne</i> . Le comte de Granville à Lord Lyons, lui envoyant les remerciements du Gouvernement.	114
—	2	<i>Grande-Bretagne</i> . Lord Granville aux Commissaires royaux pour les remercier de leurs travaux	114
—	5	<i>Saint-Siège</i> . Discours du Pape à une députation irlandaise	295
Avril	1	<i>Mexique</i> . Discours du Président à l'ouverture du Congrès.	265
—	22	<i>Saint-Siège</i> . Lettre du Pape aux archevêques, évêques, etc., de Sicile, sur la perversité des ennemis de la religion.	296
—	27	<i>Allemagne</i> . Message impérial pour l'ouverture du Reichstag.	248
Mai	11	<i>Allemagne</i> . Discours de M. Puttkamer, pour la clôture du Landtag prussien	247
—	12	<i>Saint-Siège</i> . Lettres apostoliques du Pape, concernant la réforme de l'ordre de saint Basile le Grand, chez les Ruthènes	300
—	20	<i>Brésil</i> . Discours du Trône à l'ouverture de l'Assemblée générale	253
—	22	<i>Grande-Bretagne</i> — <i>Portugal</i> . Convention supplémentaire au Traité de Commerce et de Navigation du 3 juillet 1842.	197
Juin	18	<i>Saint-Siège</i> . Lettre du Pape à l'évêque de Przemysl, pour témoigner sa satisfaction de l'accueil sympathique fait au Nonce	307
Juillet . . .	3	<i>Saint-Siège</i> . Discours du Pape aux évêques préconisés dans le Consistoire du 3 juillet.	308
—	13	<i>Saint-Siège</i> . Discours du Pape aux Représentants de la Fédération Pie, au sujet des scènes sauvages du 13 juillet 1881	310
Septembre.	11	<i>Saint-Siège</i> . Circulaire du cardinal Jacobini contre l'ingérence de l'autorité Italienne dans les affaires intérieures du Vatican	322
—	16	<i>Mexique</i> . Discours du Président de la République à l'ouverture du onzième Congrès constitutionnel	268
—	17	<i>Saint-Siège</i> . Lettre encyclique du Pape à l'occasion du centenaire de saint François d'Assise	312

Octobre . . 28	<i>Brésil</i> . Discours de clôture de la session législative . .	254
Novembre. 14	<i>Allemagne</i> . Discours du Trône à l'ouverture du Landtag prussien	250
— 22	<i>Italie</i> . Discours du Trône à l'ouverture de la législature	262
Décembre. <i>Saint-Siège</i> .	Lettre de Léon XIII aux prélats d'Espagne.	324

Le gérant : FÉCHOZ

